LE MONDE ÉCONOMIE
■ Et si la Chine implosait ?
■ 22 pages d'offres d'emplois

Le Monde

55e ANNÉE – Nº 16814 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE
MARDI 16 FÉVRIER 1999
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Aerospatiale-Matra, naissance d'un géant

● Le décret de privatisation d'Aerospatiale a été publié ● Lagardère prendra 33 % du capital
● La fusion avec Matra créera le cinquième groupe mondial d'aéronautique civile et militaire
● Elle prélude à la constitution avec l'allemand Dasa d'un géant européen face aux Etats-Unis

AVEC UN RETARD de plusieurs semaines, le décret de privatisation d'Aerospatiale a été publié dimanche 14 février au *Journal officiel*. *« Le transfert du secteur public au secteur privé de la majorité du capital de la société Aerospatiale »* va permettre la fusion du groupe d'aéronautique et de défense avec Matra. Après de difficiles négociations, l'Etat et le groupe dirigé par Jean-Luc Lagardère sont parvenus à un accord sur les modalités du rapprochement. Lagardère, écarté en 1998 de la privatisation de Thomson-CSF repris par Alcatel, obtiendra 33 % du capital d'Aerospatiale et apportera en contrepartie ses activités dans l'industrie de la défense et une soulte de 1 milliard de francs (environ 152 millions d'euros). En fonction des performances économiques d'Aerospatiale-Matra, Lagardère pourrait verser un autre milliard de francs entre 1999 et 2001.

Un directoire, vraisemblablement présidé par Yves Michot, patron d'Aerospatiale, et un conseil de surveillance, avec à sa tête Jean-Luc Lagardère, dirigeront le

groupe. Environ 20 % du capital d'Aerospatiale seront mis en Bourse au printemps. Entre 2 % et 3 % reviendront au personnel afin de ramener la part de l'Etat sous la barre des 50 %.

Aerospatiale-Matra se placera au cinquième rang mondial de l'industrie aérospatiale civile et militaire. Le groupe détient 46 % de Dassault Aviation, 37 % du consortium aéronautique Airbus Industrie et dispose également de participations importantes dans les avions de transport régional (ATR), les hélicoptères (Eurocopter), les missiles, les satellites et dans le consortium spatial européen Arianespace.

Cette étape française de la concentration mondiale de l'industrie de l'aéronautique et de la défense fait suite au rachat du britannique GEC-Marconi par British Aerospace. Elle est le prélude à la constitution d'un géant européen – notamment avec l'allemand Dasa – apte à faire face à la concurrence américaine.

Lire page 20

Procès du sang : enquête sur une Cour en crise

SOUS COUVERT d'anonymat, onze juges parlementaires sur vingt-trois ont confié au *Monde* les critiques qu'ils formulent à l'encontre du président Christian Le Gunehec. Jeudi soir 11 février, sommé par les juges parlementaires de se *« ressaisir »*, M. Le Gunehec a répliqué : *« Si cela continue, c'est moi qui pourrais bien me récuser. »* Jugeant que la manière dont ce dernier organise les débats obère la suite du procès de Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé, plusieurs juges RPR ont approché l'un des magistrats qui assiste M. Le Gunehec, Henri-Claude Le Gall. *« Il n'a rien répondu, mais il paraît prêt »*, assure un juge-sénateur. Certains juges semblent décidés à se montrer plus incisifs à l'égard du ministre qui, pour l'heure, a montré le plus de faiblesses dans sa défense, Edmond Hervé.

Lire page 13

Prolongations pour le Kosovo

Les négociations de Rambouillet se prolongeront jusqu'à samedi. p. 2

L'OCDE contre la corruption

La convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption des agents publics étrangers entre en vigueur lundi 15 février. p. 6

Deux Israël face à face

250 000 juifs ultra-orthodoxes ont défilé dimanche 14 février à Jérusalem. Une contre-manifestation laïque a rassemblé 50 000 personnes. p. 4
et notre analyse p. 18

El son de Cuba

L'île s'ouvre au tourisme et exporte sa musique : l'industrie du disque encourage la fièvre salsa ou « son ». p. 31

Achète ados footballeurs

Le « transfert » d'un jeune de quinze ans vers Arsenal est désapprouvé par la Fédération française de football et la ministre des sports. p. 27

Fontainebleau : fin du mystère

Un homme de vingt-huit ans a avoué le meurtre, il y a dix ans, de deux promeneurs. Deux autres personnes ont été mises en examen. p. 38

Les 35 heures à contrecœur

Romans, capitale de la chaussure, s'engage dans la réduction du temps de travail sans enthousiasme. p. 15

M. Jospin ajuste les réformes

Le premier ministre cherche à éviter que les réformes engagées ne deviennent des obstacles politiques. p. 8

Les idées du XXIe siècle

Tous les lundis jusqu'à la fin de l'année, une page « Entretiens » sur les enjeux du siècle à venir. p. 16

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2800 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 216 - 7,50 F

La leçon de pacifisme d'un Prix Nobel irlandais aux nationalistes corses

BASTIA
de notre correspondant

John Hume, Prix Nobel de la paix, figure de proue du nationalisme catholique irlandais, a donné, dimanche 14 février à Bastia, une leçon de pacifisme aux nationalistes corses. John Hume, qui a partagé son prix avec David Trimble, chef du parti protestant modéré, répondait à l'invitation du journal *Arritti*, organe d'information de l'Union du peuple corse (UPC), d'obédience autonomiste et dont les figures emblématiques restent les frères Edmond et Max Simeoni.

A l'exception de Paul Giacobbi, président (radical de gauche) du conseil général de Haute-Corse, la classe politique traditionnelle avait boudé la réunion. Tous les partis nationalistes corses étaient représentés. Pour la première fois depuis de nombreuses années, des militants aux antagonismes très violemment affirmés siégeaient côte à côte pour écouter et débattre.

« La violence armée au service d'intérêts politiques locaux est-elle le passage paradoxalement obligé à l'éclosion de tout processus de paix ? » Qu'il s'agisse des exemples irlandais, israélo-palestinien, kosovar, basque ou corse, John Hume répond invariablement : *« Ceux qui poursuivent l'acte de violence sont des fascistes, il faut verser de la sueur et non du sang pour construire la démocratie. »* Ceux qui, dans le public, soutiennent l'action clandestine tentent pourtant de justifier ce recours en raison *« des injustices faites à un peuple et à son identité »*. Là encore, John Hume est catégorique : *« L'injustice ne peut pas être résolue par une plus grande injustice. Souvent, le conflit est fondé sur une différence de perception qu'a l'autre de la situation de son adversaire. Votre identité ne se définit pas en opposition à une autre identité. Si vous en êtes là, c'est que vous avez bien peu confiance en vous-mêmes. »*

Pour le Prix Nobel, *« il faut accepter, dans un premier temps, d'arrêter la violence. Cela semble quelquefois impossible. [...] Songez à ce qu'était notre situation en Irlande il y a cinq ans et à ce qu'elle est devenue. Il faut ensuite dialoguer avec son adversaire. Chacun doit savoir que l'on ne peut négocier qu'avec son opposant. Il faut l'accepter. Enfin, il faut tout mettre en œuvre pour travailler le terreau commun, l'économie, la culture, le fonctionnement de la société, les institutions, etc. »*

John Hume plaide pour l'Europe : *« Il y a cinquante ans, notre cadre de vie, notre culture, étaient notre cellule familiale, notre rue, notre quartier. Aujourd'hui, par le miracle de la communication, le monde est devenu plus petit. L'Europe est postnationaliste. Les Etats-nations laissent la place à des régions. A vous de faire cette Europe. Je ne serai pas moins irlandais, vous ne serez pas moins corses en construisant cet espace commun. Tout dépend de vos convictions et de votre capacité d'anticipation. »*

Max Simeoni, directeur du journal *Arritti*, a remercié John Hume d'avoir *« noué les premiers fils d'un dialogue rompu depuis plusieurs années entre nationalistes corses »*. C'était bien le moins.

Michel Codaccioni

Ce gigantesque fichier de police

LE CONSEIL D'ÉTAT vient de poser des garde-fous au projet de gigantesque fichier de police qui doit contenir les noms de toutes les personnes mises en cause dans des procédures judiciaires, ainsi que ceux des victimes. Les juges administratifs demandent notamment que les décisions de non-lieu et de relaxe soient inclues dans ce Système de traitement des infractions constatées (STIC) dont l'idée avait été lancée par Charles Pasqua en 1994. Qualifié de *« liberticide »* par des avocats, le projet est présenté par le ministre de l'intérieur comme un instrument de *« transparence »*.

Lire page 10
et notre éditorial page 18

La photo de presse en procès

TOUT LE MONDE a en tête cette photographie de Robert Kennedy, gisant dans son sang, les yeux encore ouverts, quelques secondes après son assassinat, le 5 juin 1968, dans un hôtel de Los Angeles. Ce n'est plus une image d'actualité mais un document d'histoire, abondamment publié dans les livres, exposé et commenté.

Cette photo suscite émotion ou effroi. Mais personne ne se demande si sa publication est choquante. L'image de Bob Kennedy pourrait-elle être publiée aujourd'hui en France ? Rien n'est moins sûr, tant notre époque est marquée par une surprotection de la vie privée de l'individu et de son image. Au détriment du droit collectif à l'information.

Etrange époque, comme le dit le photographe Patrick Bard, qui accepte une *« privatisation de l'espace public »*. Etrange époque où un village de Dordogne attaque un photographe qui a osé le fixer sur une carte postale, où il n'est plus possible de photographier une manifestation, un concert de rock, une exposition, un musée, un bout d'architecture – pourtant financé par de l'argent public – sans s'attirer les foudres d'un ayant droit. Etrange époque où personne n'assume son identité sans contrepartie, où l'on attaque en justice pour un oui ou pour un non, où le moindre livre consacré à une personnalité risque d'aboutir devant les tribunaux dès qu'il échappe au standard convenable de la biographie « autorisée ».

Cette époque-là ne peut que connaître une montée en flèche de procès intentés par des particuliers qui invoquent leur droit à l'image – depuis la star de cinéma jusqu'au badaud anonyme (*Le Monde* du 5 février). Certains subissent un véritable préjudice mais beaucoup livrent leur effigie contre quelques milliers de francs. Il n'est agréable pour personne, et douloureux parfois, de se retrouver exhibé sans son accord dans un journal. Mais le phénomène soulève plusieurs questions : quelles photos voulons-nous conserver de notre histoire, de notre société, de notre quotidien ?

Michel Guerrin

Lire la suite page 18

NOËL MAMÈRE

« En France, l'immobilisme a toujours revêtu les habits du parti de l'ordre. La nouveauté c'est que certains, à gauche, voudraient reprendre ce drapeau défraîchi et en faire l'emblème de la République. » N.M.

Editions du Seuil

Mousquetaires du bob

BRUNO MINGEON

LA FRANCE a conquis son premier titre mondial de bobsleigh à quatre, dimanche 14 février, à Cortina d'Ampezzo (Italie). Ce résultat couronne le travail et le talent de la petite équipe réunie, depuis quatre ans, autour du pilote Bruno Mingeon et des pousseurs Emmanuel Hostache, Eric Le Chanony et Max Robert.

Lire page 28

International	2	Aujourd'hui	27
France	8	Météorologie	30
Société	10	Jeux	30
Régions	14	Culture	31
Horizons	15	Guide culturel	33
Entreprises	20	Annonces classées	34
Communication	22	Kiosque	36
Tableau de bord	23	Abonnements	36
Carnet	26	Radio-Télévision	37

NÉGOCIATIONS Les ministres des affaires étrangères du Groupe de contact (Allemagne, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie, France et Russie), réunis dimanche 14 février à Paris, ont donné aux Serbes et aux Albanais du Kosovo jusqu'à samedi midi pour parvenir à un accord de paix. Dans leur communiqué, les six pays parlent de *« progrès »* dans les négociations *« plus lents que ce qui était espéré »*. ● LE PLAN soumis aux deux délégations prévoit un statut d'autonomie pour le Kosovo sans mentionner la perspective d'un référendum que réclament les Albanais. Les questions de sécurité ne sont pas encore *sur la table, en raison* de l'hostilité qu'elles suscitent chez les Serbes et chez les Russes. ● À BELGRADE, la presse officielle souligne l'attitude *« constructive »* de sa délégation à Rambouillet, alors que l'opposition annonce, voire approuve, *« la venue certaine de l'OTAN »*.

Compte à rebours à Rambouillet pour l'avenir du Kosovo

Après de nombreuses rencontres diplomatiques, à Paris et à Rambouillet ce week-end, les ministres des affaires étrangères occidentaux ont fixé à samedi midi la date butoir pour la signature d'un accord de paix entre Serbes et Albanais du Kosovo

IL NE RESTE PLUS que quelques jours aux séquestrés du château de Rambouillet pour s'entendre : samedi 20 février à midi, Serbes et Albanais du Kosovo devront avoir conclu un accord. La diplomatie internationale a débarqué en force dimanche, en Ile-de-France, pour le leur rappeler : visite remarquée à Rambouillet de la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright, déjeuner à Paris des quinze ministres des affaires étrangères de l'Union européenne, réunion l'après-midi du Groupe de contact pour l'ex-Yougoslavie (Mme Albright, son homologue russe Ivanov et les ministres français, anglais, allemand et italien).

Le communiqué mis au point par ce Groupe parle de *« progrès »* dans les négociations *« plus lents que ce qui était espéré »* et de la nécessité pour les intéressés de *« parvenir immédiatement à un accord sur les points durs qui restent en suspens »*.

Une semaine après le début des pourparlers, le blocage est en effet total. Non que les deux délégations refusent de se parler : si elles restent cantonnées à deux étages différents du château, sans échange direct, c'est parce que les trois négociateurs internationaux le veulent ainsi et jugent plus efficace à ce stade – comme l'a expliqué l'Américain Christopher Hill – de faire des navettes entre les chambres plutôt que de réunir tout le monde autour d'une table. En rassemblant pour la première fois Serbes et Albanais autour d'elle, Mme Albright n'a donc pas réalisé un exploit mais tout juste un « coup » médiatique ; elle s'est d'ailleurs bornée à raconter à cet auditoire comment se sont passées les négociations de Wye Plantation sur le Proche-Orient...

Le blocage est fondamental : les Kosovars ne veulent pas renoncer à l'objectif de l'indépendance. Ils peuvent admettre qu'elle ne vienne pas tout de suite et que le projet mis sur la table par les grandes puissances ne leur garantisse pour les trois ans à venir qu'*« une autonomie substantielle »* ; mais ils voudraient que le règlement ouvre la perspective de l'indépendance, en promettant un référendum à l'issue de la période intérimaire de trois ans. Les Serbes de leur côté peuvent admettre beaucoup des *dispositions proposées pour établir* une « autonomie » du Kosovo ; mais ils ne veulent pas être dépossédés de leur souveraineté sur la province : ils refusent non seulement que la possibilité d'une indépendance à terme reste ouverte, mais aussi que vienne se déployer sur « leur » sol une force de l'OTAN qui deviendrait le véritable maître de la province.

NUMÉRO DE CHARME

Mme Albright a rencontré séparément les uns et les autres à Rambouillet. A la délégation des Albanais du Kosovo, elle a fait valoir que l'accord proposé par le Groupe de contact est *« un bon arrangement »* qui soulagerait la population de ses souffrances et serait vraiment garanti internationalement (Bill Clinton venait de confirmer sa disposition à participer, à hauteur de quatre mille hommes, à la force internationale qui veillerait à la mise en œuvre d'un accord). Aux Serbes, Mme Albright a fait un numéro de charme, en évoquant les souvenirs de la partie de son enfance qu'elle passa à Belgrade. Elle leur a dit aussi que le choix qui s'offrait à eux aujourd'hui était *« soit la poursuite de la désintégration de la Yougoslavie »* et la plongée dans l'abîme (*« deep dark hole »*), soit l'établissement de relations civilisées avec la population du Kosovo et, en corollaire pour Belgrade, *« une forme de réintégration »* dans la communauté internationale.

Mme Albright s'est par ailleurs félicitée, lors de sa conférence de presse, tout comme Hubert Védrine, de l'*« unité »* de la communauté internationale, De fait, le principal enjeu du week-end était de resserrer les rangs au sein du Groupe de contact. Mais en dépit de l'unanimisme affiché dimanche soir, les tiraillements restent patents.

Il y a d'abord le problème des Russes. Ils ont jusqu'ici fait leur l'hostilité des Serbes au déploiement d'une force internationale au Kosovo, ce qui empêchait le Groupe de contact de boucler son plan de règlement. La partie de ce plan portant sur les questions de sécurité n'a ainsi pas encore pu être soumise aux deux délégations.

Tout ce que les Occidentaux ont obtenu dimanche, c'est que les Russes acceptent, dans le communiqué du Groupe de contact, une phrase qui appelle les parties à consentir à *« la mise en place d'une force de police locale et des mesures nécessaires pour mettre fin aux affrontements militaires au Kosovo »* et une autre phrase qui dit que la communauté internationale *« est prête à consacrer d'importants moyens civils et militaires »* pour aider le Kosovo à retrouver la paix. Si la Russie avait cessé de se faire prier, on userait de formules moins *alambiquées pour annoncer* l'envoi de trente mille hommes dans la province.

Les diplomates occidentaux se refusaient dimanche à indiquer quand les parties du plan portant sur les questions de sécurité seraient mises sur la table des négociations. Leur pari semble être que, comme pour la Bosnie, les Russes *in fine* préféreront en être – contribuer à l'obtention d'un accord et participer à sa mise en œuvre – plutôt que de faire obstruction et de voir l'OTAN se charger seule, éventuellement par des frappes aériennes, d'amener les Serbes à la raison. La menace de frappes aériennes, au cas où aucun accord ne serait conclu le 20 février, n'est pas évoquée dans le communiqué du Groupe de contact, comme si on n'avait pas voulu « braquer » les Serbes et les Russes. Mme Albright a rappelé cette menace *« toujours réelle »*, lors de sa conférence de presse. Mais sur ce point, les approches semblent divergentes parmi les Occidentaux.

TIRAILLEMENTS

Dans la délégation du ministère français des affaires étrangères – décidément très en retrait par rapport à la ferme impulsion initiale du président de la République au lendemain du massacre de Racak –, on veut mettre toute le monde sur le même plan, on estime que les pressions exercées sur la partie albanaise sont *« trop faibles »*, que l'Europe doit prendre des mesures contre cet aspect de la *« délinquance européenne »* que constitue le financement de l'Armée de libération du Kosovo par la diaspora installée en Allemagne et en Suisse ; on déclare que l'hypothèse d'une intervention aérienne de l'OTAN *contre des cibles serbes supposerait* que soit établie d'abord la responsabilité serbe dans l'échec des négociations ; on peste contre ceux qui, la semaine dernière, ont imputé aux Serbes le blocage des négociations. C'est le ministre britannique des affaires étrangères Robin Cook, coprésident de la conférence de Rambouillet, qui l'avait fait le premier. Mme Albright lui a fait écho dimanche, en affirmant que le *« ralentissement »* de la semaine dernière était *« dû aux Serbes »*.

Tous ces tiraillements – entre Russes et Occidentaux, entre Américains et Européens, entre Français et Français – peuvent se résorber au bout du compte. Ils disparaîtraient d'autant mieux que Serbes et Albanais seraient disposés à trouver un terrain d'entente. A ce jour on en est loin, mais tout peut se décider au dernier moment. La délégation albanaise au moins joue le jeu de la négociation ; elle n'étale pas jusque-là de divisions internes, elle constitue des groupes de travail et prend la peine de formuler par écrit ses amendements aux textes qui lui sont proposés. La partie serbe ne formule qu'oralement ses commentaires. La seule revendication qu'elle ait exprimée à ce jour par écrit est qu'on veuille bien lui installer un piano dans le château. Refusé...

Claire Tréan

Vingt mille Albanais manifestent

Environ 20 000 Albanais, selon la police, venus de toute l'Europe ont manifesté, samedi 13 février, à Rambouillet pour exiger l'indépendance du Kosovo. Reprenant des slogans de soutien à l'Armée de libération du Kosovo (UCK), la foule s'est regroupée à proximité du château de Rambouillet. *« Nous sommes ici pour prouver que nous sommes unis en faveur de la libération du Kosovo et prêts à donner nos vies pour le Kosovo »*, a lancé Bedri Islami, président du Mouvement du peuple du Kosovo. La délégation kosovare, cloîtrée depuis une semaine à l'intérieur du château, a fait parvenir un message de remerciement dans lequel elle promet de pas ne céder.

Le même jour au Kosovo, treize personnes ont été blessées par l'explosion d'une bombe placée devant l'agence d'une banque d'Etat yougoslave, dans le centre d'Urosevac (sud). Serbes et Albanais se rejettent la responsabilité de cet attentat qui a provoqué des dégâts à 100 mètres à la ronde.

Les principales dispositions du projet de règlement

LE PROJET d'accord que le Groupe de contact a mis sur la table des négociations n'a pas été rendu public mais, grâce aux quelques indications données par les négociateurs et à des fuites américaines, son contenu est en partie connu. Il se compose d'un document-cadre *fixant les principes de base et les grandes lignes* d'un statut d'autonomie pour le Kosovo, ainsi que de sept annexes plus détaillées sur la mise en œuvre de ce statut.

Au cours de la première semaine, les pourparlers indirects ont porté sur les trois annexes politiques (élections, constitution du Kosovo, rôle d'un médiateur international) et sur l'annexe économique. *Les trois autres annexes portant* sur les questions de sécurité n'ont pas encore été remises aux délégations.

● **Les principes de base :** ils sont supposés avoir été approuvés par les délégations quand elles ont accepté de venir à Rambouillet et ne sont pas négociables. Ce sont ceux qui avaient été arrêtés par le Groupe de contact lors de sa *réunion du 29 janvier à Londres. Ils stipulent* que l'accord, qui doit être conclu pour une durée de trois ans, instaure une *« autonomie substantielle »* pour le Kosovo, dans le respect des frontières internationales de la République fédérale de Yougoslavie (ce qui exclut l'indépendance).

Ils laissent ouverte la question cruciale de savoir *ce qui se passera à l'issue de cette période* intérimaire de trois ans, la formulation retenue se bornant à annoncer une révision de l'accord. Les Albanais voudraient qu'à cette date soit organisé un référendum sur l'indépendance, *terme qui ne figure pas dans le document du* Groupe de contact. Quant aux moyens que mettra en œuvre la communauté internationale pour surveiller l'application de l'accord, ils font encore l'objet d'un débat au sein même du *Groupe de contact. Le texte de Londres* déclarait que les parties doivent accepter *« le niveau et la nature de la présence internationale jugée appropriée par la communauté internationale »*. Les Serbes refusent pour l'instant le principe du déploiement d'une force militaire internationale au Kosovo. Ce déploiement fait l'objet de la septième annexe du projet d'accord, mise au *point par les Occidentaux*, mais non encore présentée aux délégations et qui a été au centre des discussions entre pays occidentaux et Russes dimanche à Paris.

● **Les annexes politiques :** elles décrivent les institutions qui devront être mises en place au Kosovo, au moyen d'élections organisées dans les neuf mois, ainsi que les pouvoirs dont elles *disposeront. L'idée est de renforcer les institutions locales*, notamment pour assurer une juste représentation des différentes minorités, et d'octroyer à des autorités représentatives à Pristina la gestion des principaux secteurs de la vie publique (fiscalité, éducation, santé, etc.), à l'exception de la défense et des affaires étrangères. Une assemblée de 100 membres sera élue, d'où émanera un gouvernement, et une trentaine de conseils régionaux seront créés.

Des liens institutionnels sont maintenus dans le projet à la fois avec la République de Serbie et avec la République fédérale de Yougoslavie. *Le Kosovo, même s'il jouit de larges* prérogatives, ne devient pas dans ce projet la troisième République de Yougoslavie à côté de la Serbie et du Monténégro.

Les négociateurs ont déclaré en fin de semaine que des *« progrès » avaient été accomplis* sur ces textes politiques, mais que la négociation n'était pas bouclée.

● **Les annexes sur la sécurité :** elles prévoient le retrait de la province de toute l'armée fédérale, à l'exception de 1 500 hommes qui auront pour fonction de surveiller la frontière, laquelle est en partie frontière de la Yougoslavie. *La force multinationale déployée au Kosovo* établira les règles du retrait et veillera à ce que les 1 500 hommes restants soient cantonnés dans leur fonction de gardes-frontières.

Les forces de police serbe seront réduites à 2 500 hommes, placés sous le contrôle de l'OSCE pendant un an. Une nouvelle police représentative des composantes ethniques de la population, à majorité albanaise, sera mise sur pied. Elle devrait se substituer à ces 2 500 Serbes au bout d'un an.

L'Armée de libération du Kosovo (UCK) devra remettre ses armes lourdes dans des dépôts sous contrôle de la force multinationale et renoncer au port des armes légères et des uniformes. Les combattants seront invités à subir une formation pour s'engager dans la nouvelle police.

C. T.

La presse de Belgrade au secours de la délégation serbe

BELGRADE
correspondance

Il y a moins d'un an les citoyens de Serbie, à l'invitation de leur gouvernement, s'étaient largement prononcés par référendum contre *la présence de médiateurs étrangers* dans les négociations sur le Kosovo. Puis Belgrade s'était opposé à l'idée d'une conférence internationale organisée hors de Serbie *et avait dénoncé toute discussion* avec les *« terroristes »* de l'UCK (Armée de libération du Kosovo). Faisant fi de ces renoncements, la presse officielle de Belgrade met aujourd'hui l'accent sur l'attitude *« constructive »* et les initiatives de la délégation serbe à Rambouillet.

Dès le lundi 8 février, *Politika* se félicitait de *« la condamnation par tous les participants à la réunion, grâce à une proposition de la délégation serbe, d'une attaque terroriste »* survenue la veille à Pristina. Le jeudi suivant, ce même journal notait *« deux nouveaux succès diplomatiques »* de la délégation serbe : *« sa décision de signer les dix principes de base de la proposition du groupe de contact »* et *« sa demande d'entretiens directs avec les représentants des Albanais du Kosovo »*. Cette position « constructive » de la délégation serbe se voyait confirmée par les gros titres de la presse reprenant les déclarations de Milan Milutinovic, le président de la Serbie arrivé, mercredi, en renfort à Paris : *« Belgrade est pour le dialogue dans l'intérêt d'une solution pacifique. »*

RHÉTORIQUE PATRIOTIQUE

Mais, devant l'absence de progès spectaculaires à Rambouillet, la presse officielle ne pouvait, samedi, que relayer deux questions : *« Pourquoi les médiateurs n'autorisent-ils pas les entretiens directs entre les deux délégations ? »* et *« Pourquoi les Albanais du Kosovo refusent-ils de signer les dix principes de base du Groupe de contact ? »* Dimanche, l'éditorialiste de *Politika* esquissait une réponse à ces interrogations en dénonçant les liens entre la délégation des Albanais du Kosovo et ses *« mentors »* américains, ainsi que l'*« allégeance des terroristes »* de l'UCK, aux seuls intérêts de Washington et de l'OTAN dont le but serait d'*« entretenir des tensions au Kosovo afin de convaincre, de gré ou de force, la communauté internationale que les troupes de l'Alliance atlantique sont les seules à pouvoir apaiser les tensions »*.

Politika reprend les paroles de Milan Milutinovic affirmant : *« Nous offrons tout sauf l'indépendance du Kosovo* [mais] *nous sommes pour l'autonomie du Kosovo, et tout de suite. »* Sur la colonne voisine Vuk Draskovic, ministre fédéral et ex-opposant, rajoute que *« la Serbie est pour une autonomie la plus large possible du Kosovo »*.

Il ne reste donc qu'aux divers membres de la coalition au pouvoir, sillonnant les villes de Serbie, qu'à afficher leur pleine confiance dans leur délégation, dénoncer les menaces d'intervention de l'OTAN, et souligner, avec force rhétorique patriotique, le point sur lequel la Serbie reste intraitable, *« la défense de la souveraineté et l'intégrité nationale »*. Tel Ratko Krsmanovic, secrétaire général de JUL (Gauche unie yougoslave), qui avertit que *« les modifications de frontières ont toujours conduit au bain de sang dans les Balkans »*, tout en espérant que *« la communauté internationale saura en tenir compte »*. Leur position est largement soutenue par les passants interrogés par la radio d'opposition B 92, qui déclaraient, dimanche, en substance, que les pourparlers de Rambouillet sont organisés *« pour amuser la galerie »*, que *« les dés sont déjà jetés »*. Selon eux, *« l'OTAN viendra au Kosovo »*. De même, les partis d'opposition, au risque d'enfreindre la récente loi sur l'information destinée à *« protéger l'intérêt national et lutter contre le défaitisme »*, annoncent, voire approuvent, *« la venue certaine de l'OTAN »*. Surtout, le Parti démocrate (opposition) dénonce la manipulation médiatique d'un régime qui entend réduire au silence ses *« ennemis intérieurs »*, faute de pouvoir le faire avec l'OTAN.

Pierre Benvenuto

ÉCONOMISEZ 60%* SUR VOS APPELS VERS LES PORTABLES !

VOS APPELS À PRIX IRRÉSISTIBLES

24 heures/24
7 jours/7

UN APERCU DE NOS TARIFS EXCEPTIONNELS À L'INTERNATIONAL

Avec One Tel, économisez sur tous vos appels : internationaux, nationaux et d'un téléphone fixe vers un téléphone portable. Aucun abonnement, aucune installation, aucune consommation minimum, aucun paiement anticipé. Vous avez juste besoin de composer le 01 53 53 700** devant le numéro de votre correspondant.

RENSEIGNEZ-VOUS AU
01 53 53 75 18**

One.Tel
100% Télécoms.

*Pourcentage d'économie calculé par rapport au tarif généralement constaté en heure pleine.
**Coût d'un appel vers Paris.
Valable aussi depuis et vers les téléphones portables.
Les tarifs sont valables le jour de leur publication.

L'Afrique du Sud, engagée dans une surenchère sécuritaire, crée une « ville fortifiée »

LE CAP
de notre envoyé spécial

Pour se protéger contre la criminalité, les Sud-Africains ne reculent devant rien. George Hazelden encore moins que les autres. Face à l'obsession sécuritaire de ses concitoyens, ce promoteur immobilier de la région du Cap a trouvé une solution radicale mais efficace : construire une ville fortifiée. Entourée d'une clôture électrique en guise de remparts, la cité du futur sud-africaine devrait permettre à ses 10 000 habitants de vivre en complète autarcie, à l'abri des agressions du monde extérieur. *« Vivez, travaillez et détendez-vous en toute sécurité »*, proclame le panneau publicitaire planté au bord du terrain de Heritage Park, la future ville, adossée à la commune de Somerset West et aux montagnes de l'Helderberg, à 30 kilomètres du Cap.

Le concept médiéval a subi quelques adaptations d'ordre technologique

« Vous pourrez presque vivre et mourir sans sortir de la ville », assure M. Hazelden, en montrant sur le plan l'emplacement des deux cimetières, de l'église, de l'école, des bureaux et des terrains de sport. *« C'est une véritable ville que nous construisons. Nous l'entourons d'une clôture électrique, c'est tout »*, souligne l'agent immobilier d'origine britannique, qui affirme s'être inspiré des villes fortifiées françaises comme le Mont-Saint-Michel. Le concept médiéval a néanmoins subi quelques adaptations d'ordre technologique. *« Par rapport à un mur, la clôture est plus efficace. Elle sera connectée à un système d'alarme, lui-même relié à des gardes de sécurité »*, explique le père de Heritage Park. Pour entrer dans l'enceinte, les habitants seront munis de passes et les visiteurs occasionnels devront se soumettre à un contrôle d'identité.

« Partout déjà en Afrique du Sud, le moindre lotissement est entouré d'une clôture électrique. Nous ne faisons que pousser la logique un peu plus loin », insiste M. Hazelden pour atténuer l'aspect concentrationnaire de la future ville. La criminalité, il est vrai, constitue en Afrique du Sud un véritable fléau que l'appareil policier et judiciaire s'avère toujours incapable d'enrayer. En moyenne, 1 cambriolage sur 34 et 1 viol sur 13 seulement font l'objet d'une condamnation. Préservée des effets de la délinquance au temps de l'apartheid, la population blanche vit particulièrement mal le phénomène. Pour se protéger, elle s'est engagée dans une surenchère sécuritaire dont la ville fortifiée marque l'aboutissement caricatural mais logique.

Le projet n'en est qu'à ses débuts. George Hazelden se donne dix ans pour bâtir Heritage Park. Mais les bulldozers ont déjà préparé l'emplacement pour l'école et des magasins se sont installés sur une partie des 200 hectares de la future cité. Les premières maisons seront construites avant la fin de l'année. Les squatters qui habitent en bordure du terrain devraient, eux, bientôt quitter leurs cabanes de bric et de broc et être relogés gratuitement dans des maisons un peu plus loin. Mais de l'autre côté de la clôture électrique. M. Hazelden rejette néanmoins les critiques qui décrivent Heritage Park comme un projet à connotation raciale, symbolisant la difficulté des Blancs à accepter la nouvelle Afrique du Sud. *« Si la criminalité baisse, nous sommes prêts à enlever la clôture »*, promet M. Hazelden.

Frédéric Chambon

L'Erythrée accuse l'Ethiopie de vouloir étendre la guerre

L'ouverture d'un troisième front à proximité du port érythréen d'Assab, sur la mer Rouge, ranime le spectre d'une escalade d'un conflit qui portait jusqu'à présent sur le contrôle de quelques plaines caillouteuses le long de la frontière

Les fronts entre l'Erythrée et l'Ethiopie étaient calmes, dans la matinée du lundi 15 février, après les échanges de tirs d'artillerie de la veille dans la région du port érythréen d'Assab (Est), au cours desquels l'armée éthiopienne a reconnu avoir perdu un hélicoptère. Les deux pays s'accusent mutuellement de la reprise des hostilités. Le ministre des affaires étrangères du Yémen, Abdel Kader Bajammal, a invité, dimanche, Addis Abeba et Asmara à envoyer des délégués à Sanaa en vue de l'ouverture de pourparlers de paix. La guerre a repris, le 6 février, entre l'Ethiopie et l'Erythrée qui se disputent depuis près d'un an le contrôle de quelques centaines de kilomètres carrés le long de leur frontière commune. Selon la presse internationale, qui a eu accès aux lignes de front côté érythréen, les positions n'auraient pas évolué.

ASMARA (Erythrée)
de notre envoyé spécial

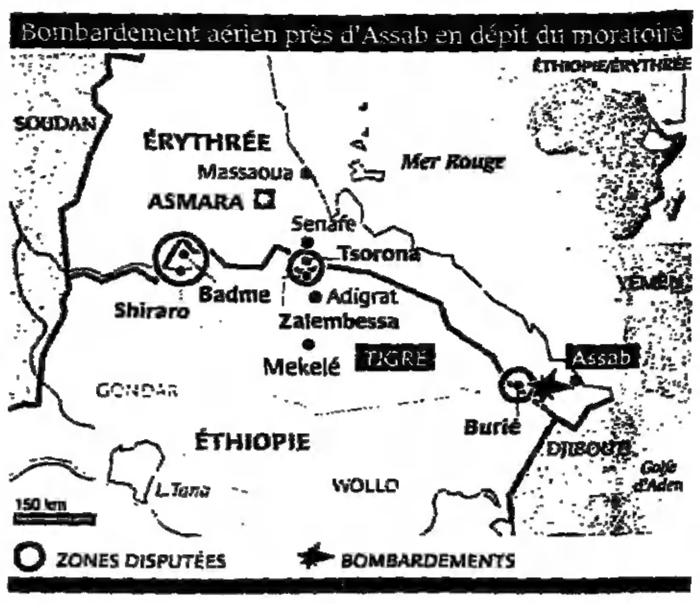
La guerre entre les frères abyssins s'envenime inexorablement. Si aucune offensive d'envergure n'a été signalée sur le front érythréo-éthiopien depuis le 10 février, et que les lignes ne sont secouées que par de sporadiques duels d'artillerie, le bombardement de la région d'Assab, dimanche 14 février, a brisé une barrière symbolique. Les combats s'étendent au-delà du triangle de Badme et de la province d'Akeleguzai, ces régions où le tracé de la frontière est contesté. L'ouverture d'un troisième front à proximité du port d'Assab, sur la mer Rouge, ranime le spectre d'une escalade dans la guerre.

Comme après chaque bataille, l'Erythrée et l'Ethiopie s'accusent d'avoir déclenché les hostilités, et chaque pays revendique la victoire. A Asmara, le porte-parole de la présidence, Yemane Ghebre Meskel, a affirmé que *« les Ethiopiens ont lancé des raids aériens à l'aube, suivis d'intenses tirs d'artillerie »*. A Addis Abeba, la porte-parole du gouvernement, Selome Tadesse, a déclaré que *« l'héroïque force aérienne éthiopienne a participé à la contre-offensive d'Assab, causant de lourdes pertes à l'ennemi »*, et détruit deux tanks, de même qu'une station de pompage d'eau. Ces bombardements sont-ils le prélude à une attaque de l'infanterie vers le port érythréen stratégique d'Assab que l'Ethiopie, dépourvue d'accès à la mer, pourrait convoiter ? Aucun soldat n'est encore sorti des tranchées.

Le problème est que nul ne saisit précisément les objectifs des belligérants dans un conflit où les soldats combattent sans haine et où les capitales expriment leurs profonds regrets dès qu'un civil est blessé. Chaque camp se défend de vouloir renverser le pouvoir du pays ennemi ou de projeter la conquête d'un territoire qui ne lui appartiendrait pas. L'Erythrée et l'Ethiopie, gouvernées par des hommes – respectivement le président Issaïas Afeworki et le premier ministre Meles Zenawi – qui ont combattu ensemble la dictature de Mengistu Haïle Mariam, le « Négus rouge », ont cependant déclenché depuis mai 1998 une guerre de type conventionnel, avec ses batailles de chars et ses raids aériens, comme l'Afrique en a rarement connu.

Chaque camp a exprimé son indignation d'être mis sur un pied d'égalité avec l'autre

La frontière s'est enflammée l'an dernier lorsque l'Erythrée a conquis le « triangle de Badme », une plaine caillouteuse de 390 km². Les Ethiopiens s'étaient peu à peu installés dans cette province d'un intérêt stratégique si mineur que les Erythréens n'avaient pas jugé bon d'y marquer la frontière lors de leur indépendance en 1993. Les paysans tigréens y vivaient en paix sans trop se soucier du pays auquel ils appartenaient, parlant la même langue, commerçant tranquillement et mariant leurs enfants d'un village à l'autre. La situation s'est détériorée lorsque Asmara a créé en 1997 sa propre monnaie, le nakfa. Cette décision a traumatisé les Ethiopiens, illustrant la volonté érythréenne de consolider son indépendance en marquant, cette fois, la frontière.



L'Erythrée a exigé de retrouver ses frontières de l'époque coloniale et l'Ethiopie a refusé de quitter un territoire qu'elle considérait comme le sien. Le conflit armé est né pour des terres miséreuses qui continuent de diviser historiens et cartographes.

Après les combats de 1998, qui eurent lieu sans déclaration de guerre ni rupture des relations diplomatiques entre les ex-pays frères, la trêve de ces huit derniers mois fut mise à profit par l'Erythrée et l'Ethiopie, des Etats classés parmi les plus pauvres de la planète, pour s'équiper en avions et hélicoptères de combat, en artillerie, et pour creuser des centaines de kilomètres de tranchées.

L'Ethiopie est passée à l'offensive le 6 février, tout d'abord dans la région de Badme, puis dans l'Akeleguzai, en direction de Tsorona. Les attaques se sont soldées par des échecs. S'il est impossible de juger la véracité des communiqués spectaculaires publiés par les deux pays sur les *« défaites désastreuses »*, les *« prises de bastions majeurs »* et les *« pertes sévères »*, il paraît clair, après que la presse internationale a eu accès aux lignes de fronts du côté érythréen, que les positions n'ont pas évolué.

Une première escalade sérieuse est intervenue avec la décision éthiopienne de recourir à la force aérienne, en violation du moratoire accepté en 1998 par les deux pays grâce à la médiation américaine. Les Etats-Unis, alliés à la fois de l'Erythrée et de l'Ethiopie depuis la chute de Mengistu, ont condamné Addis Abeba. Et les accusations éthiopiennes d'un bombardement érythréen préalable sur la ville d'Adigrat se sont révélées être une manipulation. *« Il est impossible de comprendre la stratégie éthiopienne*, commente un diplomate occidental. *Ils se sont affaiblis en brisant le moratoire aérien, un engagement pris avec les Américains, et en relançant la guerre alors que l'émissaire de l'ONU, Mohammed Sahnoun, se trouvait ici pour tenter une médiation »*. *« L'Erythrée est à mes yeux coupable d'avoir passionné le débat pour un confetti caillouteux*, analyse un observateur. *Personne ne peut toutefois accepter l'attitude éthiopienne, surtout après le bombardement de la frontière près du port d'Assab. Chaque jour qui passe voit s'éloigner les chances d'une négociation sereine »*. La première semaine de combats n'apporta qu'un enseignement, d'ordre militaire : l'Ethiopie (55 millions d'habitants), auréolée de ses deux mille ans d'histoire et de son statut de puissance régionale, ne peut apparemment pas espérer balayer aisément l'armée de la petite Erythrée (3,5 millions d'habitants), le plus jeune Etat d'Afrique, au patriotisme farouche forgé par trente années de guérilla. A Asmara comme à Addis Abeba, on refuse les pressions internationales. Après les appels au dialogue des Etats-Unis, de l'Union européenne, des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), chaque camp a exprimé son indignation d'être mis sur un pied d'égalité avec l'autre.

« Le dictateur éthiopien Mengistu avait la meilleure armée d'Afrique, grâce au soutien soviétique. Il a perdu la guerre. Si les Ethiopiens continuent à nous attaquer, ils vont souffrir », annonce Yemane Ghebre Meskel à Asmara. *« La souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ethiopie sont en train d'être restaurées. L'Ethiopie ne veut rien de plus que de retrouver sa terre envahie et n'acceptera rien de moins »*, affirme Selome Tadesse, à Addis Abeba. Dans les plaines, les vallées et les montagnes de l'ancienne Abyssinie, la guerre continue.

R. O.

Pas de haine apparente, en dépit des combats et des victimes civiles...

ZALEMBESSA et TSORONA
(Province d'Akeleguzai)
de notre envoyé spécial

La rivière Mahmas, réduite en cette saison à un ruisseau de cailloux, serpente dans la vallée Medroroba. Sur les rives, des arbres survivent au soleil brûlant. C'est la ligne de front. Pour les soldats érythréens, qui scrutent dans leurs jumelles les mouvements de l'ennemi, la rivière marque la frontière entre l'Erythrée et l'Ethiopie. Pour ceux d'en face, la vallée est éthiopienne, occupée par l'armée d'Asmara.

REPORTAGE

Dans toute la province, on se prépare à une guerre longue

Les combattants veillent, en ces jours d'accalmie, à consolider leurs positions. Menacés depuis que l'armée éthiopienne mène des raids aériens, ils creusent des tranchées à flanc de colline pour enterrer armes et munitions. Dans toute la province d'Akeleguzai, de la vallée qui mène à Zalembessa au front de Tsorona, on se prépare à une guerre longue, dure, une guerre de positions.

En amont de la rivière Mahmas, des mortiers sont prêts à ouvrir le feu, *« en cas d'offensive éthiopienne »*, selon le colonel Mebrahtu. *« Nous n'agressons pas l'Ethiopie, nous défendons notre pays. »* Yemane Mebrahtu sourit, appuyé sur une canne en bois. A quarante-deux ans, il a trente-cinq ans de vie militaire. Après les écoles du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE), ce fut la guerre qui dura trente ans. L'officier est resté dans l'armée après la victoire sur le dictateur Mengistu Haïle Mariam et l'indépendance du pays. La paix dura cinq ans, avant le déclenchement du conflit entre l'Ethiopie et l'Erythrée, en mai 1998. Yemane Mebrahtu a alors repris le sentier de la guerre. Il veille sur la vallée Medroroba avec ses hommes.

Dans les casemates adossées à la roche, recouvertes de rondins et de feuilles séchées, on boit le thé, on fume la cigarette nationale, l'Ideal. Les bombardements se sont arrêtés. Les combattants rient souvent. S'ils s'affirment déterminés à affronter les Ethiopiens, les soldats n'apprécient pas ce conflit. Ils combattent leurs frères d'armes d'hier, lorsque tous étaient alliés contre Mengistu. Abdun, vingt-six ans, est *« triste »*. Il tente de masquer son incrédulité. Retourné à la vie civile après son adolescence de guérillero, il a rejoint de lui-même une unité militaire, l'an dernier, pour participer à la lutte. Patriotisme affiché, tristesse murmurée, et puis Abdun se tait. Un officier interdit aux soldats de se confier à un étranger.

CARNAGE

Sur le front de Tsorona, les collines portent les stigmates des violents combats des derniers jours. Là, contrairement aux rives de Mahmas, où l'offensive s'est limitée à des tirs d'artillerie, les Ethiopiens ont lancé leurs soldats à l'assaut des positions érythréennes. L'attaque principale a eu lieu non loin du village de Konoto, dominé par une église aujourd'hui inaccessible, dans la ligne de mire des canons.

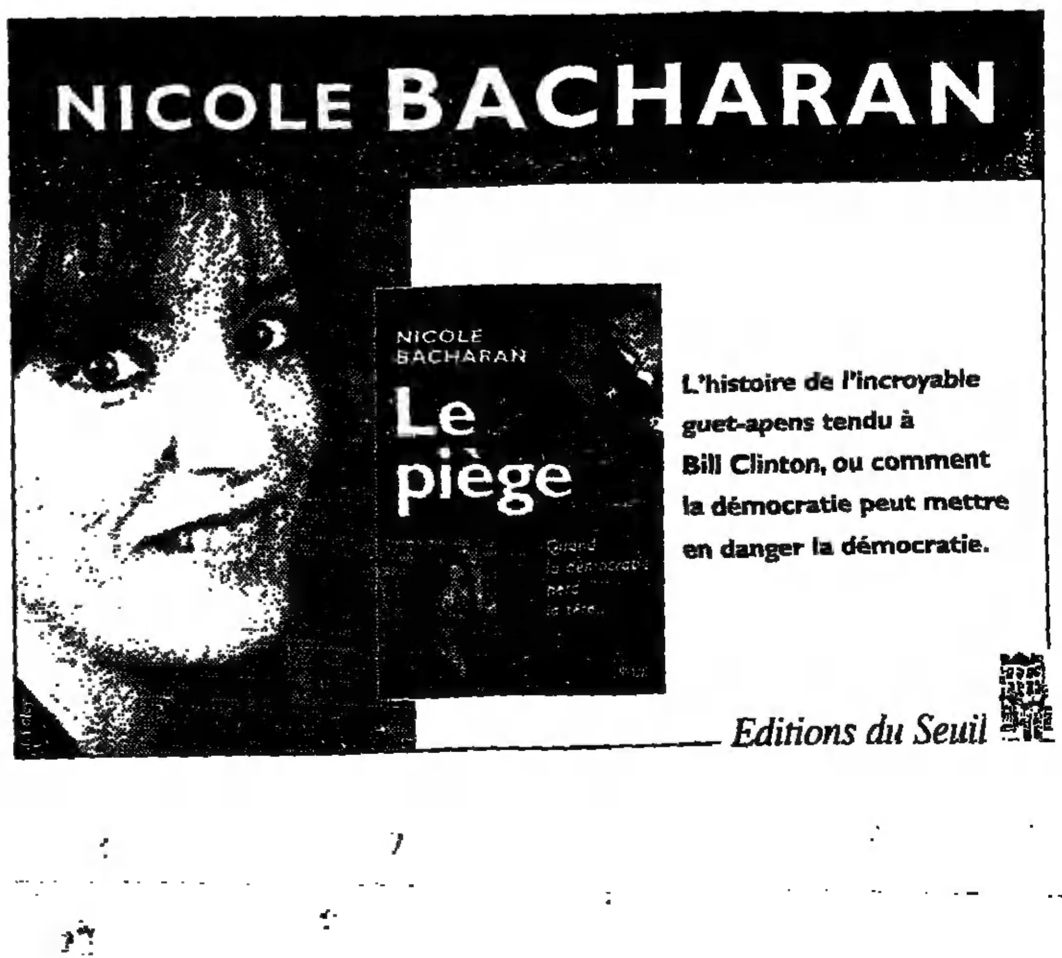
Des cadavres de soldats éthiopiens n'ont pas été enterrés. Des odeurs de mort planent aux détours des sentiers. Un combattant gît sur le dos, un trou béant à la cuisse droite. De sa besace sont tombés des munitions et des biscuits. *« Nous avons tué 1 500 ennemis »*, clame le colonel Andemariam Ghebremedhin. Le résultat d'un tel carnage n'est pas vérifiable. *« Les hommes attendent le prochain assaut. Nous n'allons pas en Ethiopie. Nous défendons notre frontière »*, poursuit l'officier, récitant les communiqués d'Asmara. Il est impossible de savoir à qui appartient, ou devrait appartenir telle colline. Les cartes de la région ont varié au fil des décennies. Dans la plaine de Badme, des villages auraient même été rebaptisés pour tromper les médiateurs occidentaux.

En contrebas, près de la route qui mène à Tsorona, les combattants se reposent après la bataille. Ils ne s'inquiètent pas des explosions sporadiques qui résonnent au loin. Un guerrier pose son poste de radio sur un rocher et fait écouter de la musique à trois femmes-soldats. L'armée érythréenne est à 35 % féminine, tradition conservée de l'époque du maquis. *« Chacun, homme ou femme, veut faire son service militaire*, assure un vétéran de la guerre de libération. *Nous n'avons pas de problème de désertion en Erythrée. »* Le service dure dix-huit mois : six mois dans une unité militaire, un an affecté à une tâche civile. *« L'âme du service militaire était surtout que chacun participe à la reconstruction du pays, ravagé par trente ans de conflit*, dit-il. *Nous ne pensions pas avoir de nouveau la guerre ici... »*

En première ligne pour cette nouvelle guerre, il y a à la fois ces jeunes combattants, les soldats professionnels issus des rangs du FPLE, et ceux qui avaient quitté l'uniforme au moment de la proclamation d'indépendance et sont revenus sous les drapeaux lors des premières batailles contre l'Ethiopie, en 1998. Les combattants les plus âgés évoquent souvent les *« bons vieux jours »* de la guérilla. Leurs fils parlent plus immédiatement de la paix, qui a volé en éclats sans qu'ils comprennent vraiment pourquoi.

Derrière les lignes, à l'hôpital de Senafe où gisent des victimes des bombardements, l'atmosphère est aussi dominée par l'incompréhension face à la guerre. Pas de haine malgré la souffrance, pas de procès... *« Je veux que ce conflit trouve une issue pacifique rapide*, dit Gebremetin. *J'ai perdu mon père, mon épouse et mon fils de quatre ans. Notre maison a été touchée un matin. Je suis très triste, paralysé à vie par la perte de ma famille. » « Je suis désolé que les Ethiopiens aient tué un enfant. J'ai besoin de paix maintenant »*, conclut-il. Gebremetin n'est pas un soldat et, après la mort de son fils, il n'envisage pas de prendre un fusil. Il est fermier, et ne paraît pas se soucier de savoir à quel endroit de sa province natale sera bâti le poste-frontière.

Rémy Ourdan



Les manifestations de Jérusalem consacrent la cassure de la société israélienne

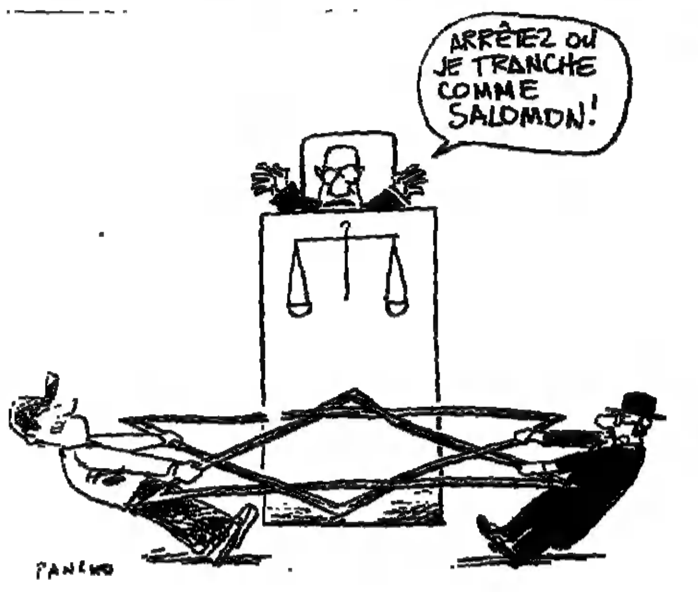
Deux conceptions du judaïsme s'opposent d'une manière de plus en plus radicale

Les ultra-orthodoxes ont réussi leur démonstration de force en regroupant 250 000 personnes, dimanche 14 février, à Jérusalem, l'un de leurs bastions. Une contre-manifestation de laïques a rassemblé 50 000 personnes. L'opposition entre deux rapports au judaïsme se cristallise sur les dernières décisions de la Cour suprême israélienne, favorables au courant réformé du judaïsme. *(Lire l'analyse de Georges Marion page 18.)*

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Avec un savoir-faire de lobbyiste confirmé, le rabbin Jonathan Rosenblum, citoyen américain fraîchement débarqué de New York, a livré à la presse étrangère la morale de l'histoire : Israël, a-t-il dit en substance, est un pays juif qui suit les règles du judaïsme ; s'il y a plusieurs judaïsmes différents, il n'y a plus de pays possible. Puis il s'est lancé dans une longue tirade contre les réformés (juifs) de toutes obédiences qui, aux Etats-Unis, admettent que le président d'une synagogue *« ne soit même pas juif »* ou, encore, acceptent *« qu'un rabbin femme marie deux hommes ou deux femmes »* et, presque pire, *« qu'au repas de noces il soit servi des crevettes »*, aliment strictement interdit à tout juif pieux.



Tout le monde a alors compris que le rabbin Rosenblum, dont l'organisation, à New York, finance généreusement les ultra-orthodoxes en Israël, avait une conception unique du judaïsme : la sienne. Et qu'en appelant, dimanche 14 février, au côté des rabbins locaux, ses frères ultra-orthodoxes à descendre dans la rue pour combattre ce qu'il nomme les *« empiétements des juges sur la vie religieuse »*, il défendait en fait le monopole des ultra-orthodoxes sur le judaïsme.

Trois heures plus tard, ils étaient quelque 250 000 *harédim* (craignants Dieu), marée sombre d'hommes, de femmes et même de très jeunes enfants, assis dans leur poussette, venus des quatre coins du pays prier dans les rues de Jérusalem pour que le président de la Cour suprême, Aharon Barak, ne puisse plus faire droit aux demandes des rabbins libéraux qui entendent siéger au sein des conseils religieux, ou procéder à des conversions.

UNE JOURNÉE PEU ORDINAIRE

Quelques centaines de mètres plus loin, dans une débauche de pancartes colorées, de ballons et de musique, une contre-manifestation de 50 000 laïques prenait la défense de la Cour, *« l'une des dernières organisations démocratiques du pays où les religieux ne puissent pas imposer leur loi »*. Ici l'on agitait le drapeau israélien, l'on dénonçait *« la dictature religieuse »* et, en signe de dérision, l'on portait des panneaux où la photo de l'imam Khomeini côtoyait celle du rabbin Kadouri, vénérable centenaire qui distribue à la commande amulettes et bénédictions. On se voulait aussi citoyen comparable à celui des pays où la religion ne détermine ni le statut ni la nationalité. *« Je ne suis qu'un être humain, je veux un avenir normal »*, chantait l'un des artistes célèbres du moment, Meïr Banaï. Séparées par d'importantes forces de police, les deux manifestations n'ont pas eu l'occasion de se confronter, et, contrairement aux craintes manifestées l'avant-veille, aucun incident n'a été signalé.

Le plus paradoxal dans cette journée peu ordinaire, qui, en une démonstration de force sans précédent – la plus importante de l'histoire de l'Etat hébreu –, a vu descendre dans la rue tout ce qu'Israël compte d'écoles rabbiniques et de juifs pieux ultra-orthodoxes, est que le pays n'abrite qu'un nombre infime de rabbins réformés. Dans une large mesure, le différend qui oppose ces derniers aux ultra-orthodoxes est un conflit interne au judaïsme américain. Mais il résonne fortement dans la conscience collective d'un pays où le statut personnel dépend étroitement de la réponse à une question essentielle : *« Qui est juif ? »*

Depuis la fondation du pays, en 1948, les rabbins ultra-orthodoxes sont seuls chargés de donner la réponse. Au demeurant, les litiges étaient jusqu'alors négligeables. Mais les vagues successives d'immigration, dont la dernière, la vague russe et son million de personnes, dont une bonne proportion n'a que des liens très lâches avec le judaïsme, ont changé la donne. Pour les ultra-orthodoxes, le danger de « dissolution » du peuple juif interdit de faire la moindre entorse aux règles. *« La lutte ne fait que commencer »*, a ainsi précisé, en fin de manifestation, l'un des organisateurs du rassemblement religieux, le rabbin David Yossef, rejoint dans son intransigeance par les rabbins les plus prestigieux du pays.

Au-dessus de la foule en noir, les pancartes étaient au diapason, conspuant *« la dictature des juges »* ou appelant à la vigilance. Enfant rescapé d'Auschwitz, le grand rabbin ashkénaze d'Israël, Meïr Lau, a, seul, exprimé une volonté de conciliation, en déclarant : *« Nous avons toujours su mourir ensemble, il est temps que nous apprenions à vivre ensemble. »*

Georges Marion

Afghanistan : la mystérieuse « disparition » d'Oussama Ben Laden

L'extrémiste islamiste saoudien aurait quitté le pays

OUSSAMA BEN LADEN a disparu. L'extrémiste islamiste, considéré par les Américains comme l'un des plus dangereux terroristes de la planète, qui vivait jusque-là en Afghanistan, aurait quitté ce pays pour une destination inconnue, a annoncé le régime des talibans. Le chef des intégristes afghans, le mollah Omar, a déclaré, dimanche 14 février, que Ben Laden serait parti de lui-même, tout en reconnaissant que le sort de son *« hôte »* demeurait un mystère : *« Nous n'avons jamais forcé Oussama* [Ben Laden] *à quitter le pays. Il était libre d'aller vers tout pays de son choix »*, a dit le mollah sur les ondes de la radio afghane.

Auparavant, un responsable taleb avait indiqué avoir *« entendu dire que Ben Laden avait disparu. Nous ne savons pas s'il se trouve encore en Afghanistan, ou s'il a quitté le pays »*. Selon des sources diplomatiques, Ben Laden chercherait à partir pour Doubaï ou pour l'Irak, voire pour la Tchétchénie. Le ministère des affaires étrangères iranien a par ailleurs démenti des informations émanant d'un haut responsable pakistanais du renseignement, laissant entendre que l'extrémiste avait été vu, vendredi, près de la frontière iranienne.

Le secrétaire d'Etat britannique au Foreign Office, Derek Fatchett, a de son côté déclaré dimanche qu'il ne croyait pas que les talibans aient pu perdre la trace de Ben Laden. *« Je ne pense pas que Ben Laden ait pu disparaître soudain, sous le nez des talibans »*, ceux-ci *« contrôlant parfaitement ce qu'il fait. Je n'accepte pas l'idée qu'il pourrait se balader en Afghanistan en faisant ce qu'il veut »*, a ajouté M. Fatchett. Les Etats-Unis, qui soupçonnent le millionnaire islamiste d'origine saoudienne d'avoir organisé les deux attentats à la bombe contre les ambassades américaines de Nairobi et de Dar es-Salam, le 7 août 1998, ont fait savoir qu'ils n'étaient *« pas en mesure »* de confirmer que le *« terroriste »* a quitté l'Afghanistan.

Ces dernières semaines, Washington a accru ses pressions sur le régime des Talibans pour le forcer à extrader Ben Laden. Un opposant saoudien basé à Londres, interrogé par l'AFP en fin de semaine, a estimé à ce propos que la disparition de l'extrémiste pourrait être *« une manœuvre destinée à détourner l'attention et à mettre fin aux pressions américaines sur les talibans »*. – *(AFP, Reuters.)*

Le médiateur de l'ONU est « très pessimiste » sur le conflit afghan

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondante

Lakhdar Brahimi est pessimiste. L'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour l'Afghanistan ne compte plus sur les factions afghanes pour trouver une solution pacifique au conflit dans ce pays. L'ancien ministre algérien des affaires étrangères estime que la *« clé »* de la paix en Afghanistan se trouve chez les pays voisins. Tout en partageant cette analyse, les experts internationaux sont encore plus pessimistes. Pour eux, le Pakistan, qui soutient les talibans en Afghanistan, n'est pas, du fait de sa situation intérieure, en mesure d'apporter une solution acceptable au problème afghan.

Lors d'un entretien avec *Le Monde*, Lakhdar Brahimi, qui entreprend, cette semaine, une tournée dans la région, explique que *« ce n'est plus désormais la peine de reprendre les pourparlers avec les parties en présence en Afghanistan. Car, comme d'habitude, ceux qui ont le dessus militairement ne veulent même pas entendre parler des négociations politiques, et, pour l'instant, les plus forts sont les talibans »*.

Cette nouvelle tentative de médiation dans la région amènera le diplomate algérien en Arabie saoudite, au Pakistan, en Iran, en Russie et *« peut-être »* en Afghanistan. Il a l'intention, dit-il, de *« passer autant de temps que nécessaire, deux, peut-être trois mois, mais*, ajoute-t-il, *si au bout de cette période je vois que rien ne bouge, je ferai un rapport au secrétaire général qui évoquera le sujet avec le Conseil de sécurité »*. Les talibans, explique notre interlocuteur, *« ne sont ni meilleurs ni pires que les autres, s'ils sont intransigeants, c'est parce qu'ils sont plus forts en ce moment »*.

M. Brahimi s'efforce de *« faire comprendre »* aux talibans que même s'ils occupent les 80 % du pays, *« cela ne veut pas dire qu'ils auront la paix »*, car, ajoute-t-il, *« les autres parties, grâce toujours au soutien de l'étranger, pourront, sans aucun doute, maintenir un degré d'activités militaires ». « Mais cette logique laisse les talibans complètement indifférents. »*

A l'invitation du diplomate algérien, les représentants du groupe de pays dit « six plus deux » (Pakistan, Iran, Chine, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan plus les Etats-Unis et la Russie) se sont réunis, à la mi-janvier, à New York. Le médiateur des Nations unies est sorti de cette réunion *« les mains vides »*. Lors de cette dernière rencontre, le représentant de l'ONU a tenté de trouver un terrain d'entente, de faire de sorte que ces pays *« parlent d'une seul voix »* de la situation afghane.

« Je ne peux pas dire que ce fut un grand succès », admet-il aujourd'hui. Selon M. Brahimi, l'Iran et le Pakistan *« ne se parlent même pas vraiment, ils s'accusent mutuellement, c'est toujours la faute de l'autre ». « Ce sont les deux pays qui souffrent le plus du conflit afghan. » « Trouvera-t-on une solution à cette guerre ?*, se demande-t-il. *Dire que je suis pessimiste est peu dire... »* La solution du conflit afghan était aussi le sujet d'un séminaire, le 25 janvier, à New York. Participant pendant plus de trois heures à cette réunion, les experts internationaux n'ont pu apporter, eux non plus, aucun élément d'espoir au débat. De retour d'Afghanistan, un expert américain a expliqué que, *« malgré ce que l'on pense, ou plutôt ce que l'on souhaite, les talibans ont une base populaire en Afghanistan »*. Le problème est qu'après vingt ans de conflit les gens *« ne veulent plus envoyer leurs fils à la guerre »*.

DE L'ISLAM AUX DOLLARS

Il y a encore quelques mois, les talibans étaient en mesure de récompenser les parents avec de l'argent. Mais l'Iran a réussi à freiner le trafic de drogues, privant les maîtres de Kaboul d'une source *« considérable »* de revenu. *« A l'extérieur les talibans disent Islam, Islam, Islam ; à l'intérieur c'est dollar, dollar, dollar »* : cet expert exclut pourtant un soulèvement populaire contre les talibans, qui *« sont tout de même mieux vus que les autres »*. Pour un autre de ses collègues, de la Banque mondiale, aucune des factions afghanes n'est en mesure de revendiquer un soutien populaire stable, car *« il n'y a pas d'Etat et donc pas d'institutions »*.

Les spécialistes de la région sont unanimes sur un point : le Pakistan *« se trouve dans un tel désarroi que, même s'il le souhaitait »*, il serait incapable de mettre fin au conflit afghan. Parlant de la situation politique et économique *« catastrophique »* au Pakistan, un expert s'exclame : *« Il faut comprendre, le Pakistan n'a plus une administration, il a une bombe ! »* Un autre expert juge que ce pays est *« dans un état de désintégration totale »*. Les participants ont, en tout cas, tous écarté l'éventualité d'un démembrement de l'Afghanistan, qui serait, selon eux, *« beaucoup trop dangereux pour tout le monde »*.

Afsané Basir Pour

Le « sexuellement correct » apparaît comme la grande victime du scandale Lewinsky

Y AURA-T-IL un effet Lewinsky sur les relations hommes-femmes dans le cadre du travail ? Y aura-t-il, comme le souhaite ce lobbyiste de Washington, un retour au bon sens et un assouplissement des règles de cohabitation entre travailleurs des deux sexes, devenues terriblement rigides ces dernières années ? *« Retrouverons-nous le droit au flirt, aux compliments, aux clins d'œil complices, aux invitations à déjeuner ? Le droit de séduire ou de tenter de charmer ? Le droit, comme en Europe, de laisser la vie entrer dans nos bureaux ? Car la vie, c'est une relation naturelle entre des hommes et des femmes responsables, pas un carcan de règles monastiques, présupposant potentiellement dangereuse toute rencontre entre les deux sexes ! »* Pour ce juriste célibataire, cela ne fait aucun doute : après l'issue du procès Clinton, le climat va forcément se détendre, draguer ne sera plus un crime dans les bureaux américains. *« Attention ! Clinton n'est pas devenu un exemple ! Personne n'approuve. Tout le monde ricane. Mais il y a, dans l'absolution que lui ont donnée les Américains – et le Sénat – la reconnaissance que les présidents, les cadres ou les stagiaires sont terriblement humains. Eh bien, il n'était pas mauvais qu'on s'en rende compte un jour. »*

Loin des arguties juridiques du Congrès et des débats politiques organisés par CNN, certains hommes ont vite fait de tirer de l'affaire Lewinsky leurs propres conclusions. Plusieurs semblent même surpris de leur audace à assumer des propos qui, il y a un an, leur auraient valu, disent-ils, une condamnation pour pensée *« politiquement incorrecte »*.

D'IMPROBABLES DIALOGUES

Leur aiguillon ? Les femmes, affirment-ils. Toutes ces Américaines qui ont élu Bill Clinton et le réélitaient demain, malgré Paula Jones, malgré Kathleen Willey, malgré Monica Lewinsky. *« Le dragueur n'est plus démonisé comme il le fut il y a quelques années*, estime un professeur de Georgetown. *Et les débats qu'ont engendrés partout les mésaventures du président ont curieusement désamorcé la charge explosive qui interdisait auparavant ce type de conversation. J'ai l'impression qu'une certaine anxiété a disparu et que le naturel, dans les rapports quotidiens hommes-femmes, reprend doucement ses droits »*.

Chacun, en fait, se rappelle l'affaire Anita Hill : en 1991, cette jeune et brillante juriste avait accusé de harcèlement sexuel le juge Clarence Thomas (nommé à la Cour suprême), en se fondant essentiellement sur des propos à consonance érotique. Le débat, retransmis en direct à la télévision, avait fasciné le pays, muselé les bonimenteurs et affecté durablement le monde du travail. En un an, le nombre de plaintes pour harcèlement sexuel avait rapidement doublé, des avocats s'étaient mobilisés pour faire évoluer la jurisprudence dans le sens d'une toujours plus grande sévérité. Entre 1990 et 1996, le montant des compensations financières dans ce type de litige avait grimpé de 7,7 millions à 27 millions de dollars, et les patrons sont devenus de plus en plus nerveux à l'annonce de condamnations ronflantes comme celle – largement commentée à l'époque –, de cet avocat important qui dut payer 3,8 millions de dollars (3,4 millions d'euros) à une secrétaire pour avoir versé dans son corsage des bonbons M & M...

« Les grandes sociétés ont fini par prendre les devants », raconte David Swink, président de Strategic Interactions, une société de conseils en relations du travail, qui, entre autres formations, dispense des cours de prévention en matière de harcèlement sexuel. *« Les plaintes sont si nombreuses, les frais de justice et les condamnations si onéreux que les règlements intérieurs de nombreuses entreprises stipulent désormais l'interdiction de relations sexuelles entre cadres dirigeants et employés. »*

C'est vrai, reconnaît-il, depuis quelques mois le climat est plutôt à la détente. Effet Maison Blanche ? Sans doute, dit-il. L'enquête, le procès, les polémiques, les blagues aussi, ont amorcé dans les bureaux d'improbables dialogues. L'homme le plus puissant du monde peut-il entretenir avec une stagiaire une relation consensuelle ? Ou bien l'iniquité fondamentale de leur situation évoque-t-elle l'abus de pouvoir ? On discute, on se dispute, on rit aussi... Des tabous ont été brisés, la glace est rompue. *« Tant mieux ! Mais ne nous trompons pas de conclusion. La tourmente dans laquelle a été entraîné Bill Clinton, la publicité de son histoire et le risque de "peine de mort politique" qu'il a encouru sont là pour rappeler à chacun qu'une violation de la loi occasionne de terribles dégâts. Et je ne vois pas en quoi l'affaire Clinton influencerait ou adoucirait les juges. »* Attention au moindre relâchement, conseille-t-il donc à ses clients.

Hellen Gurley Brown, à la direction de *Cosmopolitan*, ne cache pas, quant à elle, sa satisfaction. Enfin un peu de réalisme et de bon sens ! *« Eh oui, le sexe existe au bureau ! Qui cela peut-il encore étonner ? La majorité des gens y passent entre huit et douze heures par jour et y nouent leurs principales relations. Alors vivement une attitude adulte, des codes moins policiers, et un climat léger. Croyez-moi, on peut être féministe et juger qu'une condamnation à 1 million de dollars pour un regard brûlant ou un geste esquissé est d'un grotesque achevé. De la décontraction, que diable ! Ce président est merveilleux ! »*

Le « politiquement correct », en Amérique, est dans tous ses états !

Annick Cojean

ISM

INTERNATIONAL SCHOOL OF MANAGEMENT

Membre et/ou accréditée

ACBSP – ECBE – IACBE – WAUC

Pour cadres et dirigeants de 30 à 45 ans, diplômés de l'enseignement supérieur, le seul MBA accrédité USA Europe compatible avec votre vie professionnelle :

ieMBA International Executive Master of Business Administration

■ 520 h de formation intensive en management international :

diplôme ieMBA accrédité

● 10 séminaires mensuels à PARIS

● 2 mois à NEW YORK et thèse

Certificats en Management International

■ Corporate Finance ■ International Marketing

■ 120 heures à Paris ou New York

MBA Master of Business Administration in International Management

■ Programme intensif, avec stage intégré, de 12 mois dont 8 mois en FLORIDE : MBA accrédité.

International School of Management

148, rue de Grenelle, 75007 Paris

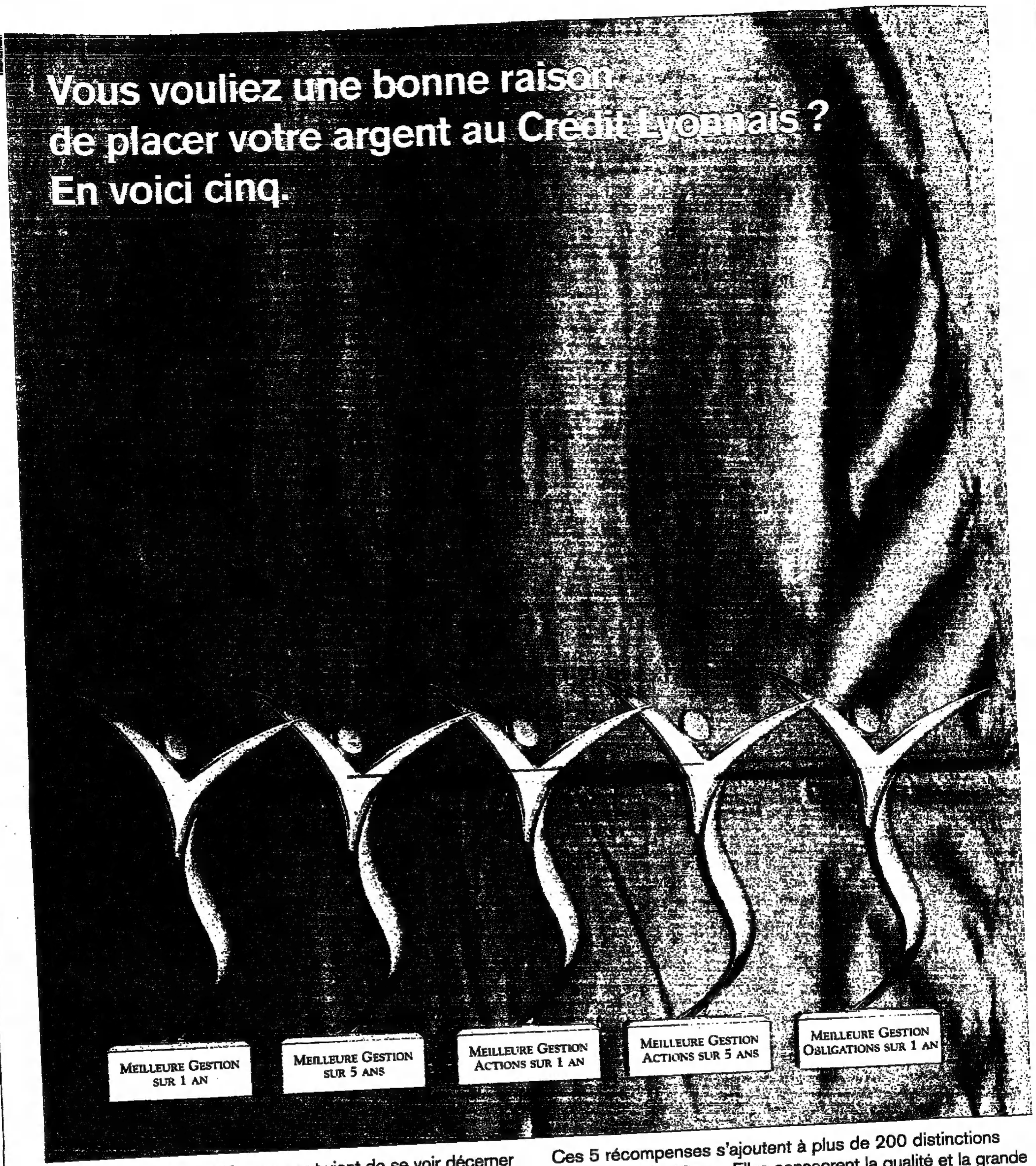
Tél. : 01-45-51-09-09 – Fax : 01-45-51-09-08.

Programmes exclusivement gérés par International School of Management USA

ISM

anistan : la mystérieuse disparition d'Oussama Ben Laden

(Publicité)



Crédit Lyonnais Asset Management vient de se voir décerner par La Tribune, Standard & Poor's-Micropal, 5 des 6 grands prix "Victoires des Sicav 1998". 4 600 fonds français et étrangers étaient en compétition.

Ces 5 récompenses s'ajoutent à plus de 200 distinctions en l'espace de 10 ans. Elles consacrent la qualité et la grande régularité de la gestion de Crédit Lyonnais Asset Management.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Appelez-nous au : N°Vert 0 800 80 10 10

CREDIT LYONNAIS

NOUS VOUS DEVIONS UNE NOUVELLE BANQUE

Internet: http://www.creditlyonnais.com
CREDIT LYONNAIS S.A. au capital de 9 389 925 000 F. SIREN 954.509.741. RCS LYON - Siège Central 19, bd des Italiens 75002 PARIS - Tél.: 01 42 95 70 00

Les règlements de compte politiques violents continuent en Iran

TÉHÉRAN. Malgré la détermination du président réformateur Mohamad Khatami de faire régner l'Etat de droit, les règlements de compte politiques violents continuent en Iran. Hadi Khamenei, personnalité de la gauche radicale et frère du Guide de la République islamique, Ali Khamenei, a été violemment battu par des militants intégristes dans la ville sainte de Qom, au sud de Téhéran, a rapporté la presse, samedi 13 février. *« Au moment de l'attaque, les assaillants ont crié "Mort à Khatami" et déchiré les portraits du président dans la mosquée »*, selon le journal *Salam*. L'incident a eu lieu jeudi.

Par ailleurs, un ancien représentant de la Deutsche Bank en Iran, Heinrich Lembert Heimes, a été tué samedi par un malfaiteur qui l'a pris en otage alors qu'il conduisait le véhicule diplomatique de l'attaché militaire allemand Peter Hausman, selon la version officielle. Pour le journal *Iran News*, proche du gouvernement, cette version n'est *« ni claire ni convaincante »*. *« Des mains invisibles* [sont] *à l'œuvre pour empêcher l'amélioration des relations entre Téhéran et Bonn. »* – *(AFP.)*

Hongrie, Pologne et République tchèque adhéreront à l'OTAN le 12 mars

BUDAPEST. La Hongrie, la Pologne et la République tchèque adhéreront à l'OTAN le 12 mars, a annoncé samedi 13 février l'ambassade des Etats-Unis à Budapest. La cérémonie d'adhésion aura lieu à Independence (Missouri), aux Etats-Unis, ville natale de Harry Truman, le président américain sous le mandat duquel avait été fondée l'OTAN en 1949. Ces trois pays – les premiers de l'ancien Pacte de Varsovie à adhérer à l'OTAN – avaient été invités en juillet 1997, lors du sommet de Madrid, à se joindre à l'Alliance atlantique. Le Parlement polonais s'apprête de son côté à ratifier l'adhésion de la Pologne lors d'une session qui s'ouvre mercredi 17 février. – *(AFP.)*

Le blizzard fait seize morts en Hongrie

BUDAPEST. Des tempêtes de neige ont causé la mort d'au moins seize personnes et isolé des centaines de villages en Hongrie, a affirmé samedi 13 février un porte-parole de la police. Des centaines de véhicules de l'armée et de la garde civile s'efforcaient de distribuer des fournitures dans les villages enneigés. Des hélicoptères étaient immobilisés en raison de la mauvaise visibilité et des vents puissants.

En Pologne, le bilan du froid a continué de s'alourdir pour atteindre deux cent deux morts depuis le début de l'hiver, a annoncé la police dimanche. En République tchèque, trois touristes sont morts de froid samedi dans les montagnes du nord-est de la Bohême. – *(Reuters, AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **ÉTATS-UNIS/MEXIQUE : le président américain Bill Clinton est arrivé**, dimanche 14 février, à Merida (péninsule du Yucatan), pour une visite de vingt-quatre heures au Mexique, au cours de laquelle il doit s'entretenir avec son homologue mexicain Ernesto Zedillo de la collaboration dans la lutte antidrogues et de l'immigration illégale. Le Mexique est le deuxième partenaire économique des Etats-Unis, après le Canada et devant le Japon. La visite de M. Clinton intervient alors que Washington doit prochainement distribuer aux pays d'Amérique latine ses traditionnels *« certificats de bonne conduite »* dans la lutte antidrogue, liés à l'octroi d'une assistance économique et commerciale. – *(AFP.)*

■ **IRAK : l'Irak est en mesure d'attaquer les bases saoudiennes et américaines** utilisées par les avions américains et britanniques qui bombardent le pays, a déclaré, dimanche 14 février, le président Saddam Hussein. *« Avec l'aide de Dieu, le soutien de notre glorieuse nation arabe et des patriotes en Arabie saoudite et au Koweït, nous sommes capables d'atteindre les endroits qui servent de points de départ aux agressions »*, a affirmé un communiqué publié à l'issue d'une réunion entre M. Hussein et ses adjoints. – *(Reuters.)*

■ **ALGÉRIE : quarante cadavres ont été recensés** dans le charnier découvert mardi dans la Mitidja, aux portes d'Alger, a rapporté, dimanche 14 février, le quotidien *El Khabar*. Les aveux d'un islamiste repenti, dénommé Djidel, ont permis aux services de sécurité de découvrir ce nouveau charnier. – *(AFP.)*

■ **GUINÉE-BISSAU : le président et le chef rebelle** se sont rencontrés, pour la première fois, dimanche 14 février à Bissau, lors de la visite d'Emma Bonino, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire. Le chef de l'Etat de Guinée-Bissau, Joao Bernardo Vieira, et le chef de la junte rebelle, le général Ansumane Mane, se sont entretenus pendant une heure. A l'issue de cet entretien, le président Vieira a espéré que la paix puisse *« être restaurée de manière définitive »* en Guinée-Bissau. – *(AFP.)*

■ **CAMBODGE : trois fonctionnaires ont été inculpés pour le déversement** de plus de 3 000 tonnes de déchets toxiques en décembre 1998 dans le port de Sihanoukville, rapporte lundi 15 février le quotidien *Cambodia Daily*. Cette affaire avait provoqué d'importantes manifestations dans les rues de Sihanoukville. Une personne avait perdu la vie pendant les défilés et quatre personnes avaient été tuées lors de l'exode massif de la population craignant la contamination. La firme taïwanaise Formosa Plastics, *« exportatrice »* des déchets en novembre, a annoncé le 5 février qu'elle nettoierait la pollution et enverrait les déchets vers un pays en développement ou à Taïwan. – *(Reuters.)*

Hillary Clinton pourrait être candidate au Sénat

WASHINGTON. L'épouse du président américain, Hillary Clinton, envisage d'être candidate à l'un des sièges de sénateurs de l'Etat de New York en 2000 a déclaré, dimanche 14 février, le secrétaire général de la Maison Blanche, John Podesta. *« Si elle décide d'être candidate, elle va gagner. Mais je pense qu'il est un peu prématuré d'aller aussi loin*, a-t-il déclaré. *Maintenant que le procès de destitution est achevé, elle va parler aux gens qui l'ont appelée à poser sa candidature et y réfléchir. »* Dans la course au remplacement du démocrate Daniel Moynihan, qui n'est pas candidat à sa réélection au Sénat, des sondages récents donnaient Mme Clinton gagnante contre le très populaire maire de New York, Rudolph Giuliani, ainsi que contre l'ancien sénateur Alfonse D'Amato, tous deux républicains. – *(AFP.)*

ESPRIT
Février 1999
A la croisée des religions
Renseignements : ☎ 01 48 04 08 33 – www.esprit.presse.fr

La lutte anticorruption devient un objectif international de premier plan

Les pays de l'OCDE tentent une vaste opération « Mains propres »

La convention sur la lutte contre la corruption des agents publics étrangers est entrée en vigueur le 15 février dans les pays de l'OCDE. La France n'a pas encore ratifié le texte. Celui-ci devrait permettre de réduire le versement des commissions et pots-de-vin sur les marchés publics internationaux. Leur montant est évalu[é à] 80 milliards de dollars par an (64 milliards d'euros) dans le monde.

« MAINTENANT que le communisme est mort, le principal ennemi du capitalisme s'appelle la corruption » : cet avis formulé par Ed Yardeni, chef économiste de la Deutsche Bank à New York, semble refléter un avis dominant dans les pays du monde développé. Ceux-ci ont adopté une convention anti-corruption qui est entrée en vigueur le 15 février dans trente-quatre pays (d'abord onze pays sur les vingt-neuf membres de l'OCDE auxquels se sont joints le Brésil, l'Argentine, le Chili, la Bulgarie et la Slovaquie). Ce texte, qui devrait être ratifié par la France au printemps, prohibe la corruption d'agents publics dans les transactions commerciales internationales.

L'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) a commencé à discuter de ce dossier en 1989, l'année de la chute du mur de Berlin. Depuis cette date, de nombreux événements – notamment la crise financière en Asie ou en Russie –, ont révélé l'impact grandissant de la corruption sur l'évolution des sociétés. Les thèmes de la « transparence » et de la « bonne gouvernance » font désormais partie des priorités internationales. *« La corruption menace la démocratie, le développement économique et la loyauté dans la concurrence internationale »*, explique Donald Johnston, le secrétaire général de l'OCDE. *« La globalisation ne sera acceptable que si des règles de déontologie internationale comme celles-ci sont adoptées »*, souligne pour sa part Rainer Geiger, directeur adjoint des affaires financières à l'OCDE.

JUSQU'À DIX ANS DE PRISON

L'objectif de la convention est de sanctionner la corruption « à la source », *« de la même façon que certains pays luttent contre la prostitution en poursuivant le client »*, souligne Rainer Geiger. Autrement dit, c'est le « corrupteur » qui commet un délit : une entreprise ne pourra donc plus verser de pots-de-vin à un agent public pour obtenir un marché à l'étranger. Les contrevenants risquent jusqu'à dix ans de prison et 1 million de francs d'amendes. *« Chaque partie prend les mesures nécessaires pour que constitue une infraction pénale en vertu de sa loi le fait (...) d'offrir, de promettre ou d'octroyer un avantage indu pécuniaire ou autre, directement ou par des intermédiaires, à un agent public étranger (...) en vue d'obtenir ou conserver un marché ou un autre avantage indu dans le commerce international »* (article 1 de la convention).

On assiste donc à l'équivalent d'une vaste opération « Mains propres » sur les grands marchés publics – armement, construction d'infrastructures, énergie... –, qui représentent la part du lion du chiffre d'affaires de la corruption. Les seules commissions légales jusqu'ici défiscalisées atteignent, en France, 10 milliards de francs par an en moyenne. Les sommes versées au titre des commissions opaques représenteraient, chaque année dans le monde, 80 milliards de dollars (64 milliards d'euros), d'après les estimations de la Banque mondiale. Tout indique qu'il ne s'agit là que du « sommet de l'iceberg », précise-t-on à l'OCDE.

La nouvelle convention va-t-elle être suivie d'effets ? On est en droit de le penser, puisque les responsables du patronat français ont prié Matignon de leur permettre de continuer à verser les pots-de-vin promis avant son entrée en vigueur... Si les entreprises ont néanmoins intérêt à jouer le jeu de la transparence, c'est que *« la corruption est nuisible à la réputation des entreprises et rend imprévisibles les transactions commerciales »*, souligne Raeiner Geiger.

Les Etats-Unis ont été les premiers et les plus ardents à militer pour l'adoption d'une législation internationale en matière de corruption. Les milieux industriels estimaient être pénalisés par leur propre loi anticorruption (en vigueur depuis 1977), à laquelle n'étaient pas soumis leurs concurrents étrangers.

Beaucoup s'interrogent sur l'e[ffi]cacité réelle de ce texte. *« C[ette] convention n'a pas une portée univ[er]selle. Elle ne couvre ni la corrupt[ion] d'agents privés ni celle de candida[ts] des charges publiques ou de resp[on]sables de partis politiques (sauf d[ans] les pays à parti unique), comme le [de]mandaient les Américains »*, soulig[ne] Daniel Dommel, président pour [la] France de l'association Transparen[cy] International.

Il ajoute que la convention *« [ne] traite pas le problème des places [off]shore, qu'elle ne sanctionne pas [la] maison mère pour les pots-de-vin [ver]sés à son profit par une filiale étr[an]gère »*.

La convention aura essentiel[le]ment *« une fonction préventive »*, souligne Rainer Geiger. S'il ne f[aut] pas s'attendre à des procès ni à [des] condamnations spectaculaires, [la] « peur du gendarme » devr[ait] contribuer à modifier petit à petit [les] pratiques : la déductibilité fiscale [des] pots-de-vin, par exemple, est dés[or]mais interdite dans des pays com[me] la France ou l'Allemagne. M. Do[m]mel souligne que *« la force de [la] convention tient en grande partie d[e] la procédure de suivi, qui a été défi[nie] de façon très précise et va susciter [une] pression réciproque entre pays sig[na]taires »*.

Lucas Delat[tre]

Les entreprises craignent les effets pervers de la convention de l'OCDE

« COMMENT pourrait-on être opposé à la convention de l'OCDE contre la corruption ? Il en va de notre intérêt moral et financier. Mais permettra-t-elle vraiment d'éradiquer le phénomène ? » Sous le couvert de l'anonymat, qui a été la règle imposée par tous nos interlocuteurs, ce responsable des affaires internationales d'un grand groupe exportateur s'interroge sur les répercussions possibles de la convention anti-corruption entrée lundi en vigueur. Il reconnaît que son groupe a dû passer par les commissions pour emporter des contrats dans certains pays. Et il ne voit pas comment un simple traité OCDE pourrait mettre un terme à des pratiques souvent institutionnalisées au plus haut niveau. De nombreux grands groupes partagent la même interrogation. Tous les secteurs dépendant de la commande publique – de l'armement aux grandes infrastructures civiles (pétrole, énergie, transports, BTP, equipements des eaux, voire équipements médicaux et paramédicaux) –, sont confrontés au problème. A l'exception des pays occidentaux – et encore – ou des projets placés sous la tutelle d'organismes internationaux comme la Banque mondiale, il y a peu de grands contrats internationaux sans commissions. S'élevant en moyenne entre 5 et 15 % de la valeur des contrats, elles peuvent atteindre parfois jusqu'à 30 à 45 % pour les grands contrats d'armement. Elles servent à rétribuer les agents commerciaux qui ont favorisé la conclusion des affaires, mais aussi tous les intermédiaires haut placés, censés avoir contribué à la finalisation du contrat.

Dans toute l'Asie, hormis à Singapour, ces pratiques sont la pratique indispensable pour pouvoir exporter. Dans la plupart des pays du Golfe, elles sont devenues une composante de la loi et il est rare qu'un étranger puisse vendre sans passer par un intermédiaire local, qui appartient le plus souvent à la famille régnante. Même les investisseurs qui veulent bâtir des unités de production dans certains pays sont soumis à la règle. Pour obtenir les autorisations nécessaires, il faut souvent verser des récompenses au plus haut niveau, sans parler des menus cadeaux aux fonctionnaires locaux.

« Allons, ce sont des pratiques dépassées », se récrie un responsable d'un groupe d'armement lorsqu'on évoque ce sujet. *« La corruption de fonctionnaire n'est plus de mise. Nous sommes tout à fait favorables à la convention de l'OCDE. Elle crée un nouvel environnement. Elle n'interdit pas, toutefois, les conseillers et les consultants. »* La plupart des grandes firmes, y compris dans le secteur de l'armement, n'ont pas une lecture si restrictive de la convention. Pour elles, c'est tout leur dispositif commercial international qui est menacé. *« Il est vrai que les valises de billets sont devenues plutôt rares. Mais la vraie difficulté touche aux agents commerciaux. Nous en avons tous et nous ne pouvons jamais être sûrs à 100 % d'eux et de leurs agissements »*, explique un dirigeant.

Pour se prémunir, certains groupes ont déjà introduit dans leurs contrats des clauses anti-corruption. Leurs intermédiaires s'engagent à ne commettre aucun acte illégal. *« Malgré toute notre attention, ne risquons-nous pas d'être accusés de complicité ? Nos clauses anti-corruption ne seront-elles pas perçues comme de simples précautions de façade ? »*, s'inquiète un dirigeant.

Toutes les entreprises françaises jugent le danger réel. Le projet de loi qui va transposer en droit français à la fois la convention de l'OCDE et le traité de l'Union européenne sur la corruption des agents publics étrangers s'annonce des plus rigoureux. Il prévoit de punir toute corruption active et passive d'agents publics étrangers d'une peine pouvant aller jusqu'à un million de francs d'amende et dix ans de prison. Pour éviter toute tentative de déstabilisation par les concurrents, le texte prévoit que les poursuites ne pourront être engagées que par le procureur, et qu'il n'y aura pas de constitution de partie civile. *« Les critères pour engager les poursuites seront-ils clairs ? Le risque est grand de voir l'inculpation requalifiée en abus de biens sociaux avec mise en examen de la personne morale. Chaque procureur risque d'avoir son interprétation »*, relève un spécialiste juridique d'un grand groupe.

Tous soulignent la différence de traitement des entreprises, selon les pays. *« La convention prévoit une "équivalence fonctionnelle" entre tous les pays signataires. Mais sera-ce vraiment le cas ? Des pays comme la Bulgarie ou la Turquie seront-ils aussi prompts à se saisir de dossiers de corruption que les pays occidentaux ? Les risques de distorsion de concurrence existent même entre la France et les Etats-Unis »*, dit un responsable d'un grand groupe habitué au marché américain.

MISSIONS DISCRÈTES

Dans la vaste panoplie prêtée aux groupes américains, on cite les contrats donnant lieu à compensations sans rapport avec le contrat de départ : les études d'un enfant de dirigeant pris en charge dans une grande université américaine ou les soins de santé payés, comme cela a été récemment mis au jour au Comité international olympique ; sans parler des sous-filiales immobilières ou de commercialisation, basées dans des paradis fiscaux, des énormes honoraires versés à des cabinets d'avocats dont une partie sert à alimenter des cagnottes réservées à des missions discrètes, ou bien encore des provisions sur contrats fictifs qui permettent de mobiliser des sommes à tout instant.

« Nous étions en train de sortir d'un système après les "affaires" en France et la mise au jour de la perversité des filiales comme Elf International. Aujourd'hui, le risque est grand qu'un certain nombre d'entreprises recréent des circuits parallèles encore plus opaques et pervers que par le passé », s'inquiète-t-on dans un grand groupe industriel.

Martine Orange

Les Etats-Unis ne donnent pas le bon exemple

Outre-Atlantique, la loi contre la corruption, adoptée en 1977 après le scandale Lockheed au Japon, n'est pas contraignante. Un seul procureur fédéral instruit tous les dossiers. Les filiales à l'étranger des grands groupes ne peuvent pas être poursuivies. Ainsi les dirigeants d'IBM n'ont-ils jamais été inquiétés aux Etats-Unis pour le contrat d'équipement de la Banque nationale d'Argentine, remporté avec pots-de-vin à la clef. Enfin, les possibilités de négociations et de transactions à l'amiable sont ouvertes à tout instant. Entre 1977 et 1997, seuls cinq procès pour fait de corruption ont été tenus et une sanction à un an de prison a été prononcée...

Face à cette situation, beaucoup d'interlocuteurs n'hésitent pas à parler d'*« hypocrisie »* dans le jeu des Américains pour retrouver leur puissance dans le commerce international. *« Les Etats-Unis ont été à l'origine de la convention. Mais il y a longtemps que leurs groupes se sont organisés afin de mettre en place des dispositifs professionnels pour échapper à la loi »*, tonne le responsable d'un groupe français.

TROIS QUESTIONS À...

YVES MENY

1 Vous êtes spécialiste de la c[or]ruption, directeur du cen[tre] Robert Schuman à l'Institut u[ni]versitaire européen de Floren[ce]. Que pensez-vous de la Conve[n]tion OCDE sur la corruption d[es] fonctionnaires internationaux, [entrée] en vigueur à partir du 15 [fé]vrier ?

Cette convention traduit u[ne] prise de conscience du phén[o]mène de la corruption internat[io]nale. Si cette convention a [été] adoptée, c'est parce que les Eta[ts-]Unis, qui ont une loi nationale [si]milaire, l'ont voulu. Cette [dé]marche est d'autant plus hypocr[ite] que, dans la pratique, il n'y a qu[a]siment jamais eu de poursuite a[ux] Etats-Unis sur la base de cet[te] loi.

2 La convention OCDE pourra[-t-]elle changer les choses ?

Fondamentalement, je ne pen[se] pas. Certains pays en sont ou [se]ront signataires alors qu'ils serv[ent] eux-mêmes de paradis fiscau[x]. C'est le cas, par exemple, [de] Chypre, aujourd'hui le princi[pal] pôle offshore entre le Moy[en-]Orient, la Russie et l'Europe. A[vec] cette convention, on risque d'[as]sister à la multiplication des int[er]médiaires : au lieu de corromp[re] un fonctionnaire chinois, p[ar] exemple, une entreprise frança[ise] payera une entreprise d'interm[é]diation, située en Chine ou a[il]leurs, qui sera chargée de rému[né]rer le fonctionnaire chino[is]. Compte tenu des difficultés inh[é]rentes aux poursuites pénales [à] l'étranger, il y a peu de chan[ces] que la manipulation soit mise [à] jour.

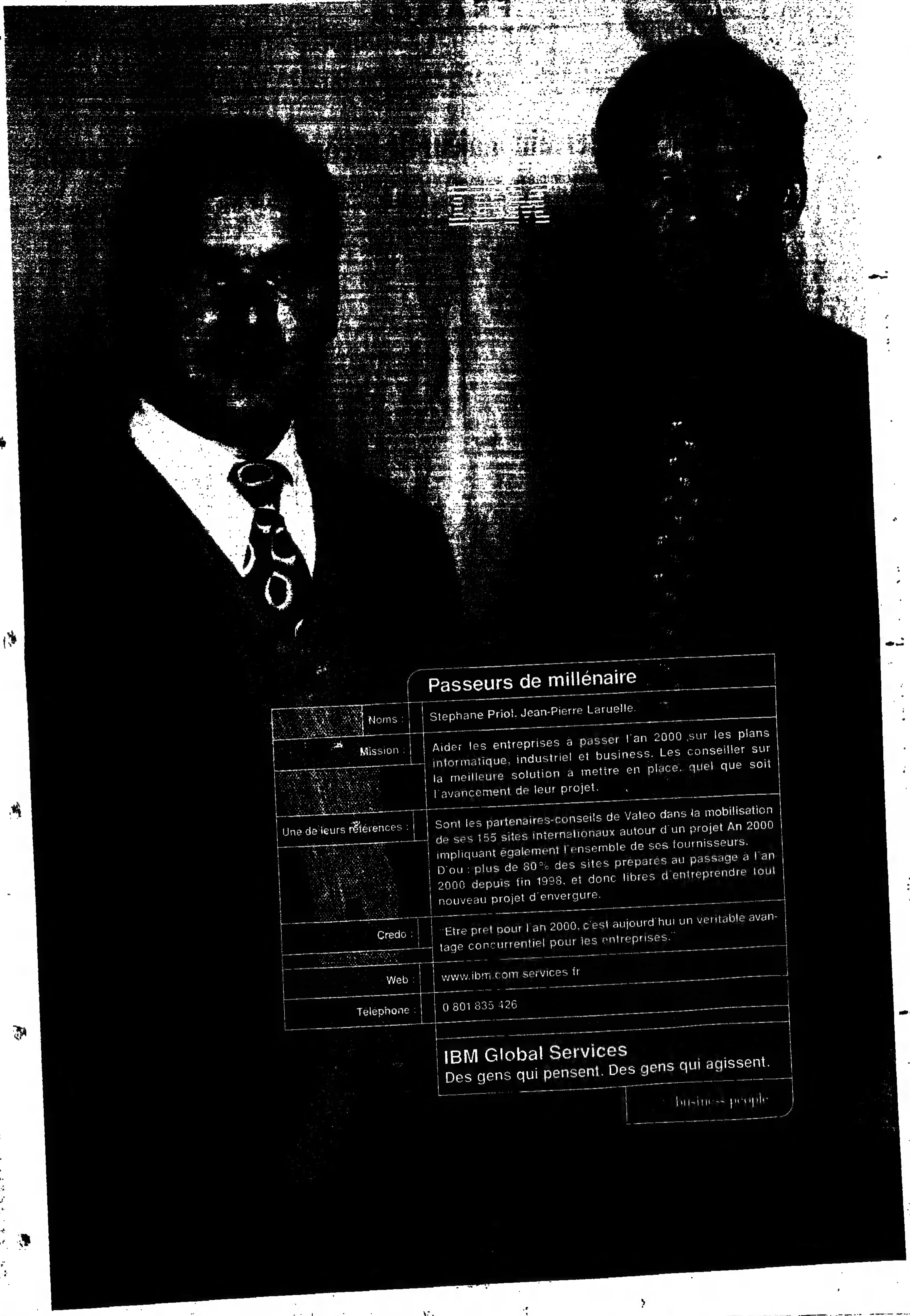
3 Quel plan de lutte contre [la] corruption proposeriez-vous ?

Il faut d'abord s'attaquer a[ux] paradis fiscaux, qui fleurissent p[ar]tout, à commencer par l'Euro[pe]. Les principaux pays développ[és] pourraient taxer les capitaux [qui] transitent par les places offsho[re ;] seuls les capitaux douteux a[u]raient alors encore intérêt à al[ler] s'y réfugier. Un contrôle accru [de] l'origine des capitaux des para[dis] fiscaux serait alors mieux cib[lé]. Deuxième point crucial, favori[ser] la cooperation judiciaire intern[a]tionale. En ce domaine, no[us] sommes restés à l'époque méd[ié]vale, alors que nous avons une [dé]linquance du XXIe siècle. Tant q[ue] ces deux points n'auront pas [été] réglés, il sera inutile de bâ[tir] toutes ces usines à gaz contre [la] corruption.

Propos recueillis p[ar] Virginie Maling[re]

ent un objectif
ier plan

(Publicité)



GOUVERNEMENT Les quatre mois qui viennent d'ici aux élections européennes vont être occupés d'abord, pour le gouvernement et pour le Parlement, par la couverture maladie universelle, la réforme de la justice et, surtout, les dossiers de la parité, du cumul des mandats et du PACS, qui opposent la gauche à la droite, particulièrement au Sénat. ● L'ÉDUCATION NATIONALE et la politique de Claude Allègre provoquent inquiétude et débats au sein du Parti socialiste, où on enregistre un mécontentement des enseignants, qui pourrait se traduire aux élections européennes. ● JACQUES CHIRAC visitera, mardi 23 février, le lycée d'enseignement professionnel de Saint-Jean-de-la-Ruelle, dans la banlieue d'Orléans. Le chef de l'Etat entend bien utiliser les embarras du ministre de l'éducation nationale pour démontrer l'impuissance réformatrice du gouvernement.

La réforme devient le terrain majeur de la compétition droite-gauche

Accusé d'immobilisme, Lionel Jospin compte sur ses projets les plus « politiques » – parité, cumul des mandats, PACS – pour faire la différence entre conservateurs et modernistes. Le réformisme systématique de Claude Allègre exaspère cependant les enseignants

« *IL PREND toujours autant de plaisir à gouverner* », assure son vieux complice Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement. Pourtant, au-delà des sentiments éprouvés dans la direction des affaires publiques, chaque jour qui passe rend plus difficile l'action du premier ministre et plus aléatoire la conclusion de multiples chantiers ouverts depuis vingt mois.

Lorsqu'il s'installe à l'hôtel Matignon, le 2 juin 1997, Lionel Jospin porte en lui la conviction des bienfaits d'un certain volontarisme en politique. « *Je veux partir des faits pour les transformer*, explique-t-il lors de l'« université d'été » du PS, à La Rochelle, le 31 août 1997. (...) *Les Français attendent un réformisme économique et social qui modernise le pays, qui l'adapte à la compétition mondiale sans détruire la cohésion sociale. (...) Il nous faut réhabiliter l'idée même de la réforme.* »

Armé de ce bréviaire, et fort de la légitimité conférée par une victoire électorale toute proche, le premier ministre connaît une certaine réussite dans le traitement de ses premiers dossiers : réduction du temps de travail, emplois-jeunes et, surtout, redéfinition des règles de l'immigration qui, malgré quelques fortes résistances au sein même de la gauche, s'appliquent aujourd'hui.

Avec le recul, ces mois-là semblent nimbés d'un relatif état de grâce. Car, hormis le volet européen, que le premier ministre cogère avec le président de la République, pratiquement tout ce qui a été entrepris depuis demeure à l'état d'ébauche, comme en témoignage de l'impuissance, et parfois de la maladresse, du gouvernement. La tentative de limitation des cumuls de mandats en offre une parfaite illustration. Convaincu du soutien de l'opinion publique, M. Jospin engage cette réforme avec un bel optimisme. « *Elle aura bientôt force de loi* », jure-t-il, le 31 août 1997, devant les militants socialistes.

L'euphorie n'est plus de mise : sénateurs et députés renâclent à abandonner leur mandat de maire, et il faudra sans doute longtemps avant de découpler la direction d'un exécutif local et la fonction de parlementaire. « *Quel que soit le résultat, dont je crains qu'il ne corresponde ni à nos ambitions ni aux attentes des Français*, reconnaît, dans *Le Monde* du 7 janvier, le premier ministre, *ce sera, pour moi, une étape.* »

La même déception affleure, pour le chef du gouvernement, à propos du pacte civil de solidarité (PACS). Le voici justifiant avec quelque emphase son projet devant les parlementaires socialistes, à Tours, le 29 septembre 1998 : « *Les mœurs changent souvent plus vite que le droit. Il est nécessaire de mettre en phase la loi et la vie.* » Un brin inconsciente, la majorité prévoyait alors d'offrir aux Français la possibilité de conclure un PACS avant l'été 1999. Puis, devant les difficultés et les manifestations, l'automne a paru plus sage. Aujourd'hui, la prudence interdit tout pronostic de calendrier. « *Cette réforme entrera tranquillement dans notre droit* », s'est contenté d'assurer M. Jospin aux sénateurs socialistes, le 9 février.

CHANTIERS EN PANNE

Les tentatives, à ce jour inabouties, de renouveler la réglementation de l'audiovisuel public, de redéployer les forces de police ou de gendarmerie ou encore de moderniser l'énorme machine de l'éducation nationale *(lire ci-dessous)*, s'inscrivent, elles aussi, dans ces difficultés de l'exercice gouvernemental. Même les réformes que l'on croyait consensuelles entre la majorité et l'opposition semblent délicates à mener à bien. L'immense chantier de la justice demeure ainsi en panne. La rénovation du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) attend toujours, pour entrer dans les faits, la convocation du Parlement en Congrès par le président de la République, qui attend lui-même... de voir quel sort les députés réserveront aux autres textes gouvernementaux censés moderniser l'appareil judiciaire.

Celui qui concerne la présomption d'innocence est sans aucun doute le plus périlleux. Déjà, des parlementaires socialistes, mécontents du texte mis au point par la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, affûtent leurs amendements. Inspirées par Arnaud de Montebourg (PS, Saône-et-Loire), ces propositions de modification font l'objet de sarcasmes dans la coulisse gouvernementale, où l'on parle volontiers de « lobby des avocats ».

Tous ces blocages, M. Jospin les a perçus. A la fin de 1998, il a ainsi demandé à tous ses ministres des notes susceptibles de l'aider à définir une relance de son action. Il en est résulté une réorientation assez sensible, la sécurité devenant, « *après l'emploi* », la « *deuxième priorité du gouvernement* » (*Le Monde* du 7 janvier). L'entreprise est difficile, tant les conflits entre les deux gauches, celles qu'incarnent Jean-Pierre Chevènement et Mme Guigou, divisent la majorité. Seul le terrain social paraît encore fertile pour le premier ministre. La loi instaurant une couverture maladie universelle (CMU), dont le Parlement devrait débattre ce printemps, suscitera sans doute des propos consensuels. La seconde loi sur les 35 heures fournira à la gauche l'occasion de se rassembler, à l'automne, contre la droite et le patronat.

Malgré tout, la succession de déboires pose ouvertement une question que le premier ministre ne peut pas ignorer durablement : le laminoir de l'Hôtel Matignon ne produit-il pas irrévocablement les effets sur lesquels compte Jacques Chirac pour mener à bien son projet de reconquête ?

Jean-Michel Aphatie

Le soutien de l'opinion recule mais reste très élevé

Si elle s'effrite en février, la satisfaction de l'opinion publique à l'égard du premier ministre reste exceptionnelle pour un chef de gouvernement en fonction depuis vingt mois. Selon la dernière enquête de Louis-Harris (réalisée les 5 et 6 février auprès d'un échantillon de 1 003 personnes et publiée par *Valeurs actuelles* le 12 février), Lionel Jospin recueille 57 % de bonnes opinions (en baisse de 7 points) contre 33 % de mauvaises. Selon le sondage d'Ipsos (réalisé les 5 et 6 février auprès d'un échantillon de 948 personnes et publié par *Le Point* du 13 février), M. Jospin obtient 60 % de bonnes opinions (en baisse de 7 points) contre 35 % de mauvaises. Dans ces deux enquêtes, il retrouve son niveau du premier semestre 1998. De son côté, Jacques Chirac recueille 61 % de bonnes opinions (en baisse de 4 points), contre 29 % de mauvaises, selon Louis-Harris. Pour Ipsos, il recule de 6 points, à 68 % de bonnes opinions, contre 28 % de mauvaises.

Fermeté sur la limitation du cumul des mandats

Votés par les députés en mai 1998, mis en pièce par les sénateurs en octobre, les deux projets de loi – l'un organique, l'autre ordinaire – visant à limiter le cumul des mandats sont de retour au Palais-Bourbon, pour une deuxième lecture prévue les 3 et 4 mars. Le gouvernement avait paru, durant l'automne, prêt à rechercher une transaction avec le Sénat sur ce texte. « *Ce qu'on peut faire tout de suite, on le fera. Et puis on continuera le lendemain, ou le jour d'après* », avait expliqué Lionel Jospin, le 22 novembre. Depuis le débat au Sénat sur la parité, le gouvernement semble décidé à défendre fermement cette réforme. Il entend représenter aux sénateurs, sans modifications, le texte déjà adopté par les députés, afin de faire à nouveau la démonstration que la droite sénatoriale est un facteur de blocage de sa volonté de modernisation de la vie politique.

REUSSIR

HEC-ESSEC-ESCP
Classes préparatoires et stages intensifs voie S et voie E

Math Sup - Math Spé
Classe Math Spé PC - stages intensifs sup et spé*

Sciences Po
Classes préparatoires - stage intensif d'été

Baccalauréat
Terminales ES orientées HEC ou Sciences Po - Stage de révision

Médecine-Pharmacie
Droit - Sciences éco.
Encadrement annuel - stages de révision et perfectionnement

IPESUP
18 rue du Cloître-Notre-Dame
75004 Paris - 01 43 25 63 30
3615 IPESUP

Le « cas » Allègre préoccupe le PS

COMMENT FAIRE avec Claude Allègre, à quatre mois des élections européennes ? Le 10 février, au surlendemain du chahut de quelques enseignants qui avaient interpellé Lionel Jospin au Cirque d'Hiver en lâchant quelques morceaux de papier – « *Jospin trahison ! Tu casses l'école de la nation !* » –, le secrétariat national du Parti socialiste a débattu de la question. Si elle minimise encore la crainte d'un vote-sanction aux élections européennes, la direction du PS s'attend à ce que des professeurs mécontents perturbent des meetings de campagne. Les résultats d'un questionnaire aux adhérents montrent que, en octobre 1998, 23 % des membres du PS étaient dans l'enseignement.

Soutenu par Jean-Christophe Cambadélis, François Hollande s'est ému d'échos de presse indiquant que de jeunes députés jospiniens, appartenant au groupe « Rake », qui se réunit chaque semaine, comme Marisol Touraine (Indre-et-Loire) et Vincent Peillon (Somme), avaient demandé, lors d'un déjeuner avec Dominique Strauss-Kahn, la démission de M. Allègre. Mme Touraine a démenti un tel propos, en soulignant qu'il ne faut « *surtout pas demander sa démission* », mais « *l'aider* », à condition toutefois que le ministre lui-même s'y prête...

Au diapason de Jean-Pierre Sueur, chargé de l'éducation au secrétariat national, le premier secrétaire a distingué le fond – des réformes qu'il s'agit de soutenir pour « *faire bouger l'éducation nationale* » – et la forme, qui l'a souvent irrité et qui reste à améliorer. « *En aucun cas, le PS ne peut apparaître comme une formation non réformiste* », a prévenu M. Hollande.

« RÉFORMITE AIGUË »

Faisant état de « *cartes déchirées* » par des enseignants dans sa section et de cartes d'électeur renvoyées à Amiens, M. Peillon ne demande pas la démission de M. Allègre. Mais, ajoute-t-il, « *le thème : "Il faut tout réformer", qui sous-entend que tout va mal, pose problème* ». Professeur de philosophie, M. Peillon suggère une réflexion sur le discours de M. Allègre, qu'il caractérise par « *une réformite aiguë* ». « *Il n'y a pas tout à faire, on ne part pas de zéro* », assure-t-il. Latente, la question à laquelle le PS se garde ouvertement de répondre est de savoir si le « *point de rupture* » n'a pas déjà été atteint entre M. Allègre et les enseignants.

Lundi 15 février, Alain Claeys, chargé de la coordination et de la trésorerie au secrétariat national, a affirmé, sur RTL, que le départ de M. Allègre du gouvernement n'est « *absolument pas* » à l'ordre du jour. Directeur de la campagne européenne, proche de Laurent Fabius, M. Claeys explique que le travail du PS est d'« *alerter* ». « *Il faut trouver les mots pour les enseignants, afin qu'ils accompagnent ces réformes* », a-t-il dit, et non les « *montrer du doigt* ». « *Claude Allègre a engagé des réformes, cela nous change de l'immobilisme de François Bayrou pendant quatre ans*, a ajouté le député de la Vienne. *Quand on engage des réformes, il y a un rythme à trouver.* »

La veille, sur Europe 1, M. Bayrou a affirmé que le bilan de son successeur, « *c'est un immense gâchis pour l'éducation nationale, les parents et les élèves* ». « *C'est l'échec d'une méthode et (...) aussi l'échec d'un projet ou d'une absence de projet* », a ajouté le président de l'UDF.

Michel Noblecourt

Jacques Chirac en embuscade sur l'éducation

APRÈS Jean-Pierre Chevènement, Claude Allègre. Après l'insécurité, l'éducation nationale. Pour Jacques Chirac, la technique est la même : un grand sujet de société, un ministre à la personnalité forte qui divise le gouvernement et le peuple de gauche, un domaine ministériel dans lequel l'attente est grande et les résultats du gouvernement décevants. Lorsque M. Allègre était populaire, le chef de l'Etat s'affichait volontiers à ses côtés. Les images de sa complicité avec le ministre de l'éducation nationale ne sont pas pour le gêner aujourd'hui.

M. Chirac n'oublie pas que la personnalité de M. Allègre avait beaucoup séduit l'électorat de droite. Si ce dernier désavoue aujourd'hui le ministre de l'éducation nationale, ce n'est pas pour ce qu'il a dit – sur l'absentéisme ou sur le « *mammouth* » –, mais plutôt pour tout ce qu'il n'a pas eu, selon lui, le courage de faire. Aux yeux de cet électorat, M. Allègre devient le symbole du réformateur empêché de réformer. Pour le chef de l'Etat, tout l'enjeu est là : dénoncer l'immobilisme, voire l'« *archaïsme* » du gouvernement, et tenter de démolir l'image de « modernisateur » du premier ministre.

A l'Elysée, on travaille donc à de futures interventions du président de la République sur l'éducation. Après son voyage en Alsace, les 20 et 21 janvier, qui lui avait permis de rappeler son intérêt pour l'aménagement des rythmes scolaires, M. Chirac visitera, mardi 23 février, un lycée d'enseignement professionnel dans le Loiret. La commune de Saint-Jean-de-la-Ruelle, dans la zone très urbanisée d'Orléans, est confrontée, à son échelle, à toutes les difficultés des cités de banlieue. Son lycée professionnel, qui forme des techniciens automobiles, est sa fierté.

Le chef de l'État devrait donc renouveler son credo en faveur d'une meilleure adaptation de l'enseignement au marché du travail, pour limiter le chômage des jeunes. Ce discours là est prêt depuis... septembre 1998, date qui avait été initialement retenue pour la visite de M. Chirac, puis déprogrammée (*Le Monde* daté 20-21 septembre 1998). A cette époque, l'Elysée avait redouté que la rentrée, le même jour, de Claude Allègre dans un LEP, ne lui vole la vedette.

Pascale Robert-Diard

Le projet audiovisuel de Mme Trautmann n'est pas encore complètement bouclé

À FORCE d'attaques en règle des lobbies professionnels, de retards multiples, de changements de périmètre et d'hésitations politiques, le projet de loi sur l'audiovisuel, qui avait pourtant fait l'objet d'une communication en conseil des ministres le 28 janvier 1998, est devenu un des textes du gouvernement Jospin dont l'accouchement semble le plus pénible. Rarement un projet de loi sur ce secteur – le huitième depuis 1972 – aura connu autant de rebondissements et fait avaler autant de couleuvres à un ministre de la communication. Catherine Trautmann avait pourtant reçu, à la fin de l'été, l'appui du premier ministre, dans sa volonté de réduire significativement le temps de publicité sur les chaînes publiques. Toutefois, son projet, jugé inachevé, a été retiré in extremis de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, le 1er décembre 1998.

Mme Trautmann continue de se battre avec détermination. Le 6 janvier, le premier ministre lui avait accordé un ultime sursis pour s'assurer du soutien des parlementaires de la majorité « plurielle » et faire naître un consensus autour de son projet chez les professionnels. L'obstination de la ministre lui a déjà permis, le 2 février, de se targuer de l'aval d'une vingtaine de députés et sénateurs PS, Verts, radicaux de gauche et MDC (*Le Monde* du 4 février).

Ayant déjà renoncé à des mesures radicales visant, par exemple, à abaisser le seuil maximal de détention des chaînes de télévision privées, Mme Trautmann a réintroduit, dans l'actuelle mouture du texte, quelques dispositions visant le secteur privé. Ainsi, à la constitution d'une holding destinée à coiffer les chaînes publiques, s'ajoutent des mesures visant à accompagner l'essor des nouveaux services, assurer davantage d'indépendance et de pluralisme en renforçant les pouvoirs du Conseil supérieur de l'audiovisuel ou en mettant fin à l'exclusivité de diffusion des chaînes publiques sur le bouquet satellitaire TPS.

Pour faire taire de nombreuses critiques et éviter de faire un cadeau trop voyant à TF 1 et M 6 – qui bénéficieront de façon mathématique de la baisse de la publicité sur France 2 et France 3 –, la ministre veut instaurer une taxe additionnelle au prélèvement sur les recettes publicitaires qui alimentent le compte de soutien aux industries de programmes (Cosip). Mme Trautmann a également calmé une autre inquiétude de la majorité en affirmant que « *la loi érigera en principe le remboursement intégral des exonérations de redevance* », afin d'« *assurer la compensation effective de la baisse des ressources publicitaires* » sur France 2 et France 3.

URGENCES MULTIPLES

Rien n'est toutefois encore acquis. Au cours d'un entretien avec M. Jospin, samedi 13 février, au pavillon de *la Lanterne*, à Versailles, Mme Trautmann a fait part des avancées du projet. Il faudra encore une nouvelle réunion du groupe de travail parlementaire ainsi qu'une réunion interministérielle, ce qui prendra au minimum une dizaine de jours, pour « boucler » les différentes mesures du projet de loi.

Les urgences se multiplient. La Commission de Bruxelles a déjà enjoint à la France d'intégrer, dans son droit national, les dispositions de la directive « Télévision sans frontières ». Cela devait être fait avant la date-butoir de 1999. La désignation du président de France 2 et France 3 se fera-t-elle hors du cadre de la future holding ?

Le projet de loi de finances, qui décidera du budget modifié des chaînes publiques, se discute, au niveau du gouvernement, durant l'été. Ces urgences militeraient plutôt en faveur d'un examen rapide du projet de loi par l'Assemblée nationale. Mais on ne peut exclure que, sous prétexte de calendrier parlementaire chargé, ce projet ne soit reporté, une fois encore, à des jours meilleurs.

Nicole Vulser

M. Bayrou reproche à M. Séguin de revendiquer le parrainage du chef de l'Etat pour les européennes

Le président du mouvement gaulliste a été intronisé comme tête de la liste RPR-DL

Le conseil national du RPR a désigné, samedi 13 février, son président, Philippe Séguin, comme tête de la liste RPR-DL pour les élections européennes du 13 juin. Alors que M. Séguin cherche à se placer dans le sillage de Jacques Chirac, le président de l'UDF, François Bayrou, le lui a vertement reproché, dimanche, estimant *« puéril de constamment vouloir tirer »* le chef de l'Etat dans ce scrutin.

OSONS... Puisque François Fillon, porte-parole du RPR, a reconnu, dès le 6 février, que *« depuis quelque temps* [l'opposition] *a perdu la recette de la potion magique »* et, qu'à l'inverse, Charles Pasqua confie volontiers qu'il se verrait bien dans la peau du chef de cet irréductible village gaulois, osons la suite d'une métaphore au goût du jour : les légions du RPR ont adopté la formation dite de la tortue, c'est-à-dire avec des boucliers devant, derrière, sur les côtés et au-dessus de leurs têtes.

Philippe Séguin peut bien montrer à ses visiteurs la collection de tortues, en pierre, en cuivre ou en terre cuite, qui orne son bureau, rue de Lille – des *« tortues qui regardent les lièvres en ricanant »*, assure-t-il –, le mouvement gaulliste n'est pas rassuré pour autant. Comme le dit Nicolas Sarkozy, secrétaire général du RPR, les élections européennes du 13 juin ne seront *« pas une partie de plaisir »*. En aparté, des séguinistes de la première heure redoutent même le pire pour leur chef de file bien-aimé ; ils saluent son courage, son sens du sacrifice ; et, finalement, se rassurent, un instant, en se disant qu'il est peut-être, après tout, le meilleur, voire le seul, pour relever le gant dans cette élection à hauts risques. Il faut serrer les rangs, par conséquent : la participation de M. Séguin, aux côtés d'Alain Juppé, à la fête de la fédération RPR de la Gironde, dimanche 14 février, a constitué la première illustration de cette volonté *(lire ci-contre)*.

La veille, samedi 13 février, le conseil national du RPR avait appelé *« chaleureusement, son président, Philippe Séguin, à s'engager personnellement dans le débat européen »* (*Le Monde* daté 14-15 février). Dans une motion finale, ce conseil a même précisé qu'*« il fait confiance à Philippe Séguin pour que la campagne européenne* (...) *soit l'occasion d'expliquer, de développper et de promouvoir la politique européenne du président de la République »*.

Faute de pouvoir compter, dorénavant, sur le soutien explicite de Jacques Chirac – lequel n'a pas intérêt à choisir, pour ce qui le concerne, entre l'une ou l'autre des listes de l'opposition –, le RPR se précipite, en somme, sous le parapluie de celui-ci. *« Nous ne voulons monopoliser personne*, s'est, du reste, défendu M. Séguin. *Cela dit, si nous entendons dire, ou si nous lisons, que c'est nous, et nous seuls, avec ceux qui veulent bien nous accompagner, qui sommes les soutiens de la politique européenne du président de la République, nous n'irons pas jusqu'à y opposer un démenti. Les arguments nous feraient défaut. »* Ils n'ont en tout cas pas fait défaut à François Bayrou pour critiquer cette appropriation de Jacques Chirac par le RPR. Invité, dimanche, du « Club de la presse » d'Europe 1, le chef de file de la liste UDF s'en est vivement pris à son concurrent du RPR en jugeant *« puéril de constamment vouloir tirer le président de la République dans cette affaire. Ce sont des élections européennes, ce ne sont pas des élections de politique intérieure. »* Le président de l'UDF a lui aussi placé sa liste sous les auspices de la majorité présidentielle lorsqu'il a officialisé son entrée en campagne : *« L'intérêt du président de la République, c'est qu'il puisse additionner les soutiens, faire des additions »* au soir du 13 juin, avait-il affirmé à Bordeaux le 7 février (*Le Monde* du 9 février).

Reçu par le chef de l'Etat jeudi 11 février, M. Bayrou s'est fait, dimanche, un malin plaisir d'insister sur le sujet : *« Chaque fois qu'on est en difficulté, vouloir se réfugier sous l'aile protectrice, ou réputée telle, du président de la République, cela ne me paraît pas une bonne idée*, a-t-il ajouté. (...) *Ça n'est pas la fonction des élections européennes que d'en faire un référendum sur le président de la République et je pense que si on laissait faire cela, ce serait très imprudent. »* Interrogé sur l'ambition prêtée à M. Séguin de revendiquer pour le RPR la propriété de la vraie croix chiraquienne, il a ironisé : *« Pour Philippe Séguin, le chiraquisme est une croix. »* Le président de l'UDF a une nouvelle fois mis en cause M. Séguin en raison de son attitude lors du référendum sur le traité de Maastricht : *« Prétendre être européen aujourd'hui tout en continuant à expliquer qu'on a eu raison de voter "non", ce sont des nœuds un tout petit peu trop compliqués pour moi »*, a expliqué M. Bayrou avant de conclure que, comme il se doit, sa campagne *« sera sans attaque contre les personnes »*.

Les légions du RPR ont adopté la formation dite de la tortue

« Chacun peut se faire plaisir », avait ironisé, samedi, M. Sarkozy à l'intention de M. Bayrou, *« mais nous, nous avons un devoir particulier, celui de préparer la reconquête »*. Selon une évidente répartition des rôles, le secrétaire général du RPR n'a pas davantage ménagé cet autre concurrent qu'est Charles Pasqua : *« Quand on est à l'heure dans un débat, on n'est pas obligé, par la suite, pour rattraper son retard, de proposer un certain nombre d'outrances. Le débat sur l'immigration, beaucoup d'entre nous l'ont pris avec retard, et ça s'est terminé, pour certains, par cette phrase* [NDLR : de M. Pasqua, en 1988] *devenue malheureusement célèbre : "Nous avons les mêmes valeurs que le Front national". »*

Bien qu'elle n'ait officiellemnt que pour *« seul adversaire, la gauche »*, l'alliance constituée par le RPR et par Démocratie libérale pour les européennes va devoir d'abord s'efforcer de marginaliser la double concurrence que lui opposent François Bayrou et Charles Pasqua, tout en laissant la liberté à M. Chirac de faire ses propres comptes au soir du 13 juin. C'est son boulot, un boulot ingrat, un contrat à durée déterminée de quatre mois.

Jean-Louis Saux et Cécile Chambraud

Philippe Séguin enrôle Alain Juppé dans sa campagne

BORDEAUX
de notre correspondante

C'était jour de la Saint-Valentin, dimanche 14 février, et le président du mouvement gaulliste, Philippe Séguin, était l'invité d'honneur de la fédération girondine du RPR, dont le député et maire de Bordeaux, Alain Juppé, est le président. La rencontre, initialement prévue une semaine plus tôt, le jour où le conseil national de l'UDF se réunissait, à Bordeaux, en présence de François Bayrou, pour lancer sa liste aux élections européennes (*Le Monde* du 9 février), avait été *in extremis* repoussée d'une semaine.

Drôle de journée pour l'étrange couple du RPR. A l'heure du déjeuner, les deux hommes entraient, ensemble, dans le Palais des congrès de Bordeaux, où les attendaient un millier de sympathisants, d'adhérents et d'élus girondins. Devant cette affiche de choc, M. Juppé et M. Séguin, les frères ennemis d'hier aujourd'hui main dans la main, unis pour l'Europe, certains invités paraissaient sceptiques.

Dans un discours bref, M. Séguin a surpris l'assemblée, et en premier chef son hôte : en guise de fleurs, il a salué *« le courage, la force de conviction et le sens de l'Etat »* de l'ancien premier ministre. *« Chacun connaît des moments difficiles. Alain Juppé n'a pas été épargné. C'est le lot de tous ceux qui s'efforcent de placer l'intérêt général avant la sauvegarde de leur image. Et Alain Juppé est de ceux-là. Tout ce qu'il a fait, il l'a fait pour nos idées, pour notre mouvement, pour Jacques Chirac. Il lui est revenu d'assumer personnellement la responsabilité d'une action toujours collective. »* La salle applaudit à tout rompre. Le maire de Bordeaux, ému, ne bronche pas.

Il est encore plus surpris quand le président du RPR, au nom du mouvement, lui tend la main : *« Nous avons la ferme conviction que l'avenir de nos idées est indissociable de la présence d'Alain Juppé au premier rang dans notre mouvement. Notre rassemblement a besoin de lui dans la campagne qui s'annonce et dans les échéances futures. »* Aussitôt, des élus se dirigent vers l'estrade, le maire de Bordeaux en tête, pour entonner *La Marseillaise*.

Les rares représentants de l'UDF dans la salle ironisent sur la déclaration du président du RPR, jugée hypocrite et de circonstance. Dimanche, Alain Juppé est devenu la caution européenne et élyséenne de la campagne de Philippe Séguin.

Claudia Courtois

Les opposants orthodoxes à la direction communiste tentent de se coordonner

Pas de rapprochement avec les trotskistes

COMMUNISTES, ils sont, communistes, ils resteront ! Réunis, dimanche 14 février, dans un grand hangard à La Plaine-Saint-Denis, trois cents gardiens du temple thorézien avaient fait le déplacement. Deux citations du patron des grandes années d'après-guerre du PCF avaient été placées en exergue : *« Pas de mannequin dans le Parti »* et *« Que les bouches s'ouvrent, pour sauver le PCF »*. Présidée par l'écrivain Henri Alleg, la tribune était ornée par deux portraits en couleur de Karl Marx et deLénine, avec autour des drapeaux rouges, estampillés de la faucille et du marteau, et un drapeau tricolore.

« Aujourd'hui le parti se vide, les militants s'en vont, la presse s'effondre », a expliqué Rémy Auchedé, ancien député du Pas-de-Calais, pour qui Robert Hue propose *« le remède qui tue : la mutation »*. *« Cette assemblée a en commun une angoisse et une volonté farouche : celle d'empêcher la liquidation du parti »*, a-t-il expliqué, avant d'estimer qu'*« il existe bien une opposition de gauche, au sein du PCF »*.

La rencontre a rassemblé des délégués venus d'une quarantaine de départements, mais les troupes provenaient pour l'essentiel de plusieurs courants d'opposition très minoritaires : la Coordination communiste, créée en 1991, la Gauche communiste, animée par Jean-Jacques Karman, maire adjoint d'Aubervilliers, des opposants du Loir-et-Cher regroupés dans l'appel des 41 autour de Thérèse Hirzberg ainsi que des militants du Pas-de-Calais emmenés par M. Auchedé. Mais ni Rolande Perlican, membre du comité national, réputée très orthodoxe, ni Jean-Claude Danglot, secrétaire fédéral du Pas-de-Calais, qui a envoyé un message d'encouragement, ni les députés Georges Hage et Patrice Carvalho, salués par l'assistance, n'avaient fait le déplacement.

Les participants ont massivement adopté deux textes, *« une adresse »* aux militants du Parti communiste et *« un appel »* aux *« travailleurs, à la jeunesse et au mouvement populaire »*. Ils ont aussi mis en place *« un comité permanent de liaison »* qui sera chargé notamment d'élaborer *« une plate-forme communiste alternative »* en vue de la préparation du 30e congrès du PCF, qui doit se tenir en janvier 2000.

« POLITIQUE DÉGUEULASSE »

Les débats sur la constitution d'une liste séparée pour les élections européennes ont en revanche vite tournés court. *« Une carte du PCF, cela suffit, il n'y a pas besoin d'avoir trois cartes dans sa poche »*, a répliqué Maurice Cukierman, membre du comité de liaison, afin de tuer dans l'œuf la proposition d'une liste avec le Parti des travailleurs, émise par un délégué, proche de ce petit parti trotskiste très antimaastrichtien.

« Faire une liste aux européennes, à côté du parti, c'est se couper de la bataille du 30e congrès. C'est le plus beau cadeau qu'on puisse faire à Robert Hue » qui aura les mains libres *« pour mener sa politique dégueulasse »*, a aussi averti une déléguée du Pas-de-Calais. M. Auchedé a mis fin au suspens, en rappelant que la constitution d'une liste demande d'importants moyens financiers. *« Avec 5 millions de francs nouveaux, vous n'avez même pas les tracts »*, a-t-il expliqué.

Alain Beuve-Méry

DÉPÊCHES

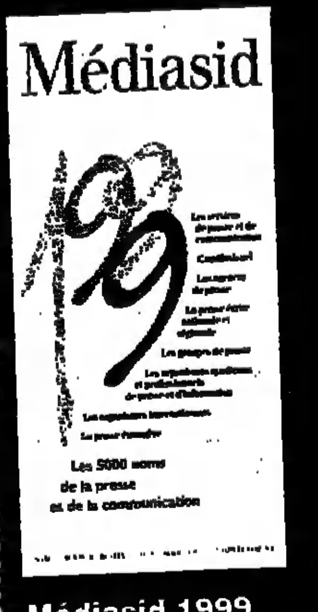
■ **EUROPÉENNES : François Hollande, premier secrétaire du PS et tête de liste socialiste aux élections européennes, a indiqué,** dimanche 14 février sur Canal Plus, qu'il respectera l'*« esprit de la loi »* sur le non-cumul et choisira ce qui est dans cet esprit, *« c'est-à-dire le dernier mandat pour lequel on s'est présenté »*. Ce choix le conduirait donc à abandonner, dès juin, son mandat de député de Corrèze.

■ **FISCALITÉ : Didier Migaud, rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a affirmé,** dimanche 14 février sur LCI, que le gouvernement s'est fixé comme priorité la baisse ciblée de la TVA et celle de la taxe d'habitation. M. Migaud s'est, en revanche, déclaré *« contre »* une baisse de l'impôt sur le revenu.

■ **SÉNAT : Bertrand Delanoë, sénateur socialiste de Paris, estime,** dans un point de vue publié par *Libération* (daté 15 février), que le Sénat *« sera obsolète »* si son mode de scrutin n'est pas réformé.

Le réflexe pour s'informer

La Cour des comptes
Christian Descheemaeker
Collection Les études de La Documentation française - série institutions
216 pages. 18,29 € - 120 F



Médiasid 1999
Les 5000 noms de la presse et de la communication
Service d'information du Gouvernement
620 pages. 28,97 € - 190 F

Etat de la francophonie dans le monde
Données 1997-1998 et 6 études inédites
Haut Conseil de la francophonie
600 pages. 22,87 € - 150 F

Le répertoire de l'administration française 1999
La Documentation française
624 pages. 32 € - 209,91 F

29-31, quai Voltaire 75344 Paris Cedex 07
Tél. 01 40 15 70 00 - Télécopie 01 40 15 72 30
3615 ou 3616 la doc (1,29 F/mn)
http://www.ladocfrancaise.gouv.fr

La documentation Française

STIC Le Conseil d'Etat vient de rendre un avis critique au projet de Système de traitement des infractions constatées (STIC). Cet avis conduit le ministère de l'intérieur à remanier ce vaste fichier devant contenir les noms de toutes les personnes mises en cause dans des procédures judiciaires, et ceux des victimes. ● CE FICHIER réunira des renseignements tirés des procès-verbaux sur les crimes, les délits et certaines contraventions. ● LE CONSEIL D'ÉTAT demande que les décisions de classement sans suite, de non-lieu, de relaxe et d'acquittement soient versées au fichier, et que le parquet soit saisi avant tout usage du STIC en matière de police administrative. ● CRÉÉ dans son principe par une loi de 1995, le STIC est présenté par le ministère de l'intérieur comme un instrument de « *transparence* » alors que des avocats y voient un projet « *liberticide* ». (*Lire notre éditorial page 18.*)

Le Conseil d'Etat émet des réserves sur le projet de grand fichier de police

Le gouvernement va devoir amender une nouvelle fois le texte organisant le fonctionnement de cette vaste banque de données qui doit contenir le nom de toutes les personnes mises en cause dans des procédures judiciaires, ainsi que ceux des victimes

LE « SYSTÈME de traitement des infractions constatées » (STIC) serait-il un fichier impossible ? La section de l'intérieur du Conseil d'Etat vient de formuler deux critiques qui obligent, *une nouvelle* fois, le gouvernement à réviser son projet d'arrêté portant création de ce gigantesque fichier qui devrait recenser les noms de toutes les personnes mises en cause dans des procédures judiciaires, ainsi que ceux de leurs victimes (*Le Monde* du *5 décembre 1998*).

Ce rappel à l'ordre de la haute juridiction administrative à la fin du mois de janvier retarde la mise en œuvre d'un projet dont la première mouture avait été déposée devant la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) *par le ministre* de l'intérieur, Charles Pasqua, le 21 octobre 1994. Après plus de quatre ans et bien des péripéties, le fichier, jugé « *liberticide* » par l'Association européenne des avocats pénalistes, n'a toujours pas d'existence légale. Le ministère de l'intérieur va de*voir modifier une fois de plus le* projet, avant de le représenter au Conseil d'Etat.

Le point principal soulevé par les conseillers d'Etat porte sur les conditions de la mise à jour du fichier. Les juges administratifs demandent que soient intégrées au STIC les informations concernant les décisions de classement sans suite, de non-lieu, de relaxe ou d'acquittement dont ont bénéficié les personnes inscrites dans le fi*chier*. Dans le projet initial, elles n'y figuraient pas. Quant aux condamnations, elles restent, depuis son origine, hors du champ du STIC, la CNIL refusant qu'elles soient mentionnées ailleurs qu'au casier judiciaire.

SUSPICION DE CULPABILITÉ

L'absence de précisions sur les mises hors de cause par le parquet, le juge d'instruction, le tribunal ou la cour d'assises dans le STIC constituait l'une des principales critiques émises contre la dernière mouture du texte gouvernemental. Elle pouvait induire une suspicion de culpabilité sur des personnes ayant pourtant été blanchies. Le Conseil d'Etat souhaite donc que l'arrêté créant le STIC précise que les parquets communiquent obligatoirement ces informations aux services de police. Le ministère de *l'intérieur se dit prêt* à considérer cette observation, même si elle pose un réel problème matériel. Chaque année, les parquets des tribunaux de grande instance décident en moyenne de près de trois millions de classements sans suite. Ils devront désormais, à chaque fois, en aviser par écrit les policiers.

La deuxième critique émise par le Conseil d'Etat concerne les risques d'atteinte au secret de l'instruction et à la confidentialité des procédures, liés à l'existence du fichier. Par cette remarque, la haute juridiction administrative vise surtout l'utilisation du STIC dans le cadre de missions de police administrative, effectuées en dehors du contrôle direct des magistrats.

Dans une lettre à la CNIL datée du 3 novembre 1998, Jean-Pierre Chevènement avait précisé quel devait être l'usage administratif du STIC. Le ministre de l'intérieur s'engageait, notamment, à ce que le fichier ne soit pas utilisé dans des enquêtes conduites préalablement à l'accès à certains emplois, à la délivrance d'un permis de port d'armes, ou à la gestion d'un établissement de jeux. En revanche, le recours au STIC était autorisé dans le cadre d'« *enquêtes sur des personnes dont le comportement est susceptible de créer des dangers pour autrui* ». Cette précision concerne, par exemple, les interventions en urgence contre un forcené, ou encore la mise en œuvre d'arrêtés d'expulsion locative ou du placement d'office d'une personne dangereuse, pour elle-même ou pour son entourage. Le ministre de l'intérieur se prononçait également en faveur du recours au STIC pour les missions de sécurisation aux abords des stades.

Le Conseil d'Etat, sans directement remettre en cause ces possibilités, demande que l'arrêté ministériel de création du STIC impose aux policiers de consulter le procureur de la République avant tout usage « administratif » du fichier. Là encore, le gouvernement s'est dit prêt à prendre en compte cette restriction.

Les observations des juges administratifs vont avoir pour effet de repousser d'au moins quelques semaines l'entrée en service du Système de traitement des infractions constatées. Ce projet de fichier, élaboré par Charles Pasqua, figurait déjà dans la loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité (LOPS) du 21 janvier 1995. Il était même alors présenté comme une des priorités de la modernisation de la police. Ce n'est pourtant qu'à une date récente, le 24 novembre 1998, que la CNIL rendait un avis favorable au STIC, en émettant plusieurs réserves.

La Commission informatique et libertés avait rappelé à cette occasion les nombreuses difficultés et les larges discussions qu'avait soulevées ce dossier. Dans sa forme initiale, le STIC se présentait comme un vaste fourre-tout rassemblant l'intégralité des procès-verbaux de police judiciaire. Il était accessible presque sans restriction aux officiers de police judiciaire et aux autorités administratives, n'apportant aucune distinction significative entre les auteurs et les témoins des infractions. Toutes les restrictions formulées par la CNIL ont été prises en compte par le ministère de l'intérieur. Ce dernier entend intégrer de la même façon les réserves du Conseil d'Etat, sans remettre en cause le principe du fichier, au nom de l'« *efficacité* » nécessaire « *pour présenter à la justice les auteurs de crimes ou de délits* ».

Pascal Ceaux

Bien que non réglementaire, le STIC fonctionne déjà

OFFICIELLEMENT, le système de traitement des infractions constatées (STIC) n'existe pas. Pourtant, plusieurs procès-verbaux de police judiciaire y font explicitement référence, à travers des formules consacrées telles que « *non mentionné au STIC* », lorsqu'aucun renseignement visant la personne entendue dans une procédure n'est accessible. Ces irrégularités manifestes n'ont jusqu'à présent que rarement fait l'objet d'une plainte, voire d'une remarque des avocats des personnes mises en cause.

> « Il n'y a pas de système complètement sûr », reconnaît le ministère de l'intérieur

Le ministère de l'intérieur en tire argument pour justifier l'officialisation du STIC, censée encadrer et soumettre à contrôle l'utilisation de ce fichier aux dimensions peu ordinaires. Ainsi, en 1997, environ 700 000 personnes ont été poursuivies. A peu près 400 000 auraient figuré dans le STIC légal, pour une durée variant de cinq à quarante ans, selon la gravité de l'infraction. Présenté comme une garantie de transparence, place Beauvau, le STIC doit être, indique-t-on, l'occasion de détruire les vieux fichiers manuels, consultables par tous et qualifiés de « *liberticides* ».

Le STIC devrait, quant à lui, faire l'objet d'un double contrôle. Les citoyens auront la possibilité d'aller consulter le fichier, sauf dans le cadre d'une affaire judiciaire en cours, ou d'une enquête touchant à la sûreté de l'Etat. Les victimes auront le droit de voir leur nom s'effacer du fichier lorsque l'auteur de l'infraction aura été définitivement condamné. D'autre part, l'utilisation du STIC sera réservée aux officiers de police judiciaire, ainsi qu'à environ deux cents autres fonctionnaires habilités par le directeur général de la police nationale. La liste des personnes ayant interrogé le fichier, reconnaissables par leur signature électronique, sera conservée pendant une durée de trois ans, correspondant au terme juridique de la prescription des délits.

Cela suffit-il pour autant à assurer le respect des libertés publiques ? « *Le STIC est liberticide, car il conduit, en dehors de toutes les règles posées par le code de procédure pénale, à faire le procès non contradictoire, secret et obscur, des origines par une extraction massive et systématique des données relatives à chaque individu tendant à figer les situations* », écrit l'Association européenne des avocats pénalistes. « *Il n'y a pas de système complètement sûr* », reconnaît de son côté le ministère de l'intérieur.

P. Ce.

Des dimensions exceptionnelles et sans précédent

Voici, sous réserve de modifications liées à l'avis du Conseil d'Etat, les grandes lignes du futur arrêté interministériel portant création du STIC :

● **Les sources du fichier**
Les données enregistrées dans le Système de traitement des infractions constatées (STIC) seront tirées exclusivement des procès-verbaux établis par les officiers et les agents de police judiciaire. Seront visées les personnes mises en cause pour les crimes, les délits et les cinq contraventions les plus graves (port d'uniforme ou d'insignes nazis, incitation à la haine raciale, intrusion dans des établissements scolaires, violences volontaires, ou encore racolage). Outre l'identité (nom, adresse, filiation, nationalité), le signalement et la photographie, les faits et les modes opératoires observés pendant la procédure seront relevés. Les victimes figureront également au fichier.

● **Des missions de police judiciaire et administrative**
Les missions de police judiciaire doivent être le champ principal d'utilisation du fichier. Il pourrait également servir en police administrative dans deux cas précis : les enquêtes sur les personnes dont le comportement est susceptible de créer des dangers pour autrui, et les opérations de sécurisation autour des stades ou lors de voyages et déplacements de personnalités. Dans ces cas, selon l'avis du Conseil d'Etat, les policiers devraient préalablement consulter le procureur de la République.

● **La consultation du STIC**
Elle est possible pour tous les officiers de police judiciaire, et pour environ deux cents personnes spécialement habilitées par le directeur général de la police nationale. Dans les enquêtes administratives, les habilitations strictement personnelles comporteront deux niveaux d'accès : les agents de base pourront savoir si le nom d'une personne figure au STIC. Pour en savoir davantage, ils devront s'adresser à leur supérieur, qui aura seul la possibilité de consulter les informations nominatives. Le système gardera en mémoire l'identité de l'usager, la date et l'heure exacte de la consultation.

● **La durée de conservation**
Elle peut varier de cinq à quarante ans, selon la gravité des faits. Pour les majeurs, la durée moyenne de conservation des données sera de vingt ans à compter de la date d'établissement de la procédure. Pour les mineurs, la règle imposera une durée de cinq ans, avec possibilité d'exception.

● **La mise à jour des informations**
Le traitement des données s'effectuera sous le contrôle du procureur de la République territorialement compétent, qui pourra demander leur rectification ou leur effacement. Le Conseil d'Etat a par ailleurs demandé que les décisions de classement sans suite, non-lieu, relaxe ou acquittement soient systématiquement jointes au fichier *(voir ci-contre)*.

● **Droit d'accès et de rectification**
Dans sa délibération en date du 24 novembre 1998,la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) avait recommandé que « *toute personne initialement mise en cause dans une procédure pourra exiger que la qualification des faits finalement retenue par l'autorité judiciaire soit substituée à la qualification initialement enregistrée dans le dossier* ».

336 p., 190 F

« Le grand mérite de cet ouvrage, indépendamment de son contenu informatif, est de fournir les bases d'une méthode globale de compréhension d'éléments dissociés et d'articulations complexes au sein des dispositifs européens. » (J.-B. de Foucauld).

Introduction à l'Europe sociale
de Annick Mallet et Marie-Cécile Millat

Disponible en librairie ou auprès des Éditions ENSP

ENSP
École nationale de la santé publique

Le Syndicat de la magistrature dénonce l'« arbitraire » du Conseil supérieur de la magistrature

LE SYNDICAT de la magistrature (SM, gauche) a adressé, jeudi 11 février, une lettre ouverte aux membres du Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Il leur demande de faire preuve de « *transparence minimale* » dans le processus de nomination des magistrats. Ce courrier intervient après que le CSM, qui participe à la nomination des magistrats, a refusé des propositions de candidats que lui avait soumis la chancellerie. Ces refus touchant certains de ses adhérents, le SM réclame que le CSM accepte de motiver ses décisions.

Le Conseil a été entièrement renouvelé en juin 1998, en attendant l'adoption définitive d'une réforme constitutionnelle devant renforcer ses prérogatives et modifier sa composition. Actuellement, il est composé de quatre personnalités extérieures à la magistrature et de douze magistrats, membres de l'Union syndicale de la magistrature, majoritaire. Depuis quelques mois, une querelle oppose le ministère de la justice au Conseil, qui a repoussé à plusieurs reprises certaines de ses propositions de nominations. Dans sa lettre, la présidente du SM, Anne Crenier-Vaudano, relève que le CSM « *s'est illustré au cours de ces derniers mois, en repoussant sèchement certains projets de nomination émanant du ministère de la justice* ». « *Faut-il pour autant se réjouir de cette séquence d'avis négatifs (...) dont on est bien obligé de préciser qu'aucun d'entre eux n'est motivé ou notifié aux magistrats concernés ?* »

Le CSM a refusé, en juillet 1998, de nommer Jean-Claude Nicod, ancien président du SM, actuellement avocat général à Besançon, au poste de procureur à Pau. Egalement écartés, Christian Feuillard, ancien directeur adjoint du cabinet de Pierre Arpaillange, aujourd'hui président de chambre à Paris, pour le poste d'avocat général à la Cour de cassation, et Gilbert Azibert, à l'époque directeur de l'administration pénitentiaire, qui souhaitait devenir avocat général à Versailles. En décembre 1998, il a révoqué la candidature d'Isabelle Chaussade comme premier juge d'instruction à Paris. Mme Chaussade, membre du SM, avait été préférée à Eva Joly pour ce poste par la chancellerie (*Le Monde* du 24 décembre 1998).

Le syndicat, qui demande au CSM de motiver ses décisions, affirme que rendre des avis négatifs sans justification « *témoigne soit d'un singulier manque de confiance (...) soit, plus grave, d'une volonté de gouverner la magistrature sans vous astreindre aux règles d'une démocratie moderne* ». « *Dans cette hypothèse, on n'aura fait qu'ajouter à l'opacité des décisions ministérielles, l'arbitraire de vos avis et propositions* », explique le SM qui affirme : « *Il est temps que l'autorité politique prenne la mesure de ces dysfonctionnements et comprenne que le danger du corporatisme est déjà réalisé, faute d'un quelconque dispositif instaurant une transparence minimale quant [au] fonctionnement* » du CSM.

Cécile Prieur

Le hors-piste interdit en Haute-Savoie

EN RAISON d'importants risques d'avalanche en montagne, le préfet de Haute-Savoie, Pierre Breuil, a pris un arrêté, samedi 13 février, interdisant la pratique du ski hors piste, de la randonnée à raquettes et de l'alpinisme hors des domaines aménagés. Cette interdiction, qui constitue une première, est applicable jusqu'au mercredi 17 février à 19 heures.

Elle est valable sur l'arrondissement d'Annecy (canton de Thônes), de Bonneville (cantons de Chamonix-Mont-Blanc, Saint-Gervais-les-Bains, Saint-Jeoire-en-Faucigny, Sallanches, Samoëns, Taninges) et de Thonon-les-Bains (cantons d'Abondance, Le Biot, Boëge, Evian-les-Bains, Thonon-les-Bains). Dans la semaine du 6 au 13 février, dix-huit personnes sont mortes dans des avalanches dans le massif alpin. Six pratiquaient le hors-piste, douze sont mortes dans l'avalanche naturelle qui a emporté quinze chalets, mardi 9 février, à Montroc-Le Tour, au-dessus de Chamonix.

La décision du préfet de Haute-Savoie a pourtant suscité une levée de boucliers à Chamonix. Dimanche, les élus et les professionnels de la montagne, guides, moniteurs de ski et exploitants des remontées mécaniques, se sont réunis à la mairie pour dénoncer l'arrêté.

UN ARRÊTÉ « INAPPLICABLE »

Le maire (divers droite) Michel Charlet a fait valoir que cet arrêté était « *inapplicable* » dans la vallée, « *compte tenu de l'étendue du domaine* » qui englobe la totalité du massif du Mont-Blanc. En signe de protestation, les responsables de la station ont stoppé les remontées mécaniques pendant une heure et demie, provoquant des réactions parfois violentes des vacanciers. Elus et professionnels ont finalement obtenu une modification de l'arrêté préfectoral. Pour Chamonix, un second arrêté, pris *dimanche*, limite l'interdiction du hors-piste à seulement cinq couloirs potentiellement dangereux, entre l'Aiguillette des Houches et le Brévent, ceux de Cheserys, de la Fis, du Passon et d'Orthaz. S'ils bravent l'interdit, les skieurs s'exposent à des amendes allant de 250 francs à 900 francs.

Saisie record de cocaïne dans l'Essonne après cinq mois d'enquête policière

Six membres d'un réseau de forains sont en garde [illegible] vue

[illegible] policiers de l'office central pour [illegible] répression du trafic illicite des stupéfiants (Octris) ont saisi 1 250 kilos de cocaïne, vendredi 12 février dans un entrepôt d'un village de l'Essonne. *Cette prise représente une quantité supérieure* à la totalité de la cocaïne saisie durant l'année [illegible] L'enqu[illegible], commencée *aux Antilles, se poursuit afin d'interpeller les* commanditaires du [illegible]

[illegible] PRISE [illegible] énorme. En une seule opération, les policiers de l'office central pour la répression du trafic illicite [illegible] stupéfiants (Octris) ont [illegible] plus de cocaïne que durant toute l'année [illegible] (1 tonne). [illegible] 1 250 kilos de drogue désormais [illegible] des [illegible] de l'Octris à Nanterre (Hauts-de-Seine) [illegible] le résultat d'une enquête de plusieurs mois. Commencée [illegible] Antilles, elle [illegible] achevée, vendredi 12 février en [illegible] d'après-midi, [illegible] un village [illegible] l'Essonne, au terme [illegible] cinq jours d'une filature menée depuis Dunkerque (Nord) [illegible] une cinquantaine de policiers. Ceux-ci ont pisté les deux camions de manège [illegible] lesquels [illegible] la [illegible] Lundi 15 février au matin, [illegible] personnes étaient encore [illegible] garde [illegible] vue [illegible] locaux [illegible] l'Octris. En [illegible] lutte [illegible] le trafic [illegible] stupéfiants, [illegible] mesure peut [illegible] prolongée jusqu'à quatre jours.

L'affaire débute par une information fournie [illegible] par [illegible] policiers du SRPJ Antilles-Guyane. Ils alertent leurs collègues sur [illegible] comportement suspect d'un [illegible] installés [illegible] en Guadeloupe. Ceux-ci [illegible] placés sous une [illegible] surveillance. Au mois de janvier, [illegible] policiers [illegible] que [illegible] « travaux » [illegible] sur le contrepoids [illegible] manèges. Ils [illegible] soigneusement évidés, puis [illegible] plaque de fer, d'une couche de résine, puis de ciment, rendant ainsi le camouflage presque indétectable, notamment par [illegible] chiens. En France, [illegible] les ports de [illegible] [illegible] du Havre sont [illegible] de matériel susceptible [illegible] dévoiler à coup [illegible] la drogue ainsi dissimulée par [illegible] trafiquants.

Le 25 janvier, deux camions s'embarquent sur un navire [illegible] destination de Dunkerque. Officiellement, les manèges rentrent [illegible] France pour [illegible] une révision [illegible] un contrôle technique de sécurité, obligatoires pour [illegible] type d'attraction. Dimanche 7 février, le bateau [illegible] amarré dans le grand port du Nord. Les camions sont aussitôt pris en charge par les policiers [illegible] l'Octris. La filature va durer jusqu'au vendredi 12. Le voyage [illegible] Tigery (Essonne) [illegible] au périple interminable. [illegible] sont d'abord [illegible] par la procédure de [illegible]douanement. Lorsqu'ils finissent par prendre la route, [illegible] pneus [illegible] camions crèvent, [illegible] l'usure [illegible] d'une trop longue immobilisation. Les véhicules et leur chargement finissent par arriver à Tigery dans la nuit de [illegible] vendredi. [illegible] enquêteurs mettent en place une surveillance renforcée [illegible] lieux, [illegible] font appel au RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion), car une partie [illegible] personnes visées, connues [illegible] de police, risquent [illegible] armées.

« INTERMÉDIAIRES PARTICIPANTS »

L'intervention est décidée vendredi, vers 17 h 30, lorsqu'une camionnette vient prendre livraison d'une partie de la cocaïne. Sept personnes sont interpellées : trois d'entre [illegible] ont assuré le convoyage de la drogue depuis la Guadeloupe, deux autres sont des habitants de Tigery, locataires de l'entrepôt où sont garés les camions. [illegible] homme, le seul qui n'appartient [illegible] au monde [illegible] forains, est [illegible] conducteur de la camionnette, dont les enquêteurs espèrent qu'il leur permettra de remonter jusqu'aux organisateurs du trafic. Quant [illegible] septième homme, il s'agit d'un simple voisin ! Présent sur les lieux au moment de l'intervention [illegible] la police, il [illegible] venu protester contre l'odeur nauséabonde de fumée dégagée par un matelas qui brûle. Placé en garde à vue, il a été relâché, samedi.

Selon les premiers éléments de l'enquête, [illegible] six personnes arrê[illegible] vendredi, dont certaines étaient déjà connues pour des affaires de vol, sont des *« intermédiaires participants »*. Ils ont assuré la manutention et le transport de la cocaïne, grâce à un moyen [illegible] discret et efficace, mais ne sont sans doute pas les principaux organisateurs du réseau. Les policiers espèrent notamment remonter jusqu'à [illegible] le [illegible] du conducteur de la camionnette, venu prendre livraison d'une partie du chargement.

Les policiers s'attendaient à une prise importante, en raison de la longue surveillance menée depuis le début de l'enquête, sans imaginer pour autant que la saisie [illegible]teigne le record national en la ma[illegible] [illegible] enquêteurs, [illegible] causes principales peuvent expliquer la présence de ces 1 250 kilos, dont la majeure partie était desti[illegible] en Europe, sur le territoire national. La France constitue [illegible] un marché intéressant pour [illegible] trafiquants. Mais, ce sont surtout les efforts importants de la police espagnole qui pourraient expliquer que les trafiquants misent désormais sur une filière française. Au cours des deux dernières années, environ 10 tonnes de cocaïne ont été saisies en Espagne.

Pascal Ceaux

Au Clos-du-Roy, une cachette idéale

C'était l'endroit rêvé, loin de tout et [illegible] l'abri des regards indiscrets. Le lieu-dit du Clos-du-Roy, [illegible] Tigery, perdu aux confins de l'Essonne et de la Seine-et-Marne, est un *no man's land* oublié du développement de la ville nouvelle de Sénart. L'ancienne nationale qui longe le hangar où a été trouvée la cocaïne finit en cul-de-sac. La fermeture de la nationale a contraint le carreleur, propriétaire du hangar, [illegible] fermer boutique, et [illegible] louer son entrepôt [illegible] l'ex-forain arrêté vendredi par la police. L'interpellation de l'ex-forain et de son gardien s'est produite à côté du mobil home, tandis que quatre autres complices étaient arrêtés aux abords de l'entrepôt. Le hangar en tôles grises, grand comme ceux d'anciens aérodromes, servait de cachette idéale. Assez vaste pour abriter le poids lourd chargé d'un manège de fête foraine, il permettait le déchargement de la drogue cachée dans des conteneurs en toute discrétion. [illegible] mouvements réguliers [illegible] camions avaient pourtant été repérés par le voisinage. *(Corresp.)*

Un artificier du FLNC-canal historique interpellé en Corse-du-Sud

JEAN-SYLVAIN CADILLAC, dit *« Patrick »*, [illegible] comme un artificier du FLNC-canal historique, principal mouvement [illegible] clandestin, bras armé d'A Cuncolta, a été interpellé, dimanche 14 février, par le SRPJ d'Ajaccio, [illegible] village de Figari (Corse-du-Sud). Il avait été condamné par contumace à la prison à perpétuité, le 20 juin 1994, par la cour [illegible] Corse-du-Sud, pour le meurtre par balles [illegible] Paul Albaladejo, un boucher de Figari. *Jean-Sylvain Cadillac* [illegible] soupçonné d'avoir participé à deux atten[illegible] Aix-en-Provence, contre le palais de justice, le 29 septembre 1996, et contre la poste centrale, dans la nuit du 3 au 4 novembre de la [illegible] année. Il serait également impliqué dans plusieurs meurtres commis en [illegible] notamment l'assassinat d'un [illegible] ambulant, proche du Mouvement pour l'autodétermination (MPA), Mario Azzara, tué par balles le [illegible] février 1996 [illegible] Ajaccio. La famille de Jean-Sylvain Cadillac a démenti, dimanche, [illegible] *appartenance de Jean-Sylvain [illegible] un mouvement nationaliste corse »*.

DÉPÊCHES

■ **MEURTRE : [illegible] meurtriers présumés d'une fillette de 11 ans, retrouvée violée et étranglée**, vendredi 12 février, [illegible] domicile de [illegible] parents [illegible] Goussainville (Val-d'Oise), ont [illegible] mis en examen et écroués, dimanche 14 février, à Pontoise, pour *« homicide ayant précédé, accompagné ou suivi [illegible] crime de viol sur mineur de moins de [illegible] ans »* et pour vols. Écroués [illegible] la maison d'arrêt d'Osny (Val-d'Oise), les deux hommes connaissaient les parents de l'enfant. Ils ont été interpellés par hasard, le jour du meurtre, alors qu'ils s'apprêtaient à revendre plusieurs objets dérobés [illegible] parents [illegible] la victime.

■ **JUSTICE : Jeanne Meslier de Rocan, première adjointe RPR au maire de Cannes**, Maurice Delauney (RPR), [illegible] été mise en examen, vendredi 12 février, [illegible] par le juge d'instruction Jean-Pierre Murciano, pour prise illégale d'intérêts, présentation [illegible] faux bilan et ab[illegible] placée [illegible] contrôle judiciaire. Cette mise en examen intervient dans le cadre d'un dossier portant [illegible] l'attribution d'un [illegible] public [illegible] une filiale de la Lyonnaise [illegible] Eaux, alors que Mme [illegible] de Rocan était adjointe aux affaires [illegible] dans le conseil municipal conduit par Michel Mouillot (UDF).

■ **Le journaliste Philippe Palat [illegible] été condamné**, vendredi [illegible] février, à [illegible] 000 francs d'amende par la 17e chambre du tribunal correctionnel [illegible] Paris pour recel de [illegible] l'instruction [illegible] professionnel. [illegible] interpellé [illegible] 4 juillet 1997 lors d'un contrôle routier et les policiers avaient découvert dans sa valise [illegible] pages [illegible] procès-verbaux [illegible] police [illegible] d'instruction photocopiés. Le prévenu avait expliqué [illegible] l'audience qu'il avait reçu ces documents [illegible] plusieurs [illegible] *« liés [illegible] près [illegible]* [illegible] », [illegible] qu'il s'agisse pour autant [illegible] vol [illegible] d'un recel [illegible]

■ **EXCLUSION : un sans-domicile fixe d'une quarantaine d'années a été retrouvé mort de froid par des passants**, samedi 13 février, dans le quartier Montreynaud à Saint-Etienne. La municipalité [illegible] réagi, dimanche, en invitant la population à faire preuve d'une attention particulière vis-à-vis des SDF exposés aux très basses températures, en signalant leur présence *via* [illegible] 115 (numéro d'urgence gratuit) ou en contactant les pompiers ou la police.

■ **CHASSE : un chasseur [illegible] soixante-huit ans qui participait**, dimanche 14 février, à une battue [illegible] gros [illegible] Jouy-Le-Potier (Loiret) a été chargé par un cerf qui lui a perforé la poitrine [illegible] hauteur du cœur, [illegible] sur le coup.

Verglas, froid, neige, le temps dans les prochains jours n'est visiblement pas prêt de changer. A l'inverse, l'Audi [illegible] a connu quelques évolutions notables : par exemple, un nouveau châssis, de nouvelles optiques et un volant multifonction* qui vous permet de conserver [illegible] tout [illegible] les mains sur le volant. Au fait, si [illegible] peut vous rassurer, [illegible] vous bien que la [illegible] se tromper

Aucune amélioration prévue. Bien entendu, nous ne parlions que du temps.

Nouvelle gamme Audi A4.

Audi

هكذا من الأصل

ET POUR NE MANQUER AUCUN NUMÉRO, ABONNEZ-VOUS !

TARIFS	1 AN	2 ANS
France (y compris DOM-TOM et pays à accords postaux*)	230 F	418 F
Tarif spécial (étudiants, lycéens, chômeurs, RMistes sur présentation d'un justificatif. France métropolitaine uniquement)	200 F	340 F
Etranger		
Voie normale (y compris Union européenne par avion)	290 F	538 F
Voie [redacted] Tunisie	285 F	528 F
Autres pays d'Europe (sauf Union européenne, Suisse) Algérie, Maroc	310 F	578 F
DOM, Afrique francophone	330 F	618 F
Etats-Unis, [redacted] Moyen-Orient	350 F	658 F
Amérique centrale, Amérique [redacted] Mexique, Afrique anglophone, Japon, Chine, [redacted] pays [redacted] Asie	395 F	748 F
TOM	410 F	778 F
Océanie, [redacted]	435 F	828 F

* Bénin, Burkina [redacted] Rép. [redacted] Comores, [redacted] d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, [redacted] Mauritanie, Niger, [redacted] Tchad, Togo, Tunisie.

● OUI, je souhaite m'abonner au *Monde diplomatique* pour :

☐ 1 an (12 numéros) ☐ 2 ans (24 numéros)

Nom : ____________ Prénom : ____________

Adresse : ____________

Code postal : ______ Ville : ____________ Pays : ____________

● Je joins mon règlement libellé en francs français de ______ FF, par :

[redacted] MDMQ

☐ Chèque bancaire ☐ Eurochèque ☐ Mandat international

☐ Carte bancaire internationale n° : ____ ____ ____ ____

☐ Carte American Express n° : ____ ____ ____

Expire fin : __ __

Signature obligatoire :

Bulletin à renvoyer à : *Le Monde diplomatique*, service abonnements, 24, avenue du Général-Leclerc, 60646 Chantilly Cedex, France

Climat de crise au sein de la Cour de justice de la République

Sous couvert d'anonymat, onze juges parlementaires ont confié au « Monde » leurs critiques à l'égard du président Christian Le Gunehec. Souffrant, [redacted] dernier aurait envisagé de [redacted] récuser lui-même

LES JUGES [redacted] leur week-end [redacted] lire et entendre [redacted] critiques, voire les *moqueries*, dont [redacted] l'objet [redacted] Cour [redacted] justice [redacted] République [redacted] maine qui *s'annonce* [redacted] déterminante. Car les premiers [redacted] du procès [redacted] Laurent Fabius, Georgina [redacted] Hervé dans l'affaire du [redacted] révélé une [redacted] majeure [redacted] le fonctionnement [redacted] Cour, [redacted] l'effet le plus visible est sans aucun doute la [redacted] son président, *Christian* [redacted] *Gunehec*.

Plus que les cinq magistrats professionnels qui entourent ce dernier – *deux magistrats* [redacted] suppléants –, ce [redacted] les vingt-trois [redacted] parlementaires (onze députés [redacted] *douze sénateurs*, [redacted] Deniau (RPR) s'étant retiré, pour [redacted] santé, [redacted] l'ou[redacted] *du procès) qui*, [redacted] cret [redacted] débats, [redacted] le plus violemment mis [redacted] ratés [redacted] cette première semaine d'audiences. Parmi [redacted], nous [redacted] pu interroger [redacted] juges (cinq parlementaires [redacted] parle[redacted] RPR, DL [redacted] UDF) qui, sans [redacted] nommément cités, nous [redacted] ce procès sans précédent.

Les premières [redacted] ont surgi [redacted] premières audiences, lorsque les juges parlementaires [redacted] découvert que [redacted] président Le Gunehec, qu'ils croyaient familier [redacted] *la* [redacted] *judiciaire*, [redacted] plus grandes [redacted] organiser le déroulement [redacted] du procès. Sans [redacted] aurait-elle [redacted] moins vive, s'il ne s'était pas trouvé parmi [redacted] députés [redacted] sénateurs huit professionnels [redacted] droit, [redacted] avocats, juristes ou professeurs [redacted] (*Le* [redacted] du [redacted] février). [redacted] aussi, les gestes d'impatience auraient-ils [redacted] moins [redacted] plupart [redacted] parlementaires n'avaient [redacted] eu, [redacted] c'est le cas [redacted] l'immense majorité d'entre eux, l'expérience [redacted] la présidence d'assemblées politiques : dix-neuf [redacted] vingt-trois députés et [redacted] qui [redacted] la Cour [redacted] en effet maires, pré[redacted] districts, présidents [redacted] généraux, [redacted] vice-pré[redacted] de l'Assemblée nationale.

Enfin, [redacted] parlemen[redacted] moins franche [redacted] n'avaient [redacted] sentiment d'avoir, pour la grande majorité d'entre eux, [redacted] sérieuse[redacted] dossier, [redacted] que, selon l'un des juges-députés, *« ce pré*[redacted] *connaît* [redacted] *peine* [redacted] *chronologie* [redacted] *faits »*.

Le [redacted] n'a cependant [redacted] qu'au troisième jour du procès, jeudi 11 février, [redacted] l'interrogatoire de Laurent Fabius, der[redacted] à s'exprimer devant [redacted] Cour. L'audience avait non seulement [redacted] marquée [redacted] brillant plaidoyer de [redacted] *premier* [redacted] – [redacted] que ni [redacted] Cour, ni le procureur, ni l'avocat général ne [redacted] apportent [redacted] *contradiction* –, [redacted] si [redacted] une [redacted] gaffes, [redacted] ladresses, d'approximations [redacted] président. Ce [redacted] qui ont [redacted] de prétextes [redacted] premières explications orageuses. Lors de [redacted] séance de [redacted] – qui suit, chaque jour, l'audience –, plusieurs [redacted] insurgés [redacted] l'ab[redacted] d'autorité [redacted] président à l'égard [redacted] qui, à défaut d'avoir pu se constituer parties civiles, [redacted] placées au premier rang du public [redacted] ponctuent chaque audition de prévenus ou de [redacted] d'insultes.

Puis les critiques se sont focalisées plus précisément encore sur le président. M. Le Gunehec avait prononcé au cours de l'audience le mot *« sidaïque »* provoquant des remous dans le public et au sein même de la Cour.

« DÉCONSIDÉRER LA COUR »

En coulisses, c'est le député socialiste Jean-Paul Bacquet (juge titulaire), approuvé par l'ensemble des parlementaires, qui a donc sévèrement repris le président : « *"Sidaïque"* [redacted] *un mot* [redacted] *seul Jean-Marie Le* [redacted] *emploie* [redacted] *que tous les républicains récusent.* » [redacted] Le Gunehec a paru tomber [redacted] nues : *« Vraiment, je ne le savais pas. »* [redacted]chel Dreyfus-Schmidt (PS, titulaire), François [redacted] (PS, titulaire), respectivement [redacted] magistrat, [redacted] souligné [redacted] de procédure qui pourraient donner plus tard matière [redacted] cassation.

Mais [redacted] des députés [redacted] droite qui [redacted] le plus violemment contesté [redacted] président. Charles de Courson (UDF, juge suppléant) [redacted] Paul [redacted] (RPR, juge titulaire), *notamment, ont accusé le président de paraître « ménager les* [redacted] *ministres et de contribuer ainsi à* [redacted] *la Cour »*. [redacted] (RPR, juge suppléant), mais [redacted] (RPR, juge titulaire), qui est pourtant l'un des seuls [redacted] tutoyer [redacted] Le Gunehec [redacted] lequel il a travaillé au [redacted] la justice et au cabinet [redacted] Jacques [redacted] lorsque ce dernier était président [redacted] l'Assemblée, [redacted] ont reproché de *« ne pas poser toutes les questions »* qui lui sont envoyées par les juges parlementaires.

Ce dernier point [redacted] d'ailleurs l'une des [redacted] les plus [redacted] de la Cour. Les juges parlementaires, qui ne peuvent s'exprimer publiquement, [redacted] leurs questions manuscrites directement au président. *« Plusieurs questions accusatoires* [redacted] *écartées »*, [redacted] l'un [redacted] juges [redacted] *France-Soir* (daté 15 février), Patrick [redacted] n'hésite pas à déclarer ouvertement : *« Il y a malaise. »*

Jeudi soir, [redacted] l'issue [redacted] explication *orageuse*, un petit [redacted] d'une demi-douzaine de parlemen[redacted] droite a alors menacé de *démissionner et le président ne se* [redacted] ». Visiblement [redacted] cablé, [redacted] *Le* [redacted] a seu[redacted] soufflé : *« Si cela continue, c'est moi qui pourrais* [redacted] *récuser moi-même. »* Fatigué, [redacted] depuis quelques jours, selon lui, [redacted] qui le [redacted] violemment tousser, M. Le Gunehec a évoqué son état de santé. Cette allusion [redacted] aussitôt suscité au sein de [redacted] Cour une série [redacted]

Les plus familiers de la procédure [redacted] penchés sur son possible remplacement en [redacted] de retrait pour raison [redacted] santé. Son suppléant, Roland Le Roux-Cocheril, [redacted] un magistrat professionnel, mais à l'instar de M. Le Gunehec, il n'a [redacted] présidé un procès. Deux [redacted] magistrats assistent [redacted] président : Bernard Challe et Henri-Claude Le Gall. C'est ce dernier qu'un petit groupe [redacted] juges [redacted] approché, considérant que M. Le Gall, qui [redacted] déjà présidé des tribunaux correctionnels, apporterait l'expérience qui fait actuellement défaut [redacted] la Cour. « [redacted] *n'a rien répon*[redacted] *mais il paraît prêt* », [redacted] un juge-sénateur. C'est dans cette atmosphère tendue et suspicieuse que s'est [redacted] la dernière audience, vendredi. A l'issue [redacted] la journée, [redacted] parlementaires de droite, prenant à part M. [redacted] Gunehec, lui [redacted] « *conseillé* » de mettre [redacted] profit [redacted] week-end pour « *travailler* [redacted] *dossier* [redacted]

« SE DISCRÉDITER SEUL »

Ce [redacted] donc les élus d'opposition, majoritaires au sein de la [redacted] qui ont [redacted] jusqu'ici à l'origine [redacted] la plus vive contestation. Les juges [redacted] gauche, qui [redacted] toujours considéré M. Le Gunehec [redacted] un adversaire politique, [redacted] effet très [redacted] pris [redacted] parti [redacted] *« le laisser* [redacted] *discréditer seul »*. Tous souhaitent que le procès aille à [redacted] terme, levant [redacted] l'hypothèque qui pèse depuis plusieurs années sur la carrière de Laurent Fabius.

[redacted] « délibérés intermédiaires » – l'expression est [redacted] juges parlementaires eux-mêmes – ont [redacted] réapparaître [redacted] clivage gauche/droite. Les juges socialistes craignent notamment que la volonté [redacted] relégitimation [redacted] Cour [redacted] se fasse au détriment du sort de l'un [redacted] prévenus. *En effet*, [redacted] premières audiences ont paru convaincre une majorité des juges, droite et gauche confondues, de la faiblesse des charges retenues contre M. Fabius, si Mme Dufoix, qui a depuis longtemps quitté le milieu politique, paraît pour l'heure [redacted] débats, il n'en [redacted] pour *M. Hervé*. L'ancien secrétaire d'Etat à [redacted] santé n'a visiblement [redacted] convaincu *nombre* [redacted] *juges RPR et UDF*. Soucieux [redacted] montrer que « *la Cour peut aussi condamner* [redacted] *ministre* », [redacted] juges parlementaires semblent, pour l'heure, décidés à centrer leurs interrogations sur lui.

Raphaëlle Bacqué
Dessin : Noëlle Herrenschmidt

Quatre jours de confusion et d'approximations...

LE JUGE Hubert Falco, sénateur (DL) et président du conseil général du Var, a levé les yeux au ciel, puis secoué [redacted] justice ! Un juge en robe noire dépité – il n'est pas le seul –, publiquement atterré ; la scène était assez exceptionnelle, fût-ce dans une juridiction d'exception. Vendredi 12 février, la Cour de justice de la République (CJR) venait [redacted] se disloquer – on pourrait dire se déliter. Le président Christian Le Gunehec envisageait [redacted] suspendre l'audience quelques minutes, quand un sénateur juge suppléant lui criait, [redacted] *« Ah non !* [redacted] »

Pendant quatre jours, la CJR a vécu au rythme tant [redacted] du président Le Gunehec, que de ses approximations dans la connais[redacted] *du dossier et de ses* [redacted] à diriger [redacted] D'emblée, à l'ouverture du procès, il a qualifié la procédure *prévue par la Constitution* [redacted] une [redacted] organique d'*« impressionniste »*, *« voire surréaliste »* [redacted] côtés, [redacted] juges [redacted] et députés qui l'ont votée ont apprécié.

[redacted] ses [redacted] allées [redacted] droit [redacted] victimes. [redacted] Me Sabine Paugam, conseil de l'Association française des hémophiles, qui tentait de plaider contre l'impossi[redacted] se porter partie [redacted] au procès, il [redacted] opposé un refus sec : *« Je n'ai pas* [redacted] *vous entendre (...). Ici, vous êtes des passants qui passent. »* Et d'inviter l'avocate [redacted] déposer [redacted] conclusions *« sur un meuble »*. Un autre jour, des voix de victimes se sont élevées pour protester contre [redacted] *témoignage* du professeur Willy Rozenbaum qu'elles considèrent *« mensonger »*. Remarque du président : *« Et bien enregistrez les* [redacted] *songes et vous en parlerez à* [redacted] *! »*...

Sur [redacted] fond, le juge [redacted] *laissé* échapper des erreurs qui ont vite fait [redacted] de sa maîtrise du [redacted] qu'il ne procédait à aucun exposé *préliminaire* [redacted] qu'il [redacted] s'appuyait sur aucun découpage chronologique ou thématique, [redacted] premier jour, [redacted] président n'a cessé de parler du *« sang chauffé »*. L'avocat général a rectifié sèchement : [redacted] l'inverse du plasma, le [redacted] ne [redacted] chauffe pas. Un autre jour, [redacted] s'est tourné vers son voisin [redacted] recherche [redacted] la fonction qu'occupait jadis... le docteur Garretta. Des parlementaires [redacted] soufflé, [redacted] le sourcil, quand deux [redacted] eux, suppléants, étaient [redacted] partis dans [redacted] Morphée.

[redacted] fois, le président [redacted] confondu [redacted] recommandations destinées [redacted] *hémophiles* [redacted] circulaire du [redacted] juin 1983 préconisant [redacted] sélection des donneurs de sang. [redacted] *raccroché* [redacted] *une re*[redacted] Conseil de l'Europe, dont personne n'a osé lui dire qu'elle n'était [redacted] centrale pour [redacted] compréhension. Ou, il [redacted] assuré [redacted] qu'il avait dit, en juin 1985, dans [redacted] discours [redacted] l'Assemblée [redacted] les [redacted] de dépistage n'étaient pas au point. Il [redacted] donc lu. [redacted] faite, ce [redacted] le bon [redacted] que le juge [redacted] mains.

QUESTIONS PAR ÉCRIT

[redacted] fragile [redacted] débats, [redacted] juges parlementaires, qui prennent de nombreuses notes, ont [redacted] l'abreuver [redacted] questions [redacted] voilà [redacted] prétoire décoré comme un plateau télévisé, le président Le Gunehec bombardé au standard de SVP. Et de trier les petits papiers, et de répéter, inlassablement : *« Une question est posée... »*

Parfois, des mots sont sortis : *« sidaïque »* [redacted], parlant de la [redacted] non de motiver [redacted] jugement : *« C'est peut-être le suspens. »* Parfois, il a oublié de [redacted] micro [redacted] ce [redacted] apartés [redacted]nants. Se sont ajoutées des imprécisions [redacted] un ancien président [redacted] la Cour [redacted] : parmi elles, [redacted] prestations de [redacted] archiver, pour mémoire, au greffe [redacted] Assemblée. Celle [redacted] Jean Bernard fut un [redacted] Le magistrat ânonnait le [redacted] la place du [redacted] hématologue qui, muet, [redacted] contentait d'hocher [redacted] chaque instant.

Enfin, vendredi 12, *répondant* implicitement à la critique portant sur l'absence totale de charpente au débat, le président de la Cour a lâché [redacted] affirmation, à [redacted] pour [redacted] du sang contaminé : *« Le procès est public, il n'est pas fait pour le public. »* [redacted] orienter sans attendre vers les débats feutrés de [redacted] Cour [redacted] cassation ?

Jean-Michel Dumay

Jean Tiberi veut accélérer le remodelage de la ZAC Paris Rive-gauche

Le Conseil de Paris débat lundi du rapport alarmant de la chambre régionale des comptes sur le coût potentiel de l'opération. Soucieux de sauver son mandat, le maire RPR cherche un accord avec l'Etat et la SNCF avant de réviser les plans à la baisse. Quitte à affronter des débats houleux

LA MAIRIE [redacted] n'échappera *pas à une remise à plat publique* [redacted] l'opération d'aménagement [redacted] ZAC Paris-Rive gauche. La courte discussion prévue, lundi [redacted] février, au [redacted] Paris autour du récent rapport de la chambre régionale [redacted] comptes (*Le* [redacted] du [redacted] février) consacré [redacted] la [redacted] d'économie mixte [redacted] ponsable de l'opération [redacted] que préfigurer [redacted] affrontement *beaucoup plus important* [redacted] élus. Alors que Bertrand Delanoë, président du [redacted] PS, [redacted] Tiberi [redacted] *« fuir le débat »*, Michel Bulté, adjoint (RPR) [redacted] maire, chargé [redacted] la construction, du logement [redacted] du logement urbain, a confirmé au [redacted] qu'« [redacted] *un* [redacted] *plan d'aménagement* [redacted] *(PAZ) de la ZAC Paris-Rive gauche »*.

La « [redacted] d'observations définitives » [redacted] la chambre régionale des comptes (CRC) sur la Société d'économie mixte d'aménagement de Paris (Semapa) confirme, en effet, l'ampleur du risque financier [redacted] gigantesque projet, qui devrait nécessiter [redacted] *milliards de* francs (2,74 milliards d'euros) d'investissements pour aboutir. A l'inverse, [redacted] Semapa [redacted] présenté, fin janvier, un rapport d'expertise commandé au cabinet Arthur Andersen. Payé *« plusieurs centaines de milliers de francs »* par la SEM, toujours présidée par Jacques Toubon, député (RPR) du 13ᵉ [redacted] rondissement [redacted] adversaire déclaré [redacted] *du maire*, [redacted] *document analyse* trois scénarios possibles pour le bilan final [redacted] l'opération. Un [redacted] d'un excédent [redacted] trésorerie, dans l'hypothèse d'une réalisation du projet initial. Les deux [redacted] évoquent un [redacted] pouvant atteindre 1,35 milliard [redacted] francs (205 millions d'euros), en raison d'un prix de cession des droits [redacted] construire [redacted] inférieur au niveau nécessaire [redacted] l'équilibre de l'opération.

Cette étude [redacted] dire à Jean-Marie [redacted] Guen, député (PS) du 13ᵉ [redacted] rondissement [redacted] administrateur [redacted] Semapa, que l'opération va, [redacted] façon, *« vers un collapsus financier »*. Entre l'analyse du cabi[redacted] privé [redacted] magistrats [redacted] la CRC, M. Tiberi [redacted] semble [redacted] hésiter. L'ampleur du risque mis en [redacted] par [redacted] magistrats a décidé [redacted] le maire (RPR) [redacted] la capitale à *reprendre en main*, il y a [redacted] plusieurs mois, un dossier qui risquait [redacted] condamner la majorité municipale, [redacted] par là même [redacted] d'être réélu maire [redacted] : dès le 21 octobre [redacted] (*Le Monde* du 22 octobre 1998), M. Bulté annonçait aux associations [redacted] virage stratégique du maire.

> Un dossier qui risquait de condamner [redacted] chances d'être réélu en 2001

La nouvelle version, révisée à la baisse, de la ZAC Paris-Rive gauche s'inscrit dans [redacted] volonté plus générale de M. Tiberi, qui veut revoir certaines orientations [redacted] plan d'urbanisme du sud [redacted] capitale. Le maire de [redacted] son équipe vont [redacted] la discussion sur la [redacted] du PAZ n'intervienne [redacted] avant qu'aient pu [redacted] enregistrés les premiers *bénéfices financiers*, [redacted] *la suite* [redacted] inflexions apportées [redacted] projet. La [redacted] Paris [redacted] donc d'accélérer le remodelage du projet, indispensable pour rétablir la confiance chez [redacted] investisseurs. Ainsi, un [redacted] d'aménagement [redacted] la [redacted] d'Austerlitz [redacted] présenté par [redacted] *responsab*[redacted] *l'urbanisme* [redacted] la Ville, [redacted] janvier, au cours de la dernière réunion du comité [redacted] concertation Ville-Semapa-asso[redacted] satisfaction [redacted] dernières, [redacted] contournement de [redacted] écartera [redacted] automobiles, [redacted] limitant [redacted] un premier temps l'accès aux piétons. Une voie [redacted] ensuite [redacted] aux transports [redacted] commun, [redacted] aux cyclistes si l'activité [redacted] le nécessite.

A ce propos, MM. Tiberi [redacted] Bulté viennent [redacted] demander [redacted] Louis Gallois, [redacted] président [redacted] la SNCF, un *« engagement formel »* [redacted] le *planning prévu* [redacted] l'entreprise publique pour *« redynamiser la gare »*. *«* [redacted] *voulons d'autant plus des réponses précises* [redacted] *la SNCF*, rappelle Michel Bulté, *qu'Austerlitz* [redacted] *la figure* [redacted] *proue, l'arrivée sur* [redacted] *ZAC,* [redacted] *aussi un élément important de la vie du 5ᵉ arrondissement. Pour l'instant, c'est un vaisseau fantôme. »* [redacted] cette demande de la Ville en forme d'ultimatum, la SNCF accélère [redacted] dit prête à proposer une solution *(lire ci-dessous)*.

[redacted] deuxième priorité [redacted] M. Tiberi, [redacted] lancer la révision [redacted] PAZ, [redacted] d'arriver rapidement [redacted] un accord [redacted] le [redacted] de plusieurs universités pari[redacted] sur [redacted] ZAC. [redacted] négocia[redacted] sont engagées [redacted] la Ville [redacted] le [redacted] l'éducation nationale sur l'ampleur du plan, rendu [redacted] par [redacted] programme [redacted] modernisation Universités du 3ᵉ millénaire (U3M). Le maire a annoncé, le 15 janvier, qu'il avait *« demandé* [redacted] *services* [redacted] *d'étudier la localisation* [redacted] *70 000 mètres carrés supplémentaires* [redacted] *Paris-Rive gauche »* : [redacted] carrés [redacted] inscrits [redacted] PAZ de 1997. Les pré[redacted] huit universités parisiennes estiment leurs besoins entre 150 et 200 000 mètres [redacted] (*Le* [redacted] janvier).

M. Tiberi se dit prêt à participer financièrement à [redacted] plan; [redacted] l'Etat [redacted] la région. *Il n'est pas* question, pour autant, [redacted] même *cadeau au gouvernement* que pour l'implantation de la Bibliothèque François-Mitterrand, [redacted] viennent justement d'être signés [redacted] derniers [redacted] de cession [redacted] gracieux [redacted] l'Etat [redacted] qui [redacted] permis l'implantation [redacted] la « Très Grande Bibliothèque », en bordure [redacted] ZAC. En faisant pression, d'un côté, sur [redacted] SNCF, [redacted] la Semapa pour la commercialisation d'une grande partie [redacted] terrains [redacted] la ZAC, [redacted] l'autre, [redacted] pour l'opération U3M, M. Tiberi [redacted] en *configuration* [redacted] pour [redacted] un dossier qui pourrait bien devenir l'enjeu majeur de son mandat.

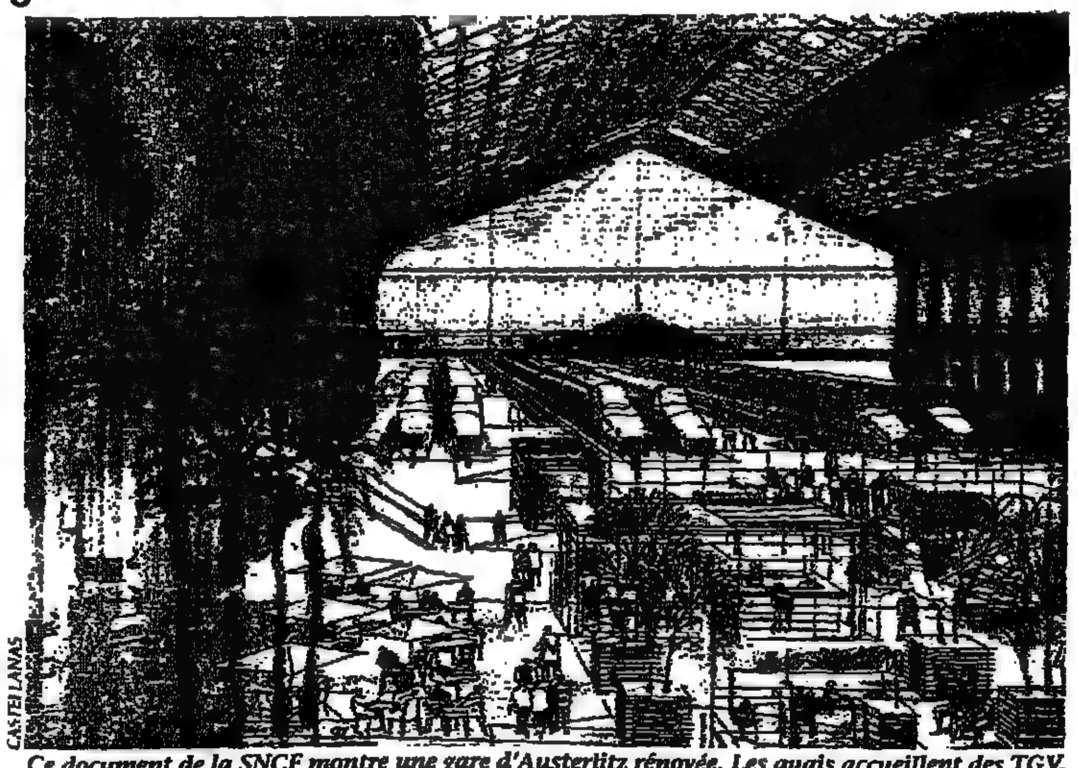
Christophe de Chenay

L'avenir de la gare d'Austerlitz est lié à la relance de son activité

QUE VA DEVENIR la [redacted] *d'Austerlitz ? C'est l'éternelle* question posée [redacted] la SNCF, [redacted] comme [redacted] associations, depuis le [redacted] la ZAC Paris-[redacted] gauche. L'urbanisme de ce nouveau quartier [redacted] été conditionné [redacted] le [redacted] l'entreprise publique [redacted] déplacer la gare. En maintenant un faisceau d'une vingtaine de voies, [redacted] SNCF [redacted] urbanistes à imaginer un quartier entièrement construit [redacted] la hauteur de la dalle sous laquelle [redacted] trains.

La [redacted] est [redacted] partie prenante [redacted] projet en signant, [redacted] 1991, un protocole avec la Ville de Paris. Actionnaire [redacted] la Semapa, [redacted] *société d'économie* [redacted] chargée [redacted] l'aménagement, [redacted] s'est engagée [redacted] vendre [redacted] surfaces au-dessus des voies en fonction du prix des droits [redacted] construire négociés par l'aménageur. L'entreprise a voulu ainsi éviter de renouveler l'*« erreur »* [redacted] la dalle Montparnasse, qui l'avait [redacted] à côté *des considérables plus-values réa*[redacted] par [redacted] aménageur extérieur, pour l'urbanisation de la couver[redacted] voies du TGV-Atlantique.

La gare d'Austerlitz donne, depuis le début de la ZAC, [redacted] fâcheuse impression d'abandon. L'ensemble, construit [redacted] 1869, dispose pourtant de [redacted] plus [redacted] halle (250 mètres de long [redacted] mètres [redacted] large) [redacted] parisiennes [redacted] comprend des bâti[redacted] d'un grand intérêt architectural, [redacted] l'immeuble Valhubert, [redacted] l'entrée du Jardin [redacted] plantes. Mais, depuis [redacted] le métro aérien [redacted] la magnifique verrière, qui a échappé ré[redacted] au passage d'une [redacted] routière [redacted] *prolongement* du pont Charles-de-Gaulle ; [redacted] sombre parking encombre [redacted] depuis 1950.



CASTELLANAS

Ce document de la SNCF montre une gare d'Austerlitz rénovée. Les quais accueillent des TGV. La halle [redacted] été débarrassée de son parking et est transformée en gare [redacted]nterconnexion avec le métro et le RER. Des commerces animent l'intérieur de la plus belle verrière de Paris.

[redacted] active des six [redacted] parisiennes a également vu son trafic chuter : [redacted] nombre [redacted] voyageurs [redacted] passé [redacted] plus [redacted] millions [redacted] 1990 à *8 millions en 1997*, en raison de la montée en puissance des TGV, qui partent des gares de Lyon et de Montparnasse, au détriment [redacted] lignes classiques desservies par Austerlitz. A [redacted] demande insistante [redacted] la [redacted] de Paris, Louis Gallois, [redacted] président de la SNCF, vient [redacted] demander [redacted] services [redacted] présenter [redacted] projet global. Ce plan [redacted] rénovation complète pourrait être [redacted] partie [redacted] des investisseurs privés, intéressés par des emplacements [redacted] l'immense verrière.

« La gare d'Austerlitz est la seule gare parisienne à offrir [redacted] *capaci*[redacted] *d'accroissement* [redacted] *trafic »*, rappelle-t-on [redacted] la [redacted] pourrait [redacted] relancée par l'arrivée d'un [redacted] nombre [redacted] TGV [redacted] du [redacted] ou [redacted] l'Ouest. Il s'agirait, [redacted] un premier temps, [redacted] trains supplémen[redacted] périodes [redacted] pointe. La SNCF pourrait également rapatrier vers Austerlitz [redacted] lignes en provenance du Massif Central. Il lui faudra pour cela convaincre Valéry Giscard d'Estaing, [redacted] vi[redacted] *président* (UDF) [redacted] *région* Auvergne.

C. de C.

Le conseil régional pourrait s'installer dans l'Est parisien

L'institution cherche à regrouper ses services

ET SI une [redacted] politique importante [redacted] à [redacted] de [redacted] Le [redacted] d'Ile-de-France étudie [redacted] la possibilité [redacted] dans [redacted] ZAC [redacted] gauche, [redacted] il a repéré *un terrain susceptible d'accueillir* l'ensemble des services, actuellement *dispersés* [redacted] *le 7ᵉ* [redacted]sement. Il ne s'agit que d'une hypothèse, souligne-t-on au [redacted] du président, Jean-Paul Huchon (PS), qui [redacted] cependant procédé à une première évaluation [redacted] avantages et [redacted] d'un tel *déménagement*.

Certes, [redacted] plus importante, par sa population, [redacted] ter[redacted] quitterait [redacted] prestigieux quartier des ministères, où elle [redacted] avec la préfecture [redacted] région, depuis plus [redacted] vingt [redacted] un [redacted] particulier [redacted] la rue Barbet-de-Jouy. Un hémicycle [redacted] construit en sous-sol d'un autre hôtel particulier, rue de Babylone, qui [redacted] publique les [redacted] neuf conseil[redacted] régionaux. Enfin, [redacted] 1995, [redacted] conseil régional, [redacted] présidé par Michel Giraud (RPR), [redacted] acquis, [redacted] Invalides, l'ancien siège social de [redacted] pour *y installer* [redacted]

Avec l'accroissement de ses compétences, [redacted] budget (pas[redacted] de [redacted] milliards de francs en [redacted] à 14 milliards en [redacted] de [redacted] personnel (huit cent soixante-[redacted] contre environ [redacted] cent cinquante il y a dix ans), l'institution régionale [redacted] aujourd'hui [redacted] l'étroit [redacted] 35 000 [redacted] carrés dispersés : au moins *5 000 mètres carrés supplémen*[redacted] seraient bienvenus. Après avoir fait [redacted] immeubles [redacted] bureaux disponibles dans Paris, le [redacted] régional [redacted] une tour [redacted] la Villette (19ᵉ [redacted] rondissement) et [redacted] tour Nikko, [redacted] le 15ᵉ : construire un hémicycle dans un immeuble [redacted] impose [redacted] lourdes contraintes *techniques et financières*.

En [redacted] des [redacted] de [redacted] *ponibilités foncières*, [redacted] en transports collectifs, et de ren[redacted] financière, [redacted] de [redacted] Huchon a fini par s'adresser, *« de façon informelle »*, [redacted] Semapa, aménageur [redacted] ZAC Paris-[redacted] gauche. Un terrain d'environ [redacted] *mètres carrés, face* [redacted] *Bercy*, semble pouvoir répondre aux besoins.

RÉÉQUILIBRAGE

Politiquement, [redacted] telle implantation, [redacted] elle était concrétisée – *pas avant quatre ou cinq ans* – permettrait au conseil régional, [redacted] par la gauche depuis 1998, [redacted] valoir sa contribution au rééquilibrage en faveur de [redacted] la capitale, [redacted] par [redacted] élus [redacted]cialistes, communistes [redacted] écologistes [redacted] région. Elle [redacted] relations, jusqu'à présent [redacted] *distantes*, [redacted] Ville, [redacted] difficultés [redacted] rentabilisation du site.

Il [redacted] convaincre l'ensemble [redacted] forces politiques régionales [redacted] la pertinence d'une opération – blanche, voire rentable, sur le plan financier. *« Si* [redacted] *présidents* [redacted] *groupe s'y montrent hostiles,* [redacted] *projets s'arrêteront* [redacted] *»*, *précise* [redacted] Huchon, qui [redacted] conclusions *d'une mission* de conseil sur [redacted] modernisation de l'institution régionale pour pous[redacted] plus [redacted] projet.

Pascale Sauvage

La tour Eiffel cherche une nouvelle tête

LA TOUR EIFFEL [redacted] *perdu* [redacted] *tête !* Le [redacted] janvier, la plus grande dame [redacted] Paris [redacted] vu partir [redacted] directeur *général*, [redacted] Maresquier, [redacted] son secrétaire général, Jacques Malherbe, [redacted] *deux* [redacted] *fonctions depuis* vingt ans. Si [redacted] second a simplement fait valoir [redacted] à la retraite, [redacted] premier [redacted] claqué [redacted] du conseil d'administration de la [redacted] d'exploitation [redacted] la tour Eiffel (SNTE). *M. Maresquier* [redacted] en [redacted] *senti trahi par les* actionnaires qui, en juin 1998, avaient décidé [redacted] lui permettre [redacted] ce [redacted] jusqu'en [redacted] 2002, [redacted] qu'il eût atteint l'âge [redacted] la retraite. [redacted] mois plus tard, [redacted] administrateurs sont revenus [redacted] leur décision, invoquant une impossibilité juridique : ancien directeur gé*néral de la* [redacted] *anonyme de gestion immobilière* (SAGI), dont la Ville [redacted] 40 % du capital, il [redacted] le salarié, [redacted] en dirigeant la tour Eiffel, dont [redacted] détient 70 % [redacted] parts, [redacted] reste du capital apparte[redacted] à la [redacted]

M. Maresquier devait faire valoir ses droits [redacted] la retraite vis-à-vis [redacted] SAGI, [redacted] gardant le [redacted] niveau [redacted] La SNTE lui [redacted] *garanti* [redacted] *possibilité*, [redacted] raviser, à l'initiative de [redacted] SAGI elle-même, dont un [redacted] actionnaires importants [redacted] Crédit foncier de [redacted] (CFF). [redacted] ce titre, la banque dispose [redacted] au conseil d'administration [redacted] tour. L'un est occupé par Jérôme Meyssonnier, qui [redacted] gouverneur du CFF *jusqu'à* [redacted] *de* [redacted] *mandat le* [redacted] janvier.

Les participations croisées [redacted] situation juridique complexe de la tour sont particulièrement propices [redacted] luttes d'influence [redacted] la [redacted] et [redacted] *partenaires privés*. Le [redacted] *de di*[redacted] général, l'un [redacted] mieux payés [redacted] la Ville [redacted] de [redacted] sociétés d'économie mixte, [redacted] convoité... Autant dire que [redacted] départ de M. Maresquier était surveillé [redacted] lait sur le feu par plusieurs directeurs [redacted] *l'administration parisienne*. [redacted] manœuvres sont en cours, *la Ville* cherchant à reprendre le contrôle [redacted] la gestion [redacted] la tour Eiffel par [redacted] désigna[redacted] *d'un directeur issu* [redacted] *son administration.*

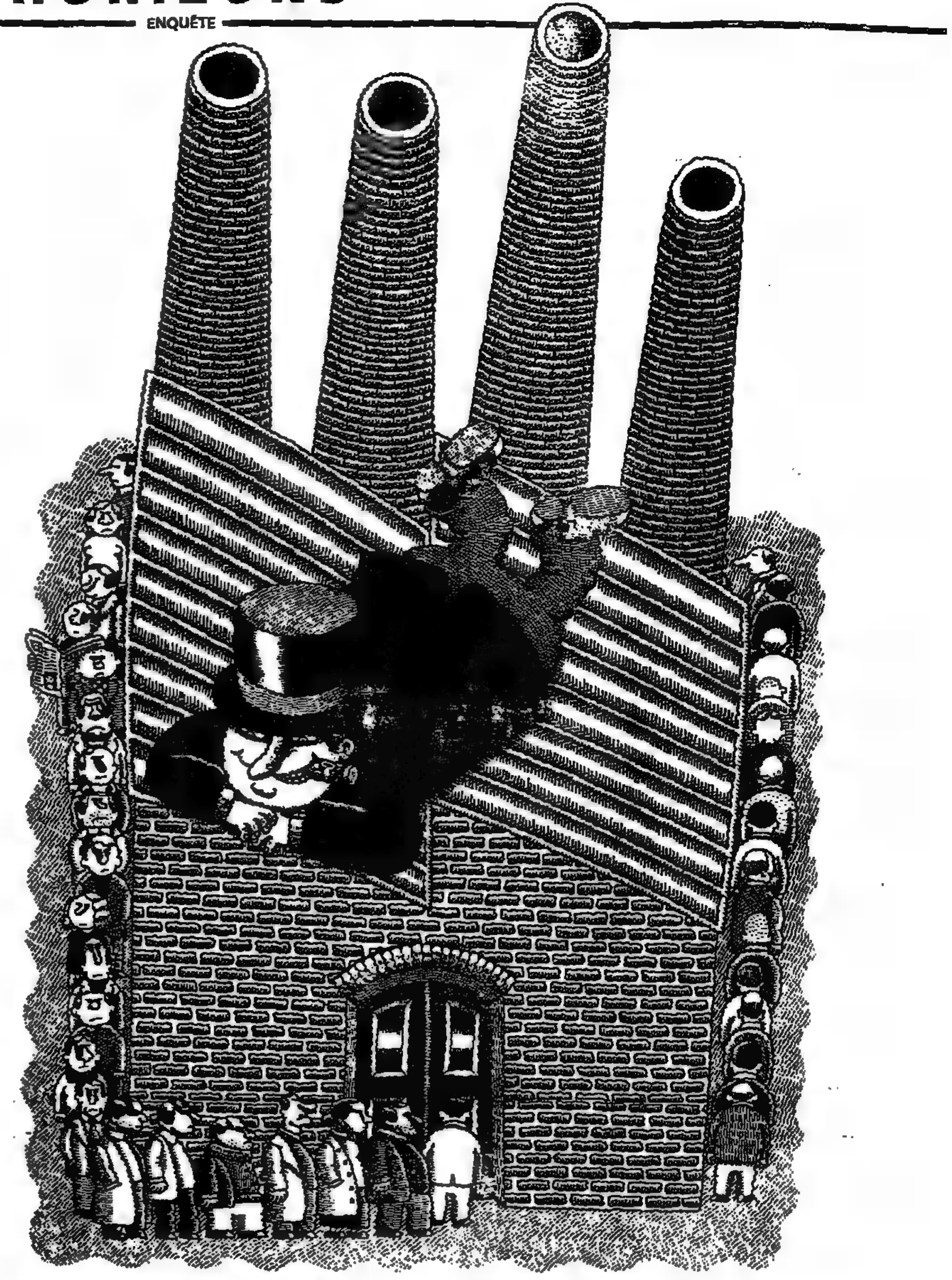
[redacted] ne manquent pas : Jean-François Béraud, privé [redacted] son poste de secrétaire général adjoint depuis la dernière réforme [redacted] l'administration parisienne, [redacted] octobre 1998, trouverait une [redacted] en s'installant au [redacted] de la tour. Il [redacted] concurrencé par Anne Cuillé, [redacted] *municipal*. Juste avant de quitter le CFF, M. Meyssonnier, qui peut compter sur les représentants [redacted] la [redacted] du CFF [redacted] sur 9), [redacted] eu [redacted] temps [redacted] faire savoir qu'il ne l'entendait [redacted] de [redacted] oreille : *il souhaite préserver la représentation* [redacted] actionnaires privés et [redacted] finalement *obtenu* [redacted] *la Ville qu'il soit fait appel à* un cabinet [redacted] recrutement pour trouver un [redacted] directeur. Le personnel [redacted] tour s'est mis en grève [redacted] plusieurs reprises [redacted] derniers mois et [redacted] monument a [redacted] d'une [redacted] *solide pour effectuer avec panache* [redacted] *passage* au troisième millénaire.

P. S.

هكذا في الأصل

A Romans, les 35 heures à contrecœur

Dans la capitale drômoise de la chaussure en proie [redacted] la crise, les salariés des entreprises vivent mal la perspective de la baisse du temps de travail, qui compromet un de leurs souhaits profonds : gagner plus



ROMANS, [redacted] capitale [redacted] chaus[redacted] nichée au nord de la Drôme, plie [redacted] le [redacted] la crise. Dans [redacted] ville [redacted] quarante mille habitants, [redacted] chômage atteint un actif sur quatre. Lorsque, [redacted] dernier, [redacted] sont [redacted] négociations sur les 35 heures prévues par la loi Aubry, la rue s'est étonnée, les « vernis » nantis [redacted] emploi se sont inquiétés : « *Nous, on* [redacted] *demande pas à travailler* [redacted] *On voudrait gagner plus* », avoue une employée de [redacted] Clergerie, [redacted] chausseurs prospères. [redacted] généreuse du législateur de [redacted] ainsi des emplois capotait [redacted] le « réa[redacted] » [redacted] ces légions de [redacted] victimes d'un chômage partiel récurrent, de plans de [redacted] ayant [redacted] pour [redacted] licencier et [redacted] baisser jusqu'au SMIC [redacted] plupart des paies ouvrières.

Romans et [redacted] voisine, [redacted] l'autre [redacted] de l'Isère, Bourg-de-Péage (15 [redacted] habitants), n'ont [redacted] atten[redacted] *dispositifs gouvernementaux* pour [redacted] pour l'emploi. Une [redacted] Framatome, la FBFC, installée dès 1965, est, avec 850 salariés, [redacted] principal employeur du privé. Le groupe Bourgoin [redacted] 500 emplois), *spécialisé dans la* volaille, a [redacted] un [redacted]ment [redacted] cinquante personnes. D'anciens artisans, comme la PME Courbis (élastomères), [redacted] développent. [redacted] de [redacted] anarcho-syndicalistes, les agglomérations romanaise [redacted] péageoise *résistent. Une nouvelle* [redacted] *sociale s'écrit* [redacted] l'horloge des [redacted] heures.

Première étape, aux Tanneries Roux. Dans [redacted] showroom brillent d'un [redacted] peausseries destinées [redacted] Hermès, Vuitton, Dior, *Gucci, etc.* Rachetée il y a quatre ans par Jean-Claude Ricomard, l'usine avait retrouvé [redacted] croissance de 40 [redacted] en trois ans. Depuis six mois, l'effondrement [redacted] exportations [redacted] l'Asie [redacted] brutalement retourné la tendance. « *Il nous faut* [redacted] *manches* », [redacted] l'élégant patron, qui [redacted] reçoit avec Michel Maraninchi, vingt [redacted] de production chez Roux, délégué de la CFDT, seul syndicat représenté, [redacted] Legac, délégué du personnel. Les trois hommes ont [redacted] « *de s'expliquer ensemble, après avoir travaillé ensemble pour* [redacted] *l'ornière* ». Un accord vient d'être signé, pour tous [redacted] l'exception [redacted] PDG : le personnel [redacted] travailler [redacted] payées 39. L'entreprise [redacted] par ailleurs [redacted] sept personnes, sur [redacted] *effectif* [redacted] 101. En contrepartie, [redacted] personnel doit accepter des « *sacrifices* ». Le principal est l'annualisation du temps [redacted] travail, avec [redacted] périodes hautes [redacted] basses, [redacted] collec[redacted] du luxe printemps-été [redacted] automne-hiver. L'horaire pourra [redacted] jusqu'à 27 [redacted] grimper jusqu'à 42 heures pour les pointes (qui ne dépasseront [redacted] douze semaines par an). [redacted] compteur gérera ce volant d'heures. [redacted] heures supplémen[redacted] au-delà de 35 [redacted] rémunérées [redacted] augmentations [redacted] cinq ans [redacted] 2 %. [redacted] temps d'habillage [redacted] pause-café ne [redacted] plus dans l'horaire rémunéré (1 h 30 par semaine). « *Nous* [redacted] *profitons pour réorganiser le travail, en espérant améliorer* [redacted] *productivité de 4 %* », affirme M. Ricomard. Les deux délégués acquiescent. Polyvalence désormais, d'un [redacted] à l'autre. Le personnel a approuvé le tout à 85,5 [redacted]

« *C'est un* [redacted] *accord, une ver*[redacted] *défensive* [redacted] *loi Aubry, qui prévoit des aides de l'Etat en compensation* [redacted] *emplois préservés* », dit-on à l'union locale CFDT. « *C'est* [redacted] *bon accord, d'après* [redacted] *que nous en savons, il n'y a pas de* [redacted] *de salaire* », confirme Yves Domard, le [redacted] de l'union locale CGT, majoritaire dans l'agglomération. On pourrait s'étonner... L'annualisation du temps de travail, en [redacted] le [redacted] d'une du[redacted] l'année, [redacted] jusqu'à ces derniers temps fermement refusée [redacted] CGT.

[redacted] d'un « Aubry défensif » [redacted] la FBFC, qui fabrique [redacted] combustibles pour le nucléaire. Puisque les commandes baissaient, [redacted] négocié, [redacted] même temps que la réduction [redacted] temps de travail, un plan social qui devrait [redacted] 1 100 à [redacted] (au [redacted] de [redacted] beures). Un accord a [redacted] signé, sauvegardant 83 emplois, dont [redacted] Romans, [redacted] annualisant [redacted] temps de travail, [redacted] diminution de salaire. « *Mais avec le pointage* [redacted] *ateliers,* [redacted]*dération des augmentations pendant trois* [redacted] *variation des primes* [redacted] *poste. Nous* [redacted] *faire grève neuf jours* [redacted] *juillet, quelquefois les patrons* [redacted] *dormir à l'intérieur de l'usine.* [redacted] *m'est arrivé de* [redacted] *faire* [redacted] *par des cégétistes* », [redacted] souvient [redacted] Voron, le délégué CFDT, « *trente ans de* [redacted] ». La CGT, légèrement majoritaire, a finalement signé. « *La difficulté, c'est* [redacted] *dépendons* [redacted] *la direction* [redacted] *qui* [redacted] *loin de Romans*, poursuit calmement Ernest Voron. *Et cet accord* [redacted] *vaut que pour deux ans,* [redacted] *avenir* [redacted] *incertain.* »

[redacted] chausseur Stéphane Kélian, [redacted] à 60 [redacted] en Espagne, en Italie et [redacted] Portugal, on est déjà aux 35 heures depuis 1997, [redacted] le [redacted] la loi [redacted] Pour [redacted] licencier une fois de plus, le passage [redacted] dispositif Aubry [redacted] d'être signé par la CGT et [redacted] CFDT.

Après deux jours [redacted] grève à [redacted] veille [redacted] Noël, pour [redacted] une bonne gestion de [redacted] « *amorcée n'importe comment* [redacted] *le cadre Robien. Des ouvriers se retrouvaient débiteurs d'un solde négatif de 40 à 50 heures, parce* [redacted] *la modulation* [redacted] *mal conçue par l'encadrement* », explique Serge Millot, [redacted] délégué CFDT [redacted] Kélian.

[redacted] l'union locale CGT, très active *dans ces négociations où les* confédérations gardent beaucoup d'influence, on fait [redacted] accords dont le rythme s'accélère depuis le [redacted] janvier. « *Le pire de* [redacted] *est sans aucun doute celui de chez Charles Jourdan. Nous* [redacted] *refusé de le signer,* [redacted] *l'inverse de Force ouvrière, très minoritaire, et de la CGC* », raconte [redacted] Sampino, le délégué cégétiste [redacted] l'usine produisant les célèbres chaussures. *Quatrième* étape donc, [redacted] Jourdan...

> « Les 35 heures ? Cela va faire des vendredis de travail au noir ! Et qui paie ? Le contribuable, comme vous et moi »

LES 570 [redacted] du site vont passer à [redacted] heures payées 37 h 45, et non 39. Cela ne [redacted] que 203 d'entre [redacted] rémunérés à moins de [redacted] francs [redacted] l'heure. Pour [redacted] salariés, dont la rémunération [redacted] fois modeste, ce [redacted] heures payées 37 h 30 : « *C'est une* [redacted] *pouvoir d'achat d'un mois* [redacted] *laire, de 5 200 francs* », reproche la CGT. Le treizième mois devrait [redacted] ramené [redacted] la portion congrue. Les [redacted] sont gelés sur [redacted] L'annualisation [redacted] fait avec, par jour, des creux [redacted] 0 heure [redacted] pointes de [redacted] h 45, il n'y a plus [redacted] majoration [redacted] heures supplémentaires en dessous de [redacted] heures ni de [redacted] compensa[redacted] nouveaux [redacted] ne bénéficieront pas [redacted] ce régime.

« *Le climat social est devenu détestable,* [redacted] *cause de* [redacted] *loi* », souligne [redacted] directrice des ressources humaines, qui [redacted] reçoit [redacted] Emile Mercier, [redacted] PDG pour l'Europe nommé par le groupe financier suisse qui a succédé au fondateur romanais. La marque est désormais déposée [redacted] Suisse, la production quitte partiellement Romans pour l'Espagne et d'autres continents. « *Vous signez, ou je licencie* [redacted] *personnes* », a menacé Emile Mercier, après trois mois [redacted] demi de discussions, [redacted] la fois sur le plan social et sur la loi Aubry. Le personnel [redacted] été consulté deux fois. Un premier vote, négatif à 56 % ; un second positif de justesse, [redacted] 51 %. Sur le bulletin rédigé [redacted] la direction, [redacted] avait le choix entre « *oui, en évitant* [redacted] *licenciements* » [redacted] « *non, 49 licenciements seront notifiés* ». « *C'est du chantage,* [redacted] *si le personnel était responsable ! En plus, il y a* [redacted] *tricherie dans le vote* », accuse le délégué CGT. Gérard Clément, secrétaire de l'union départementale FO, qui a dirigé la négociation sur le terrain, s'en [redacted] « *Il fallait du courage pour signer. Le PDG aurait licencié. La liste et les lettres étaient prêtes. Est-ce qu'on a le droit de jouer* [redacted] *la vie de 50 salariés ? Si on n'avait pas eu la précipitation de la loi Aubry, on aurait pu prendre le temps de faire quelque chose d'intelligent !* »

[redacted] le milieu syndical local, comme chez quelques patrons, ou à l'inspection du travail, [redacted] s'inter[redacted] « *les difficultés de Jourdan* », de son siège romanais « *alourdi par des charges liées aux prototypes* [redacted] *réseau de négoce du groupe, qui, lui, gagne de l'argent* ». Le contrôle [redacted] effectif « [redacted] *devenir très difficile* ». Certains soupçonnent l'actuel [redacted] d'avoir volontairement noirci [redacted] situation « *pour ne pas s'engager sur l'emploi tout* [redacted] *cumulant diverses aides* [redacted] *l'Etat* ». Découvrirait-on [redacted] pervers [redacted] dispositif Aubry ? Gilbert Giraud, secrétaire [redacted] l'union départementale CGT, [redacted] déclare « *décidé à changer de stratégie. Dans* [redacted] *principe, le dispositif Aubry constitue* [redacted] *un progrès* [redacted] *celui de Robien. Mais* [redacted] *devons refuser de négocier le passage* [redacted] *35 heures dans le cadre de licenciements. C'est* [redacted] *détournement de la loi. Il n'y a pas de raison de distribuer des aides* [redacted] *des groupes prospères qui délocalisent* ».

JEAN-LUC SCHNEIDER, chargé [redacted] l'union locale CFDT des négociations sur les 35 heures dans [redacted] petites entreprises qui n'ont [redacted] représentation du personnel, [redacted] lui aussi aux aguets. « *La loi Aubry facilite l'implantation syndicale.* [redacted] *J'ai vu des patrons payer* [redacted] *cotisations syndicales à un de leurs salariés afin que* [redacted] *CFDT accepte de le mandater pour ouvrir le droit aux aides !* » C'est un fait, à Romans [redacted] Bourg-de-Péage, [redacted] les nombreuses [redacted] en expansion, [redacted] à moins de 50 salariés, qui [redacted] lancent dans la création d'emplois, *via* la loi Aubry, [redacted] volet « offensif ». UGRM, un cabinet médical [redacted] personnes, embauche [redacted] généraliste, un kinésithérapeute [redacted] une femme [redacted] ménage. Protector, qui fait de la sous-traitance commerciale, envisage d'embaucher un magasinier. La MJC [redacted] Romans [redacted] *créer un poste.*

Le seul accord « offensif » d'une grosse société enregistré sur la place [redacted] jour [redacted] celui du groupe Bourgoin, qui s'engage à créer 200 emplois, mais [redacted] l'ensemble [redacted] établissements. La CGT a refusé [redacted] signer. Chez Manoukian (habillement), [redacted] pleine crois[redacted] CFDT s'apprête à parapher un accord « offensif » que FO refuse. Pour [redacted] la Drôme, Alain Martinon, directeur départemental [redacted] l'emploi (DDTE), confirme « *avoir signé 6 conventions,* [redacted] *nant à 80 % le maintien des emplois. Sur les 12 000 entreprises du département, dont* [redacted] *sur 5* [redacted] *moins de 8 salariés, 115 ont demandé un conseil et sont en phase de réflexion.* [redacted] *sent* [redacted] *poussée dans le secteur social et sanitaire* ».

« *La plupart des chefs d'entreprise attendent l'accord de leur branche et* [redacted] *extension pour décider de ce qu'ils feront* », réplique Daniel Courbis, qui préside le Cilec, un groupement [redacted] 30 patrons romanais. Lui-même dirige [redacted] groupe de 148 salariés qui vend beaucoup à l'étranger. Dernière étape donc, chez Daniel Courbis, soixante-deux [redacted] L'homme [redacted] verve volontiers provocante. « *Cette loi ? Je l'ignore,* [redacted] *qu'elle n'est pas obligatoire. Je n'ai* [redacted] *besoin de* [redacted] *aides, on* [redacted] *à 38 heures,* [redacted] *vient* [redacted] *baisser d'une demi-heure. Et je continue d'embaucher* [redacted] *CDI, jamais* [redacted] *CDD : 4 recrues* [redacted] *décembre. Ces heures sup qu'on veut supprimer* [redacted] *créatrices d'emplois. Ces aides fabriquent* [redacted] *chômage et sont des primes* [redacted] *la mauvaise gestion. Les 35 heures ? Cela* [redacted] *faire des vendredis de travail au noir ! Et qui paie ? Le contribuable,* [redacted] *vous* [redacted] *moi.* »

Les salariés du secteur public suivent [redacted] parties de bras [redacted] fer. « *Avec* [redacted] *horaires, plus réduits que dans le privé,* murmure un délégué, *on passe déjà pour des privilégiés. Toutes ces discussions risquent de renforcer ce sentiment.* » Serait-ce un autre effet pervers des négociations Aubry ? A l'hôpital, l'accord national [redacted] s'appliquer. « *Chez* [redacted] raconte un infirmier, *les contrats emploi-solidarité qui pullulent accentuent* [redacted] *précarisation et la sous-rémunération. L'Etat n'est pas un exemple.* » A Romans, [redacted] ailleurs, on ne [redacted] fait guère d'illusions... « *L'accord EDF-GDF va nous aider dans* [redacted] *négociation*, conclut, plus positif, Yves Domard, secrétaire de l'union locale CGT. *Son effet d'annonce est déjà palpable. Mais nous* [redacted] *sommes plus à l'époque où l'Etat donnait le ton,* [redacted] *innovant à Renault-Billancourt.* »

Danielle Rouard
Dessin : Vincent Sardon

2000 DEBATS POUR LE SIECLE [redacted] VENIR

Jean Baechler, sociologue

« La démocratie est le régime politique naturel de l'espèce humaine »

Ce disciple de Raymond Aron a défini de manière rigoureuse les conditions de possibilité des systèmes démocratiques. Il est optimiste pour leur avenir, même s'il considère que l'organisation actuelle des prises de décision n'est pas adaptée aux enjeux planétaires

« [redacted] affirmez que la planète [redacted] sera capitaliste d'ici deux [redacted] trois générations. L'échéance [redacted] pas encore plus rapprochée ?

– Lorsqu'on fait ce genre de prédictions, [redacted] part d'une observation appliquée [redacted] monde actuel [redacted] on extrapole. Or, [redacted] peut l'observer [redacted] le [redacted] actuel, c'est que c'est déjà en cours et, par conséquent, [redacted] mouvement a [redacted] fortes chances soit d'être beaucoup plus rapide qu'on ne l'avait prédit, [redacted] déraper complètement. Pour [redacted] qui [redacted] du capitalisme, cela ira en [redacted] peut-être [redacted] plus vite.

– [redacted] dites aussi que [redacted] démocratie [redacted] une [redacted] une [redacted] grecque, qu'elle a [redacted] trouvée par personne et par tout le monde. Qu'entendez-vous par là ?

– La [redacted] un régime politique, c'est-à-dire une certaine manière d'organiser [redacted] relations [redacted] pouvoir entre individus [redacted] groupes appelés [redacted] vivre ensemble pour des raisons historiques variées. *Je définis la démocratie* [redacted] le régime où toutes les relations [redacted] pouvoir [redacted] *qui obéissent* [redacted] *qui* acceptent de le faire parce qu'ils jugent [redacted] leur intérêt bien compris d'obéir [redacted] ordres énoncés [redacted] des individus qu'ils estiment compétents pour conduire à leur [redacted] des entreprises collectives. Autrement dit, [redacted] position de pouvoir [redacted] démocratie résulte de délégations consenties par des « *obéissants* » à [redacted] « *compétents* », à titre temporaire, circonscrit et réversible.

» Si on accepte [redacted] définition, on peut, je crois, démontrer, au sens fort du terme, [redacted] la démocratie est le régime politique [redacted] de l'espèce humaine, car c'est le régime qui correspond le mieux [redacted] la nature des problèmes que les humains réunis en société ont à affronter. Cela [redacted] veut pas dire que *ce soit le régime toujours réalisé* dans les [redacted]. Il [redacted] qu'un certain nombre [redacted] conditions [redacted] pour que ce *régime naturel puisse devenir* le régime réel. Si [redacted] prend en compte l'ensemble [redacted] l'aventure *humaine*, [redacted] haut qu'on puisse remonter, c'est-à-dire le paléolithique supérieur, [redacted] peut repérer [redacted] réunion [redacted] conditions [redacted] possi[redacted] plus variés. [redacted] paléolithiques [redacted] prédateurs, [redacted] chasseurs et de cueilleurs, on a des ré*gimes démocratiques*. Les institutions n'ont [redacted] rien à voir [redacted] celles que nous connaissons aujourd'hui, [redacted] principaux critères retenus [redacted] effectivement respectés. Il y a d'innombrables exemples [redacted] démocraties parfaitement conformées dans le monde primitif.

» Les conditions ont [redacted] nouveau réunies [redacted] un [redacted] radicalement différent, [redacted] l'uni[redacted] grecques. De [redacted] dans les cités [redacted] d'Europe, en Italie du Nord, [redacted] la vallée du Rhin, [redacted] Pays-Bas, la Hanse, il [redacted] a [redacted] expériences dé*mocratiques qui* [redacted] *des réinventions*, parce que [redacted] souvenir des cités grecques avait totalement *disparu*. A l'époque moderne, c'est-à-dire à partir de la seconde moitié du XVIe siècle, des conditions sont [redacted] nouveau réunies pour des phases [redacted] démocratisation, qui commencent dans les Provinces unies lorsqu'elles échappent [redacted] la domination espagnole, puis en Angleterre, [redacted] dans d'autres parties [redacted] l'Europe. [redacted] n'a, en effet, [redacted] la démocratie, mais beaucoup [redacted] peuples l'ont [redacted]

– Vous renversez l'idée reçue, [redacted] l'Angleterre [redacted] Provinces unies, en affirmant que l'apparition [redacted] tendances démocratiques [redacted] celle [redacted] capitalisme.

– Cela me paraît une évidence. Il est [redacted] de montrer que l'économie [redacted] peut se développer [redacted] fa*çon capitaliste que* [redacted] *principes démocratiques* [redacted] d'abord posés. Il n'y [redacted] pas de régime capitaliste [redacted] droit de propriété. Qu'est-ce qu'un droit [redacted] propriété ? C'est la garantie que ce qui est « *propre* » [redacted] chaque [redacted] social [redacted] l'objet d'aucune injustice [redacted] la part des puissants. Autrement dit, cela suppose l'existence d'un [redacted] droit, d'un appareil judiciaire qui fonctionne à peu près convenablement. Il faut en[redacted] marchés « *réglés* », c'est-à-dire [redacted] sur lesquels les acteurs sociaux, individus ou groupes, puissent se rencontrer pour échanger, partager, explorer les solutions de [redacted] problèmes économiques. « *Réglés* », cela [redacted] dire soustraits à la violence et à la ruse. Il faut enfin [redacted] les [redacted] *économiques puissent prendre les initiatives qu'ils jugent* [redacted] pour [redacted] une [redacted] virtuelle solvable et en retirer des profits. Il faut donc une [redacted] d'initiative.

» La précédence du régime politique sur le régime économique [redacted] paraît fondée en théorie. [redacted] il faut aller vérifier dans [redacted] si, chaque fois que se met en place un régime démocratique, il en [redacted] une organisation des activités économiques [redacted] les trois premiers [redacted] capitalisme soient représentés : [redacted] propriété, [redacted] réglés et liberté d'initiative. La réponse est positive. En ce qui concerne le capitalisme contemporain, il faut ajouter un quatrième caractère distinctif : *l'injection perpétuelle d'innova*[redacted] technique. Si l'on [redacted] le [redacted] qui explique [redacted] *l'économie soit en développement* perpétuel, celui-ci est incontestablement la science.

– Vous affirmez que la démocratie est nécessaire à l'invention du capitalisme, mais pas à son adoption. Avez-vous en tête l'exemple de la Chine ?

– J'ai pensé à tous les cas [redacted] développement économique depuis la [redacted] moitié du XIXe siècle *qui* [redacted] *sont* [redacted] *dans le cadre* de sociétés non démocratiques. Ils sont majoritaires, [redacted] par la France. *Le décollage économique* s'est effectué en [redacted] sous le [redacted] Empire. [redacted] Amé*rique latine*, [redacted] *eu lieu*, au Mexique, sous le régime [redacted] Porfi[redacted] Diaz. Sont en effet compatibles avec [redacted] *capitalisme* [redacted] *régimes* [redacted] l'on peut appeler « *autoritaires* ». C'est-à-dire [redacted] régimes où le pouvoir est monopolisé par une minorité, souvent l'armée, et où il est totalement interdit d'essayer de déloger ceux qui sont au pouvoir, ce qui est diamétralement contradictoire avec la [redacted] Mais cette minorité peut, dans certains cas, respecter les règles fon*damentales du capitalisme*, en garantissant le droit de propriété et, surtout, en faisant en sorte que les [redacted] sur lesquels l'effort sera concentré affrontent un [redacted] efficace, qui [redacted] peut [redacted] que [redacted] international.

» J'ai toujours [redacted] que [redacted] asiatique, qui ne [redacted] pas évanoui [redacted] actuelle, sup[redacted] Etats-Unis [redacted] l'Europe, [redacted] d'un marché [redacted] qui soit réglé d'une manière [redacted] près convenable par [redacted] pression de ces [redacted] capita[redacted] qui ont, eux, [redacted] régimes démocratiques.

– [redacted] peut-elle [redacted] sans vertus civiques ?

– Je [redacted] possibilité [redacted] La première [redacted] la [redacted] *du cadre* social [redacted] duquel [redacted] expériences démocratiques doivent *s'effectuer. Il faut, en effet,* [redacted] temps ; si le cadre ne cesse d'être bouleversé, l'expérience capote. *La* [redacted] *qu'il n'y a pas* d'expérience démocratique dans [redacted] implique l'existence d'une [redacted] culturelle [redacted] plusieurs [redacted] politiques, comme ce qu'on [redacted] appelé le [redacted] des [redacted] en Europe. [redacted] condition : il [redacted] que [redacted] de décision, qu'il y [redacted] contre-pouvoirs. [redacted] *pouvoir en* [redacted] *ne se* contrôle [redacted] lui-même, comme l'expliquait Montesquieu. Or [redacted] les [redacted] En Europe, [redacted] principaux [redacted] été les aristocraties d'un côté et les paysanneries de l'autre, qui [redacted] contre-pouvoirs [redacted] efficaces à toute tentative d'expansion du pouvoir royal. Il faut enfin que [redacted] développent un certain nombre de qualités qui leur permettent [redacted] gérer d'une manière à peu près convenable une démocratie. [redacted] peut qualifier *celles-ci, selon* [redacted] *terminologie philosophique* classique, [redacted] disposi[redacted] permanentes acquises, c'est-*à-dire* [redacted]

– Que pensez-vous de la crainte d'une [redacted] leurs démocratiques, illustrée par l'absentéisme électoral, la perte [redacted] syndicats [redacted] partis, [redacted] l'apparition d'une démocratie sans citoyens ?

– Il [redacted] distinguer [redacted] la démocratie. *Il s'agirait* [redacted] premier [redacted] d'un effritement des [redacted] qui permettent aux ré*gimes démocratiques* d'exister, [redacted] je n'y crois [redacted] beaucoup. Je demeure optimiste, [redacted] l'horizon d'une, [redacted] trois générations, pour [redacted] la démocratie [redacted]. On peut en revanche parler d'une crise, au sens étymologique, [redacted] la démocratie : [redacted] moment où l'on passe [redacted] qui disparaît à [redacted] qui n'a [redacted] émergé. Je prendrai en exemple [redacted] désaffection, que je crois incontestable en Europe, [redacted] citoyens à l'égard [redacted] la vie poli*tique dans leurs pays respectifs*. On peut considérer que [redacted] découpage politique européen est tota[redacted] *inadapté*. [redacted] *décisions* [redacted] [redacted] un niveau supérieur, européen ou planétaire, et, par conséquent, [redacted] citoyens ont le *sentiment, parfaitement justifié*, que leurs hommes politiques ne maîtrisent plus grand-chose. [redacted] peut [redacted] qu'un [redacted] nombre de problèmes sont mieux gérés [redacted] un [redacted] infra-étatique, celui de [redacted] *région, ou supra-étatique*.

– Vous [redacted] donc favorable à la création, [redacted] XXIe siècle, d'un exécutif européen fort et [redacted] ponsable devant un véritable Parlement fédéral ?

– Je [redacted] pour les Etats-Unis d'Europe. Cela [redacted] en partie au [redacted] *je suis lorrain*, [redacted] près des frontières allemande [redacted] luxembourgeoise. Mais je le crois surtout *pour* [redacted] *raison suivante* : [redacted] his[redacted] humaines se déroulent doré[redacted] l'échelle planétaire. [redacted] participer à *l'histoire* [redacted] *l'échelle* planétaire, il [redacted] le poids.

Propos recueillis par Dominique Dhombres

> « Il [redacted] facile de montrer que l'économie ne peut se développer de façon capitaliste que si les principes démocratiques sont d'abord posés. Il n'y a pas de régime capitaliste sans droit de propriété »

Le goût des concepts abstraits

[redacted] BAECHLER

JEAN BAECHLER [redacted] *historien de* formation et enseigne la sociologie [redacted] la Sorbonne, mais son goût pour [redacted] concepts abstraits [redacted] les généralisations [redacted] ferait ranger plutôt du côté [redacted] philosophes. C'est [redacted] effet [redacted] la définition [redacted] plus rigoureuse [redacted] la plus générale possible des régimes démocratiques qu'il a consacré [redacted] grande partie de [redacted] œuvre, depuis *Démocraties* (Calmann-Lévy, 1985) jusqu'au *Précis de la démocratie* (Calmann-Lévy, 1994).

[redacted] 1937 [redacted] Thionville (Moselle), M. Baechler [redacted] *agrégé d'histoire* [redacted] docteur [redacted] lettres [redacted] une thèse sur [redacted] suicides, soutenue [redacted] 1975 sous [redacted] direction de Raymond Aron. Dans [redacted] texte, [redacted] conteste deux idées reçues selon lesquelles le suicide serait [redacted] *propre* [redacted] *civilisés et que l'on* [redacted] suicide [redacted] plus [redacted] plus. Les récits publiés dans les journaux [redacted] livres consacrés [redacted] suicide n'encouragent [redacted] davantage, *selon lui, la propension au* suicide. Quelques-unes de ses phrases sur le processus suicidaire [redacted] *ainsi citées* [redacted] *l'avant-dernière* page du [redacted] d'Antoine Blondin *Monsieur Jadis*...

M. Baechler [redacted] également l'auteur de *Politique de Trotski* (Armand Colin, 1968), *Les Phénomènes révolutionnaires* (PUF, 1970), *Les Origines du capitalisme* (Gallimard, 1971), *Qu'est-ce que l'idéologie ?* (Gallimard 1976) et *Le Pouvoir pur* (Calmann-Lévy, 1985). Il a été [redacted] Centre national de la recherche scientifique (CNRS) [redacted] à [redacted] et au Centre européen de sociologie historique, dirigé par Raymond Aron, [redacted] 1984. Jean Baechler est, depuis 1988, professeur de sociologie historique à l'université Paris-IV-Sorbonne.

D. D.

François Léotard, député (UDF) du Var, au « Grand Jury RTL-"Le Monde"-LCI »

« Il y a une responsabilité des médias dans [redacted] situation de la société française »

« [redacted] sortez d'une période de silence pour reprendre [redacted] place [redacted] le débat politique. Pourquoi maintenant ? Et dans quel [redacted] d'esprit ?

– Je suis [redacted] les Français. *Je bougonne, je râle, je rous*pète quand je vois que [redacted] ne marche pas. J'ai envie [redacted] faire des *propositions. J'ai envie* [redacted] *dire* : "Attention ! Là, [redacted] pourrait faire autrement." On [redacted] le seul pays, en *Europe*, [redacted] *lequel* [redacted] un autobus [redacted] les semaines. [redacted] comprends que les citoyens [redacted] *disent* : "Mais [redacted] ne va pas, ça [redacted] marche pas !" J'ai [redacted] m'engager [redacted] nouveau pour [redacted] – comment dire ? – [redacted] succès de la France.

– "Désintéressé" ?...

– *Non pas* [redacted] *désintérêt, mais* [redacted] désintéressement. Je [redacted] cherche pas une place. Je suis un homme public, je suis élu, je [redacted] parlementaire [redacted] conseiller régional, [redacted] l'opposition ; je veux jouer [redacted] rôle d'un élu, représenter une population, *exprimer ses doutes, ses in*quiétudes, son scepticisme, mais aussi [redacted] volontés et [redacted] espérances.

– Il y [redacted] treize ans, Gérard Longuet, Alain Madelin, vous-même, [redacted] d'autres, vous [redacted] vent en poupe, vous [redacted] la [redacted] *queluche des médias*. [redacted] là où vous [redacted] aujourd'hui ? Quelles leçons tirez-vous de ces [redacted] ?

– D'abord, [redacted] peut-être trop donné à l'image et pas assez à la réflexion de fond. *Je crois* [redacted] qu'en [redacted] *"on achève* [redacted] *chevaux"*. Il y a un goût de la société [redacted] de l'opinion publique françaises, des médias, peut-être, pour, [redacted] que quelqu'un [redacted] tranchée, *faire en sorte qu'il ne puisse* plus jamais sortir [redacted] C'est un goût français pour le massacre des innocents.

» Puisque l'on cherche aujourd'hui, à tâtons, le sens de la responsabilité – responsabilité des parents, des élus, de l'Etat, [redacted] journalistes, [redacted] magistrats –, je souhaite qu'on [redacted] réflexion [redacted] l'ensemble de la société. Je [redacted] bien accepter la part qui [redacted] la mienne, [redacted] d'autres qui *sont, aujourd'hui,* [redacted] *situation* d'être jugés par l'opinion et par des magistrats. Je veux, simplement, que chacun s'interroge [redacted] responsabilité. Je crois qu'il [redacted] a [redacted] *responsabilité* [redacted] médias [redacted] la situation [redacted] la [redacted] française. Il faut que chacun l'accepte.

– [redacted] un de [redacted] qui annonçaient un renouveau de la [redacted]. Or [redacted] – [redacted] en [redacted] un exemple – a connu [redacted] échecs graves dans ses rapports [redacted] Français, [redacted] rapports avec ses électeurs, dans les rapports [redacted] responsables... *Aujourd'hui*, vous êtes mis en examen – et, aussi, mis en cause par les dirigeants de *Démocratie libérale, qui étaient* [redacted] amis – pour la manière dont vous avez assuré le financement [redacted] républicain...

– Je [redacted] consternant que des personnes qui ont été associées à [redacted] décisions [redacted] trouvent, ensuite, dans la situation [redacted] porter partie civile. C'est quelque chose qui déroute et le bon sens, *et le sentiment légitime* de dignité qu'on devrait avoir dans une famille politique ou dans une famille de pensée. Et vous voyez très bien ce que je pense de ceux qui ont eu ce genre de comportement...

– Indigne ?

– *Quel autre mot conviendrait* pour [redacted] fait [redacted] désolidariser d'une décision prise [redacted] ?

– Il y a dix ans, M. Madelin et vous, vous vous teniez par la main sur les affiches, sur les tri[redacted]. Aujourd'hui, vous [redacted] envoyez du papier bleu. N'avez-vous pas davantage à dire sur la manière dont vous en êtes arrivés là ?

– L'évolution des libéraux fran*çais, je suis prêt* [redacted] *vous en parler* pendant plusieurs heures ! [redacted] ralisme français s'est fourvoyé en ne considérant, [redacted] principe des libertés de la personne, que son aspect économique. [redacted] crois [redacted] c'est une erreur majeure [redacted] nous devons retrouver nos grands [redacted] Montaigne à Tocque[redacted] en passant par Montesquieu.

– [redacted] quand [redacted] un [redacted] idéologique qui [redacted] plique [redacted] en êtes...

– *Si j'ai* [redacted] *erreur, je la* [redacted] volontiers, c'est d'avoir [redacted] aujourd'hui celle qui [redacted] exercée par Alain Madelin. C'est une [redacted] politique. Vous connaissez beaucoup d'hommes politiques qui disent cela ? [redacted] n'est [redacted] l'essentiel [redacted] mon [redacted] le permettez. Et j'espère qu'on pourra, [redacted] France, juger [redacted] à l'aune [redacted] qu'ils [redacted] vraiment. C'est-à-dire [redacted] pas une espèce [redacted] idéologique, [redacted] celle que l'on voit [redacted] Etats-Unis aujourd'hui, mais une réflexion mesurée, moderne, [redacted] tive, généreuse [redacted] humaine, sur [redacted] demain.

» La société qu'on est en train de construire [redacted] société [redacted] blessés, une [redacted] malheureuse, [redacted] une ré[redacted] sur ce sujet : respecter [redacted], la famille, l'Etat de droit. Tout cela n'est pas, en France, [redacted] respecté [redacted] le souhaiterions. C'est pour [redacted] que je [redacted] l'opposition [redacted] que je considère [redacted] la meilleure opposition [redacted] français, [redacted] politiques.

– Y a-t-il une divergence entre M. Madelin et vous sur l'attitude à avoir [redacted] du Front national [redacted] Bruno Mégret ?

– J'imagine... Il y [redacted] aujourd'hui, dans l'opposition, une [redacted] *pour* [redacted] de capter les électeurs du Front national. J'ai [redacted] analyse un peu différente. Je [redacted] que [redacted] coupure en [redacted] du Front national, c'est un phéno[redacted] prolifération au sens médical [redacted]. *Il y a peut-être* [redacted] que [redacted] courir [redacted] propos, [redacted] propositions, [redacted] *projets qui* [redacted] inconce[redacted] ou insoutenables pour la so[redacted] française. »

Propos recueillis par Patrick Jarreau, Olivier Mazerolle et Pierre-Luc Séguillon

Au-delà du PACS : pour l'égalité des sexualités

par Daniel Borrillo, Eric Fassin et Marcela Iacub

AUJOURD'HUI, la ligne de partage n'est plus [redacted] proprement parler entre ceux qui [redacted] déclarent favorables [redacted] PACS [redacted] qui s'y montrent hostiles : [redacted] pareillement les incohérences. D'abord insatisfaisant, le projet est devenu, [redacted] force [redacted] négociations, insaisissable. Désormais, le choix politique *qui* [redacted] proposé [redacted] plutôt le suivant : encourager le mouvement, [redacted] bien maintenir l'ordre. [redacted] prononcer pour [redacted] PACS, dans l'espoir d'aller au-delà, *ou bien contre* le PACS, afin de res[redacted] en deçà.

En France, dans [redacted] législateur [redacted] eu le *courage* et la [redacted] d'avancer [redacted] l'égalité [redacted] sexualités, [redacted] effaçant [redacted] la loi toute discrimination homophobe [redacted] l'encontre des individus. Aujourd'hui, la question [redacted] en des termes [redacted] : pour avancer encore, il ne s'agit plus seule[redacted] *des individus*, [redacted] également des couples. Demain, n'en doutons point, c'est un [redacted] pas qu'il [redacted] faudra franchir : [redacted] route de l'égalité. [redacted] s'arrêter [redacted] mi-chemin ? Au-delà de l'individu, il y a le couple ; *mais, derrière* le couple, c'est [redacted] famille qui se pro[redacted] Déjà, il [redacted] de croire que le refus de reconnaissance opposé aux couples de même [redacted] rapport [redacted] la discrimination ; bientôt, il deviendra ab[redacted] prétendre [redacted] *homoparentales* ne [redacted] familles. Autrement dit, [redacted] n'en avons [redacted] fini [redacted] l'égalité.

N'all[redacted] que le mariage et la famille n'ont rien à voir avec la [redacted] homophobe : n'apprenons-nous [redacted] justement. [redacted] et par le mariage [redacted] la famille, que [redacted] *l'hétérosexualité* serait légitime, puisque seule elle y a [redacted] place ? Tous, [redacted] presque, [redacted] affirmons respecter les droits des ho[redacted] et récuser [redacted] discrimination. Tous, ou presque, nous reconnaissons l'importance fondamentale du mariage et de la famille dans [redacted] société. *Et tous*, [redacted] presque, nous nous accorderions à refuser une place à l'homosexualité *dans* [redacted] *qui* [redacted] au [redacted] de [redacted] citoyenneté ? C'est donc, paradoxalement, [redacted] que [redacted] *récusons l'homophobie* que nous refuserions [redacted] voir la discrimination là où elle se joue...

Il [redacted] vrai que toute différence [redacted] la loi ne constitue pas une discrimination. [redacted] que de fortes raisons viennent la justifier. Aussi, [redacted] légitimer l'exclu*sion de l'homosexualité* hors de l'enceinte sacrée du mariage [redacted] de [redacted] famille, beaucoup invoquent-ils aujourd'hui la différence des sexes : l'identité sexuelle serait une valeur, même à gauche. *Mais c'est* [redacted] chose d'enrôler la [redacted] au service [redacted] l'égalité, avec la parité ; *c'en* [redacted] autre, [redacted] PACS, [redacted] faire une arme contre l'égalité. [redacted] croire qu'une politique [redacted] hostile à l'égalité puisse nourrir [redacted] argumentaire [redacted] *gauche* ?

[redacted] d'arguments politiques [redacted] lides, c'est donc trop souvent [redacted] *sciences humaines qu'on emprunte* leurs raisons. Contre [redacted] usage abusif, il nous [redacted] dénoncer « l'il[redacted] anthropologique ». *La* [redacted] rence [redacted] l'entend [redacted] et là, serait le principe anthropologique qui fonde l'institution du couple, de la famille et de [redacted] parenté. [redacted] politique, ancrée dans un [redacted] anthropologique qui ignore le changement, [redacted] différence [redacted] *sexes s'imposerait* [redacted] *nous*, [redacted] pas seulement [redacted] biologique (qui [redacted] contesterait ?), mais bien plus comme une loi, de la nature ou de la culture, peu importe – *une* [redacted] anthropologique, en surplomb [redacted] lois politiques.

Or [redacted] sciences sociales [redacted] bien [redacted] *proposer des* [redacted] intemporelles : [redacted] les sociétés qu'elles étudient, [redacted] sont traversées par l'histoire. C'est pourquoi il [redacted] impossible [redacted] proposer, du *couple*, de [redacted] famille *ou* [redacted] la [redacted] tion, quelque définition anhistorique : dans le temps et dans l'espace, les *sociétés remodèlent* [redacted] qui [redacted] définissent. Ce qui [redacted] apparaît impensable à *présent, c'est* [redacted] *que* [redacted] pas [redacted] pensé. L'impensé a donc un pied dans le passé. Et, sur [redacted] point, [redacted] bougent parfois plus vite [redacted] les savoirs. Pourtant, n'est-ce [redacted] contre [redacted] préjugés que [redacted] construire la pensée rationnelle – [redacted] donc [redacted] science ?

Surtout, quand bien même [redacted] sciences [redacted] la société, à la manière [redacted] sciences [redacted] la nature, [redacted] proposeraient [redacted] lois, [redacted] faut rappeler qu'en [redacted] démocratie [redacted] lois de la science ne sont pas les lois [redacted] République : [redacted] pas plus que le prêtre, ne peut substi[redacted] *autorité* [redacted] *celle* [redacted] *législa*teur, ni imposer [redacted] par la science ou la religion, [redacted] la dé[redacted] démocratique. [redacted] encore, [redacted] de l'Histoire nous empêchaient trop souvent d'appréhender la nature politique [redacted] phénomènes sociaux ; [redacted] *t-il qu'aujourd'hui, prenant* [redacted] « *l'illusion historiciste* », « *l'illusion anthropologique* » [redacted] *imposer, pour mieux échapper*, [redacted] encore, [redacted] choix proprement politique qui [redacted] nôtre, [redacted] prétendues [redacted] l'anthropologie !

[redacted] l'histoire, [redacted] pouvons [redacted] moins tirer des leçons. Il y [redacted] un siècle, [redacted] intellectuels [redacted] appris [redacted] Dreyfus n'était [redacted] d'un juif, ni même des juifs : c'était l'affaire [redacted] N'allons [redacted] *aujourd'hui que* [redacted] PACS, [redacted] au-delà l'ouverture du mariage [redacted] famille [redacted] homosexuels, [redacted] *soit seulement leur affaire*, leur problème. Bien au contraire, les groupes de pression homosexuels posent [redacted] tous des questions d'intérêt général : refuser de poser la différence des sexes au principe [redacted] couple [redacted] la [redacted] c'est [redacted] récuser un [redacted] qui singe la reproduction biologique, en la confondant [redacted] filiation sociale.

Du mouvement américain des droits civiques, qui réunissait dans [redacted] années [redacted] Noirs, mais aussi [redacted] retenons la conviction qui les inspirait : [redacted] que [redacted] ne seraient [redacted] libres, nul ne serait libre. A fortiori, aujourd'hui, tant que [redacted] ne [redacted] *pas égaux*, [redacted] seront inégaux. Si nous prenons au sérieux [redacted] truisme, il [redacted] faut re[redacted] citoyenneté indépendamment de la sexualité, comme alors indépendamment de [redacted] couleur de [redacted] peau. Et c'est l'affaire [redacted] Comment imaginer que seuls les [redacted] ou [redacted] homosexuels prendraient au sérieux la liberté, ou l'égalité, valeurs universelles ? Au*trement* [redacted] que les [redacted] ne se mobiliseraient que pour défendre leurs intérêts particuliers ?

Il y a plus de trente ans, [redacted] France, c'est de contraception que l'on *débattait. Certains en étaient* alors convaincus, c'était tout l'ordre [redacted] de la [redacted] qui [redacted] menacé. Ils n'avaient [redacted] tout [redacted] fait tort : la société s'est pro[redacted] transformée ; mais [redacted] pas effondrée. [redacted] un peu plus [redacted] trente ans, peut-être nos enfants, nés [redacted] couples hétérosexuels pour [redacted] plupart, [redacted] aussi, [redacted] de la différence [redacted] mères *célibataires* [redacted] *adoptés par* [redacted] personnes seules, et parfois par des couples homosexuels, auront-ils peine [redacted] *imaginer* qu'on ait pu se battre en France, à la fin [redacted] second millénaire, pour prolonger, quel*ques années* encore, l'inégalité [redacted] sexualités, [redacted] nom [redacted] Ces enfants [redacted] enfants [redacted] demanderont demain des comptes [redacted] engagements d'aujourd'hui.

***Daniel Borrillo** et **Marcela Iacub** sont juristes, respectivement à Paris X et au CNRS. **Eric Fassin** est sociologue (ENS).*

Du relativisme moral *par Chantal Delsol*

VOTRE éditorial du 31 janvier [redacted] propos du PACS, « Un pacte clérical », m'a beaucoup étonnée. *Il apparaît*, à vous lire, que seule la foi religieuse s'opposerait au relativisme ambiant, qui réclame de *légitimer également* tout comporte[redacted] toute forme [redacted] Je ne crois [redacted] que [redacted] demeurions *cantonnés dans cette alternative* désagréable. A [redacted] dire, [redacted] religions n'ont pas grand-chose [redacted] voir là-dedans. *Si un certain nombre de Français* réclament d'encourager davantage, par les lois, [redacted] familles qui engagent leur *responsabilité* sur le long terme, ce n'est [redacted] pour respecter la Bible : c'est parce que [redacted] enfants y sont, d'évidence, plus heureux.

Il n'est pas question dans cette affaire des droits-libertés ni de la tolérance. Chacun peut à sa guise se mettre en ménage avec qui il souhaite, de l'un ou l'autre sexe, et nul ne vient regretter cette liberté qui garantit *l'expression démocratique*. [redacted] problèmes d'aménagement [redacted] la vie commune qui ont été avancés *ne sont pas non plus en cause* : chacun a bien compris que notre arsenal législatif y suffit et que ces questions bien réelles ne justifient pas la création d'un [redacted] juridique nou[redacted] Il s'agit, plus profondément, de droits-créances [redacted] légitimité symbolique, les deux allant de pair.

> **Vouloir étendre les avantages du mariage aux couples pacsés revient [redacted] signifier que l'engagement vis-à-vis des enfants et du conjoint n'a pas plus de sens que le non-engagement**

Un couple pacsé bénéficiera des avantages financiers du mariage, et surtout [redacted] la *part* de la [redacted] un [redacted] légitimité, sans pour autant souscrire aux obligations de responsabi[redacted] sur [redacted] long terme auxquelles le mariage l'astreint. C'est la seule différence entre le PACS et le *mariage* [redacted] la prise en charge de ses propres actes à long terme. Et si un certain nombre de *couples hétérosexuels* disent pr[redacted] PACS, c'est parce qu'il les libère de l'engagement, sans pour autant les priver des droits attenants.

Rappelons que, dans le cadre du mariage, les *avantages* financiers et fiscaux ne visent pas à conforter les comportements d'une morale traditionnelle, *mais* à rendre *matérielle*ment réalisable l'engagement sur le long terme à lui conférer des possibilités matérielles de réalisation. Vouloir étendre ces avantages aux couples pacsés, donc libérés d'engagement sur le long terme, revient à signifier que l'engagement vis-à-vis des enfants et du conjoint n'a pas plus de sens que [redacted] non-engagement, qu'il est affaire de choix subjectif et que la société n'a pas [redacted] préférer l'un [redacted] l'autre. C'est ce que je récuse. [redacted] l'aventure – *périlleuse* [redacted] grave – [redacted] représente la constitution d'une famille, je [redacted] que [redacted] privilégier [redacted] qui s'engagent [redacted] répondre de [redacted] par rapport à [redacted] qui préfèrent [redacted] entière leur [redacted] rompre, abandonner, répudier à tout [redacted] *religion n'est* [redacted] cunement en [redacted] : mais la [redacted] élémentaire, corroborée par la *simple expérience*.

[redacted] savons, chiffres [redacted] l'appui, [redacted] la délinquance – devenue [redacted] *jourd'hui* [redacted] *problème de société* terrifiant – [redacted] largement [redacted] à la déstructuration familiale, notam[redacted] à l'absence du père. Les enfants [redacted] malheureux dans l'instabilité, leur équilibre passe par l'existence [redacted] engagement pris à leur égard [redacted] construit [redacted] le temps. On [redacted] ringard à le *dire* ? C'est la réalité, alors, qui est ringarde, et les injures à son endroit *n'y changeront rien*. [redacted] loi qui [redacted] rantirait l'individu contre sa propre irresponsabilité garantirait en même [redacted] le [redacted] fait [redacted] victimes de l'irresponsabilité. Chacun peut, [redacted] en [redacted] désir, [redacted] une [redacted] sans engagement d'aucune sorte, [redacted] personne ne cherchera à l'en empêcher. [redacted] la société n'a [redacted] subventionner ni à légitimer le refus d'engagement. [redacted] plus justes au contraire [redacted] *légitimant*, [redacted] *aidant* davantage [redacted] comportements qui permettent l'équilibre [redacted] le bonheur *des enfants*.

Comment comprendre une société où l'on développe sans discontinuer des discours sur l'éthique et sur le respect et où l'on passe sous silence le malheur avéré des enfants, parce que ce malheur est la contrepartie de l'agréable désinvolture des adultes ? [redacted] doit-on pas se demander s'il n'y a pas là quelque hypocrisie troublante ? A quoi sert de clamer partout [redacted] *principe de* responsabilité, [redacted] nature, [redacted] l'Histoire, face aux plus démunis et aux peuples *du tiers-monde, de ré*clamer partout des lois et des institutions pour le garantir, si ce prin*cipe ne vaut pas pour nos propres* enfants ? Ce que veulent les défenseurs du PACS en réclamant un statut hors mariage, c'est que la société n'ait pas l'air, en privilégiant le [redacted] riage, de désigner une bonne vie, un comportement familial meilleur que d'autres. Je prétends que si l'équilibre des enfants est en *cause*, de façon si évidente, les enfants doivent passer avant le confort symbolique des adultes.

La question du relativisme moral est [redacted] cœur de ce débat. Dire que la [redacted] devrait ici tolérer sans légitimer, c'est proposer une hiérarchisation éthique des modes de vie, hiérarchisation qui serait assumée par la société. Celle-ci légitime, [redacted] rage et finance ce *qui* est *meilleur* pour elle. L'idée même qu'un comportement puisse être officiellement « meilleur », et non pas seulement « meilleur pour tel ou tel », révolte [redacted] certain nombre d'entre nous. Je comprendrais fort [redacted] cette révolte si [redacted] critère de valeur [redacted] religieux : [redacted] sensé ne saurait vouloir imposer l'application de préceptes religieux à des citoyens pour lesquels la religion ne signifie rien. [redacted] critère du « *meilleur* » *provient* de l'évidence du malheur [redacted] plus faibles, malheur que chacun peut constater au gré [redacted] son honnêteté intellectuelle, alors *je me demande si nous ne* [redacted] pas ici la limite du relativisme moral. Alors, dira-t-on, si les [redacted] des détracteurs ne sont [redacted] religieux, pourquoi [redacted] catholiques se pressent-ils dans la manifestation contre le PACS ? Pourquoi les autres re[redacted]ons, protestante, musulmane, *se liguent-elles* [redacted] ce combat ? Parce que, dans la plupart des cas et la plupart du temps, [redacted] tentent *d'ériger des morales qui reposent* sur l'équilibre et le bonheur des humains. C'est pourquoi il arrive que *l'expérience vienne corroborer* leurs principes. C'est le cas ici.

Je m'étonne que le seul argument avancé pour la défense de cette loi [redacted] celui du progrès constitué par un droit supplémentaire, sans considération de [redacted] conséquences : [redacted] loi, [redacted] Mme Guigou, « *apportera un plus à des gens qui, aujourd'hui*, [redacted] *en dehors du mariage* ». Certes. [redacted] *si* [redacted] supplémentaire concédé aux [redacted] apporte un [redacted] consi[redacted] enfants ? Je m'étonne que la [redacted] réponse apportée à [redacted] argument [redacted] *l'injure* : réacs, cathos coincés, intolérants... N'y-a-t-il [redacted] là, [redacted] cris [redacted] haine, d'étranges silences ? *Toujours*, l'injure [redacted] le signe d'une [redacted] de l'argument. [redacted] plutôt le signe d'un argument inavouable : *qui* [redacted] ré[redacted] publiquement qu'une loi vienne [redacted] un comportement *clairement dangereux pour les plus faibles* ?

***Chantal Delsol** [redacted] professeur [redacted] philosophie (université de Marne-la-Vallée).*

Vous cherchiez une bonne raison de vous intéresser au Traité d'Amsterdam. En voici deux :

▶ **Un guide d'information** pour connaître et comprendre l'essentiel du traité d'Amsterdam.
Recevez-le en écrivant à :
Sources d'Europe
Centre d'information sur l'Europe
Socle de la Grande Arche
92044 Paris-La Défense Cedex.

▶ **Un site Internet**, avec messagerie et forum, pour vous tenir informé et dialoguer.

www.amsterdam.info-europe.fr

Amsterdam
UN TRAITÉ QUI S'ENGAGE POUR L'AVENIR

MINISTÈRE CHARGÉ DES AFFAIRES EUROPÉENNES
AVEC LE SOUTIEN DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

هكذا من الاصل

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. [redacted] : [redacted] F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : [redacted] ://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Un fichier dangereux

DANS le dernier [redacted] ses films, le réalisateur Wim Wenders imagine *La Fin de la violence* dans une ville comme Los Angeles. Grâce à un formidable logiciel relié [redacted] un système de caméras, la police peut intervenir à tout moment et empêcher le plus petit acte de banditisme. La ville pourrait être ainsi délivrée de toute violence. Mais le créateur du système, un surdoué [redacted] l'informatique, a des *remords*. *Il va torpiller le projet.* Il comprend que la fin de la violence, ainsi organisée, est une forme de violence générale : la sé[redacted] maximale, dans la [redacted] policière, c'est l'insécurité pour tous.

On ne sait pas si les juristes du *Conseil d'Etat ont vu La Fin de la violence*. Mais ils viennent, à juste titre, d'émettre, non [redacted] remords, mais des réserves sur un projet du [redacted] mandat [redacted] Pasqua, en 1994, [redacted] qui [redacted] dangereusement penser au film de Wenders : le [redacted]

[redacted] du [redacted] un projet ambigu [redacted] dangereux : la création, par arrêté ministériel, d'un système de traitement des in[redacted] constatées. En [redacted] d'établir un gigantesque fichier informatique, une formidable mémoire électronique policière, qui recenserait pêle-mêle et [redacted] vingt ans durant [redacted] noms [redacted] personnes mises en cause dans [redacted] procédures judiciaires – *du crime* au délit routier – et ceux de leurs victimes (que [redacted] dernières le souhaitent ou non). [redacted] serait dressé [redacted] la rédaction du procès-verbal de police et mis ensuite [redacted] la disposition permanente des policiers, *sans que l'accès au fichier soit toujours soumis à l'autorisation d'un magistrat...*

Sans doute ne faut-il pas céder, ici, à une sorte d'angélisme : [redacted] policiers [redacted] qu'un [redacted] fichier rendrait plus efficace la lutte pour la [redacted] qui [redacted] au pre*mier* [redacted] *plus* [redacted] les Français ; [redacted] disposi[redacted] aux [redacted]-Unis, aux Pays-Bas ou en Grande-[redacted], pays qui [redacted] pour être au moins aussi soucieux des libertés publiques que la France. Mais [redacted] ces arguments, on objectera qu'il s'agit justement de [redacted] France, c'est-à-dire qu'il s'agit d'implanter pareil fichier dans un pays où, de trop longue date, le ci[redacted] a [redacted] le dernier mot [redacted] *un Etat dont les* [redacted]ments sont moins contrôlés qu'ailleurs en Europe de l'Ouest. L'his[redacted] du [redacted] démontre elle-même.

[redacted] projet, [redacted] est dangereusement ficelé, dépourvu [redacted] garanties [redacted] n'en [redacted] reçu [redacted] un peu trop empressé [redacted] l'organisme précisément institué pour protéger les citoyens des possibles [redacted] l'informatique, la [redacted] *informa*[redacted] et libertés (CNIL) ! La CNIL n'a rien [redacted] redire [redacted] *dispositions que vient de recaler in extremis* le Conseil d'Etat au motif qu'elles peuvent [redacted] gravement [redacted] aux [redacted]

De pareille mésaventure, [redacted] n'y [redacted] qu'une conclusion [redacted] *tirer* : en France, [redacted] détails mêmes d'un projet comme le STIC doivent faire [redacted] d'une loi, d'une discussion parlementaire et d'un [redacted] débat public. En l'état et dans [redacted]diat, le projet doit être arrêté.

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Mari[redacted] ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean [redacted], directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz (*Editoriaux et analyses*) ;
Laurent Greilsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ; Michel Kajman (*Débats*) ;
Eric Le Boucher (*International*) ; Patrick Jarreau (*France*) ; Franck Nouchi (*Société*) ; Claire Blandin (*Entreprises*) ;
Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Josyane Savigneau (*Culture*) ; Christian Massol (*Secrétariat de rédaction*)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

[redacted] : [redacted] Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Pollat ; *directeur des relations internationales* : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-pr[redacted]

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), [redacted]
André Laurens (1982-1985), [redacted] Fontaine (1985-1991), [redacted]

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans [redacted] compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 995 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*,
Fonds commun de placement des personnels du *Monde*,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Gloires périmées

IL Y [redacted] une querelle faite aux maîtres admirés avant l'autre guerre. [redacted] *a condamnés* [redacted] avoir instruit leur procès. Le plus grand péché est d'avoir plu hier, [redacted] yeux de qui tout commence seulement d'aujourd'hui. D'où [redacted] système de déboulonnage [redacted] qui n'attesteraient plus que [redacted] gloires périmées : on vous dit qu'elles n'intéressent plus.

Voyez le silence total [redacted] sur Moreas, sur Régnier. Voyez [redacted] mépris de Paul Bourget. Voyez comme [redacted] traités Anatole France [redacted] Maurice Barrès. On [redacted] fait [redacted] le point avec eux. [redacted] ne cherche pas [redacted] savoir s'ils ont eu du talent, ce qui [redacted] de même l'essentiel pour un écrivain ; on leur dénie brutalement [redacted] valeur [redacted] raison d'être. Sartre les englobe d'un seul bloc dans [redacted] condamnation de la littérature [redacted] classe.

Pour les ultramontains de la mystique [redacted] intoxiqués de surréalisme, Anatole France [redacted] l'ennemi public numéro un, car [redacted] piétistes détestent l'ironie et [redacted] rieurs. [redacted] tient cependant un peu mieux. *La Colline inspirée* continue [redacted] paraître un grand livre *aux spiritualistes* ; et [redacted] même vu, en dépit [redacted] l'affaire Dreyfus et du nationalisme, Louis Aragon prendre la défense de l'écrivain, sinon du penseur, pour le caractère historique [redacted] de témoi[redacted] des *Déracinés* ; ce en quoi Aragon a raison.

Il n'y [redacted] que [redacted] pauvre Loti qui [redacted] tout entier sur le [redacted] Mais, malgré tout [redacted] critique, Pierre Loti continue [redacted] être lu, et ses tirages réguliers [redacted] que [redacted] meilleurs livres touchent toujours un [redacted] public.

[redacted]
(16 février 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : [redacted] LEMONDE
Documentation sur Minitel : [redacted] LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur [redacted] : [redacted]
Index [redacted] microfilms du *Monde* : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films [redacted] province : [redacted]

Les « guerres politiques » d'Israël

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Qu'elle était [redacted] *paix que savourait Is*[redacted] en pleine guerre ! La [redacted] extérieure [redacted] alors la nation dont les divergences, [redacted] réelles, ne dépassaient jamais [redacted] seuil convenable d'expression. [redacted] aujourd'hui, alors qu'aucun [redacted] ses anciens adversaires ne doute sérieusement [redacted] pérennité, Israël, débarrassé de [redacted] pression de l'ennemi, se [redacted] aller [redacted] *divisions*. Cinquante [redacted] après [redacted] naissance de leur Etat, ses citoyens s'insultent, [redacted] prennent à partie, s'agressent ; leur pays paraît doucement glis[redacted] l'explosion, comme [redacted] tout ce qui faisait son exceptionnelle diversité *jouait désor*[redacted] contre lui. Séfarades contre ashkénazes, droite contre gauche, religieux contre laïques, natifs contre immigrants : jamais [redacted] qui, [redacted] toujours, traversent la société israélienne n'avaient [redacted] un tel degré d'exacerbation. « Le temps [redacted] à l'exaltation des différences qui éloignent et non [redacted] des ressemblances *qui unissent* », regrettait, récemment, un éducateur lors d'un débat public consacré [redacted] racisme.

Le phénomène ne date pas d'hier, et, [redacted] fallait en marquer [redacted] point de départ, sans doute [redacted] *date* [redacted] *novembre 1995 servirait*-[redacted] de référence. Ce jour-là, *« au nom de Dieu »*, Yigal Amir assassinait Yitzhak Rabin, *décrété* traître [redacted] peuple juif, accusation qui, dans la symbolique intégriste, équivaut à une peine [redacted] mort. Chaque Israélien, à l'époque, s'était effrayé d'un geste qu'il croyait jusque-là impossible : le [redacted] d'un dirigeant juif par un assassin juif, au nom [redacted] valeurs suprêmes du judaïsme ! Mais, depuis, la pulsion [redacted] mort [redacted] violence qui [redacted] jeune extrémiste [redacted] largement débordé les [redacted] son groupuscule. A [redacted] Knesset, [redacted] la rue, dans les débats publics qu'organise [redacted] télévision, [redacted] *« nazi »* [redacted] devenue banale, notamment [redacted] *bouches religieuses* qui l'utilisent [redacted] quiconque critique la dérive ultra-orthodoxe [redacted] laquelle [redacted] rabbins intégristes veulent corseter [redacted] société. L'inévitable injure [redacted] lèvres, [redacted] ainsi [redacted] centaines, [redacted] 1er février, [redacted] manifester [redacted] prétention [redacted] trente [redacted] réfor[redacted] venir prier, [redacted] réunis, [redacted] *mur* [redacted] Lamentations. [redacted] solides [redacted] policiers [redacted] permis qu'ils n'en [redacted] pas aux mains. Dimanche [redacted] février, les ultra-orthodoxes étaient plus [redacted] 200 000 [redacted] rues [redacted] Jérusalem pour dénoncer la Cour suprême. Ce [redacted] *plus grande manifes*[redacted] religieuse jamais organisée depuis [redacted]

La campagne électorale [redacted] peine commencée, mais, déjà, [redacted] pris un [redacted] qui laisse mal [redacted] *déroulement*. En début d'année, le [redacted] police [redacted] publiquement redouté que l'épreuve soit la plus violente [redacted] celles [redacted] l'histoire du pays. Il risque d'être entendu. [redacted] première sortie électorale [redacted] candidat centriste, Amnon Lipkin-Shahak, [redacted] un marché populaire de Tel Aviv [redacted] été accompagnée [redacted] manifestations d'opposants venus [redacted] *de* [redacted] *bombarder* [redacted] qui [redacted] fouler le [redacted] d'un fief réputé [redacted] acquis [redacted] parti Likoud [redacted] son chef Benyamin Nétanyahou. L'affaire a [redacted] jugée suffisamment [redacted] *pour que* [redacted] justice [redacted] poursuites [redacted] que, de [redacted] côtés, s'élèvent [redacted] garde contre ces dangereux dérapages. [redacted] *l'on en juge par* [redacted] récents incidents [redacted] cours desquels [redacted] trentaine de partisans du Likoud disposés [redacted] *public* d'une émission de télévision [redacted] brutalement empêché [redacted] adversaires [redacted] Nétanyahou de parler, [redacted] leçon n'a guère porté. Ce qu'une journaliste [redacted] la radio is[redacted] appelle, effrayée, la *« culture* [redacted] *portefaix » possède* [redacted] quelques [redacted] restes.

La violence [redacted] la division demeurent au [redacted] électorale. Non sans ironie pour quelqu'un [redacted] d'en appeler aux électeurs [redacted] chroniques [redacted] gouvernementale, Benyamin Nétanyahou, prompt [redacted] l'air du temps, a [redacted] force pour [redacted] de [redacted] cam[redacted] « [redacted] *leader fort pour un peuple fort* » : accompagné [redacted] la photo [redacted] premier ministre sortant, [redacted] slogan s'étale depuis quelques jours sur [redacted] les murs d'Israël. Ehoud Barak [redacted] le [redacted] travailliste restent, eux, dans [redacted] registre de la division, proposant aux électeurs : *« Un dirigeant pour un peuple uni »*, [redacted] qui n'est pas, [redacted] non plus, dénuée [redacted]guïté.

COMME CHAMPIGNONS [redacted] LA PLUIE

Le slogan du Likoud [redacted] provoqué aussitôt [redacted] *forte polémique* [redacted] gauche [redacted] droite, la première reprochant à la seconde [redacted] flirter [redacted] des concepts plus proches [redacted] l'idéologie mussolinienne que [redacted] idéaux démocratiques. M. Nétanyahou a contre-attaqué en [redacted] adversaire [redacted] un *slogan « militaro-fasciste »* qui lui évoquait [redacted] Hitler ! Abasourdis, [redacted] observateurs demeurent confondus devant la violence des propos [redacted] des références. Les Israéliens, si on [redacted] croit un récent sondage publié par [redacted] quotidien *Ye*[redacted] *Ahronoth*, demeurent, eux, majoritaire[redacted] indifférents, soit qu'ils sont mithridati[redacted] contre [redacted] *discours* [redacted] *plus radicaux*, [redacted] qu'ils [redacted] adhèrent.

Pourquoi, d'ailleurs, devraient-ils s'émouvoir [redacted] *divisions* qui secouent la [redacted] politique alors qu'ils sont les témoins passifs d'un système qui ne semble plus [redacted] que pour la [redacted] politiciens. Sans pudeur aucune, [redacted] sans même [redacted] semblant [redacted] défendre *leurs convictions, ces derniers*, quitte à censurer leurs habituelles critiques, [redacted] en [redacted] moment [redacted] préoccupés de négocier une place [redacted] sur la liste [redacted] candidats [redacted] leur parti. Ceux qui n'y parviennent pas rejoignent d'autres formations ou en créent de nouvelles, incités à le faire par un système électoral où le premier ministre est désigné comme un président français mais où les députés sont élus à la proportionnelle intégrale, [redacted] obligation [redacted] de passer le seuil de 1,5 % des votants.

En quelques semaines, [redacted] nouveaux partis sont sortis de terre comme champignons après la pluie. Il y en a [redacted] les goûts, chacun exprimant des préoccupations parti*culières étroites : un ex-mannequin sex-sym*bol qui prétend [redacted] la cause des femmes battues, un natif [redacted] Casablanca qui en appelle ouvertement [redacted] roi du Maroc pour [redacted] financement [redacted] sa [redacted], un rêveur qui défend la méditation transcendantale, un dirigeant syndicaliste membre de toujours du [redacted] qui fonde le Parti [redacted] travailleurs, un ex-directeur de cabinet de Benyamin Nétanyahou en mission commandée pour [redacted] parti [redacted] de Nathan Chtcharansky pourtant ministre du gouvernement sortant...

[redacted] probabilité, la prochaine [redacted] un [redacted] émiettement, [redacted] qui, en [redacted] état [redacted] cause, n'en facilitera guère [redacted] *fonctionnement*.

Georges Marion

Les « Fables » de La Fontaine *par Lionel Kœchlin*

La photo de presse en procès

[redacted] *la première* [redacted]

Voulons-nous voir [redacted] réalité [redacted] face, quitte [redacted] que des images nous [redacted] *univers de violence* ? *« Continuons comme cela et nous n'aurons plus que des photos* [redacted] *plus vivantes »*, [redacted] le photographe Christian Ducasse.

La photo de [redacted] Kennedy [redacted] proche de celle du préfet [redacted] Corse, Claude Erignac – la couleur se substitue [redacted] noir [redacted] blanc –, gi[redacted] *une* [redacted] d'Ajaccio, [redacted]sassiné par balles, le [redacted] février 1998. La famille proche, choquée par [redacted] *publication de l'image*, [redacted] saisi la justice. Et a [redacted] gain de [redacted] Comment ne pas *comprendre* son indignation, qui n'a rien [redacted] voir [redacted] quelconque motivation financière ? [redacted] comment ne pas entendre les reporters-photographes, qui rappellent que Claude Erignac était *« le premier préfet assassiné depuis Jean Moulin »* ? Ce document, il faut le regarder en face pour prendre la [redacted] l'événement. Un juge, pourtant réputé sévère dans l'application stricte *du droit à l'image, ne dit pas autre* chose : *«* [redacted] *Erignac est* [redacted] *symbole de l'Etat qui dépasse les droits de la personne. »*

« [redacted] D'INNOCENCE »

[redacted] d'observateurs affir[redacted] Erignac n'aurait pas été rendue il y a à peine cinq ans. Toujours l'air du *temps. On trouve une* [redacted] preuve de [redacted] changement de climat [redacted] deux dispositions du projet de [redacted] Guigou visant à *« renforcer* [redacted] *présomption d'innocence »* qui [redacted] *en mars*. Ce projet prévoit d'interdire la publication d'images d'un crime [redacted] d'un délit qui *« portent atteinte* [redacted] *dignité de la victime »* et d'images qui montreraient [redacted] *« menottée ou entravée »*.

A force de rejeter ainsi les images, ce sont les faits qui risquent d'être niés. [redacted] plus pouvoir représenter une victime d'un attentat, c'est indirectement gommer la [redacted] même de l'attentat. [redacted] qu'est-ce qui [redacted] le plus choquant, publier [redacted] portrait d'un [redacted] menotté ou [redacted] même de menotter un guide de [redacted]tagne, [redacted] accablé par le drame et dont on [redacted] peine [redacted] croire [redacted] la dangerosité ? Etrange époque [redacted]core qui [redacted] celui qui [redacted] plutôt [redacted] s'inter[redacted] ce *que l'image montre*, reflète, révèle. [redacted] exemple. Le photographe Elie Kagan [redacted] mort quelques jours [redacted] s'ouvre [redacted] le procès [redacted] *« complicité de diffamation »* [redacted] par Maurice Papon contre l'historien Jean-Luc Einaudi. Ce dernier, dans un article publié par *Le* [redacted] du 20 [redacted] 1998, écrivait [redacted] *manifestation* [redacted] Algériens [redacted] Paris [redacted] 17 octobre 1961 : *« Il y eut un* [redacted] *perpétré par des forces de police agissant* [redacted] *ordres* [redacted] *Maurice Papon. »* Elie *Kagan* [redacted] *témoin-clé* [redacted] nuit sanglante. [redacted] documents parlent pour lui. Ils [redacted]blants. Il s'agit [redacted] photos vio[redacted] qui *« portent atteinte* [redacted] *dignité de* [redacted] *victime »*. Maurice Papon [redacted] rejetées : *« Je n'y crois pas du tout, c'est* [redacted] *montage. »* S'il ne s'agit [redacted] la défense [redacted] l'ancien préfet [redacted] police de [redacted] en serait fragilisée.

RÉPUTATION [redacted]

Les photographes [redacted] presse dérangent [redacted] *qu'ils* [redacted] les témoins, [redacted] première ligne, d'une [redacted] ne [redacted] plus se regarder [redacted] face, [redacted] qui préfère, pour conserver [redacted] cohésion, [redacted] voir dans [redacted] miroir d'images virtuelles. Ces dernières [redacted] gа[redacted] du terrain. [redacted] détriment de documents photographiques, qui sont les seuls [redacted] donner une repré[redacted] non [redacted] exacte, le terme [redacted] absurde, [redacted] concrète, vivante, du monde. La fracture [redacted] en effet [redacted] *l'on peut lire, dans la presse* ou les livres, sur la violence actuelle – banlieues [redacted] lycées au premier chef – [redacted] photos *correspon*dantes qui [redacted] publiées. Que voit-on ? [redacted] images factices, manipulées, truquées, aseptisées, stéréotypées, propres à façonner un monde [redacted]

Les photographes [redacted] une [redacted] idéale, tant leur réputation [redacted] dégradée dans l'opinion : des voyeurs, [redacted] charognards qui [redacted] *font des fortunes sur le dos* [redacted] La mort [redacted] Lady Di [redacted] le phénomène [redacted] paparazzi n'ont pas arrangé [redacted] *choses. Des abus* [redacted] également été commis par des photographes, [redacted] d'images [redacted] journaux, [redacted] une quête du spectaculaire. Mais ceux qui dénoncent les photographes [redacted] mêmes qui [redacted] devant une photo [redacted] Doisneau ou [redacted] Cartier-Bresson – comme *si le temps écoulé entre* [redacted] *prise de* [redacted] et la [redacted] gommait l'indignation – *et qui ne trouvent rien à redire* [redacted] la publication d'images sanglantes et insoutenables du Kosovo [redacted] *du* [redacted]

Michel Guerrin

٢٤٩

iques » d'Israël

Kœchlin

(Publicité)

PARTENAIRE DU FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA BANDE DESSINÉE D'ANGOULÊME. E.LECLERC

AÉRONAUTIQUE [illegible] décret [illegible] privatisation d'Aerospatiale, qui [illegible] permettre [illegible] fusion du groupe aéronautique français avec Matra hautes technologies, filiale du groupe privé Lagardère, a été publié dimanche 14 février [illegible] *Journal officiel*. ● APRÈS DE DIFFICILES NÉGOCIATIONS, l'Etat et le groupe dirigé par Jean-Luc Lagardère sont parvenus à un accord sur les modalités du rapprochement. Lagardère, [illegible] en 1998 de [illegible] privatisation de Thomson-CSF, obtiendra [illegible] du capital d'Aerospatiale [illegible] apportera [illegible] contrepartie ses activités dans l'industrie de la défense et une soulte de [illegible] milliard de francs. ● EN FONCTION des performances économiques d'Aerospatiale-Matra, Lagardère pourrait verser encore 1 milliard de francs entre 1999 et 2001. ● ENVIRON 20 [illegible] du capital d'Aerospatiale [illegible] mis en Bourse au printemps ; [illegible] part de l'Etat passera sous la barre des 50 %.

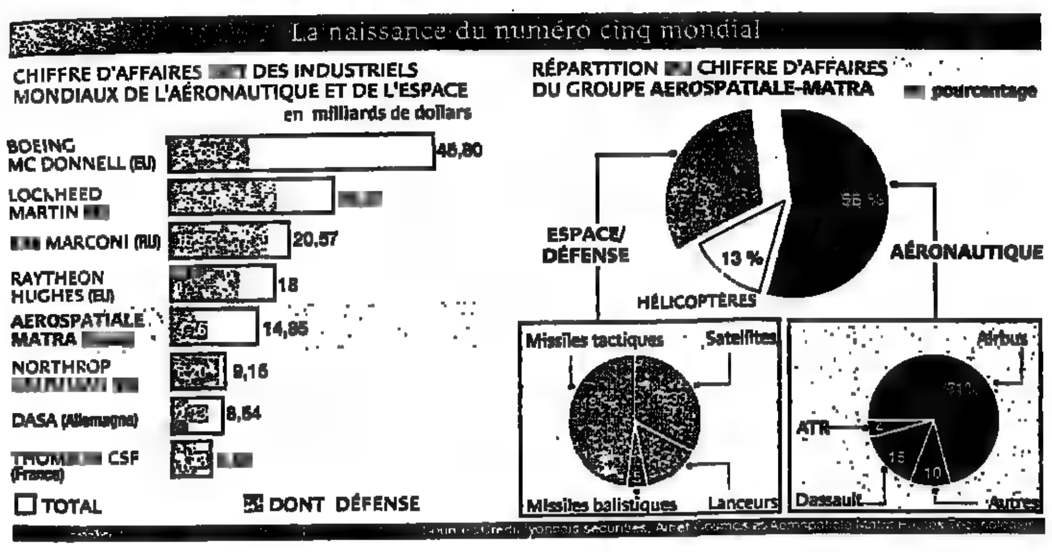
L'Etat donne le coup d'envoi à la privatisation d'Aerospatiale

Le groupe public aéronautique va fusionner avec Matra hautes technologies. Cette étape française de la concentration mondiale dans l'industrie de la défense est le prélude [illegible] la constitution d'un ensemble européen, notamment en y associant l'allemand DASA

EN SIGNANT, samedi 13 février, le [illegible] privatisation d'Aerospatiale, paru [illegible] lendemain au *Journal officiel*, le premier ministre a donné le coup d'envoi [illegible] un processus qui [illegible] plusieurs fois paru s'en[illegible]. Le « *transfert du secteur public [illegible] secteur privé de la majorité [illegible] capital de la société Aerospatiale, société nationale industrielle* » [illegible] annoncé dans le premier article de [illegible] texte. Le second [illegible] contente de préciser que Lionel Jospin confie « *l'exécution du présent décret* » au ministre de l'économie, des finances [illegible] l'industrie, Dominique Strauss-Kahn.

Quant [illegible] modalités de [illegible] opération, qui [illegible] reposer sur un rapprochement [illegible] hautes technologies (groupe Lagardère), suivi d'une mise en [illegible] du nouveau groupe, elles n'étaient [illegible] encore publiques lundi matin. Les deux industriels semblaient [illegible] légèrement surpris de [illegible] du premier ministre, alors que le [illegible] tard pris par [illegible] négociateurs [illegible] patent [illegible] dernières semaines. Ni le groupe Lagardère ni Aerospatiale ne s'aventuraient à faire de commentaires.

Il [illegible] plus [illegible] quelques détails à régler avant l'annonce des conditions définitives de la privatisation, négociée depuis six mois par le Trésor public, actionnaire [illegible] d'Aerospatiale, et le [illegible] Lagardère. L'organigramme d'Aerospatiale-Matra, notamment, devait faire l'objet [illegible] derniers ajustements, [illegible] la publication de l'accord, lundi [illegible] la journée, ou [illegible] plus [illegible] mardi.



[illegible] le 22 juillet 1998, [illegible] gouvernement avait rendu publics les contours de l'accord [illegible] lequel il fallait tendre : Lagardère, actionnaire de [illegible] d'Aerospatiale privatisée, lui apporterait [illegible] hautes technologies, sa branche spécialisée dans l'espace et la défense. A l'issue de [illegible] apport, le groupe privé [illegible] entre [illegible] et 33 % du nouvel ensemble, l'Etat conservant [illegible] % et 49 %, tandis que 2 [illegible] à 3 % seraient entre les mains des salariés, [illegible] étant mis en Bourse.

Pour [illegible] gouvernement, il s'agissait de rattraper le retard français [illegible] matière de restructuration [illegible] l'industrie d'armement, partie [illegible] Etats-Unis il y [illegible] plus de cinq ans, et qui touche désormais l'industrie européenne. Après ce regroupement, Aerospatiale-Matra occupera le cinquième rang mondial, tout en [illegible] positions [illegible] numéro un [illegible] hélicoptères et [illegible] lanceurs commerciaux, et [illegible] numéro deux dans l'aviation commerciale, les satellites, les missiles tactiques. Et [illegible] avions d'affaires, puisque [illegible] a transféré, [illegible] la [illegible] Noël, [illegible] 45,76 % qu'il [illegible] Dassault Aviation [illegible] Aerospatiale. En Europe, [illegible] français sera le numéro deux [illegible] British Aerospace (BAe), qui vient [illegible] racheter [illegible] compatriote GEC-Marconi (*Le Monde* du 20 janvier).

Pour le groupe [illegible] Jean-Luc Lagardère, qui [illegible] été [illegible] de la privatisation [illegible] Thomson-CSF, première étape de la [illegible] nationale, le rapprochement avec Aerospatiale représentait un enjeu [illegible]. Acteur [illegible] petit mais connu pour [illegible] un management dynamique, Lagardère [illegible] posé [illegible] conditions : il ne descendrait [illegible] en-dessous d'une participation [illegible] 30 %, et détiendrait les commandes d'Aerospatiale-Matra. Une affirmation plus facile [illegible] énoncer qu'à traduire [illegible] faits : [illegible] l'issue [illegible] évaluations, il lui aurait fallu débourser une soulte [illegible] près [illegible] milliards [illegible] pour parvenir [illegible] fins.

PAIEMENT ÉCHELONNÉ

[illegible] a [illegible] contestée, [illegible] départ, par l'entourage [illegible] Jean-Luc Lagardère, laissant entendre que la [illegible] quelques [illegible] pour se [illegible] belle. La soulte sera finalement payable en plusieurs fois, à [illegible] un premier [illegible] de 1 milliard [illegible] la fusion. Le montant [illegible] complément [illegible] fixé ultérieurement, [illegible] fonction [illegible] résultats du [illegible] groupe. L'annonce [illegible] pertes pour Aerospatiale, [illegible] 1998, [illegible] point nommé justifier [illegible] révision [illegible] prix à la baisse, dont s'émouvaient, en fin [illegible] semaine dernière, les syndicalistes d'Aerospatiale.

[illegible] derniers, dénonçant [illegible] « *ca[illegible]* » au [illegible] privé, [illegible] par ailleurs ce [illegible] appellent une « *lagardisation* » du [illegible] public. D'où les complications de [illegible] concernant la mise [illegible] point de l'organigramme d'Aerospatiale-Matra. Il [illegible] convenu, depuis déjà plusieurs semaines, que Jean-Luc Lagardère serait le président du conseil de surveillance, [illegible] que, à [illegible] titre, il [illegible] rait notamment chargé de négocier la participation [illegible] l'étape suivante [illegible] la restructuration, [illegible] qui doit conduire [illegible] l'intégration [illegible] l'industrie européenne. Le [illegible] des [illegible] entre Yves Michot, actuel [illegible] d'Aerospatiale, et Philippe Camus, cogérant du groupe Lagardère, [illegible] question [illegible] moment [illegible] lancer le processus [illegible] privatisation. « *Il faut tout [illegible] même que ça ressemble [illegible] un compromis* », commentait un proche du dossier, évoquant [illegible] personnels d'Aerospatiale, dont certains sont franchement hostiles à la privatisation.

Les [illegible] rencontrées dans la négociation, couplées [illegible] réticences d'une partie des salariés, risquaient [illegible] le rapprochement Aerospatiale-Matra dans l'impasse. Compte tenu, surtout, d'un calendrier de privatisations serré : après la mise [illegible] Bourse d'Air France, qui [illegible] intervenir le [illegible] février, [illegible] privatisations du Crédit lyonnais [illegible] d'Aerospatiale doivent avoir lieu [illegible] le mois [illegible] juin. Faute de quoi, [illegible] seraient de nouveau reportées [illegible] plusieurs mois. Un [illegible] de ce genre aurait risqué de marginaliser [illegible] française.

Anne-Marie [illegible]

La plus belle victoire industrielle de Jean-Luc Lagardère

EN PRENANT la tête d'Aerospatiale-Matra, Jean-Luc Lagardère, soixante [illegible] onze ans depuis le 10 février, arrache peut-être la plus belle victoire de ses presque cinquante années [illegible] carrière. Victoire ambiguë toutefois, car, [illegible] elle hisse l'ancien ingénieur de Dassault [illegible] la [illegible] de l'aéronautique nationale, elle déclenche aussi [illegible] processus de l'inéluctable dilution de Matra, sa société, dans de plus vastes constructions : française aujourd'hui, européenne demain.

Avec 33 % [illegible] nouvel ensemble, acquis de haute lutte face aux négociateurs du Trésor, [illegible] groupe Lagardère [illegible] voué à voir sa part réduite au fil [illegible] restructurations. Une situation que le patron assume pleinement, [illegible] lieutenants ayant désormais l'habitude de gérer [illegible] ensembles qu'il [illegible] contrôle pas mathématiquement.

Mais Jean-Luc Lagardère en fait à peine mystère : si, un jour, son groupe [illegible] devait plus occuper la même position-clé au sein d'Aerospatiale-Matra, l'actionnaire Lagardère pourrait céder sa participation, et sortir de l'industrie de défense pour miser tout [illegible] la presse et [illegible] médias, réunis au sein d'Hachette. C'est le pré carré de son fils Arnaud, trente-sept ans. Dauphin officiel, il a été nommé, en mars 1998, cogérant du groupe Lagardère, [illegible] côtés de son père et [illegible] Philippe Camus. Tourner la page [illegible] l'armement, [illegible] n'est [illegible] pas de gaieté de [illegible] que Jean-Luc Lagardère s'y résoudrait. S'il [illegible] vrai que [illegible] fils s'intéresse plus au multimédia qu'aux missiles, le père, en revanche, lui [illegible] consacré l'essentiel [illegible] sa vie : après dix [illegible] passés dans l'entreprise de Marcel Dassault, à sa [illegible] Supélec, il [illegible] recruté, [illegible] 1962, par Marcel Chassagny et Sylvain Floirat. Les deux actionnaires de Matra [illegible] sur un plateau la direction générale de l'entreprise [illegible] ce jeune Gascon de trente-cinq [illegible]. La société n'emploie alors qu'un millier de personnes, fabrique des lance-roquettes [illegible] des missiles, et travaille sur les premiers programmes spatiaux français.

EUROPÉEN AVANT L'HEURE

[illegible] son arrivée, Jean-Luc Lagardère [illegible] met à parcourir le monde pour chercher des débouchés [illegible] l'exportation. Encore inconnu, il persuade l'américain TRW [illegible] le prendre pour partenaire dans les satellites, [illegible] entrée [illegible] un marché qui constitue aujourd'hui l'un de [illegible] principaux fonds [illegible] commerce. Dans [illegible] missiles, il [illegible] déjà, [illegible] coopérations [illegible] Hawker-Siddeley Dynamics, ancêtre de l'actuelle [illegible] Aerospace.

Européen avant l'heure – [illegible] des qualités qui lui vaut aujourd'hui [illegible] se voir confier la conduite [illegible] négociations d'Aerospatiale-Matra avec ses grands partenaires –, Jean-Luc Lagardère [illegible] ce qu'il entreprend et cultive ses [illegible] politiques. Affichant un [illegible] appétit pour la culture américaine et la technologie, il devient l'homme qui [illegible] dans un paysage industriel français un peu poussiéreux. [illegible] projets s'enchaînent. Il [illegible] l'au[illegible] – l'Espace [illegible] un [illegible] ses plus beaux succès – et, pour rendre son groupe populaire, propulse [illegible] sur le circuit des 24 Heures du [illegible]. En 1974, Marcel Chassagny lui confie [illegible] direction d'Europe 1. En 1977, le patron de Matra convainc Valéry Giscard d'Estaing de financer la fusée européenne Ariane.

A la [illegible] années 70, Jean-Luc Lagardère [illegible] incontournable : micro-informatique, transports, télécoms, équipement automobile, horlogerie, composants électroniques, football... Son empire s'étend jusqu'au déraisonnable, au gré [illegible] ses inspirations, ou [illegible] demandes pressantes [illegible] pouvoirs publics. Il [illegible] renvoyer la balle, et, [illegible] quelques [illegible] présidentielle [illegible] 1981, recueille [illegible] fruits [illegible] sa persévérance : l'occasion lui [illegible] prendre le contrôle [illegible] belle endormie qui deviendra l'un [illegible] joyaux de son [illegible]. Après [illegible] spectaculaire [illegible] temps [illegible] échecs... toujours [illegible] de rebonds [illegible]. La nationalisation [illegible] Matra, en 1981, [illegible] chagrine ? Jean-Luc Lagardère obtient qu'elle ne porte que sur 51 % du capital – [illegible] Dassault – et [illegible] la présidence [illegible] la [illegible]. En 1987, alternance aidant, il joue son coup de maître et [illegible] l'actionnaire [illegible] de [illegible] privatisée, alors qu'il [illegible] possède seulement quelque [illegible] % [illegible] 6 %. Cinq ans plus tard, il [illegible] même [illegible] son nom, Lagardère, à la holding qui contrôle [illegible].

SORTIE DE GALÈRE

La ténacité gasconne et la fidélité de son entourage semblent avoir le pouvoir [illegible] venir à bout des pires galères. Après avoir rêvé pendant [illegible] années d'audiovisuel, Jean-Luc Lagardère croit toucher le [illegible] en entrant [illegible] La Cinq. Un plaisir [illegible] durée. Début 1992, il se [illegible] propriétaire d'une chaîne [illegible] en faillite, et la survie même d'Hachette [illegible] menacée. C'est [illegible] au président du tribunal [illegible] commerce qu'il [illegible] imaginer la parade : [illegible] l'armement [illegible] éponger [illegible] pertes du petit écran. Matra [illegible] fusionner, mécontentant [illegible] passage [illegible] actionnaires.

Finie la folie [illegible] grandeurs. [illegible] Lagardère, peu à peu, élague ses participations. A l'exception de l'automobile, [illegible]ficiaire et chère au cœur du patron, le groupe se recentre sur l'édition et la défense. Mais, [illegible] l'heure [illegible] restructurations mondiales, Matra, rebaptisé Matra hautes technologies, [illegible] trop petit. Il [illegible] impérativement grandir. La privatisation de Thomson-CSF, [illegible] en 1996, est l'occasion pour Jean-Luc Lagardère [illegible] repartir [illegible] l'assaut. En vain. L'équipe de Matra [illegible] par ses rivaux d'Alcatel.

La [illegible] amère [illegible] Lagardère se remet [illegible] en selle, persuade le gouvernement que [illegible] restructuration [illegible] l'industrie de défense française [illegible] peut laisser [illegible] sur [illegible] bord de [illegible] route. Aerospatiale, lui promet-on, sera pour lui. C'est maintenant chose faite. [illegible] plus dur [illegible]. Jean-Luc Lagardère a pour mission [illegible] négocier une place au soleil pour Aerospatiale-Matra [illegible] une grande [illegible] européenne. [illegible] et l'esprit qui anime [illegible] équipes [illegible] survivront-ils ? Quelle position l'actionnaire Lagardère pourra-t-il s'assurer ? Au siège du groupe, coquet hôtel particulier logé près de l'Etoile, à Paris, le dernier pari du patron donne des [illegible].

A.-M. R.

Une logique qui pousse à la constitution de géants sans frontières

APRÈS Boeing-McDonnell Douglas, après Lockheed-Martin-Loral, après Raytheon-Hughes Aircraft-Texas Instrument, après Northrop-Grumman, après United Technologies-Sikorsky, après Thomson CSF-Alcatel-Dassault électronique, après British aerospace-Marconi Electronic Systems, voici le mariage entre Aerospatiale, déjà détenteur de 46 % du capital [illegible] Dassault-Aviation, et Matra hautes technologies. Le monde industriel [illegible] l'aéronautique et de la défense [illegible] une nouvelle étape dans [illegible] concentration de ses activités [illegible] moyens. Aux Etats-Unis, [illegible] aussi en Europe occidentale. [illegible] l'Est, [illegible] secteur n'y échappe pas. La Russie envisage une fusion entre VPK Mapo, [illegible] producteur [illegible] célèbres Mig, [illegible] Sukhoï, [illegible] créateur [illegible] avions [illegible] combat du même nom.

ANALYSE

La multiplicité des rôles de l'Etat [illegible] retardé le mouvement en France

Où s'arrêtera-t-on ? Ou bien [illegible] serait-ce [illegible] plutôt l'amorce d'un mouvement plus large de regroupements avec, [illegible] clé, [illegible] industrielles presque hégémoniques de part et d'autre de l'Atlantique ?

L'absorption de McDonnell Douglas par Boeing a déclenché, dans le monde, des Meccano industriels, qui ont abouti, sous pré[illegible] de rationalisation [illegible] d'économie [illegible] gestion, à instaurer ou à consolider des « forteresses » nationales. Au risque de créer des situations de monopole que ne contrôlent plus les gouvernements. Même aux Etats-Unis, où la priorité [illegible] donnée à la [illegible] des actionnaires inspire la quasi totalité de ces concentrations, on en revient un peu aujourd'hui. Le Pentagone – dispensateur de crédits en hausse et très protectionniste – commence à s'émouvoir à la perspective de [illegible] plus pouvoir mettre en compétition de telles méga-entreprises. Au point que les militaires américains ne [illegible] plus persuadés que « *big is beautiful* » – tant il [illegible] difficile [illegible] maîtriser [illegible] taines fusions – et qu'ils retrouvent, pour des programmes [illegible] pointe, les [illegible] groupes plus petits [illegible] homogènes.

Cela étant, le mouvement [illegible] lancé. En France, où la restructuration [illegible] industries [illegible] défense a été, avec [illegible] professionnalisation [illegible] armées, un acte [illegible] du chef [illegible] l'Etat en février 1996, [illegible] a pris du temps. Du fait [illegible] la résistance [illegible] la plupart [illegible] dirigeants d'entreprises, nationales [illegible] privées, pour [illegible] raisons qui tiennent à [illegible] rivalités ancestrales tant le milieu [illegible] recroquevillé sur lui-même. Mais aussi parce que l'Etat, en France plus qu'ailleurs, a confondu les casquettes en étant, à la fois, le dispensateur de crédits, l'actionnaire majoritaire (voire exclusif), le donneur d'ordres, l'administration de tutelle, le régulateur [illegible] le client. C'est un mélange des fonctions qui complique la situation et que les partenaires [illegible] la France, européens ou nord-américains, critiquent durement ou feignent [illegible] mal supporter.

On retrouve [illegible] même état d'esprit quand les gouvernements français, de droite comme [illegible] gauche, tentent d'imposer au forceps [illegible] ou [illegible] synergies à [illegible] du [illegible]. L'Etat revendique son [illegible] « pilote » [illegible] opérations de restructuration à mener, alors qu'une [illegible] initiative, dans d'autres pays de développement équivalent, [illegible] entrepreneurs concernés, même s'il existe quelques règles du jeu [illegible] observer. Plus que [illegible] Etats, la France a longtemps affiché le principe selon lequel l'industrie [illegible] l'aéronautique et de défense relève de la souveraineté nationale. Elle [illegible] apparue comme le pays européen qui s'est attaché, [illegible] doute [illegible] le plus de détermination, à faire respecter, par la Commission de Bruxelles, l'article 223 du traité [illegible] Rome, qui soustrait le domaine de la défense à une volonté d'harmonisation communautaire.

L'industrie française du secteur – avions militaires et civils, espace, hélicoptères, missiles [illegible] électronique de défense, à l'exception [illegible] moteurs qui relèvent d'une autre logique – s'est mise [illegible] retard [illegible] ordre [illegible]. A un [illegible] marchés civils entament un cycle de développement plus ralenti et où le commerce des armes marque le pas.

NOUVELLE DONNE

C'est [illegible] qui fait dire que ce mouvement de concentration [illegible] de fusion n'est sans doute pas arrivé à terme. Les clients vont devoir s'adapter eux aussi [illegible] nouvelle donne [illegible] ouvrir davantage leurs appels d'offres, au motif qu'ils recherchent [illegible] meilleur rapport qualité-prix quelle que soit la nationalité du fournisseur. L'industrie américaine, qui s'appuie sur un marché intérieur rémunérateur [illegible] bénéficie d'un fort soutien public déguisé, fait [illegible] figure [illegible] catalyseur, [illegible] réserve que [illegible] Etats-Unis, en échange, ne se ferment pas aux produits non américains.

De cette évolution vers des mégagroupes sans frontières, on prendra plusieurs exemples. C'est d'abord British aerospace qui trace la voie, en s'organisant avec Marconi pour répartir [illegible] potentiel de travail sur une centaine [illegible] sites industriels, dont une quarantaine aux Etats-Unis, [illegible] France, [illegible] Australie, [illegible] Allemagne, en Italie, en Suède [illegible] en Arabie saoudite. C'est aussi Dassault-Aviation, qui ne cache pas sa quête d'un partenaire nord-américain pour son Falcon d'affaires supersonique. C'est encore [illegible] projet à trois (Etats-Unis, Allemagne [illegible] Italie) d'un bouclier antimissiles. Ce [illegible] enfin [illegible] contacts – discrets – entre Lockheed Martin [illegible] Airbus pour une coopération sur l'avion-cargo militaire A-400.

L'ébullition qui agite la « [illegible] » industrielle [illegible] défense n'est pas achevée. En France, il [illegible] régler l'avenir de deux [illegible] protégés [illegible] lourds de crises sociales : les arsenaux [illegible] l'armement terrestre.

Jacques Isnard

IG Metall accepte une ultime négociation avant de recourir à la grève

Un médiateur pourrait être désigné dans les prochaines heures

Tout en continuant à se préparer à une grève dure, les dirigeants du syndicat allemand IG Metall ont accepté [illegible] principe de [illegible] nomination d'un conciliateur dans le conflit qui porte sur les augmentations de salaires. En cas de nouvel échec, le mouvement pourrait commencer dès le 1er mars. [illegible] négociations salariaes de [illegible] métallurgie donnent le ton dans les [illegible] branches de l'économie allemande.

[illegible] METALL a soufflé le chaud et le froid, durant le week-end, dans le [illegible] fer qui l'oppose au patronat sur les négociations salariales de la métallurgie. Tout en poursuivant [illegible] préparatifs d'une grève d'envergure, qui pourrait débuter [illegible] le 1er mars, le syndicat allemand [illegible] confirmé son [illegible] pour une [illegible] de [illegible]. La proposition [illegible] en fin [illegible] semaine dernière par les responsables patronaux [illegible] Gesamtmetall.

[illegible] l'issue d'une réunion [illegible] de [illegible] direction, dimanche 14 février, Klaus Zwickel, le président d'IG Metall, [illegible] estimé qu'une *« médiation [illegible] la dernière chance »* [illegible] menée [illegible] mercredi 17 février minuit, dernier délai. Le nom [illegible] Hans-Jochen Vogel, président du Parti social-démocrate de 1987 [illegible] 1991 [illegible] ministre [illegible] la justice du chancelier Helmut Schmidt, circule comme éventuelle personnalité susceptible de concilier, [illegible] un minimum de temps, [illegible] intérêts toujours divergents.

EN CAS D'ÉCHEC...

Tout en [illegible] entendre qu'il accepterait [illegible] désignation, Gesamtmetall a voulu prévenir les réserves syndicales [illegible] procédure exceptionnelle, en [illegible] rant, par la [illegible] de [illegible] président Werner Stumpfe, que *« la suggestion de faire appel [illegible] un médiateur n'est pas une [illegible] tactique, mais plutôt un premier [illegible] compromis [illegible] nous prenons [illegible] sérieux »*. Certains syndicalistes estiment que [illegible] patrons cherchent à [illegible] du temps pour affaiblir la détermination [illegible] salariés. [illegible] M. Zwickel, *« [illegible] discussions pourraient aboutir si [illegible] employeurs (...) acceptent d'aborder enfin le fond du problème »*. Une réunion pourrait [illegible] tenir mardi 16 février dans le Bade-Wurtemberg, haut lieu [illegible] la métallurgie, riche de grands noms [illegible] l'industrie automobile, [illegible] Audi [illegible] Porsche, [illegible] d'un nombre important [illegible] petites [illegible] moyennes entreprises très dynamiques. La région compte 840 000 [illegible] quelque 3,4 millions de métallurgistes allemands, et joue donc un rôle pilote [illegible] négociations en [illegible].

En cas d'échec de [illegible] ultime ouverture, une escalade du conflit [illegible] inévitable. IG Metall [illegible] réserve la possibilité de consulter par référendum [illegible] métallurgistes [illegible] chaque Land sur l'opportunité d'une grève, [illegible] le 22 [illegible] 24 février. Là [illegible], c'est le Bade-Wurtemberg qui pourrait donner le coup d'envoi. *« La grève pourrait commencer le lundi suivant [1er mars] »*, [illegible] indiqué Klaus Zwickel. [illegible] dernière grève remonte [illegible] [illegible] Land [illegible] Bavière, berceau [illegible] BMW [illegible] Siemens.

Alors que les négociations salariales sont interrompues depuis le 11 février [illegible] l'ensemble des Länder, [illegible] grèves davertissement [illegible] sont succédé dans différentes entreprises du pays, mobilisant [illegible] centaines [illegible] milliers de salariés. [illegible] le regard des autres branches, qui vont ensuite adapter [illegible] revendications [illegible] résultat obtenu [illegible] ce secteur-clé de l'économie du pays, IG Metall demande pour [illegible] métallurgistes allemands une augmentation de 6,5 % pour 1999. Le patronat propose 2,3 [illegible] entend conditionner un supplément de 1,5 [illegible] au résultat [illegible] chaque groupe. Le premier syndicat allemand considère toujours [illegible] une *« provocation »* la position [illegible] patronat [illegible] refuse la possibilité d'aménager des espaces [illegible] souplesse salariale au sein [illegible] entreprises dans des conventions collectives négociées traditionnellement au niveau [illegible] branches.

[illegible] l'instar du chancelier Schröder, qui craint pour l'avenir [illegible] son initiative de pacte pour l'emploi, [illegible] responsables économiques allemands tentent d'éviter un conflit social dur. Selon Dieter Hundt, le président [illegible] la Confédération patronale [illegible] un entretien [illegible] quotidien *Tagesspiegel* du [illegible] février, *« qui encourage la grève pèche [illegible] économie allemande »*.

Philippe Ricard

Menace sur le pacte pour l'emploi de M. Schröder

[illegible] perspective d'une grève inquiète le chancelier allemand, qui craint [illegible] voir son projet [illegible] pacte pour l'emploi remis [illegible] par un conflit social d'envergure. [illegible] que le gouvernement allemand n'intervient [illegible] de coutume dans [illegible] négociations [illegible] entre partenaires sociaux, Gerhard Schröder a exhorté [illegible] deux parties à parvenir à un règlement [illegible] l'amiable. Dans une lettre rendue publique vendredi 12 février, M. Schröder *« fait part de son inquiétude face à [illegible] »* du conflit, dont il [illegible] *« conséquences sur la conjoncture »*.

Il fait ainsi écho aux menaces [illegible] responsables patronaux, qui [illegible] prêts [illegible] annuler une deuxième rencontre concernant le pacte pour l'emploi prévue pour le [illegible] Werner Stumpfe, le président de Gesamtmetall, a été clair, dimanche 14 février : *« [illegible] ne doit pas s'attendre à ce que [illegible] 23 février soit le coup d'envoi d'un conflit social redoutable [illegible] que [illegible] nous retrouvions souriants le [illegible] autour du chancelier pour réfléchir à sortir [illegible] l'ornière »* [illegible] par le chômage.

Les cheminots sont encore loin des 35 heures

QUELLE EST la durée réelle du travail des cheminots ? Dans son édition du 15 février, [illegible] *Figaro* publie une [illegible] l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact) sur le sujet. Ce rapport, réalisé [illegible] de la direction, [illegible] la durée [illegible] travail serait, dans certains [illegible] ments, [illegible] à [illegible] aux [illegible] affichés. C'est [illegible] que le [illegible] de travail effectif [illegible] « roulants » se situait [illegible] 29,1 heures par [illegible] en intégrant [illegible] jours d'absence pour maladie, [illegible] jours pour activité syndicale et 1,3 jour pour [illegible] médicale.

Ce rapport est rendu public à l'heure même où la direction [illegible] engagé [illegible] premières réunions [illegible] organisations syndicales [illegible] que la première [illegible] ronde sur [illegible] réduction du temps [illegible] travail. Actuellement, [illegible] durée annuelle du travail [illegible] agents sédentaires assujettis aux 39 heures est officiellement de 1 582 heures pour une année comportant 52 dimanches et 10 jours fériés ne tombant pas un dimanche. La durée de travail des autres agents est fixée à 1 568 heures pour une année identique et comprend la compensation du temps de travail de nuit qui prend un caractère forfaitaire.

Dans son rapport, l'Anact [illegible] les cadres travaillent en moyenne [illegible] 45 [illegible] 50 heures par semaine contre moins de 35 heures pour le reste des salariés. Le rapport précise, en [illegible], que la minoration [illegible] de [illegible] est [illegible] la conséquence des nombreux [illegible] que connaît l'entreprise qui, au fil des grèves, [illegible] installé des [illegible] locaux et autres accords tacites. L'autre révélation faite par l'Anact est [illegible] de la perception du temps de travail par les cheminots. Ces derniers estiment prendre leur service dès qu'ils ont quitté leur domicile. Or, [illegible] gratuité du transport a fait qu'un grand nombre [illegible] salariés habitent loin de leur lieu de travail. Deux [illegible] trois heures de transport quotidien ne sont pas quelque [illegible] d'extraordinaire...

SECRET DE POLICHINELLE

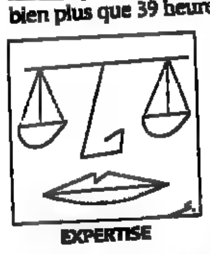
[illegible] conclusions [illegible] l'enquête [illegible] l'Anact sont un [illegible] Polichinelle pour [illegible] cheminots mais pour eux seuls. Depuis plusieurs semaines, syndicats [illegible] direction en disposaient mais, jusqu'à présent, personne n'a jugé bon s'en servir. Ni [illegible] organ[illegible] syndicales lors du conflit déclenché [illegible] contrôleurs au mois [illegible] décembre, ni la direction lors du [illegible] conflit. En [illegible] on prêtait à la direction l'intention de révéler les résultats de cette enquête en cas d'échec des négociations sur les 35 heures. Louis [illegible], président de [illegible] SNCF, interrogé sur [illegible] lundi 15 [illegible] a jugé l'article [illegible] *Figaro* « *partiel et partial* » [illegible] ne juge [illegible] de rendre le rapport public.

[illegible] que [illegible] de [illegible] à [illegible] pour [illegible] aux 35 [illegible] suscité nombre [illegible] réactions défavorables, [illegible] publication [illegible] ce rapport risque [illegible] rendre plus difficile, aux yeux [illegible] l'opinion publique, un accord sur [illegible] 35 [illegible] à la SNCF. D'entrée [illegible] jeu, la direction de la SNCF, souhaitant un avis positif [illegible] syndicats, n'avait [illegible] accorder, [illegible] des négociations, 18 jours supplémentaires [illegible] repos, qui s'ajouteraient [illegible] 104 existants pour tous, [illegible] 27 jours supplémentaires pour les agents travaillant 1 568 heures par [illegible] personnels roulants devraient bénéficier de 17 jours supplémentaires auxquels pourraient s'ajouter plus tard, suivant certaines conditions, [illegible] jours [illegible] repos supplémentaires.

François Bostnavaron

Les juges limitent le recours aux conventions de forfait pour les cadres

L'UN DES PRINCIPAUX [illegible] de la loi sur les 35 heures a paradoxalement [illegible] de mettre [illegible] évidence que [illegible] cadres travaillaient bien plus que 39 heures et qu'il était illusoire [illegible] penser qu'ils allaient pouvoir, du jour au lendemain, passer aux [illegible] heures hebdomadaires.



EXPERTISE

Depuis l'été 1998, la plupart des accords de branche [illegible] d'entreprise reconnaissent cette situation. Comme dans [illegible] métallurgie, nombre d'entre [illegible] définissent trois types de cadres : [illegible] cadres dirigeants, les cadres commerciaux ou qui dirigent [illegible] équipes, [illegible] les cadres qui, en [illegible] n'exercent pas d'activité d'encadrement. C'est ainsi que l'accord conclu dans [illegible] BTP prévoit que les *« personnels d'encadrement assumant [illegible] fonction [illegible] management élargi »* ne sont pas *« soumis [illegible] un horaire de travail précis »* [illegible] leur *« rémunération forfaitaire [illegible] indépendante du nombre d'heures de travail effectif accomplies pendant la période [illegible] paie considérée »*. A plusieurs reprises, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a laissé entendre que la deuxième loi sur les 35 heures permettrait de calculer le temps de travail des cadres en jours et non en heures.

Pourtant, trois récents arrêts de la chambre sociale de la Cour de cassation remettent [illegible] question les « conventions [illegible] forfait » telles qu'elles [illegible] pratiquent. [illegible] premier arrêt (nº [illegible] 907 du 25 novembre 1998), la Cour accepte qu'un cadre reçoive [illegible] rémunération *« forfaitaire et sans référence horaire »* car, dans [illegible] entreprise spécialisée [illegible] le commerce en gros [illegible] céréales, *« [illegible] forfaitisation n'est pas ici prévue en raison [illegible] la pratique régu[illegible] l'entreprise d'un horaire supérieur à l'horaire légal mais en raison [illegible] la [illegible] particulière de l'activité »*, qui dépend [illegible] récoltes. [illegible] première précision, *« la rémunération forfaitaire n'est licite que pour autant qu'elle permet au salarié de percevoir, [illegible] moins, la rémunération à laquelle il peut légalement pré[illegible] y compris [illegible] majorations pré[illegible] pour les heures supplémentaires ; que sa licéité suppose donc nécessairement une comparaison entre le forfait [illegible] [illegible] salaire minimum conventionnel augmenté des heures suppplémentaires »*.

CALCUL NÉCESSAIRE

Le 20 janvier [illegible] (arrêt nº 363), la Cour de cassation reprend presque mot pour mot [illegible] arrêt : *« Le salaire forfaitaire versé au salarié doit être au moins égal [illegible] celui auquel il pouvait prétendre... »* Or, un [illegible] (19 janvier 1999, arrêt nº 299) précise que *« la seule fixation d'une rémunération forfaitaire, [illegible] que soit déterminé [illegible] nombre d'heures supplémentaires inclus [illegible] rémunération, [illegible] permet pas [illegible] caractériser [illegible] convention de forfait »*.

[illegible] signifie qu'une convention [illegible] ne dispense nullement l'employeur [illegible] calculer [illegible] temps de travail du [illegible], contrairement à ce que prévoient [illegible] breux accords [illegible] branche ou d'entreprise.

Ainsi, l'accord signé dans la métallurgie le 28 juillet [illegible] précise, dans son article 14, que *« le contrat de travail peut prévoir que le salarié [illegible] indépendant [illegible] l'organisation [illegible] et [illegible] gestion de son temps [illegible] travail pour remplir [illegible] mission qui lui [illegible] confiée. Le [illegible] travail [illegible] son avenant contenant une [illegible] forfait [illegible] référence horaire doit définir la fonction ou la mission qui justifie l'autonomie [illegible] salarié pour l'exécution de cette fonction ou de cette mission. Le salarié n'est pas soumis à un horaire de travail »*.

Rien n'indique [illegible] la jurisprudence actuelle de la Cour de cassation permette de telles dispositions. Pour les juges, une convention de forfait permet uniquement de forfaitiser les heures comprises entre la 39e heure et l'horaire indiqué sur le [illegible] travail. Absolument [illegible] de [illegible] dispenser de calculer [illegible] horaires effectués ou de [illegible] pas indiquer d'horaires [illegible] la convention puisque la comparaison [illegible] possible [illegible] conventionnel majoré [illegible] heures supplémentaires. Peut-on au moins exonérer [illegible] employeurs [illegible] obligation lorsqu'il s'agit de conventions signées [illegible] supérieurs ? Contrairement [illegible] une [illegible] reçue, rien, dans la jurisprudence, [illegible] permet [illegible] l'affirmer. Seuls [illegible] mandataires [illegible] peuvent être exclus d'une telle obligation.

DIFFICILE ÉVALUATION

Ces rappels à l'ordre de la Cour de cassation ont le mérite de rappeler la jurisprudence de la chambre sociale sur le temps de travail des cadres. Ils ne feront évidemment pas plaisir aux employeurs et relanceront le débat sur la notion de travail de cette catégorie de salariés. Est-il vraiment réaliste de calculer les horaires de travail de cadres qui passent une grande partie de leur temps en voyages d'affaires à la même aune que ceux de salariés sédentaires ? Beaucoup en doutent. Le gouvernement va en tout cas devoir [illegible] extrêmement précis dans sa seconde loi sur un sujet qu'il avait préféré ne pas aborder dans la première.

Frédéric Lemaitre

Les indices boursiers rivalisent pour imposer le baromètre européen

De multiples candidats pour deux ou trois élus

[illegible] BOURSE DE PARIS [illegible] le CAC 40 ; celle de [illegible] York, l'indice [illegible] Jones ; la place japonaise, le Nikkei ; mais quel indice deviendra [illegible] baromètre [illegible] marchés européens ? [illegible] candidats [illegible] bousculent pour obtenir [illegible] des investisseurs.

Il y a peu de temps encore, les [illegible] s'intéressaient essentiellement [illegible] variations de leur [illegible] nationale. [illegible] investissements hors [illegible] frontières [illegible] chacun des pays de la zone [illegible] étaient modestes. En [illegible], [illegible] investissements en actions européennes [illegible] institutionnels français s'élevaient ainsi [illegible] environ 60 milliards [illegible] (9,15 milliards d'euros), *« l'équivalent de [illegible] que détenait une grande société [illegible] gestion britannique [illegible] Prudencial »*, se souvient [illegible] Alvarès, responsable [illegible] ventes d'actions françaises [illegible] la Société générale. Aujourd'hui, [illegible] la [illegible] en place [illegible] l'euro, les [illegible] retraites, [illegible] fonds [illegible] pension [illegible] les grands investisseurs [illegible] assureurs commencent [illegible] élargir leur horizon [illegible] placement [illegible] s'intéressent [illegible] actions européennes car [illegible] ne courent plus aucun risque [illegible] change.

UNE LONGUEUR D'AVANCE

Dans la bataille pour devenir le baromètre [illegible] référence [illegible] l'Europe boursière, les indices Stoxx semblent avoir pris une longueur d'avance. Lancés [illegible] février 1998 par l'américain [illegible] Jones en partenariat avec les Bourses [illegible] Paris, [illegible] Francfort et [illegible] Zurich, ils remportent [illegible] de nombreuses [illegible] Bourses et de [illegible] *Le Monde* [illegible] d'ailleurs [illegible] le DJ [illegible] qui retrace l'évolution de 653 [illegible] européennes. Mais d'autres espèrent [illegible] indice se [illegible] une place au [illegible]

Historiquement, c'est [illegible] une [illegible] banque d'affaires américaine Morgan Stanley Dean Witter, qui [illegible] été la première [illegible] calculer une batterie [illegible] traçant l'évolution des [illegible] du Vieux Continent. [illegible], aujourd'hui, elle apparaît en retard par rapport à ses concurrents. Ce n'est que fin janvier qu'elle a annoncé le lancement de deux [illegible] boursiers européens, l'indice [illegible] Euro et l'indice [illegible] MSCI pan-Euro. *« Cette société américaine était moins focalisée que d'autres [illegible] l'émergence de [illegible] devise unique. Ils n'ont pas pris conscience [illegible] la demande »*, juge un professionnel. Elle souffre également d'un handicap : [illegible] payer chèrement l'utilisation [illegible] indices, dont elle [illegible] jalousement la large diffusion. Mais [illegible] sont [illegible] peu diffusés dans le grand public, ils bénéficient d'un avantage [illegible] taille : leur antériorité. Les données statistiques remontent jusqu'au [illegible] 70, alors que, [illegible] ses concurrents, l'historique [illegible] commence qu'au milieu [illegible] [illegible] voire au début de [illegible] décennie.

[illegible] candidat, [illegible] indices Footsie (FTSE), poussés par [illegible] Bourses de Londres et d'Amsterdam, n'ont pas, pour le moment, ré[illegible] à s'implanter sur le continent. Le choix de privilégi[illegible] [illegible] poids [illegible] capitalisations boursières dans le calcul [illegible] indices favorise [illegible] entreprises britanniques, [illegible] qui n'est guère du goût des gérants français [illegible] allemands. Des sociétés récemment mises [illegible] le marché comme France Télécom ne figurent [illegible] indices. Du côté du FTSE, on indique que la composition [illegible] l'indice [illegible] obéit à [illegible] règles strictes et qu'elles [illegible] peuvent pas [illegible] changées sans arrêt. Toutefois, [illegible] modalités d'élection d'une valeur devraient [illegible] assouplies rapidement pour permettre notamment [illegible] sociétés récemment introduites en [illegible] d'apparaître dans [illegible] indices.

Le dernier [illegible] se lancer dans la bataille [illegible] Standard and Poor's. L'agence financière veut, comme Dow Jones, profiter de [illegible] célébrité [illegible] indice américain, [illegible] pour s'imposer en Europe. [illegible] mise également sur [illegible] règles [illegible] calcul originales pour séduire les boursiers [illegible] investisseurs. Standard and Poor's tient compte ainsi du flottant, c'est-à-dire du nombre [illegible] que l'on peut réellement acheter, pour calculer [illegible] indices. Cela permet notamment [illegible] relativiser l'importance de France Télécom, [illegible] moins [illegible] % du capital est accessible [illegible] investisseurs. [illegible] il [illegible] loin d'être certain que [illegible] arguments techniques suffisent [illegible] seuls à convaincre.

Chaque indicateur donne un reflet plus ou moins déformé de la réalité boursière. Ainsi l'indice étroit Eurotop [illegible] Eurobloc [illegible] comprend que sept pays alors [illegible] autres retracent l'évolution [illegible] valeurs appartenant à [illegible] pays différents. [illegible] indices n'accordent pas non plus le [illegible] poids aux [illegible] teurs économiques, [illegible] ils n'ont [illegible] d'ailleurs toujours la [illegible] définition. *« L'indice Dow Jones, qui [illegible] loin d'être parfait, a réussi à s'imposer. Faut-il [illegible] parfait ou représentatif ? »*, s'interroge [illegible] Alvarès.

[illegible] gérants [illegible] sicav ou [illegible] communs de placement (FCP) français semblent, [illegible] tout cas, avoir déjà tranché. Ils [illegible] largement adopté les indices DJ Stoxx, ce qui [illegible] à [illegible] références une sérieuse longueur d'avance sur ces concurrents. [illegible] *« Il devient [illegible] plus en plus difficile pour un gérant [illegible] prendre le risque de choisir [illegible] indice de référence qui n'est pas choisi par [illegible] confrères. Cela peut [illegible] pénaliser »*, juge Serge Alvarès.

« Aux Etats-Unis, près de 50 % de [illegible] gestion est indicielle ; [illegible] Grande-Bretagne, ce chiffre est de 20 % ; mais, dans [illegible] il [illegible] beaucoup plus faible », constate Graham Colbourne, directeur des opérations chez FTSE International. Pour [illegible] moment, [illegible] indicateur qui permettrait [illegible] départager les prétendants [illegible] titre d'indice des Bourses européennes serait de connaître le volume [illegible] contrats et d'options négociés sur chacun de [illegible] indicateurs. Mais les observateurs [illegible] disposent pas suffisamment de recul pour analyser [illegible] chiffre [illegible] à interpréter. Unique certitude à [illegible], seuls deux ou [illegible] indicateurs devraient prendre le pas sur les autres : un indice [illegible] qui [illegible] l'évolution d'un nombre limité [illegible] titres, un indice plus large [illegible] enfin un indice qui rende compte du parcours [illegible] valeurs moyennes.

Joël Morio

Lourde amende pour le syndicat des pilotes d'American Airlines

ENTAMÉE le 6 février, la grève [illegible] pilotes d'American Airlines (AMR) semble avoir trouvé sa conclusion une semaine plus tard, samedi 13 février. Le syndicat des pilotes, Allied Pilots Association, demandait [illegible] [illegible] que les 300 navigants de la compagnie régionale [illegible] Air, acquise par American Airlines en décembre 1998, soient payés selon la même grille [illegible] salaire que leurs homologues d'AMR. Afin [illegible] détourner l'interdiction de faire grève, nombre de pilotes s'étaient déclarés [illegible] congé maladie.

Après la décision du juge Kendall, le 10 février, ordonnant au syndicat d'appeler ses membres [illegible] reprendre le travail, le mouvement s'était durci. [illegible] pilotes étaient plus [illegible] 400 (sur 9 [illegible] [illegible] soutenir la grève non officielle, entraînant l'annulation [illegible] près de la moitié [illegible] vols prévus vendredi 12 février. Le juge a estimé que l'attitude du syndicat était digne [illegible] pratiques mafieuses [illegible] l'a condamné [illegible] une avance [illegible] 10 millions de dollars (8,85 millions d'euros) [illegible] attendant l'audience de mercredi 17 février.

L'Europe entre dans l'ère de la télévision interactive

Après les expériences menées par les groupes audiovisues publics allemand ARD et anglais BBC, ainsi que par les bouquets numériques français, une première génération d'émissions grand public combinant l'ordinateur personnel et le téléviseur est annoncée avant l'été

CANNES
de notre envoyée spéciale

Choisir la [illegible] vestimentaire, influencer les répliques ou orienter [illegible] réactions de l'héroïne de votre série télévisée préférée... voilà [illegible] que propose « On-Line Caroline », une fiction [illegible] interactive dans laquelle le téléspectateur devient scénariste ou acteur. [illegible] un premier temps, il faut envoyer des messages électroniques depuis un micro-ordinateur connecté [illegible] Internet pour [illegible] présenter. Ensuite, on peut jouer [illegible] l'héroïne [illegible] participer [illegible] ses mésaventures quotidiennes depuis son clavier. Chacun, pour peu qu'il [illegible] un accès au site [illegible] de l'émission, peut participer [illegible] la construction [illegible] l'intrigue.

C'est dans un deuxième temps seulement que l'internaute devient téléspectateur. Désormais [illegible] son écran [illegible] télévision, il regarde [illegible] images [illegible] l'épisode filmé [illegible] une « webcaméra » [illegible] écoute le narrateur qui commente l'intrigue telle qu'elle [illegible] évolué [illegible] Web au fil [illegible] interventions des [illegible] autres téléspectateurs. Cette série, qui [illegible] construit [illegible] un ordinateur personnel et un poste [illegible] télévision, [illegible] été développée par la société anglaise XPT.

Il s'agit encore d'une expérimentation, mais les trente épisodes d'une demi-heure chacun devraient être prochainement diffusés sur la chaîne anglaise Channel 4 [illegible] un rythme [illegible] et [illegible] heure tardive. On-Line Caroline [illegible] l'un [illegible] programmes télévisés interactifs présenté aux 6 800 professionnels [illegible] cinquante-quatre [illegible] au 12 février [illegible] Milia (marché [illegible] multimédia), [illegible] Cannes. Une journée entière [illegible] été consacrée aux récents développements [illegible] la télévision interactive.

Les producteurs multimédias et de [illegible] pionniers [illegible] l'interactivité [illegible] estiment déjà dépassés les conflits [illegible] plates-formes (câble, satellite, hertzien, TV ou Internet). Contraints d'élaborer des productions [illegible] les types de réception numérique existants – en attendant, comme le prévoit Peter Ohnemus, le président de la société suisse The Fantastic Corporation, le décodeur numérique multi-plates-formes gratuit intégré [illegible] poste de télévision –, ils travaillent d'arrache-pied, depuis novembre 1998, [illegible] contenus qui [illegible] une participation active [illegible] téléspectateur.

« Les émissions qui divertissent le téléspectateur en le faisant participer ont une audience qui augmente de 30 % et le temps passé devant la télévision [illegible] multiplié par deux », [illegible] constaté Marjorie Curtis, de 2 Way TV, une filiale de Cable & Wireless, qui [illegible] depuis [illegible] jeux interactifs télévisés [illegible] sur [illegible] connaissances et le sport. L'un des programmes développés par 2 Way TV permet, par exemple, à plusieurs téléspectateurs d'un [illegible] foyer qui regardent un match [illegible] de parier, pendant les phases [illegible] jeu, sur le nombre de corners ou de se *substituer* à l'entraîneur en suivant les performances des joueurs qu'ils ont sélectionnés parmi ceux qui évoluent sur [illegible] pour constituer leur propre équipe.

Les Français [illegible] dominé en 1997-1998 [illegible] première étape de l'interactivité en proposant [illegible] abonnés [illegible] bouquets satellitaires [illegible] services périphériques [illegible] programmes : sur TPS, par exemple, on peut [illegible] un produit présenté dans une émission de télé-achat, cliquer [illegible] une publicité pour avoir davantage d'informations, suivre [illegible] prévisions météorologiques, obtenir un résultat sportif ou consulter une petite annonce. Le modèle français [illegible] inspiré [illegible] Anglais [illegible] Allemands qui l'ont adapté [illegible] poussé plus [illegible]

La [illegible] diffuse depuis novembre 1998, [illegible] On-Digital, 700 pages d'informations géné[illegible] [illegible] sportives couplées à [illegible] petit format. La BBC lancera son premier programme inter[illegible] en juin [illegible] l'occasion du tournoi [illegible] tennis [illegible] Wimbledon. [illegible] téléspectateur pourra suivre quatre [illegible] simultanément au format quart d'[illegible] accéder [illegible] statistiques. *« Il n'est plus question, [illegible] c'est le plus difficile, [illegible] juxtaposer des placards de [illegible] qui cachent l'image [illegible] même [illegible] les [illegible] l'un [illegible] l'autre [illegible] l'écran »,* [illegible] John Holland, responsable [illegible] l'interac[illegible] [illegible] BBC.

DEUX HEURES PAR JOUR

En Allemagne, l'ARD, qui [illegible] seize [illegible] de télévision [illegible] cinquante-deux radios, [illegible] au point [illegible] guide [illegible] programmes qui permet [illegible] téléspectateur [illegible] composer [illegible] chaîne personnelle [illegible] d'un mot-clé : *« Si [illegible] voyez [illegible] image sur [illegible] mort de Diana au journal télévisé, vous cliquez dessus et la [illegible] des programmes diffusés [illegible] jour sur [illegible] thème apparaît, vous la [illegible] un signet [illegible] composez comme ça votre chaîne personnelle »,* explique Andreas Weiss, de l'ARD.

Plus ambitieuse, la chaîne américaine publique [illegible] a testé, fin 1998, auprès [illegible] quarante foyers, un documentaire interactif consacré [illegible] l'architecte Frank Lloyd Wright. Après avoir regardé [illegible] portrait télévisé, [illegible] téléspectateurs [illegible] Guggenheim [illegible] la maison Falling Water, en manœuvrant [illegible] « webcaméra », [illegible] *leur télécommande de té*[illegible]. Celle-ci [illegible] reliée à un PC [illegible] connectée [illegible] une parabole. Certes, l'équipement [illegible] lourd, [illegible] *« [illegible] avons offert [illegible] expérience complémentaire [illegible] téléspectateur »,* raconte John Hollar, vice-président [illegible] Learning Ventures.

Tous [illegible] que [illegible] téléspectateur [illegible] programmes interactifs [illegible] moyenne deux [illegible] par jour, d'ici [illegible] cinq ans, [illegible] cinquante-deux minutes par mois actuellement pour un site portail sur [illegible] Net. [illegible] ce contexte, l'Europe devrait occuper une position dominante. Plus [illegible] millions [illegible] foyers [illegible] vront du haut débit en 2003, [illegible] 2,5 millions en [illegible]. Et la réunion [illegible] industries d'Internet, [illegible] télécommunications [illegible] des [illegible] – [illegible] sociétés principalement européennes [illegible] jour – *« pèsera 1 300 [illegible] chiffre d'affaires* [1 [illegible] milliards d'euros], [illegible] *plus que [illegible] secteur de la grande consommation aujourd'hui »,* affirme M. Ohnemus.

Florence Amalou

Ventes records de téléviseurs en 1998

[illegible] l'année du décollage [illegible] téléviseurs [illegible] sur [illegible] marché français, [illegible] indiqué Michel-Bernard Brossard, le président [illegible] Syndicat [illegible] industries [illegible] matériels audiovisuels électroniques (Simavelec), vendredi 12 février. [illegible] de ces appareils au format « cinéma » ont progressé [illegible] 60 % [illegible] un an, [illegible] 300 000 unités. L'ensemble du [illegible] l'électronique grand public, qui recouvre le marchés [illegible] téléviseurs, magnétoscopes, [illegible] hi-fi [illegible] Caméscope, [illegible] bénéficié d'une conjoncture favorable, [illegible] une progression [illegible] son chiffre [illegible] %.

« [illegible] ventes [illegible] produits électroniques [illegible] de francs (6,1 milliards d'euros) en [illegible] 1997,* a précisé M. Brossard. *[illegible] a largement bénéficié [illegible] éléments [illegible]. [illegible] premier [illegible] lié [illegible] l'effet Coupe du monde, qui a permis [illegible] millions de téléviseurs dans [illegible] (+ 12 %), [illegible] second [illegible] dû au [illegible] consommation [illegible] »

Reportages trompeurs : TF 1 sanctionne, France 3 explique

EXCUSES RAPIDES sur l'écran et [illegible] de licenciement à TF 1, longues explications de la médiatrice sur France 3 : durant le week-end, [illegible] deux chaînes ont traité, chacune à [illegible] manière, leurs récentes « bavures » journalistiques.

« A la suite de notre émission du 30 janvier, nous [illegible] avions signalé pour [illegible] excuser que certaines arrestations contenues dans le reportage du 5 décembre 1998 étaient reconstituées [illegible] être signalées comme telles. Il s'avère aujourd'hui qu'une scène du même type diffusée le 27 juin 1998, également reconstituée, n'avait pas non plus été signalée. TF 1 [illegible] décidé de renforcer encore [illegible] contrôle sur l'ensemble [illegible] sujets produits [illegible] l'extérieur de la chaîne », expliquait, samedi 13 février, un [illegible] diffusé sur l'écran avant le début [illegible] l'émission Reportages.

La chaîne savait alors que, [illegible] lendemain, « Arrêt sur images », le magazine [illegible] La Cinquième, *montrerait un reportage, diffusé* en juin sur la Une et intitulé *Les Brigades de l'autoroute,* dans lequel les voleurs interpellés [illegible] ménagement n'étaient que des gendarmes déguisés. Ce reportage avait été réalisé par Philippe Buffon, [illegible] journaliste déjà incriminé pour le sujet sur les faux dealers, le [illegible].

SURENCHÈRE

A [illegible] suite de ces révélations, TF 1 a décidé de sanctionner Henri Chambon, responsable du *magazine « Reportages », contre* lequel [illegible] engagée une *« procédure disciplinaire ».* La chaîne a rarement fait montre d'une telle sévérité, notamment au moment [illegible] la vraie-fausse interview de Fidel Castro, réalisé par [illegible] Poivre d'Arvor.

Guère mieux lotie [illegible] son histoire [illegible] CRS jouant le rôle de blessés de [illegible] montagne, France [illegible] a consacré la demi-heure de l'émission « On [illegible] dit tout », dimanche 14 février, [illegible] s'expliquer sur [illegible] anomalie. Pour l'occasion, Geneviève Guicheney, la médiatrice des [illegible] des deux chaînes publiques, nommée il y [illegible] plus de neuf mois, a fait sa première prestation [illegible] l'écran. Elle avait invité Patrick de Carolis [illegible] Charles, les deux responsables du magazine « Des racines et des ailes ». Ceux-ci ont expliqué dans quelles conditions ils avaient accepté [illegible] propositions d'une agence de presse pour un sujet sur [illegible] dangers de la montagne [illegible] dans quelles conditions s'était déroulé [illegible] reportage.

Ils ont notamment raconté comment, lorsqu'il s'est agi de tourner [illegible] scènes de sauvetage, les [illegible] refusé, pour des raisons de sécurité, qu'un journaliste monte [illegible] l'hélicoptère et ont proposé de filmer eux-mêmes ces moments. [illegible] la vingtaine de cassettes qu'ils ont ensuite remis aux journalistes, la majorité [illegible] scènes n'étaient [illegible] vrais sauvetages, mais [illegible] films de [illegible] dans [illegible] conditions réelles, destinés à la formation des CRS et des autres sauveteurs. *« Le [illegible] cameraman nous [illegible] assurés que ces images étaient celles de sauvetages réels »,* assurent les responsables [illegible] l'émission.

Dans sa conclusion, Geneviève Guicheney a estimé que *« la bonne foi des équipes de France 3 avait été abusée »* ; face au risque que *« le spectacle prenne le dessus » [illegible] « surenchère »,* elle a souligné la nécessité, pour le [illegible] vice public, d'être *« vigilant ».*

Françoise Chirot

Rupert Murdoch est contraint de renoncer à l'Italie

ROME
de [illegible] correspondant

Par un communiqué laconique d'une [illegible] et demie, Telecom Italia a annoncé, [illegible] 13 février, l'*« interruption [illegible] négociations »* avec News Corp. Europe – la nou[illegible] société créée [illegible] Rupert Murdoch – [illegible] l'objectif était la prise [illegible] contrôle [illegible] Stream, plate-forme numérique filiale à 100 % de Telecom [illegible]. Le 26 dé[illegible], un [illegible] principe [illegible] été [illegible] pour la cession [illegible] actions de Stream. Le prix [illegible] la transaction avait été fixé à 1 350 dollars par abonné (1 195 €), [illegible] le nombre [illegible] d'environ [illegible] 000 selon les chiffres [illegible] par la société.

A l'époque, il avait été précisé que les négociations continuaient [illegible] que d'autres partenaires italiens [illegible] européens participent [illegible] ce bouquet numérique qui [illegible] devenir le concurrent [illegible] de Telepiù, [illegible] par [illegible] Plus. Il était enfin indiqué que [illegible] parties [illegible] l'intention d'acquérir les droits de retransmission des [illegible] du championnat italien [illegible] autre forme de précision alors que Telepiù détient déjà les droits [illegible] sept équipes parmi les plus importantes. Le magnat australo-américain avait clairement manifesté le désir d'acheter les droits [illegible] deux divisions, la série A et la [illegible] B, pour [illegible] de six [illegible] un [illegible] 200 milliards de lires (2 milliards d'euros).

C'est [illegible] question – capitale pour le succès d'une plate-forme numérique – qui a fait capoter [illegible] le projet. Entre-temps, le gouvernement [illegible] a en [illegible] de limiter à 60 % pour un [illegible] opérateur les droits [illegible] transmission du *calcio* afin de freiner [illegible] appétits jugés démesurés [illegible] Rupert [illegible]. Prétextant cet [illegible] devenu difficilement franchissable, ce [illegible] essayé de renégocier l'accord intervenu le lendemain [illegible] Noël, mais Telecom Italia a refusé catégoriquement. La rupture est désormais consommée après deux mois [illegible] demi d'une bagarre [illegible] trois [illegible] contre Canal Plus et les autorités italiennes.

CHAMP LIBRE POUR TELEPIÙ

Une [illegible] plus, Rupert Murdoch [illegible] dans sa [illegible] de prendre pied en Europe continentale après les nombreux autres échecs qu'il [illegible] eu [illegible] subir [illegible] passé (*Le [illegible]* du 5 [illegible] 1998). Il [illegible] précisé [illegible] *« n'altère [illegible] l'intérêt pour l'Italie »* de [illegible] Corp, [illegible] qu'il existe encore une possibilité [illegible] travers TF 1 qui devait prendre 10 % du capital [illegible] Stream.

Dans [illegible] jeu [illegible] nouvelles alliances actuellement en [illegible] de négociations en Europe, il n'est [illegible] exclu, comme la rumeur en [illegible] couru, [illegible] accords soient in[illegible] Canal Plus [illegible] Rupert Murdoch afin [illegible] se partager le *marché européen. Le lâchage* [illegible] l'Italie ne [illegible] qu'une pièce du [illegible] puzzle [illegible] train [illegible] mettre en place.

La question [illegible] désormais [illegible] savoir comment Telecom Italia [illegible] se débarrasser [illegible] Stream ? Franco Bernabè, [illegible] nouvel administrateur délégué de Telecom Italia, [illegible] clairement [illegible] l'intention [illegible] céder la majorité de [illegible] chaîne cryptée en raison [illegible] importantes (700 milliards [illegible] lires en cinq années d'existence, [illegible] millions d'euros). *Il est urgent [illegible] trouver de nou*[illegible] actionnaires [illegible] de fermer la porte, [illegible] qui laisserait [illegible] champ libre à Telepiù.

Michel Bôle-Richard

Le fonds de modernisation de la presse est en ordre de marche

[illegible] MINISTRE [illegible] *culture* [illegible] de la communication, Catherine Trautmann, a installé, vendredi 12 février [illegible] Paris, le comité d'orientation du nouveau Fonds de modernisation de la presse quotidienne et assimilée (*Le Monde* du 24 septembre 1998). Le comité comprend six représen[illegible] [illegible] l'Etat [illegible] cinq représen[illegible] des différents syndicats [illegible] la [illegible] quotidienne et des [illegible] de presse, nommés pour trois [illegible]. Cette composition, selon Mme Trautmann, devrait permettre à [illegible] *instance de fonctionner* « [illegible] *le respect du pluralisme ».*

La ministre [illegible] rappelé [illegible] le fonds aura *« la possibilité d'intervenir [illegible] soutien à des projets [illegible] nature industrielle, rédactionnelle ou commerciale, destinés [illegible] accroître la productivité [illegible] entreprises, mais visant également à favoriser l'amélioration de leur contenu rédactionnel, [illegible] accélérer leur diversification [illegible] de nouveaux supports, [illegible] core à aider à développer de nou*[illegible] *modes de distribution ».*

Le président du comité, [illegible] Lasserre, a rappelé trois *« principes »* de fonctionnement : *« la transparence »* car il s'agit d'argent public, *« l'équilibre entre [illegible] les intérêts [illegible] présence »* et la *« rapidité »* dans le traitement des dossiers. Les dossiers [illegible] examinés par le service juridique [illegible] technique de l'information (SJTI, dépendant du premier ministre), puis soumis au comité d'orientation qui [illegible] réunira trois fois par [illegible].

« Je n'ai pas souhaité qu'une définition purement comptable de [illegible] notion d'investissement limite de manière trop stricte le périmètre des projets éligibles », a précisé Catherine Trautmann. [illegible] niveau des [illegible] est [illegible] éviter le saupoudrage. Il devrait, [illegible] ministre, *« générer un réel effet de levier ».*

Le fonds sera alimenté [illegible] le produit d'une [illegible] 1 % sur [illegible] hors-média, qui [illegible] rapporté 139 millions [illegible] francs [illegible] (21 millions d'euros) [illegible] rapporter environ [illegible] millions (30 millions d'euros) [illegible]. Le [illegible] financera les projets retenus sous forme d'avances remboursables [illegible] subventions. Le montant [illegible] l'aide ne [illegible] excéder 40 % de l'investissement projeté.

Le président du Syndicat [illegible] la [illegible] parisienne (SPP), Yves [illegible] Chaisemartin, s'est félicité [illegible] création [illegible] fonds, [illegible] qu'il *« fallait inventer un [illegible] système d'aide structurelle [illegible] entre*[illegible] ». [illegible] part, [illegible] président du Syndicat [illegible] la presse quotidienne régionale (SPQR), Jean-Louis Prévost, a souligné qu'il [illegible] pas *« confondre le fonds [illegible] les aides directes [illegible] presse, qui sont en [illegible] diminution ».*

Une misson de réflexion sur la déontologie

[illegible] Trautmann a [illegible] à Jean-Marie Charon, chercheur au [illegible] technique de la ministre, une *« mis*[illegible] *d'exploration [illegible] de réflexion »* en vue de la création d'une *« référence commune »* en matière de déontologie [illegible] journalistes. [illegible] mission, [illegible] être rendues avant [illegible] mi-avril, vise *« [illegible] préciser [illegible] pourrait revêtir une [illegible] ».*

« Si la multiplication [illegible] déontologiques rédigés [illegible] des syndicats de journalistes, [illegible] fédérations d'éditeurs ou de [illegible] entreprises [illegible] appréciée positivement,* poursuit [illegible] communiqué *elle [illegible] permet pas qu'une référence [illegible] proposée [illegible] public [illegible] professionnels. »

BIEN CHOISIR SON BTS OU SON IUT

Vous trouverez dans ce [illegible] :
- *Les meilleurs résultats aux BTS et aux DUT [illegible] spécialités*
- *Une enquête exclusive sur le marché de [illegible] des bac + 2 par secteur*
- *Quel avenir pour les bac + 2 face à la réforme Allègre ?*

Résultats complets sur Minitel :
(3615 LEMONDE - 2,23 F-min)
toutes les spécialités, tous les établissements

Et sur Internet :
(http://www.lemonde.fr)
100 IUT et [illegible] formations post-DUT en fiches

Un cahier spécial de 16 pages à lire mercredi 17 daté jeudi 18 février dans Le Monde

هكذا من الأصل

TABLEAU DE BORD

AGENDA

MARDI 16 FÉVRIER

■ **FRANCE : examen du projet de** loi [illegible] transposition de la directive européenne sur l'électricité, qui [illegible] le marché [illegible] la concurrence. La CGT organise le même jour une manifestation.
■ **Table ronde** [illegible] les syndicats et la direction de Renault sur [illegible] 35 heures.

MERCREDI 17 FÉVRIER

■ **FRANCE : déclaration** du [illegible]vernement [illegible] l'Assemblée nationale sur l'avenir du secteur bancaire [illegible] financier fran[illegible]is, suivie d'un [illegible]
■ **Signature** [illegible] **l'accord** [illegible] l'aménagement et la réduction du temps [illegible] travail [illegible] La Poste par FO, la CFDT, la CFE-CGC et la CFTC.
■ **BRUXELLES : publication** d'une étude sur « [illegible] *incidences sur l'emploi* » [illegible] la suppression du « duty [illegible] ».

JEUDI 18 FÉVRIER

■ **ALLEMAGNE : publication** du baromètre [illegible] de l'institut IFO pour janvier.
■ **FRANCFORT : réunion** bimensuelle [illegible] conseil [illegible] gouverneurs de la Banque centrale européenne.
■ **ÉTATS-UNIS : rencontre** entre Jacques Chirac, Bill Clinton, James Wolfenshon (Banque mondiale) [illegible] Michel Camdessus (FMI).

VENDREDI 19 FÉVRIER

■ **EUROPE : ouverture** du marché européen [illegible] l'électricité.
■ **FRANCE : publication** [illegible] l'enquête [illegible] l'INSEE sur [illegible] investissements [illegible] l'industrie en [illegible] et 1999.

SAMEDI 20 FÉVRIER

■ **ALLEMAGNE : réunion** [illegible] Bonn [illegible] des [illegible] gouverneurs de banques centrales [illegible] du [illegible] 7.

AFFAIRES

INDUSTRIE

■ **AEROSPATIALE : le décret de** privatisation du groupe aéronautique a été publié dimanche 14 [illegible] au *Journal officiel*. (*Lire p. 20.*)

■ **GIANFRANCO FERRÉ :** l'investisseur italien Franco Mattioli [illegible] vendu [illegible] de [illegible] participation dans [illegible] capital de la maison de couture Gianfranco Ferré à la banque d'affaires Rothschild, selon [illegible] révélations de M. Mattioli au magazine américain *Women's [illegible] Daily*.

SERVICES

■ **MICROSOFT : des manifestants** [illegible] **plusieurs pays** (Etats-Unis, France et Nouvelle-Zélande) utilisateurs du système d'exploitation Linux devaient demander, lundi 15 février, au numéro un mondial [illegible] fabricants de logiciels le remboursement du système d'exploitation Windows, [illegible] automatiquement sur leurs micro-ordinateurs alors qu'ils ne n'utilisent [illegible]

● **LA POSTE : le Conseil** [illegible] **a annulé une directive** [illegible] la notation [illegible] agents, à la demande de trois d'entre eux, considérant que [illegible] entreprise [illegible] « *édicté de nouvelles règles qui* [illegible] *relevaient* [illegible] *sa compétence* ».

FINANCES

● **AGF : l'assureur** [illegible] **lancé,** [illegible] 12 février, un [illegible] service, appelé « AGF Santé Conseil », [illegible] à favoriser la maîtrise [illegible] dépenses [illegible] santé [illegible] optique [illegible] dentaire.

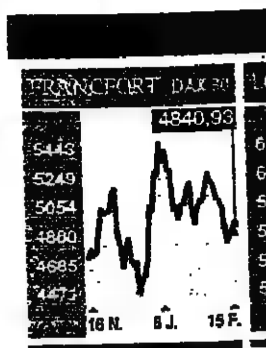
RÉSULTATS

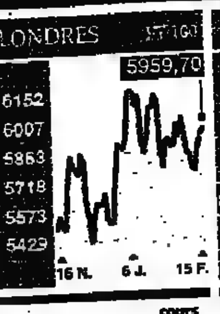
■ **LLOYDS TSB : affecté par une provision pour couvrir** [illegible] **plans** [illegible] **retraite mal vendus,** [illegible] résultat [illegible] de la banque britannique [illegible] hausse de 7 % pour 1998, [illegible] 2,292 milliards [illegible] (3,3 milliards €), soit un rendement [illegible] propres [illegible]

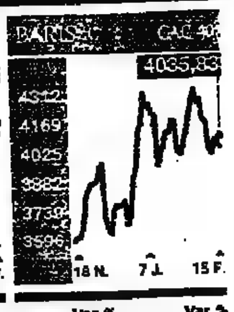
■ [illegible] **PARIBAS : dans la note d'information** lançant l'ouverture [illegible] l'offre publique d'échange de la Société générale sur Paribas, les deux banques annoncent leurs résultats pour 1998 : le bénéfice global s'élève à 13,6 milliards [illegible] (2,07 milliards [illegible]) une hausse de 15 % du résultat de la SG [illegible] 7 [illegible] de [illegible] mal[illegible] une perte [illegible] 197 millions [illegible] la banque [illegible] et une progres[illegible]n de 25 % pour [illegible] (avant activités [illegible] à 6,5 mil[illegible] de francs.

■ [illegible] **TELECOM : l'opérateur de télécommunications** a annoncé, lundi, un [illegible] d'af[illegible] en [illegible] de 5,2 [illegible] à 161,7 milliards [illegible] (24,6 milliards €). [illegible] Bon, le président du groupe a estimé, dimanche, [illegible] un entretien à *La Croix*, que « *le pari stratégique qui était de stimuler* [illegible] *marché pour compenser les baisses* [illegible] *tarifs et la perte de* [illegible] *concurrence a* [illegible] *fonctionné* ».

EUROPE

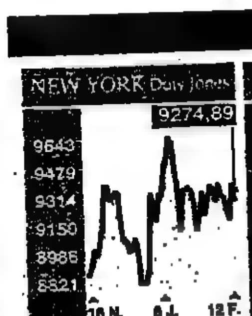


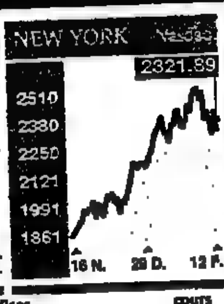




Europe 12h30 ▶	Indices sélection	cours 15/02	Var. % 12/02	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3374,95	−0,90	[illegible]
EUROPE	STOXX 50	3345,74	−0,41	0,77
EUROPE	EURO STOXX 324	287,46	−0,77	−0,30
EUROPE	[illegible]	282,71	−0,37	1,26
PARIS	[illegible]	4035,83	−0,60	[illegible]
PARIS	MIDCAC	1686,89	0,26	−[illegible]
PARIS	SBF [illegible]	2713,02	−[illegible]	2,12
PARIS	SBF 250	2544,50	−0,78	1,78
PARIS	SECOND MARCHÉ	1890,04	0,08	−5,57
AMSTERDAM	AEX	521,22	−0,40	−2,18
BRUXELLES	[illegible]	3373,17	−0,47	−4,02
FRANCFORT	DAX 30	4840,93	−[illegible]	−3,23
LONDRES	FTSE 100	5959,70	0,15	1,31
MADRID	STOCK EXCHANGE	9758,20	0,19	−0,83
MILAN	MIBTEL 30	33737,00	−[illegible]	−4,03
ZURICH	SPI	6954,40	−0,12	−2,88

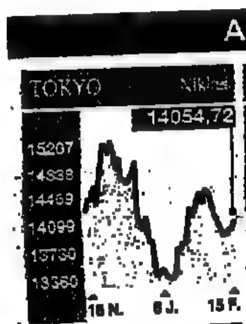
AMÉRIQUES

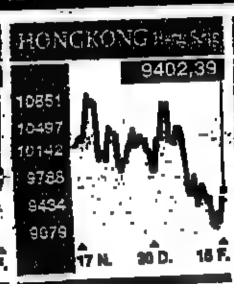


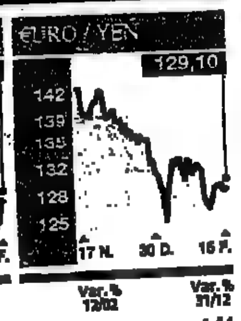


Amérique 10h15 ▶	Indices sélection	cours 12/02	Var. % veille	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	9274,89	−0,95	1,02
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1230,13	−1,91	0,07
ÉTATS-UNIS	[illegible]	2321,89	−3,48	5,88
TORONTO	TSE INDEX	6433,69	−0,68	−0,81
SAO PAULO	BOVESPA	8962,00	−0,42	[illegible]
[illegible]	BOLSA	238,43	−0,06	[illegible]
BUENOS [illegible]	MERVAL	387,38	−1,08	−9,62
SANTIAGO	IPSA GENERAL	110,89	−0,77	43,62
CARACAS	CAPITAL GENERAL	4098,12	−1,31	−14,42

ASIE - PACIFIQUE







Zone Asie 10h15 ▶	Indices sélection	cours 15/02	Var. % 12/02	Var. % 31/12
[illegible]	NIKKEI 225	14054,72	0,58	1,54
HONGKONG	HANG SENG	9402,39	−0,24	−6,43
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	[illegible]	—	−2,27
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	69,32	6,40	−2,49
SYDNEY	ALL ORDINARIES	2877,80	−0,40	2,29
BANGKOK	SET	24,98	−1,19	−2,80
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3346,80	0,25	9,50
WELLINGTON	NZSE-40	2147,18	−1,01	3,97

ÉCONOMIE

Excédent courant record au Japon

L'EXCÉDENT COURANT japonais a progressé de 38,7 [illegible] en 1998, pour atteindre 15 860,8 milliards de yens (122 milliards d'euros), [illegible] son niveau [illegible] plus élevé de l'histoire, selon les données provisoires communiquées, lundi 15 février, par le ministère japonais [illegible] finances (MoF). Le précédent record avait [illegible] établi au titre de l'année calen[illegible] 1993, [illegible] précisé [illegible] ministère. [illegible] balance des comptes courants recouvre les échanges [illegible] marchandises et de services (tourisme, fret, assurances...), le produit [illegible] placements [illegible] l'étranger et certains trans[illegible] financiers. L'excédent nippon s'explique par les seules performances [illegible] extérieur, qui [illegible] dégagé l'an dernier un surplus de 15 995,2 milliards [illegible] yens (+ 29,9 % sur l'année précédente). Cette hausse n'est toutefois [illegible] la manifestation d'une économie en bonne santé, bien au contraire : tant les exportations (− 1,3 %, [illegible] 48 866,6 milliards [illegible] yens) que les importations (− 11,7 [illegible] à [illegible] 973,4 milliards de yens) du Japon ont reculé au cours [illegible] l'année écoulée.

■ **Le nombre** [illegible] **défaillances d'entreprises** [illegible] **Japon** [illegible] baissé en janvier pour le troisième mois consécutif, avec 1 003 cas, soit 33,2 % [illegible] moins que lors du même mois de 1998, [illegible] annoncé lundi la so[illegible] privée d'analyse-crédit Teikoku Databank dans un communiqué. Les [illegible] en recul régulier depuis fin 1998 grâce à la mise en place par le gouvernement d'un système d'aide [illegible] trésorerie pour les PME : [illegible] avaient [illegible] baissé de 4,6 % [illegible] novembre [illegible] 26,6 [illegible] décembre.

■ **CHINE : après une légère reprise en décembre,** les exportations [illegible] la Chine ont [illegible]ommencé [illegible] chuter [illegible] janvier, confirmant [illegible] amorcée au milieu [illegible] 1998 du fait de la crise asiatique, a annoncé [illegible] la [illegible] Les ventes de la [illegible] à [illegible] par rapport au [illegible] de [illegible] a indiqué le [illegible] *Daily*.
■ **La Chine a corrigé lundi en forte baisse** la hausse de la produc[illegible] industrielle pour janvier, affir[illegible] qu'elle n'avait [illegible] 8 %, et non 17,9 % comme annoncé la semaine dernière.
■ **La** [illegible] a [illegible] dimanche des « *exagérations* » [illegible] calcul [illegible] la croissance économique [illegible] la Chine en 1998, toutes les provinces sauf une ayant annoncé un [illegible] croissance supérieur [illegible] égal à celui réa[illegible] par l'ensemble du pays.

■ **MALAISIE : le premier ministre** [illegible] **Malaisie,** Mahathir Mohamad, [illegible] affirm[illegible] samedi, à l'issue d'un entretien de deux heures avec le président Jacques Chirac, que son [illegible] allait bien [illegible] avait réussi à « *se préserver de la spéculation qui a déstabilisé beaucoup d'autres pays* » asiatiques.

■ **ÉQUATEUR : la banque centrale de l'Equateur** a modifié vendredi [illegible] système de change de la monnaie nationale, le sucre, la laissant [illegible] librement face au dollar, ce qui [illegible] entraîné une dévaluation de 7 % le même jour.

■ **MEXIQUE : le gouvernement mexicain** négocierait une nouvelle ligne de crédit auprès du Fonds monétaire international, qui pourrait atteindre la somme de 8 milliards de dollars (7,14 milliards d'euros), a indiqué dimanche le journal *La Jornada*.

■ **IRAN : le** [illegible] **change officiel** [illegible] gelé durant l'année iranienne [illegible] (de mars 1999 [illegible] mars 2000), [illegible] annoncé samedi le gouverneur de la banque centrale, Mohsen Nourbakhch. Le [illegible] de change [illegible] gelé [illegible] Iran depuis mai 1995, à 3 [illegible] rials pour 1 dollar.

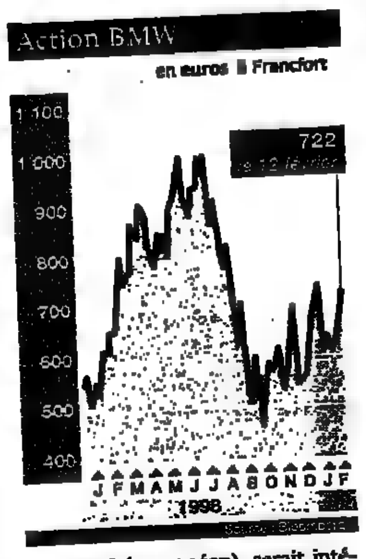
■ **G7 : Bonn va proposer lors du G7 finances** du 20 février la créa[illegible] d'un conseil comprenant [illegible] ministres des finances et les présidents des banques centrales du G7, pour analyser la situation des marchés financiers internationaux, selon un haut responsable du ministère [illegible] finances allemand.

■ **RUSSIE : le Fonds monétaire international** est sur le point d'approuver le plan de réforme [illegible] impôts proposé par [illegible] gouvernement russe, [illegible] déclaré vendredi le directeur des services fiscaux russes, Georgi Boos.

■ **ALLEMAGNE : l'industrie allemande** s'attend à une [illegible] de son chiffre d'affaires à moyen [illegible] selon une enquête [illegible] l'ins[illegible] [illegible] conjoncture [illegible] Munich, Ifo, publiée dimanche. [illegible] peine la [illegible] entreprises interrogées par l'institut [illegible] estimé [illegible] sur des marchés en croissance [illegible] % fin 1997.
■ **Le patron des patrons allemands,** [illegible] **Hundt,** a [illegible] en garde le syndicat des métallurgistes, IG [illegible] effets négatifs sur la croissance et l'emploi d'une grève dure. « *Qui* [illegible] *la grève pèche contre l'économie allemande* », [illegible] déclaré le président [illegible] la Confédération patronale (BDA) dans une interview au quotidien *Tagesspiegel* publiée lundi *(lire aussi page 21)*.

VALEUR DU JOUR

BMW suscite les convoitises



LE NOUVEAU président [illegible] BMW, Joachim Milberg, et l'actionnaire de référence, la famille Quandt, qui détient 46 % des titres, ont beau multiplier les déclarations sur [illegible] « *volonté claire d'être indépendant* », la presse allemande et les analystes spécialisés pensent [illegible] contraire. Dans son édition du [illegible]medi 13 février, le quotidien *Die Welt* indique que le numéro un mondial de l'automobile, General Motors, s'apprêterait [illegible] une offre « *dans les prochains jours* ». [illegible] côté, le magazine *Der Spiegel* avance que [illegible] étudierait une proposition concurrente. Ces spéculations ont soutenu le [illegible] de [illegible] BMW, qui a [illegible]gné 20 % depuis [illegible] début [illegible] mois, à 722 [illegible]. Pourtant, les dernières statistiques sur [illegible] immatriculations en Europe [illegible] démontré que, en janvier 1999, [illegible] ventes de l'ensemble BMW-Rover ont reculé [illegible] 9,5 % par rapport [illegible] janvier 1998, pendant que le marché augmentait [illegible] 0,2 %. [illegible] Europe, BMW contrôle désormais 5 % du marché européen. Le britannique Rover, acquis en 1994, [illegible] responsable de la débâcle. [illegible] ventes [illegible] effondrées et ses pertes se sont creu[illegible] (entre 500 [illegible] millions € attendus pour 1998).
Trois prétendants sont sur les rangs pour acquérir BMW. Ford, qui contrôle 9,9 % du marché automobile européen depuis le rachat de Volvo, [illegible] toujours à la recherche d'opportunités de croissance. General Motors (12,7 % du marché européen), serait intéressé par [illegible] positionnement [illegible] sur [illegible] voitures [illegible] luxe. Enfin, Volkswagen, leader européen avec 20,1 % du marché, ne peut se permettre [illegible] voir [illegible] concurrents contester sa suprématie. [illegible] magazine *Der Spiegel*, Volkswagen aurait concocté une offre combinant un paiement en liquides [illegible] une prise de participation croisée. Ainsi, VW prendrait 24,9 % [illegible] BMW [illegible] échange d'une participation de 24,9 % [illegible] BMW dans Audi AG, la filiale de voitures de luxe de VW.
BMW pèse 17,2 milliards € en Bourse (112,8 milliards [illegible] francs). Un éventuel rachat serait une opération relativement modique au regard de celle lancée par Daimler [illegible] Chrysler : 32 milliards €.

Enguérand Renault

SUR LES MARCHÉS

PARIS

LUNDI [illegible] **FÉVRIER,** l'indice CAC 40 [illegible] la Bourse [illegible] s'inscrivait en baisse de 0,71 %, à 4 031,33 points en fin [illegible] matinée. Il avait ouvert en repli [illegible] 0,76 [illegible]. Vendredi 12 février, l'indice [illegible] la [illegible] avait déjà abandon[illegible] 0,29 % [illegible] 4 060,36 points malgré une ouverture en [illegible] hausse. Pru[illegible] investisseurs avaient calqué leur attitude sur l'évolution de [illegible] Bourse [illegible] New York.

FRANCFORT

L'INDICE DAX [illegible] a débuté [illegible] du lundi 15 février sur une [illegible] 1,34 %, à 4 831,27 points. Le marché [illegible] réagi avec retard [illegible] la [illegible] Street, vendredi 12 février. Ce jour-là, l'indice [illegible] terminé la séance sur un gain de 0,56 %, à 4 896,74 points.

LONDRES

L'INDICE FT 100 a progressé de 1,06 %, à 5 950,70 points, vendredi 12 février. La Bourse britannique a [illegible] forte [illegible] des [illegible] bancaires qui ont publié [illegible] résultats annuels meilleurs que prévu.

TOKYO

L'INDICE NIKKEI a terminé la séance du lundi 15 février [illegible] une hausse de 0,58 %, à 14 054,72 points. Les investisseurs ont bien accueilli la baisse du taux de l'argent au jour le jour annoncée vendredi 12 février par la Banque du Japon après la clôture de la séance.

NEW YORK

LA BOURSE de New York avait terminé la séance du vendredi 12 février [illegible] baisse. L'indice [illegible] Jones [illegible] principales valeurs avait perdu 88,57 points (− 0,95 %), à [illegible] 274,88 points, [illegible] l'indice du Nasdaq avait chuté [illegible] 83,61 points (− 3,48 %), à [illegible] 321,94 points.
Les marchés financiers avaient ignoré le résultat du [illegible] d'acquittement du président Bill Clinton [illegible] américain.
Une nouvelle fois, un important mouvement [illegible] valeurs de la haute technologie [illegible] de l'Internet avait prévalu et pesé sur l'ensemble du marché [illegible] actions, [illegible] notamment un plongeon du fabricant d'ordinateurs Dell après un [illegible] négatif du courtier Salomon Smith Barney.

MONNAIES

L'EURO restait faible, lundi matin [illegible] février, face au [illegible] vert. Il cotait 1,1275 dollar. Le yen, [illegible] revanche, faisait preuve de fermeté, [illegible] 114,06 yens pour un dollar.

TAUX

LES MARCHÉS obligataires européens ont ouvert [illegible] nette baisse, lundi 15 février. Après une demi-heure [illegible] transactions, le contrat notionnel [illegible] Matif perdait [illegible] centièmes, à 111,31 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 3,98 %. Vendredi, les emprunts d'Etat américain avaient terminé la séance en très net recul, le taux du titre à 30 ans remontant à 5,43 %.

Taux de change fixe zone Euro

Euro contre ▶	[illegible]
FRANC	6,55957
DEUTSCHEMARK	[illegible]
LIRE ITALIENNE (1000)	[illegible]
[illegible] (100)	[illegible]
[illegible] (100)	[illegible]
SCHILLING AUTR. (10)	[illegible]
PUNT IRLANDAISE	[illegible]
FLORIN [illegible]	[illegible]
FRANC BELGE [illegible]	4,03399
[illegible] FINLAND.	5,94573

contre franc ▶	Taux
EURO	0,15245
DEUTSCHEMARK	3,35385
LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660
FRANC BELGE (10)	1,62607
[illegible]	1,10324

Hors zone Euro

[illegible] ▶	[illegible]
COURONNE DANOISE	7,4347
COUR. NORVÉGIENNE	8,6075
COUR. SUÉDOISE	[illegible]
[illegible] TCHÈQUE	[illegible]
[illegible] AUSTRALIEN	[illegible]
[illegible] CANADIEN	1,6752
[illegible] NÉO-ZÉLAND	[illegible]
[illegible] GRECQUE	321,90
FLORINT HONGROIS	248,32
ZLOTY POLONAIS	4,2302

Cours de change croisés

15/02 12h30 ▶	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	Cours FR. S.
DOLLAR	----	0,87214	1,12595	0,17165	1,63110	0,70534
YEN	114,66000	----	[illegible]	[illegible]	188,98000	80,87500
EURO	0,88814	0,77469	----	0,15246	1,44835	0 [illegible]
FRANC	5,82590	5,08115	6,55957	----	[illegible]50085	4,10646
LIVRE	0,61308	0,53465	0,69045	0,10526	----	0,43240
FRANC SUISSE	1,41775	1,23660	[illegible]	[illegible]	2,31195	----

Taux d'intérêt (%)

Taux 12/02 ▶	Taux j.j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,06	2,91	[illegible]	4,78
ALLEMAGNE	3,13	3,12	[illegible]	4,78
GDE-BRETAG.	[illegible]	5,19	[illegible]	[illegible]
ITALIE	----	[illegible]	4	[illegible]
JAPON	0,18	----	2,12	----
ÉTATS-UNIS	4,68	4,62	5,01	5,39
SUISSE	0,81	1,13	2,51	3,86
PAYS-BAS	3,05	3,05	3,92	4,80

Matif

Cours 12h30 ▶	Volume 15/02	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5 MARS 99	[illegible]	111.02	111.40
Eu[illegible] 3 [illegible] MARS 99	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Matières premières

[illegible] dollars ▶	Cours 12/02	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	[illegible]	−0,34
ALUMINIUM 3 MOIS	1212	−0,25
PLOMB 3 MOIS	518	0,39
ETAIN 3 MOIS	[illegible]	----
ZINC 3 MOIS	1030	−0,38
NICKEL 3 MOIS	4610	−0,65
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	5,71	2,15
PLATINE [illegible] TERME	77671,67	1,19
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	257,5	−2
MAÏS (CHICAGO)	215	−0,46
SOJA TOURTEAU (CHG.)	[illegible]	−0,99
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	1256	−1,34
CAFÉ (LONDRES)	1761	----
SUCRE BLANC (PARIS)	235	----

Pétrole

En dollars ▶	Cours 12/02	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	10,10	----
WTI (NEW YORK)	11,89	0,34
[illegible] SWEET CRUDE	11,90	−0,17

Or

En Euros ▶	Cours 12/02	[illegible]
OR FIN KILO [illegible]	8250	+1,10
OR FIN LINGOT	8350	+1,71
ONCE D'OR (LO) $	287	----
PIÈCE FRANCE 20 F	50	+2,46
PIÈCE SUISSE 20 F	50	+2,67
PIÈCE UNION LAT. 20 F	49,10	+1,03
PIÈCE 10 DOLLARS US	[illegible]	+1,89
PIÈCE 20 DOLLARS US	[illegible]	----
PIÈCE 50 PESOS MEX.	306,75	+0,49

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

VALEURS EUROPÉENNES

● L'action de la banque italienne **Banca Intesa** a progressé de 2,67 [illegible] Milan, vendredi 12 février, à [illegible] suite d'une rumeur [illegible] laquelle [illegible] banque pourrait prendre une participation dans le capital du Crédit lyonnais.

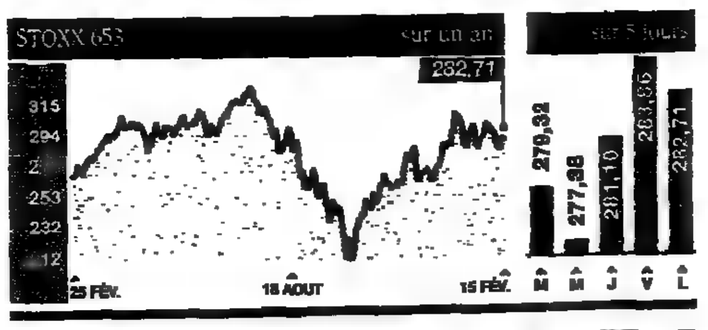
■ Le titre allemand [illegible] a [illegible] 1,04 % à Francfort, vendredi. Le groupe de services [illegible] collectivi[illegible] [illegible] *publié un résultat opération* pour [illegible] [illegible] hausse de 10,3 [illegible]

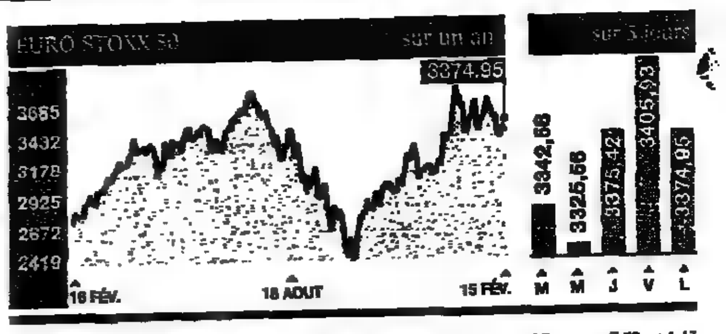
■ L'action [illegible] [illegible] gagné 3,11 %, vendredi 12 février. Le titre est toujours [illegible] entouré, bénéficiant [illegible] recommandations positives de plusieurs [illegible]

■ Le titre [illegible] **British Airways** [illegible] terminé la séance du vendredi 12 février sur un modeste gain [illegible] 0,51 %. La compagnie aérienne britannique a acquis 9 % du capital de la compagnie espagnole Iberia. Dans le même temps, American Airways a pris 1 % du capital.

● Le titre **DaimlerChrysler** [illegible] resté stable, vendredi 12 février, [illegible] Francfort. Une étude publiée par [illegible] quotidien *Handelsblatt* vient [illegible] démontrer [illegible] les [illegible] américains ont réduit leur participation au capital du nouvel [illegible] [illegible] 44 [illegible] à 33 [illegible] depuis [illegible] fusion.

● L'action **BMW** [illegible] gagné 3,51 %, vendredi 12 février, [illegible] par les rumeurs d'acquisition [illegible] la part de General Motors, [illegible] ou Volkswagen.





15/02 12 h 32 ▶

AUTOMOBILE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AUTOLIV SDR	SE	35,05	-0,63
BASF AG	BE •	80,6	....
BMW	DE •	734	+1,52
CONTINENTAL AG	DE •	[illegible]	-2,11
DAIMLERCHRYSLER	[illegible]	82,8	-1,49
FIAT	IT •	2,83	-0,35
[illegible] PRIV.	IT •	1,46	....
LABINAL /RM	FR •	165	....
LUCAS VARITY	GB	4,03	....
MAGNETI [illegible]	IT •	1,38	-1,49
MICHELIN-B- /RM	FR •	40,33	+2,10
PEUGEOT /RM	FR •	128,4	-0,47
PIRELLI	IT •	2,66	-1,48
RENAULT	FR •	44,7	+0,45
SOMMER ALLIBER/	[illegible]	24	+0,84
VALEO /RM	[illegible]	78	-3,66
VOLKSWAGEN	DE •	66,6	+0,77
VOLVO -A-	SE	24,07	-0,23
VOLVO -B-	SE	24,63	-0,66
▶ DJ E STOXX AUTO P		[illegible]	[illegible]

[illegible]ES

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
[illegible] NATIONAL	GB	17,66	-2
ABN AMRO HOLDIN	NL •	18,2	-1,09
ALLIED IRISH [illegible]	GB	15,83	-1,08
ALPHA CREDIT BA	GR	110,87	....
ARGENTARIA RS	[illegible]	22,35	+0,04
[illegible] PINTO MAYOR R	PT •	18,85	....
[illegible] ESSI R	PT •	10,79	....
BANK AUSTRIA AG	AT •	43,8	+7,38
BANK OF IRELAND	[illegible]	18,66	....
BANK OF PIRAEUS	[illegible]	41,89	....
BANKINTER	ES •	33,36	+0,76
[illegible]	[illegible]	22,52	+2,77

CODES PAYS ZONE EURO

FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

VALEURS FRANÇAISES

● Le titre **France Télécom** a perdu 1,87 % à l'ouverture [illegible]tions, lundi 15 février, après la publication d'une hausse de 5,2 % de son chiffre d'affaires consolidé pour 1998, à 24,64 milliards €.

● L'action **Lagardère** a plongé de 3,51 % en [illegible] de matinée, lundi 15 février. En échange de l'apport de sa division hautes technologies et d'une soulte en espèces, le [illegible] Lagardère prendra 33 % du capital du nouvel ensemble Aerospatiale.

● Le titre **Thomson-CSF** a [illegible] de 0,78 [illegible] lundi [illegible] février au matin. Le [illegible] d'électronique de défense a racheté [illegible] Aerospatiale la participation de [illegible] % détenue par ce dernier dans le capital de Sextant Avionique.

● L'action **Dassault Aviation** a reculé de 0,12 %, à l'ouverture de la séance du 15 [illegible]. Le groupe est indirectement concerné par cet accord puisque Aerospatiale contrôle 45,76 [illegible] de son capital.

● L'action **Hermès** [illegible] chuté [illegible] 5,2 %, lundi 15 février au matin après la publication d'une [illegible] de 6 % de [illegible] ventes pour 1998. Si [illegible] cuirs, parfums et [illegible] la table [illegible] sont bien comportées, les [illegible] carrés de soie, produit vedette, [illegible] reculé de 13,5 [illegible]

● Le titre **Eramet** a poursuivi [illegible] progression [illegible] premières minutes de transactions, lundi 15 [illegible]. Il s'est adjugé un gain de 6,2 % après un bond de 10,34 %, vendredi 12 février.

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 15 FÉVRIER

Cours relevés à 12 h 30

Liquidation : [illegible] février

France ▶	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	% Var. 31/12 (1)
B.N.P. (T.P.)	143	146	957,70	+ 2,09	− 4,23
CR.LYONNAIS(TP)	140,40	140,50	921,62	+ 0,07	+ 0,72
RENAULT (T.P.)	440,80	437	2866,53	− 0,86	+ 4,77
SAINT GOBAIN(T.P.	179,70	179,90	1180,07	+ 0,11	− 2,06
THOMSON S.A (T.P	143,90	140,10	919	− 2,64	− 2,23
ACCOR	215,70	213,60	1401,12	− 0,97	+ 15,77
AGF	52,40	52,15	342,08	− 0,47	+ 2,45
AIR LIQUIDE	136,60	135,80	890,79	+ 0,14	− 13,11
ALCATEL	95	95	623,16	...	− 8,91
ALSTOM	24,05	23,40	153,49	− 2,70	+ 17,17
ALTRAN TECHNO. #	241,50	241,50	1584,14	...	+ 17,51
ATOS CA	199,90	196	1285,08	− 1,96	− 3,78
AXA	119,40	119,70	785,18	+ 0,25	− 3,07
BAIL INVESTIS	125,10	127	833,07	+ 1,51	+ 2,33
[illegible]	95,10	95,80	628,41	+ 0,73	− 19,42
BERTRAND FAURE	54,90	54,55	358,15	− 0,64	− 5,78
BIC	55,30	53,75	352,58	− 2,80	+ 15,73

GALERIES LAFAYET	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
GASCOGNE	76,10	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
GAUMONT #	63,40	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
GAZ ET EAUX	40,65	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
GECINA	102,90	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
GEOPHYSIQUE	39,94	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
GRANDVISION	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
GROUPE ANDRE S.A	101,50	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
GPE VALFOND ACT.	44,90	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
GR.ZANNIER (LY)	17,60	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
GROUPE GTM	89,85	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
GROUPE PARTOUCHE	62,80	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

International ▶	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	% Var. 31/12 (1)
ITO YOKADO #	53,25	53,75	352,58	+ 0,40	+ 4,51
MATSUSHITA #	15	15,05	98,72	+ 1,19	+ 10,83
[illegible] #	71,25	72,10	472,94	+ 0,80	+ 5,18
[illegible] AND CO #	133,10	133,80	876,33	− 0,61	+ 1,26
MITSUBISHI CORP.	4,85	4,82	31,62	− 0,97	+ 0,46
[illegible] CORPORAT. #	77,10	76,35	500,82	− 0,52	+ 4,42
[illegible] J.P. #	95	95,60	626,44	...	− 3,25
[illegible]TPACKER	12,80	[illegible]	...	...	− 21,99
PHILIP [illegible] #	36,45	35,60	233,52	− 2,41	− 1,82
PROCTER [illegible]	78	78	511,65	...	− 1,37
[illegible] EN[illegible]	16,90	17,95	117,74	+ 6,21	+ 12,45
[illegible] #	45,20	44,51	291,97	− 1,52	[illegible]

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = [illegible] Ly = Lyon; [illegible] = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; [illegible] coupon détaché ; ● [illegible] détaché ; [illegible] contrat d'animation ; o = offert ; d = demandé ; [illegible] offre réduite ; [illegible] demande réduite ; [illegible] cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE RM (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12 ; Mardi [illegible] : montant du coupon en euros ; Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon ; Jeudi daté vendredi : compensation ; Vendredi [illegible] samedi : nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

LUNDI 15 FÉVRIER

Cours relevés à 12 h 30

[illegible] ▶	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
ADLPARTNER #	[illegible]	160,06	+ 2,14
AB SOFT	[illegible]	90	− 2
ALPHAMEDIA	[illegible]	190,50	− 6,02
[illegible]	[illegible]	38,35	+ 0,16
[illegible] CI	[illegible]	958,02	− 6,10
ALDETA	[illegible]	34,11	[illegible]
APPLIGENE ON ●	[illegible]	17,45	...
ASTRA	[illegible]	5,90	− 4,25
[illegible]	[illegible]	88,27	...
[illegible] TELEC.	[illegible]	341,75	− 0,08
[illegible] BUI	[illegible]	42,64	+ 3,33
BELVEDERE	[illegible]	681,18	− 1

GENESYS #	11	72,16	...
GENSET	[illegible]	367,34	+ 1,26
GROUPE D #	[illegible]	154,48	− 1,46
GUILLEMOT #	[illegible]	393,57	+ 0,92
GUYANOR ACTI	0,41	2,69	− 6,81
HF COMPANY	71,20	467,04	− 0,83
HIGH CO.	[illegible]	259,37	− 0,15
HOLOGRAM IND.	[illegible]	298,46	− 0,80
IDP	[illegible]	16,37	...
IDP BS 98 (2 ●	1,07	7,02	...
IGE + XAO	[illegible]	24,60	− 3,35
ILOG #	[illegible]	57,07	+ 2,96
IMECOM GROUP	[illegible]	16,37	...
INFONIE	[illegible]	152,16	...
INFOTEL #	[illegible]	159,92	− 0,48
LEXIBOOK #	[illegible]	245	+ 0,16
JOLIEZ-REGOL	[illegible]	51,66	+ 9,90
JOLIEZ-REGOL ●	[illegible]	1,64	...
LACIE GROUP	[illegible]	72,81	− 0,80
MEDIDEP #	[illegible]	108,23	...
MILLE [illegible] #	[illegible]	40,67	− 0,64
[illegible]	[illegible]	58,04	− 5,26
NATUREX	[illegible]	79,50	− 0,88
OLITEC	[illegible]	518,81	...
OMNICOM	[illegible]	819,98	...
OXIS INTL RG	2,30	15,09	+ 2,67
PERFECT TECH.	[illegible]	131,18	...

SECOND MARCHÉ

LUNDI 15 FÉVRIER

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ▶	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
ADA	[illegible]	[illegible]	[illegible]
AIGLE #	[illegible]	[illegible]	[illegible]
ALGECO #	[illegible]	[illegible]	[illegible]
APRIL S.A.	[illegible]	[illegible]	[illegible]
ARKOPHARMA #	[illegible]	[illegible]	[illegible]
ASSUR.BQ.POP.	[illegible]	[illegible]	[illegible]
ASSYSTEM #	[illegible]	[illegible]	[illegible]
BENETEAU CB#	[illegible]	[illegible]	[illegible]
BISC. GARDEI	[illegible]	[illegible]	[illegible]
BOIRON (LY)#	[illegible]	[illegible]	[illegible]
BOISSET (LY)	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
BONDUELLE	[illegible]	[illegible]	[illegible]

[illegible]	[illegible]	169,73	+ 0,24
[illegible]	[illegible]	105,61	− 1,94
[illegible]	[illegible]	1040,35	+ 1,01
[illegible] ●	[illegible]	11,68	...
[illegible]	131	859,30	+ 1,28
[illegible]	[illegible]	353,56	− 0,61
[illegible]	[illegible]	[illegible]	+ 2,69
[illegible]	[illegible]	266,08	− 1,09
[illegible]	40,[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	31,76	208,27	+ 2,85
[illegible]	[illegible]	268,94	...
[illegible]	164	682,20	[illegible]

CIDER SANTE	51	334,54	+ 2
CODETOUR	57,95	380,13	...
COFIDUR #	10,25	67,24	+ 2,50
CORA INDUSTR. ●	33,69	220,99	...
DELACHAUX S.	119	780,59	...
DELMON INDUS.	34,86	228,93	+ 2,64
DIGIGRAM #	17,65	115,78	+ 3,82
DISTRIBORG G.	49,95	327,65	...
EMIN-LEYDIER	41	268,94	...
FLAMMARION S.	28,35	185,96	+ 5
GRAVOGRAPH	10,18	66,78	− 4,41
GPE GUILLIN	[illegible]	182,02	+ 3,39

SICAV FCP

Une sélection.

Cours de clôture le 12 février

Émetteurs ▶	Valeurs unitaires euros	Valeurs unitaires francs	Date cours
AGIPI			
AGIPI AMBITION (AXA)	[illegible]	[illegible]	12/02
AGIPI ACTIONS (AXA)	[illegible]	[illegible]	12/02

BNP · CDC TRÉSOR · CAISSE D'ÉPARGNE · CRÉDIT AGRICOLE · INDOCAM · BANQUE POPULAIRE ASSET MANAGEMENT · CDC Asset Management · CIC BANQUES · CIC PARIS · Crédit Mutuel · LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE · LEGAL & GENERAL BANK · LA POSTE · CRÉDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT · SG ASSET MANAGEMENT

[illegible]

LÉGENDE

* Hors frais. [illegible] titre indicatif.

DISPARITIONS

Michel Seuphor

Un historien de l'art abstrait

MICHEL SEUPHOR [illegible] mort [illegible] Paris dans la nuit du jeudi 11 au vendredi 12 février, [illegible] l'âge [illegible] quatre-vingt-dix-sept [illegible] (*Le Monde* du 13 février).

Michel Seuphor est connu comme historien de l'art abstrait, comme exégète [illegible] de [illegible] plus rigoureuses, comme un inconditionnel [illegible] Mondrian, qu'il [illegible] beaucoup fréquenté à Paris dans les [illegible] 20, [illegible] auquel il a consacré une monographie incontournable (1956), dans laquelle [illegible] adhésion [illegible] l'œuvre du peintre prend une belle tournure. Il écrit par exemple : « *Lorsque je regarde une peinture néoplastique de Mondrian, mon esprit s'arrête, les multiples affairements* [illegible] *vie quotidienne tombent* [illegible] *moi* [illegible] *des écailles, ma pensée entre calme*[illegible] *dans un jardin nouveau où* [illegible] *noblesse, vérité, évidence. Pour* [illegible] *esprit contemplateur* [illegible] *art* [illegible] *un merveilleux royaume* [illegible] *transcendance.* » Seuphor était d'abord écrivain, mais on le [illegible] moins. Son [illegible] *purement* [illegible]raire [illegible] abondante [illegible] variée [illegible] forme : poèmes, [illegible] autobiographiques, essais, aphorismes, chroniques, pamphlets, Mémoires enfin... L'homme était un intellectuel voyageur, [illegible] remuant, à [illegible] façon [illegible] champions [illegible] avant-gardes qu'il fréquenta [illegible] les années 20. C'était aussi un artiste, un dessinateur dont l'œuvre d'ailleurs [illegible] plus d'une fois exposée dans [illegible] musées.

Fernand-Louis Berckelears, le futur Michel Seuphor (anagramme d'Orpheus) est né en 1901 [illegible] Anvers, [illegible] une jeunesse d'abord rêveuse, puis militante, pour la cause flamande. Il y fonde [illegible] 1921 une revue d'action politique [illegible] culturelle, [illegible] *Overzicht (Le Panorama)*, qui paraîtra jusqu'en [illegible] et deviendra toujours plus internationale et [illegible]gardiste. Michel Seuphor découvre la poésie dadaïste et l'art géométrique du mouvement hol[illegible] De Stijl. Pour la revue, il commence à voyager à Berlin, à Paris, [illegible] avec Tzara, Marinetti, Kandinsky, les cubistes, Fernand Léger, Ozenfant, les Delaunay, et beaucoup d'autres poètes [illegible] plasticiens. Anvers devient trop petit. En 1925, Michel Seuphor, s'installe à Paris. Il devient alors un familier de Mondrian qu'il voit presque tous les jours à la [illegible] du Dôme, [illegible] Arp et Sophie Taueber, [illegible] du photographe André Kertesz, fraîchement arrivé [illegible] Budapest. Rencontres, débats, mais aussi échappées [illegible] poésie (*Lecture élémentaire*, 1928), [illegible] d'entreprendre la [illegible] l'art abstrait. Contre l'empire grandissant du surréalisme, il fonde le [illegible] Cercle [illegible] Carré, [illegible] Vanves, en [illegible]

UNE PÉRIODE TROUBLÉE

En 1934, [illegible] sérieux problèmes de [illegible] incitent Michel Seuphor [illegible] quitter [illegible] capitale. Il [illegible] Anduze, dans le Gard, [illegible] se fait oublier pendant [illegible] longues années. [illegible] années de [illegible] (mystique), d'écriture [illegible] dessin, puis [illegible] militantisme [illegible] de pamphlets. Une période troublée [illegible] fertile [illegible] écrits : poèmes, articles, chroniques, essais, romans, aphorismes, [illegible] forcement retenus par le monde [illegible] retour [illegible] Paris en 1948, [illegible] par le marchand Aimé Maeght, il [illegible] lance dans un ouvrage [illegible] l'art abstrait : *L'Art abstrait,* [illegible] *origines,* [illegible] *premiers maîtres*, avec lequel il s'im[illegible] comme historien, critique [illegible] philosophe de l'art. Il écrit ensuite un *Dictionnaire* [illegible] *peinture abstraite* (1957), *La Peintre abstraite,* [illegible] *genèse,* [illegible] *expansion (1962),* [illegible] *Art abstrait* en quatre volumes dont les troisième et quatrième sont [illegible] en [illegible] Michel Ragon (1971-1974).

Avec *Le Style et le Cri* et *Le Commerce* [illegible] *l'art* (1965), l'écrivain conjugue poésie, jugements [illegible] réflexions sur l'art. L'artiste prend aussi le relais. Depuis 1952, Seuphor pratique [illegible] qu'il appelle « *le dessin* [illegible] *lacunes* » : des figures blanches [illegible] de l'interruption [illegible] lignes parallèles tracées à la [illegible] Depuis les années [illegible] Michel Seuphor vivait non loin du pont Mirabeau, [illegible] sixième étage d'un immeuble où [illegible] continuait d'écrire, [illegible] publier, romans, essais, [illegible] moraux, [illegible] à l'occasion réglait quelques comptes avec [illegible] adversaires, d'hier [illegible] d'aujourd'hui, [illegible] propos notamment [illegible] l'affaire [illegible] trois Mondrian acquis en [illegible] par le [illegible] national d'art moderne. Consulté, Michel Seuphor les avait [illegible] Il [illegible] trompait, mais avait du mal [illegible] le reconnaître.

Geneviève Breerette

Karin Waehner

Une pionnière de la danse contemporaine

KARIN WAEHNER, chorégraphe, pédagogue, [illegible] décédée [illegible] la [illegible] mercredi 10 [illegible] des suites d'un [illegible] du [illegible] Elle était [illegible] de soixante-douze [illegible]

Aussi [illegible] de stature que de verbe, Karin Waehner, [illegible] France, [illegible] elle s'était [illegible] en 1953, perpétuait [illegible] conviction l'enseignement expressionniste [illegible] Mary Wigman qu'elle [illegible] de [illegible] à [illegible] à Leipzig. Jeune danseuse, *originaire* [illegible] *Haute-Silésie*, [illegible] choisit [illegible] de quitter l'ex-RDA pour l'Argentine, [illegible] rencontre avec le mime Marceau la détermine [illegible] venir à Paris. [illegible] personnalité, elle participe [illegible] premiers développements [illegible] la danse contemporaine, en compagnie [illegible] ceux, qui comme elle, ont été for[illegible] allemands, soit par Mary Wigman – telle Jacqueline Robinson – soit par Jean Weldt, [illegible] Danseur rouge – tels Dominique [illegible] Françoise Dupuy.

Précurseuse, Karin [illegible] de [illegible] Elle danse [illegible] Jerome Andrews, [illegible] Dupuy, [illegible] compagnie, les [illegible] Karin [illegible] En 1960, elle crée [illegible] dirige l'enseignement du contemporain [illegible] la Schola Cantorum, un poste qu'elle occupait jusqu'à [illegible] *jours.* Jean Masse, qui fut [illegible] danseur, considéré [illegible] son héritier spirituel, témoigne : « *Ses* [illegible] *défiler plusieurs générations d'interprètes très différents les uns des autres,* [illegible] *à Angelin Preljocaj, de Jean* [illegible] *Pierre* [illegible] »

« *C'est* [illegible] *dernières* [illegible] *d'une certaine philosophie du mou*[illegible] *qui disparaît,* [illegible] Cougoule, *jadis* [illegible] *compagnie,* [illegible]jourd'hui journaliste à la revue *Danser.* [illegible] *formait* [illegible] *humains plus que* [illegible] *danseurs,* [illegible] *pas* [illegible] *technique* [illegible] *créativité.* » L'oeuvre de [illegible] Waehner mêle [illegible] soli qu'elle composait pour elle-même (*L'oiseau qui* [illegible] *pas, Poème*, avec Daniel Gélin) [illegible] chorégraphies [illegible] On [illegible] rappelle les pièces [illegible] *Les Marches, Sehnsucht, La* [illegible] *aux* [illegible] *objets*...

En 1986, [illegible] organise conférences [illegible] à l'occasion [illegible] de la [illegible] de Mary Wigman, [illegible] défend la mémoire envers et contre tout, et notamment [illegible] qui [illegible] celle qu'elle vénère [illegible] collusion [illegible] le régime [illegible] (ce qui [illegible] un [illegible] avéré)...

En novembre 1998, on pouvait [illegible] Karin Waehner [illegible] *L'Eloge de l'ombre*, mis en scène par Jacques Rebotier. Surprise par une maladie découverte tardivement, elle prit la décision d'attendre sa fin certaine, en stoïcienne. Une cérémonie aura lieu le mardi [illegible] février, [illegible] 11 h 15, en l'église Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux, [illegible] Paris. Un hommage lui sera rendu en mars [illegible] la Schola Cantorum.

Dominique [illegible]

Loïc Chotard

Un fervent du XIXe siècle

LOÏC CHOTARD, ingénieur de recherche auprès de Paris-IV, spécialiste du XIXe siècle, est mort lundi [illegible] février à la Salpêtrière d'un lymphome.

Né en 1960, il avait fait sa carrière en marge [illegible] l'Université [illegible] partir d'immenses lectures [illegible] le sens des rapports entre l'art, l'histoire et la société. Amateur fervent et curieux de ce qui, du XIXe siècle, détient [illegible] du nôtre, il avait commencé par republier quelques romans plus [illegible] oubliés [illegible] l'époque, aux éditions France-Empire dirigées par [illegible] père, Yvon Chotard, décédé en novembre 1998. Attentif aux images [illegible] qu'aux faits [illegible] il [illegible] consacré sa [illegible] photographe Nadar. Il fut aussi [illegible] cheville ouvrière de la publication des *Correspondances romantiques*, le décrypteur des [illegible] intimes [illegible] Vigny (PUF), *pointant les erreurs d'Henri* Guillemin.

Directeur [illegible] collection chez Flammarion, [illegible] et nervalien invétéré, il avait décidé de s'attaquer à la [illegible] d'aujourd'hui, aux hommes et aux femmes de jadis, comme [illegible] sa propre vie – sans arrogance ni provocation, dans le respect consciencieux des êtres et des [illegible] premier [illegible] publié, [illegible] (Stock, « Le Monde des livres » [illegible] 25 novembre 1994), s'inscrit, avec une nouveauté aiguë, dans la tradition de la description des dé[illegible] qui fait [illegible] l'homosexualité, *par exemple,* [illegible] *intrusion tierce* [illegible] dégonfler [illegible] baudruches manichéennes. Ce jeune mort nous laisse sa soif ardente de l'amitié, de la joie, de la justesse, l'envol suspendu d'une œuvre [illegible] poursuivre et un second roman prêt [illegible] publication.

Jacques [illegible]

Marguerite Puhl-Demange

La patronne du « Républicain lorrain »

MARGUERITE PUHL-DEMANGE, [illegible] quotidien *Le Républicain lorrain*, est morte, jeudi *11 février, à l'âge de soixante-cinq* ans [illegible] hospitalier Alexis-Vautrin de Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Née le 25 [illegible] Metz (Moselle), [illegible] était la fille [illegible] Victor Demange, [illegible] du quotidien [illegible] juin 1919. Très tôt, elle [illegible] de la passion de son père pour la [illegible] Dès quatorze ans, elle [illegible] des contes et des chroniques dans une [illegible] aux [illegible] à seize [illegible], elle [illegible] pas vingt ans quand [illegible] au *Républicain* [illegible] après [illegible] major [illegible] promotion [illegible] d'études politiques [illegible] Strasbourg. A vingt-cinq ans, [illegible] est nommée directrice du journal. Elle [illegible] son père, [illegible] elle est [illegible] proche [illegible] qu'elle admire beaucoup. Elle lui succède [illegible] PDG, en 1971, [illegible] dirige le journal [illegible] son mari, Claude Puhl, ancien président du Syndicat national de la presse quotidienne régionale (SNPQR). L'un de [illegible] Puhl, est aujourd'hui directeur général du quotidien.

FIBRE JOURNALISTIQUE

[illegible] le journal, on l'appelle « [illegible] *Patronne* » et elle affiche sa fierté [illegible] de la rédaction. Elle publie régulièrement des [illegible] littéraires sous [illegible] pseudonyme de Claude Fleury. Considérée [illegible] « *forte personnalité* », dans [illegible] monde [illegible] la presse, et dans sa région, elle était appréciée [illegible] sa rédaction, car elle conservait sa [illegible] journalistique. Une journaliste avoue aujourd'hui que « *le journal a le sentiment d'être orphelin* » [illegible] l'appelait aussi « *la fille de son père* », dont elle a maintenu l'héritage, [illegible] capitalistique. A la [illegible] son père, elle [illegible] défendu la Lorraine, plaidant pour la sidérurgie ou pour l'implantation [illegible] université à Metz. Elle [illegible] publié un livre [illegible] avec Jean-Marie [illegible] et Georges [illegible] *La Lorraine au quotidien* [illegible] Centurion, 1986).

Marguerite Puhl-Demange [illegible] un journal qui s'identifiait [illegible] sa région [illegible] à une famille. Elle était une [illegible] représentantes des journaux familiaux dans un monde de la presse régionale en plein bouleversement, notamment dans [illegible] nord-est de la France où le quotidien [illegible] aux grandes manœuvres qui se déroulent [illegible] de *La* [illegible] – qui était son allié – et [illegible] *Dernières nouvelles d'Alsace*, passées dans le giron [illegible] son principal concurrent, *L'Est républicain*.

Alain [illegible]

[illegible] LE PÈRE JACQUES LOEW, l'un des premiers prêtres-ouvriers, est mort dimanche 14 février à Echourgnac (Dordogne), [illegible] l'âge [illegible] quatre-vingt-dix ans. Né le 31 août 1908 [illegible] Clermont-Ferrand, avocat [illegible] barreau de Nice, il [illegible] la foi à l'âge [illegible] vingt-quatre ans. Entré chez les dominicains, il est ordonné prêtre en 1939, collabore avec le Père Lebret [illegible] la revue *Economie et humanisme*, puis travaille, [illegible] à 1954, comme docker sur les quais [illegible] Marseille, tout étant curé [illegible] pa[illegible] [illegible] Port-de-Bouc. Après la décision de Rome de mettre fin à l'expérience des prêtres-ouvriers, il [illegible] la [illegible] ouvrière [illegible] Paul pour l'évangélistion [illegible] monde ouvrier, présente [illegible] Eu[illegible] en Afrique et en Amérique latine. *Ses écrits* [illegible] *exercé* une grande influence spirituelle et missionnaire, notamment [illegible] *Fêtes et saisons* [illegible] ses livres au Cerf : *Si vous saviez le don de Dieu* (1958) ; [illegible] *la nuit j'ai cherché* (1969) ; *Comme s'il voyait l'invisible* (1964). Ou au Centurion : *Le Bonheur* [illegible] En 1989, il [illegible] reçu le Grand Prix catholique de littérature.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

M. et Mme **Michel Grandjean**
sont heureux d'[illegible] la [illegible] de leur petite-fille,

Camille, Michèle, Olivia GRANDJEAN,

[illegible] Krause [illegible] Olivier Grandjean,
9, chemin de l'Aqueduc,
78430 Louveciennes,
3742 North [illegible],
Chicago, [illegible]

Frédéric DÉVÉ
et [illegible] CALDARULO
[illegible] la joie d'annoncer [illegible] naissance [illegible]

Lorenzo,

le 20 janvier 1999, à [illegible]ome.

Via Annia Faustina, 15,
[illegible] Rome (Italie).

Anniversaires de naissance

– 16 février 1999.

Elisa,

tu as dix-huit ans aujourd'hui et nous t'aimons tous. Très fort.

Philippe, Marie-Louise, Caroline, Charles, Louis.
Ta [illegible] et tous tes amis.

– le 16 février [illegible].

Nordyn,

il y a trente ans, tu venais au monde. Il me fallait ce support de choix pour te souhaiter un joyeux anniversaire !

Ta femme.

[illegible] abonnés et [illegible] actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Décès

– Mme Jan Denys Bakker,
née Marcelle Ruff,
son épouse,
Marie-Claude et Richard Boisson,
ses enfants,
Et Cédric,
son petit-fils,
Les familles Sluis, Bakker et Ruff,
ont la peine de faire part du décès de

Jan Denys BAKKER,

survenu le 7 février [illegible] à l'âge [illegible] soixante-neuf ans.

– [illegible] Bruckner,
[illegible] mari,
[illegible] Bruckner,
son fils,
et Caroline Thompson,
Eric et Anna Bruckner,
ses petits-enfants,
ont la grande douleur de faire part du décès de

Monique BRUCKNER,
ancien professeur au collège
Notre-Dame-de-Sion
à Petropolis (Brésil),

endormie dans la paix du Seigneur le 11 février [illegible] munie [illegible] l'Eglise.

« Aussi longtemps que nous vivrons, elle continuera de vivre dans nos cœurs et notre mémoire. »

De la part,
Des familles Bruckner, Collin, [illegible], Demongeot, Fourteau, Francon, Gallet, Robin,
[illegible] leurs enfants et petits-enfants,
Et [illegible] ses amis, en particulier ceux du CIRPA, qui l'ont soutenue de leur amitié chaleureuse.

La messe de funérailles a [illegible] le lundi 15 février en l'église Saint-Etienne-du-Mont, à Paris-5e.

Monique Bruckner reposera dans la sépulture familiale à Hauteville-Lompnes (Ain).

38, rue Cabanis,
75014 Paris.

[Monique Bruckner [illegible] la mère de Pascal Bruckner, écrivain et philosophe, dont *Le Monde* accueille dans ses colonnes.]

– Les présidents [illegible] syndicats départementaux Sams,
Le conseil d'administration [illegible] la Fnams,
Le personnel de la Fnams
et de Labosem,
ont la tristesse de vous informer du décès [illegible]

M. Robert DUGAST,
président d'honneur
de la Fédération nationale des agriculteurs multiplicateurs de semences,

survenu vendredi 12 février 1999.

Les obsèques auront lieu mardi 16 février à 16 h 30, en l'église [illegible] Vaupillon, près de Condom (Gers).

Mme Robert Dugast,
93, rue Michel-Ange,
75016 Paris.
Le Mirail, 32100 [illegible]

– Mme Pierre Laroque,
sa mère,
Nicole et Pierre-Louis Laroque-Gras et Maxime,
Michel [illegible] Marie-France Laroque, [illegible] Anne et Christine,
Anne et Jacques Cosnes, *Marianne et* Cécile,
Jean-Louis et Gloria [illegible]
et [illegible] enf[illegible]
Catherine [illegible] Philippe Gaultier et [illegible] enfants,
Et toute la famille,
ont la *douleur de faire part de la mort de*

MARTINE LAROQUE,
conseiller d'Etat,
président de sous-section

[illegible] le 11 février 1999, à l'âge de cinquante-six ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis [illegible] lieu de faire-part.

– [illegible] février.

Xavier PAGÈS

nous a quittés pour entreprendre sa grande traversée.

Tous [illegible] qui l'aiment se réuniront et prieront avec lui au cours de la [illegible] qui aura lieu mercredi 17 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice, à Paris.

[illegible]

Elsie Pagès, [illegible] Alzira Pagès,
[illegible] petits-enfants.

– [illegible] Michelot,
son épouse,
Vincent [illegible] Michelot,
Cécile et Robert Ferguson,
ses enfants,
Martin, Marianne, Ariane, Angus,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Philippe MICHELOT,
maître de conférences à l'université
Blaise-Pascal [illegible] Clermont-Ferrand,
vice-président du Conseil national
[illegible] Universités, onzième section,

survenu le 11 février [illegible]

La cérémonie religieuse a été célébrée [illegible] 15 février en l'église de Saint-Saturnin (Puy-de-Dôme).

L'inhumation aura [illegible] mardi 15 février à 14 heures, au [illegible] *Saint-Seine-sur-Vingeanne (Côte-d'Or)*, où l'on se réunira.

17 *bis*, avenue du Général-de-Gaulle,
63670 La Roche-Blanche.

– Le président [illegible] l'université Blaise-Pascal,
Le directeur de l'UFR lettres, langues et sciences humaines,
Les enseignants, chercheurs, [illegible] et étudiants [illegible] l'université [illegible] Pascal,
ont la [illegible] de faire part du décès de

M. Philippe MICHELOT,
maître de conférences.

– Mme Robert [illegible],
Les docteurs Jacques [illegible] Nadine Temkine [illegible] leurs enfants,
Mme Hélène Weiss,
son fils [illegible] petit-fils,
Mme Stéphane de Lapierre,
font part du décès, survenu le 3 février 1999, du

Docteur Robert WEISS.

L'incinération a eu lieu le 5 février 1999 à Cuers (Var).

Cet avis [illegible] lieu de faire-part.

9, rue Victor-Duruy,
75015 Paris.

– Mme Annie [illegible],
son épouse,

Jean-François Mazeaud,
Anne Mazeaud,
Pierre-François [illegible] Fanny Mazeaud,
[illegible] et Christine Mazeaud,
ses enfants,

[illegible] Mazeaud,
son frère,
Ses petits-enfants,
Sa famille, ses nombreux amis,
ont [illegible] douleur de faire part du décès du

docteur François MAZEAUD,

[illegible] le *11 février 1999*, [illegible] soixante-et-onzième année.

La [illegible] religieuse sera [illegible] le [illegible] 17 février [illegible] à 14 heures, en l'église d'Héricy, (Seine-et-Marne) [illegible] sera suivie de l'inhumation.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Bas de la Courbe,
[illegible] Ecouché-Argentan.
26, rue de Champagne,
77850 Héricy.

Anniversaires de décès

Richard
ROUD

13 [illegible]

Nîmes

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

[illegible] Séminaires

[illegible] Cixous : « Voies sur mers ou la mère à voir II : la chasse du bonheur »,
20 février, 6 et 20 mars, [illegible] et [illegible] avril, 9 h 30-15 h [illegible] USIC, [illegible], rue de Varenne, Paris.

Bruce Begout, Natalie Depraz, Francisco Varela et Pierre Vermersch : « Exploration de l'expérience et pratique de la description phénoménologique »,
18 février, amphi. A, [illegible] mars, amphi. B, 15 avril, amphi. A, 18 heures-20 heures, [illegible] mai et 17 juin, [illegible] h 30-21 h 30, amphi A, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Sidi Mohammed [illegible] : « Les fondements de la violence politique I »,
17 février, amphi. B, 31 mars, amphi. A, 14 avril, 5 et 19 mai, 2 juin, amphi. B, [illegible] heures-20 heures, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Bernardo Correa, Stéphane Douailler, Georges Navet et Patrice Vermeren : « Les dialogues philosophiques »,
23 février : F. Naishtat « Principes de la philosophie de l'action », et M. Heler « Le recours à la réflexion éthique dans l'activité scientifique », 10 mai : U. Moulines « L'incohérence dialogique du relativisme culturel », 25 mai : A. M. Garcia Raggio « *La philosophie sociale de la pre*[illegible] *génération positiviste* », 18 h 30-20 h 30, [illegible] de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, Paris.

Yves [illegible] : « Identités [illegible] démocratie »,
17 février, 10 et 31 mars, 14 avril, 5 [illegible] 18 h 30-20 h 30, amphi Stourdzé, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Marilia Aisenstein, Sylvie Dreyfus [illegible] *François Villa* : « Comment des théories peuvent-elles se [illegible] dans [illegible] champ de la psychanalyse ? »,
17 février, 17 et 31 mars, 14 avril, 20 h [illegible] 22 h 30, amphi A, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Marjolaine Hatzfeld : « Lacan dans [illegible] de Pascal »,
[illegible] février, 11 mars, 1er avril, 6 et 27 mai, 20 heures-22 heures, amphi. A, 17 juin, 20 h 30-22 h 30, amphi. B, Carré [illegible] sciences, 1, rue Descartes, Paris.

L'accès à [illegible] les [illegible] du Collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles). Renseignements sur salles, répondeur : 01-44-41-46-85. – Autres renseignements : 01-44-41-46-80

CARNET DU MONDE
Fax : 01-42-17-21-36
Téléphone :
01-42-17-39-80
01-42-17-38-42
01-42-17-29-96

AUJOURD'HUI

LE MONDE / MARDI 16 FÉVRIER [redacted]

SPORTS Elève [redacted] l'Institut national du football de Clairefontaine (Yvelines), Jérémie Aliadière, quinze ans, [redacted] donné son accord pour rejoindre, lors de la saison 1999-2000, le club anglais d'Arsenal dans lequel figurent plusieurs internationaux français. ● LA FÉDÉRATION française de football (FFF) a diligenté une enquête pour faire la lumière sur ce départ, estimant que l'entraîneur français d'Arsenal, Arsène Wenger, a bénéficié d'une « complicité » sur place. ● CETTE AFFAIRE ne doit pas faire oublier les négociations financières, souvent occultes, auxquelles les clubs français se livrent avec les familles de jeunes issus des centres de préformation. [redacted] MARIE-GEORGE BUFFET, ministre de la jeunesse [redacted] de sports, confie, dans un entretien au *Monde*, que *« ce commerce est une atteinte* [redacted] *l'éthique sportive »* et annonce que sa future loi d'orientation abordera le problème.

Le football français veut prévenir [redacted] départ de [redacted] jeunes espoirs

Le club anglais d'Arsenal, dirigé par le Français Arsène Wenger, [redacted] recruté, pour la saison 1999-2000, Jérémie Aliadière, âgé de quinze ans, issu de l'Institut national du football (INF). Ce transfert pas comme les autres porte un nouveau coup au système de formation « à la française »

IL S'APPELLE Jérémie Aliadière, il n'a pas [redacted] seize ans et son nom [redacted] au dernier « scandale » [redacted] du football professionnel. Que lui reproche-t-on ? Pas grand-chose [redacted] regard du chemin emprunté par ses illustres aînés. Footballeur [redacted] originaire [redacted] Rambouillet (Yvelines), Jérémie Aliadière [redacted] de donner son accord pour rejoindre, pour sept ans, Arsenal, le [redacted] entraîné par Arsène Wenger [redacted] sein duquel évoluent notamment Emmanuel Petit, Nicolas Anelka [redacted] Patrick Vieira. Au mois [redacted] juillet, accompagné de [redacted] grands-parents, [redacted] jeune attaquant s'installe[redacted] maison située non loin [redacted] London Colney, le centre d'entraînement [redacted] « canon[redacted] ».

[redacted] rendu public, [redacted] transfert pas comme [redacted] provoqué une levée [redacted] au [redacted] champions du monde. Jérémie Aliadière [redacted] actuellement en troi[redacted] dernière année à l'Institut [redacted] du football (INF) [redacted] Clairefontaine (Yvelines). Appelés à passer professionnels, [redacted] 62 pensionnaires [redacted] centre [redacted] préformation [redacted] régulièrement courti[redacted] par les équipes [redacted] division 1 [redacted] division 2 [redacted] l'Hexagone. [redacted] la fin [redacted] leur cursus, ils sont en droit de s'engager pour le club de leur choix. [redacted] un passé récent, des joueurs comme Thierry [redacted] et Nicolas Anelka sont sortis de cette antichambre classée au rang d'institution.

C'est la première fois qu'un club étranger s'approprie un élève [redacted] l'INF. « [redacted] *parents* [redacted] *clairement attendu qu'Arsenal s'intéresse* [redacted] [redacted] *Arsenal présente des arguments sportifs non négligeables, il a également* [redacted] *arguments financiers »*, [redacted] Claude [redacted] le directeur [redacted] l'établissement.

« Si Jérémie a choisi Arsenal, c'est uniquement parce qu'il a toujours rêvé [redacted] *porter* [redacted] *maillot* [redacted] *équipe.* [redacted] *aucun moment, il n'y a eu marchandage »*, [redacted] défend Bertrand Sonet, l'agent qui [redacted] sur [redacted] carrière depuis maintenant un an. Le [redacted] engagé [redacted] débourser 1,3 million [redacted] (198 000 €) pour engager l'adolescent : une som[redacted] qui englobe les [redacted] frais engagés (logement, billets d'avion...) mais aussi [redacted] surtout ses futurs premiers salaires [redacted] footballeur professionnel.

Indignée [redacted] cette [redacted], la [redacted]dération française [redacted] football (FFF) [redacted] ne pas [redacted] rester [redacted]. Une commission d'enquête, composée de quatre membres, a été créée le 29 janvier lors d'un [redacted] fédéral [redacted] le moins hou[redacted] au cours duquel des soupçons de « trahison » ont été lancés. *« Il y a un ripou quelque part. Tout* [redacted] *monde sait qu'il* [redacted] *des gens dans l'entourage* [redacted] *jeunes footballeurs qui portent une* [redacted] *casquette : éducateur d'un côté et intermédiaire* [redacted] *l'autre, en échange d'une petite commission »*, confie l'un [redacted] membres du conseil fédéral.

Dans un premier temps, [redacted] regards [redacted] sont tournés vers les salariés de l'INF, Claude Dusseau et ses adjoints, André Mérelle [redacted] Joachim Francisco Filho. Les [redacted] techni[redacted] reçu, depuis, [redacted] soutien [redacted] plusieurs [redacted] fédéraux [redacted] que [redacted] la Ligue nationale [redacted] football (LNF) pourtant virulente lors du dernier conseil fédéral. *« Il est primordial de savoir* [redacted] *qui s'est* [redacted]. *L'INF est financé par l'Etat, par la FFF et par la ligue. On ne peut accepter* [redacted] *les fruits de* [redacted] *investissement soient* [redacted] *par des clubs* [redacted] *français »*, s'indigne Jacques Thébault, le [redacted] général de [redacted] LNF.

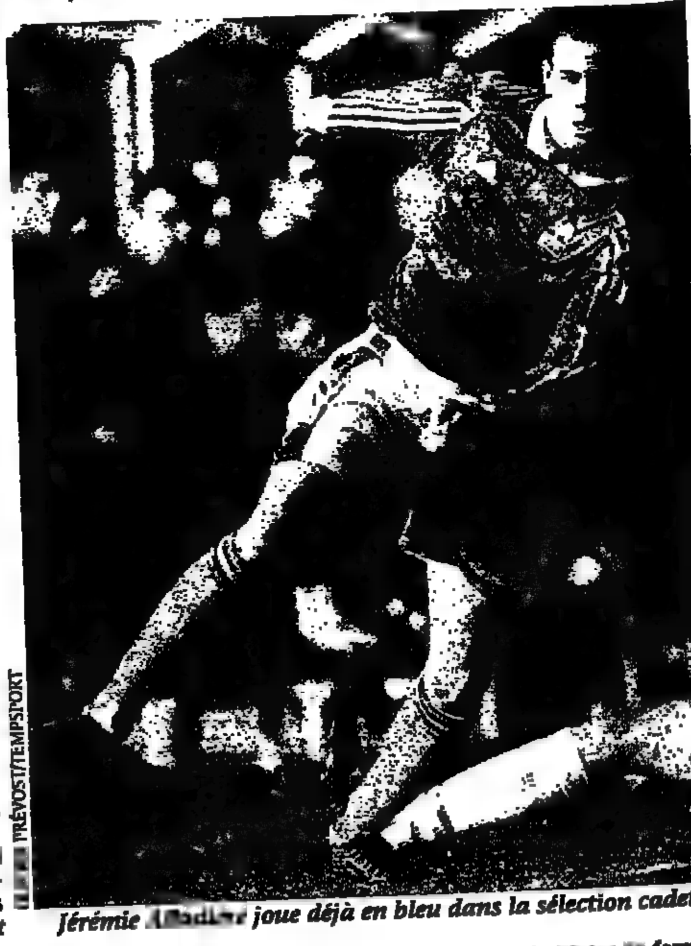
L'enquête pourrait, aujourd'hui, se diriger vers [redacted] Saint-Etienne. Le club du Forez a signé un contrat de partenariat avec Arsenal en juillet [redacted] à une époque où il [redacted] de sérieuses difficultés financières. L'accord permet [redacted]tamment à [redacted] prioritaire [redacted] transfert sur [redacted] élèves du [redacted] formation stéphanois. *« Arsenal avait l'intention de nous confier Jérémie pendant deux ans. Au-delà de cette période, nous l'aurions effectivement laissé partir* [redacted] *Angleterre. Mais comme l'enfant et sa famille ne voulaient pas venir* [redacted]*, Arsenal a préféré le recruter* [redacted] *de suite,* [redacted] *peur* [redacted] *le faire prendre par quelqu'un d'autre »*, explique Gérard Soler, le directeur sportif [redacted] Verts.

RECOURS DIFFICILES

[redacted] l'enquête n'en [redacted] qu'à [redacted] dé[redacted] la FFF [redacted] parallèlement [redacted] la suite [redacted] donner pour que [redacted] genre d'événement ne se repro[redacted] pas. Une plainte auprès de la Commission européenne a [redacted] évoquée, mais elle n'a guère de chances d'aboutir vu qu'aucune effraction n'a [redacted] commise par la famille Aliadière ni [redacted] Arsenal. Un recours auprès de l'Union européenne [redacted] (UEFA) [redacted] également envisageable, une clause ayant été votée il y [redacted] deux ans afin d'interdire [redacted] transferts [redacted] joueurs amateurs d'un [redacted] [redacted] l'autre. Mais [redacted] mesure [redacted] en contradiction [redacted] articles [redacted] traité [redacted] relatifs [redacted] la liberté de circuler ; de [redacted] contradiction [redacted] né, il y a trois [redacted], l'arrêt Bosman (pour les sportifs professionnels uniquement).

Reste [redacted] volet légal. Marie-George Buffet, la ministre de la jeunesse [redacted] sports, [redacted] l'intention de présenter devant le Parlement quatre mesures d'urgence, [redacted] perspective de la nouvelle loi d'orientation sur le sport ; l'une [redacted] ces dispositions concernera la protection des apprentis footballeurs. Le [redacted] pourrait [redacted] voté avant l'été, ce qui le rendrait applicable dès [redacted] dé[redacted] la [redacted] prochaine. Il sera, quoi qu'il [redacted] soit, [redacted] pour Jérémie Aliadière : [redacted] rentrée pro[redacted], l'adolescent sera [redacted] Angleterre.

F. P.



[redacted] PRÉVOST/TEMPSPORT

Jérémie [redacted] *joue déjà en bleu dans la sélection cadets.*

L'Angleterre recherche un nouveau Michael Owen

Le recrutement, par Arsenal, du Français Jérémie Aliadière s'inscrit dans un contexte particulier : les principaux clubs anglais sont tous en quête, en effet, du « *nouveau Michael Owen* », du nom de l'attaquant international de dix-neuf ans qui fait les beaux jours de Liverpool. [redacted] la mi-janvier, Arsenal a incorporé dans ses rangs un autre adolescent, Jermaine Pennant, âgé de quinze ans. Son club d'origine, Notts County (D3), aurait touché 2 millions de livres (près de 3 millions d'euros) à titre de compensation. Aujourd'hui, les ténors du championnat anglais lorgnent sur un autre surdoué : Cherno Samba, quatorze ans, actuellement à Millwall (D3), a reçu des propositions financières de quatre clubs de division 1. Il a marqué 122 buts en 32 matches la saison dernière. En Italie, enfin, un petit Napolitain de dix ans, Vincenzo Sarno, a défrayé la chronique : le club de Torino [redacted] offert 400 000 francs (61 000 €) [redacted] sa famille pour obtenir la garantie de lui faire signer son premier contrat quand il aura quatorze ans.

Dans la course aux prodiges, les clubs français ne traînent pas

[redacted] LE DÉPART du jeune Jérémie Aliadière [redacted] Angleterre met en émoi jusqu'aux plus [redacted] autorités du sport, il ne doit pas occulter les méthodes parfois controversées [redacted] clubs français [redacted] division 1 pour acquérir [redacted] tel espoir du ballon rond. Faute [redacted] garde-fous, [redacted] système [redacted] une grande marge [redacted] manœuvre aux pratiques de recrutement. Cadeaux [redacted] la famille, promesses [redacted] salaires, primes à [redacted] signature... La [redacted] au prodige ne s'embarrasse guère [redacted] moralité.

Il y a aujourd'hui environ [redacted] jeunes footballeurs [redacted] très bon niveau, âgés de 13 à 16 ans, répartis [redacted] 7 [redacted] préformation, dont celui [redacted] Clairefontaine. Les clubs professionnels français – qui financent [redacted] équipements via la Ligue nationale [redacted] football (LNF) – se livrent à une lutte sans merci pour attirer [redacted] meilleurs [redacted] leurs propres [redacted] formation [redacted] lesquels l'âge minimum autorisé est de 15 ans. Priori[redacted] est donnée aux arguments « classiques ».

LA MAIN [redacted] PORTEFEUILLE

Il en va, tout d'abord, [redacted] la réputation du centre [redacted] formation : Nantes, Auxerre, Lyon, [redacted] taillent la part [redacted] roi. Il convient, également, [redacted] mettre en avant [redacted] qualité de l'enseignement scolaire prodigué. Certains clubs proposent ainsi [redacted] cours [redacted] la carte. D'autres ne manquent pas [redacted] rappeler leur [redacted] de réussite au bac, comme [redacted] qui reste sur un brillant 100 [redacted] obtenu [redacted] 1998.

Afin de faire visiter [redacted] installations, l'AS Monaco invite enfants et parents pendant plusieurs jours [redacted] des hôtels luxueux [redacted] la principauté. L'entraîneur de l'AJ Auxerre, Guy Roux, n'hésite pas [redacted] se déplacer lui-même à la rencontre des familles. *« Je n'y* [redacted] *pas pour faire du cinéma »*, assure le Bourguignon, qui se souvient avoir rendu visite à six reprises [redacted] parents de Patrice Loko. Cela n'empêcha pas ce dernier [redacted] signer au FC Nantes.

Mais les clubs doivent aussi mettre [redacted] main [redacted] portefeuille. [redacted] promet [redacted] prendre en charge [redacted] billets de train ou d'avion, des polices d'assurance personnelle en cas [redacted] des meubles, des survêtements... *« Il arrive que* [redacted] *club trouve* [redacted] *emploi* [redacted] *père* [redacted] *garçon qui* [redacted] *au chômage »*, indique Dominique Bijotat, [redacted] responsable du centre [redacted] préformation [redacted] Châteauroux. *«* [redacted] *fois, nous* [redacted] *donné 65* [redacted] *francs [9 893 €]* [redacted] *parents d'un jeune joueur qui* [redacted] *intéressait parce* [redacted] *pavillon familial allait* [redacted] *saisi »*, raconte Guy [redacted].

Le principe [redacted] celui [redacted] l'offre [redacted] la demande : *« S'il y a dix clubs* [redacted] *un même garçon, on peut assister* [redacted] *véritables enchères »*, [redacted] désole André Mérelle, l'un [redacted] du [redacted] Clairefontaine. [redacted] parents [redacted] voient ainsi proposer [redacted] signer [redacted] « conventions » avec les clubs : y sont pré[redacted] les futurs [redacted] que [redacted]chera leur [redacted] au cours [redacted] formation [redacted] son premier contrat professionnel.

Si cela n'est [redacted] suffisant, des *« primes à la signature »* sont [redacted] gracieusement proposées. Il y a deux ans, pour enrôler un jeune talent originaire [redacted] Lilas (Seine-Saint-Denis), le PSG [redacted] offert *« moins de 100 000 francs [15 220* [redacted]*] à sa famille*, raconte Marc Collat, [redacted] responsable [redacted] formation. [redacted] *peut penser que les parents qui* [redacted] *amené leurs enfants* [redacted] *les stades* [redacted] *les week-ends pendant* [redacted] *années méritent* [redacted] *compensation. »* Ces indemnités [redacted] transfert qui n'en portent [redacted] le nom peuvent atteindre et [redacted] dépasser, dit-on, le demi-million [redacted] francs.

F. P.

Le championnat de France de football de D1

[illegible]

Monaco-Rennes	4-2
Lyon-Nantes	2-1
Bordeaux-Bastia	2-0
Lorient-Montpellier	1-1
Lens-Paris SG	2-1
Toulouse-Marseille	1-0
Strasbourg-Auxerre	remis
Sochaux-Le Havre	remis
Nancy-Metz	remis

[illegible]

	Rouges	Jaunes
1 Auxerre	0	39
2 Nantes	1	33
3 Lorient	1	37
16 Bordeaux	5	52
17 Lens	6	41
18 Bastia	11	69

CLASSEMENT

	Points	J.	G	N.	P	Diff.	Chgts	Séries
1 Bordeaux	52	24	16	4	4	+31	▲	GNGNG
2 Marseille	51	24	15	6	3	+22	▼	GNPGP
3 Lyon	41	23	11	8	4	+12	=	NGGGG
4 Monaco	38	23	11	5	7	+12	▲	PNGGG
5 Nantes	38	24	10	8	6	+6	▼	NG[redacted]
6 Rennes	37	24	10	7	7	0	▼	NNGNP
7 Montpellier	33	24	9	6	9	+4	=	GNGNN
8 Lens	32	24	9	5	10	−1	▲	GNPPG
9 Auxerre	31	23	8	7	8	+3	▼	PGNP−
10 Bastia	30	24	9	3	12	−8	▼	GNPPP
11 Paris SG	28	24	7	7	10	−1	=	PPPGP
12 Metz	28	23	7	7	9	−7	=	PGPG−
13 Strasbourg	25	23	5	10	8	−6	=	NPPN−
14 Nancy	24	23	6	6	11	−9	=	[redacted]PP−
15 Toulouse	24	24	5	9	10	−16	▲	PPGGG
16 Le Havre	22	23	5	7	11	−12	▼	PGNP−
17 Lorient	21	24	4	9	11	−18	=	GPNPN
18 Sochaux	17	21	3	8	10	−19	=	NNNP−

[illegible] 1 Bordeaux 51 buts • 2 Marseille 42 buts • 3 Montpellier 41 buts.

[illegible] 1 Bordeaux, Marseille 20 buts • 3 Lyon 21 buts.

[illegible] 1 Wiltord (Bordeaux) 17 buts • 2 Laslandes (Bordeaux) 14 buts • 3 Maurice (Marseille) 11 buts.

25e JOURNÉE : Jeudi 25 février : Montpellier-Monaco, Nantes-Bordeaux, Marseille-Strasbourg, Paris SG-Lyon. Vendredi 26 février : Bastia-Toulouse, Auxerre-Lens, Le Havre-Lorient, Rennes-Nancy, Metz-Sochaux.

TROIS QUESTIONS À...

MARIE-GEORGE BUFFET

1 Que pense la ministre de la jeunesse et des sports du départ d'un jeune footballeur français dans un club anglais ?

Qu'un jeune [redacted] quinze [redacted] soit acheté [redacted] un club professionnel [redacted] touche profondément. Ce commerce est une atteinte à l'éthique sportive. C'est d'autant plus inquiétant qu'il [redacted] s'agit pas d'un [redacted] isolé. [redacted] que dans la périphérie du football, [redacted] gens repèrent [redacted] jeunes talents [redacted] se [redacted] un [redacted] trafic.

2 Dans votre future loi d'orientation sur le sport, [redacted] aura-t-il un ou plusieurs articles visant [redacted] protéger la formation des footballeurs français ?

Oui. Je proposerai au Parlement deux dispositions essentielles. La pre[redacted] toute transaction commerciale sur [redacted] jeune sportif mineur. [redacted] mesure : un jeune sportif [redacted] d'un centre de formation devra signer [redacted] premier contrat professionnel [redacted] le club qui l'a formé. Cette disposition va donner un fondement juridique aux règles qui s'appliquent dans le sport français. Il s'agit [redacted] d'une sorte d'obligation de [redacted] la collectivité qui [redacted] d'importants moyens financiers et humains [redacted] formation. [redacted] objectif [redacted] préserver l'originalité d'une formation sportive unique [redacted] monde. De [redacted] manière, nous maintenons un lien structurel [redacted] une mission d'intérêt général [redacted] le sport professionnel. [redacted] clair, [redacted] gouvernement refuse [redacted] livrer le sport professionnel [redacted] seuls appétits financiers.

3 Ne risque-t-on pas de se heurter à la législation européenne, notamment au traité de Rome ?

Nous avons eu le même type de débat à propos de la loi sur le do[redacted]. Certains [redacted] disaient d'attendre, craignant qu'en se [redacted] la France ne se re[redacted] isolée en [redacted]. C'est exac[redacted] qui [redacted] produit. Si [redacted] voulons pas laisser s'instaurer un [redacted] d'enfants [redacted] voir nos centres [redacted] formation devenir des marchés d'approvisionnement des clubs les plus riches, il faut légiférer sans tarder. Jusqu'à [redacted] période récente, la logique qui prévalait en Europe [redacted] considérer [redacted] sport comme [redacted] marchandise, [redacted] clubs comme des entreprises, et la loi [redacted] la libre concurrence au-dessus des règlements sportifs. Aujourd'hui, cette vision a nettement reculé. Le contexte est favorable à une reconnaissance, au sein de la Communauté européenne, [redacted] spécificité du sport comme élément constitutif d'une culture, d'une identité, [redacted] citoyenneté.

Propos recueillis par Frédéric Potet

Marseille, surpris par Toulouse, abandonne la tête

LES GIRONDINS [redacted] Bordeaux ont repris la [redacted] du championnat de France de division 1. Grâce [redacted] un doublé [redacted] leur attaquant nouvellement international, Sylvain Wiltord, [redacted] joueurs d'Elie Baup ont battu Bastia (2-0), samedi 13 février, pour le compte de la 24e journée. Privés [redacted] leur meneur de jeu [redacted] Bernardia, alité, [redacted] Bordelais [redacted] tranquillement attendu la deuxième mi-temps pour imposer leur puissance. Avec dix-sept réalisations personnelles depuis le début du championnat, Sylvain Wiltord a accru son avance au classement des buteurs.

[redacted] Girondins ont profité, parallèlement, du faux pas de l'Olympique [redacted] Marseille chez l'un des [redacted] classés, le Toulouse FC. Dominés pratiquement [redacted] la rencontre, les Phocéens se [redacted] inclinés sur un penalty du vétéran portugais Oceano, trente-six [redacted] à un quart d'heure de la fin. Il s'agit de la quatrième victoire consécutive pour l'entraîneur Alain Giresse, revenu en Haute-Garonne après s'être [redacted] licencier du Paris-Saint-Germain. Cette perte de pouvoir de l'OM n'a pas été du goût de ses supporteurs : trois stadiers chargés de la surveillance du Stadium ont été blessés à la suite d'incidents provoqués par des Marseillais [redacted] fin de la rencontre.

OPTION POUR LYON

Derrière les deux [redacted], l'Olympique lyonnais a pris une option [redacted] troisième place, synonyme de qualification aux tours préliminaires [redacted] la Ligue [redacted] champions. Le club rhodanien, qui devait annoncer, lundi 15 février, un accord [redacted] partenariat économique [redacted] groupe de communication Pathé, [redacted] pris le [redacted] sur [redacted] FC Nantes (2-1) grâce à deux buts [redacted] son capitaine, Alain Caveglia.

Eliminé des deux coupes, l'OL devra désormais [redacted] méfier [redacted] Monaco. [redacted] l'autre match au sommet [redacted] week-end, les joueurs de la principauté ont enregistré leur troisième succès de suite en championnat [redacted] battant le Stade rennais (4-2). Le Nigerian Victor Ikpeba a inscrit deux buts. Successeur [redacted] Jean Tigana [redacted] la [redacted] l'équipe monégasque, Claude Puel avait aligné quatre joueurs [redacted] moins de vingt-deux [redacted] en [redacted] : Philippe Christanval, Jérôme Rodriguez, Da[redacted] Di Tommaso et Willy Sagnol.

En raison du froid et de la neige, trois matches ont dû [redacted] reportés, samedi : Strasbourg-Auxerre, Sochaux-Le Havre [redacted] Nancy-Metz. En déplacement à [redacted] les joueurs du Paris-Saint-Germain ont demandé à l'arbitre d'annuler la rencontre en raison du mauvais [redacted] de la pelouse du stade Félix-Bollaert, mais le match a été joué tout de même et [redacted] Parisiens l'ont perdu. Ironie du sort, [redacted] but de la victoire lensoise (2-1) a [redacted] inscrit par Nicolas Laspalles, qui portait [redacted] maillot du [redacted] il y a encore quelques semaines. Blessé [redacted] à un choc, [redacted] capitaine parisien Francis Llacer souffre d'un décollement de la plèvre et [redacted] indisponible pendant [redacted] semaines.

صورة من الأصل

Aux championnats du monde, le bob à quatre français est atteint par la grâce

Premier titre devant les Suisses et les Canadiens

UNE SECONDE et vingt centièmes : [redacted] piste de bobsleigh, *c'est énorme. Enorme comme* [redacted] victoire de l'équipage français dimanche [redacted] Cortina d'Ampezzo (Italie) dans le championnat du monde de bob à quatre. Pour son premier *titre mondial dans cette discipline*, le premier aussi [redacted] échapper aux Allemands et aux Suisses depuis trois décennies, le bob français piloté par Bruno Mingeon n'a [redacted] fait les *choses* [redacted] *moitié* : vainqueur des quatre manches, il [redacted] avalé la piste italienne d'une trajectoire souple [redacted] glissée, là où ses adversaires [redacted] faisaient chahuter [redacted] passaient [redacted] force.

Bruno Mingeon, [redacted] depuis plusieurs années comme l'un des meilleurs pilotes du monde et déjà médaillé de bronze avec les mêmes coéquipiers (Max Robert, Emmanuel Hostache [redacted] Eric [redacted] Chanony, [redacted] *formés à* [redacted] *de l'athlétisme*) lors des Jeux olympiques de Nagano (1998), [redacted] pu exprimer [redacted] la palette [redacted] son talent sur une piste qui lui convenait [redacted] merveille.

Cette victoire française [redacted] *tout* pour faire sensation. Elle couronne [redacted] démarche totalement atypique. Le bobsleigh est en France un sport [redacted] peu de pratiquants, [redacted] *seule et unique piste*, à La Plagne, construite en 1992 [redacted] l'occasion [redacted] d'Albertville, un intérêt quasi nul du public, [redacted] médias [redacted] sponsors. Rien ne le prédestinait à sortir un jour des rôles de figura[redacted]

[redacted] en 1994, à l'occasion [redacted] JO de Lillehammer, la [redacted] française des sports [redacted] glace (FFSG) manifeste un intérêt soudain pour cette discipline pratiquée par un nombre réduit de *nations et où* [redacted] donc sans doute plus abordables qu'ailleurs. « Nano » Pourtier, pionnier du [redacted] acrobatique [redacted] *mentor du champion olympique* Edgar Grospiron, vient [redacted] congédié par la fédération de ski. Il est mandaté par la FFSG pour une mission d'observation auprès du bob français.

En juin 1994, il prend la [redacted] des équipes de France de bob, un sport qu'il avoue ne pas connaître. [redacted] qualités [redacted] meneur d'hommes vont faire merveille. Il recrute un entraîneur italien, Ivo Ferriani, instaure une concurrence sans pitié parmi les athlètes, [redacted] opérations de détection, lance [redacted] partenariats technologiques... « [redacted] *progression ne relève* [redacted] *du miracle*, assure-t-il. *C'est le résultat d'une méthode, à base de rigueur et de travail, une méthode que la FFSG m'a laissé la totale* [redacted] *d'appliquer comme je l'entendais. J'ai pu m'entourer de techniciens expérimentés* [redacted] *gestion des hommes* [redacted] *l'équipe.* » Une équipe renforcée, au début de [redacted] saison 1999, [redacted] un kinésithérapeute [redacted] un préparateur physique italien.

« *Le budget annuel de l'équipe de France se* [redacted] *1,2* [redacted] *1,4 million de francs, l'équivalent* [redacted] *budget de fonctionnement d'un seul des* [redacted] *suisses* », souligne « Nano » Pourtier avec un soupçon de fierté. C'est l'opération commando par excellence : [redacted] moyens concentrés sur un [redacted] réduit et un ratio podiums/dépenses très [redacted] à la moyenne. L'équipe [redacted] France détient [redacted] vrai une source [redacted] plus-value [redacted] *négligeable* : *en* [redacted] Mingeon, elle possède [redacted] son [redacted] un homme [redacted] doigts sont [redacted]pables de [redacted] jaillir de l'or de [redacted] glace.

[redacted] **Van** [redacted]

Aux Mondiaux de Vail, Lasse Kjus a remis la polyvalence au goût du jour

Dans la station du Colorado, le Norvégien a gagné cinq médailles en cinq épreuves

Il est le vrai héros des championnats du monde ski *alpin. Médaille d'or en super-G et en géant,* médaille d'argent en descente, [redacted] slalom [redacted] combiné, Lasse Kjus, vingt-huit ans, a montré que la polyvalence avait encore du bon. Mais, pour être resté fidèle aux valeurs d'antan, le Norvégien n'en [redacted] pas moins adepte des méthodes « modernes » de préparation, qui lui ont valu d'avoir été contrôlé positif lors de la saison 1998-1999.

VAIL (Etats-Unis)
de nos envoyés spéciaux

SKI

Pour [redacted] *fois*, il [redacted] vraiment souri. Lui qui [redacted] être un supporteur inconditionnel de Buster [redacted] a même manifesté sa joie avec une exubérance presque latine. En devenant champion du monde [redacted] slalom géant, Lasse Kjus, vingt-huit ans, n'a [redacted] seulement empoché, vendredi 12 février, [redacted] deuxième titre [redacted] la quinzaine et sa quatrième *médaille* d'affilée, il a emporté « *la plus* [redacted] *victoire de sa carrière* ». Dimanche 14 février, il a laissé filé [redacted] slalom [redacted] 11 centièmes [redacted] seconde [redacted] profit [redacted] l'inattendu Finlandais [redacted] Palander. Son butin [redacted] cinq médailles *(deux d'or et trois d'argent)* [redacted] cinq épreuves [redacted] unique dans [redacted] annales du ski alpin. Il place [redacted] Norvégien au même niveau que Jean-Claude Killy [redacted] l'Autrichien Toni Sailer, *qui* [redacted] *disputaient toutefois* que trois épreuves à [redacted] époque (le classement du combiné [redacted] par addition [redacted] temps de la des[redacted] du slalom).

Lasse Kjus est [redacted] plutôt timide. C'est skis [redacted] pieds qu'il préfère exprimer sa puissance, extérioriser [redacted] tempérament et afficher [redacted] vo[redacted] Il est l'actuel meilleur produit d'exportation [redacted] système de formation des champions norvégiens [redacted] au point au [redacted] années 80. Sa philosophie [redacted] sur [redacted] qu'on pourrait appeler la « *périodisation* [redacted] *l'entraînement* » sur un cycle de quatre années : *dominante polyvalence sportive* [redacted] première année, [redacted] ensuite, puissance [redacted] individualisation plus poussée enfin. Selon le Slovène Ales Gartner, l'un des entraîneurs-clefs [redacted] l'organigramme norvégien, « *le but de la préparation physique est de faire des* [redacted] *capables* [redacted] *tenir toute la saison et sur* [redacted] *fronts, le travail technique et spécifique sur neige peut ensuite être individualisé* ».

[redacted] Kjus a été [redacted] quelque sorte « *programmé* » [redacted] « *formaté* » pour être un champion [redacted] *temps, toute* neige, tout-terrain, [redacted] discipline. Que [redacted] Norvégien introverti, monolithique [redacted] effervescence soit l'athlète de référence des championnats du monde est conforme à l'évolution du [redacted] alpin de compétition. Et que ses exceptionnelles performances et sa sta[redacted] impressionnante [redacted] soupçons [redacted] dopage [redacted] malheureusement aussi à l'époque...

[redacted] président [redacted] la Fédération internationale de [redacted] (FIS), Gian-Franco Kasper, n'élude pas la question : « *Certes, Lasse Kjus* [redacted] *été contrôlé positif à* [redacted] *mais il* [redacted] *fourni* [redacted] *certificat médical* [redacted] *disculpant.* [redacted] *dopage qui ont suivi* [redacted] *fait le tour de la presse mondiale.* [redacted] *proviennent d'un* [redacted] *ticle autrichien destiné à* [redacted] *l'équipe norvégienne. Jusqu'à preuve du contraire, pour moi, il n'y a* [redacted] *d'affaire* [redacted] *Kjus.* »

[redacted] organisateurs, dont l'objectif était [redacted] proposer « *la dernière grande fête du siècle* », ont pu tranquillement privilégier [redacted] qualité technique d[redacted] épreuves [redacted] le choix *de terrains suffisamment sélectifs* pour qu'émergent les meilleurs. Objectif atteint : Lasse Kjus, bien sûr, [redacted] son compatriote Kjetil-André Aamodt, les Autrichiens Hermann Maier, Hans Knauss, [redacted] Mayer, Alexandra Meissnitzer, Anita Wachter, [redacted] Götschl, [redacted] encore [redacted] Pernilla Wiberg, figurent [redacted] palmarès, [redacted] *plus* [redacted] *logique sportive.*

PEU DE SURPRISES

Le public américain, si jovial et bruyant, [redacted] sûrement [redacted] plus de sensations [redacted] l'image [redacted] victoires en slalom de l'Australienne Zali Steggall et du Finlandais Kalle Palander. [redacted] skieurs [redacted] haut niveau, pour peu qu'on leur offre [redacted] préparations [redacted] profils [redacted] pistes sélectifs, démontrent alors un savoir-faire [redacted] impressionnant, qui laisse peu [redacted] place aux surprises. [redacted] Kjus-Maier, la domination [redacted] descendeuses autrichiennes, les deux slaloms *géant et la* [redacted] *messieurs* [redacted] morceaux de choix du bon millésime 1999.

A l'heure de [redacted] spécialisation à outrance, il [redacted] amusant [redacted] ter que la polyvalence, [redacted] vertu originelle du [redacted] alpin, s'impose [redacted] comme [redacted] tendance à suivre. Une vérité que devront prendre en compte les dirigeants, entraîneurs et skieurs français qui présentent un [redacted] plus que décevant : une médaille de bronze avec [redacted] en combiné, la [redacted] place [redacted] Suchet [redacted] descente, la [redacted] d'Yves Dimier [redacted] combiné, la [redacted] pour Leila Piccard en géant et la 10e pour R[redacted]haël Burtin dans le géant.

Les absences, entre autres, de Régine Cavagnoud, Jean-Luc Crétier et Nicolas Burtin ne peuvent suffire à expliquer le manque de prése[redacted] *français* [redacted] *l'impitoyable* bagarre du haut niveau. Manque de fond technique ? Insuffisance de puissance physique ? Faiblesse psychologique ? Abse[redacted] moyens financiers ? Malchance ? [redacted] réduit [redacted] qualité [redacted] quantité ? [redacted] national pour [redacted] ? [redacted] questions, [redacted] légitimes, [redacted] leurs réponses embryonnaires se retrouvent plus ou moins [redacted] responsables fédéraux.

« *Nos athlètes skient bien mais* [redacted] *n'ont pas la* [redacted]*re du haut niveau,* constate, désabusé, Jean-François Saurin, [redacted] technique national, qui se [redacted] comme il peut [redacted] un brin de [redacted] *C'est l'an*[redacted] *tous* [redacted] *changements : l'Italie, l'Allemagne* [redacted] *les Etats-Unis reviennent* [redacted] *La France* [redacted] *au moins le privilège* [redacted] *figurer au ta*[redacted] *d'honneur.* »

Gilles Chappaz et Paul Miquel

Treize médailles pour l'Autriche

Avec les cinq médailles de Lasse Kjus, la Norvège est deuxième au [redacted] **des médailles (trois d'or, quatre d'argent, cinq de** [redacted] **mais la première place revient** [redacted] **l'Autriche (cinq d'or, trois d'argent et cinq de bronze). Dans deux épreuves féminines, le super-G et la des**[redacted] **les** [redacted] **ont réussi le triplé. Autrichiens et** [redacted] **se partagent vingt-deux des trente médailles** [redacted] **jeu. La Suède avec deux médailles, dont une d'or, finit troisième. La France, pour sa** [redacted] ***un résultat décevant et doit se contenter de la seule*** **médaille en bronze obtenue par Florence Masnada dans le combiné.**

TROIS QUESTIONS À...

BERNARD CHEVALIER

1 L'équipe de [redacted] **revient des championnats du monde avec *une médaille de bronze, gagnée* par Florence** [redacted] **dans le** [redacted] **En tant que président** [redacted] **française** [redacted] **ski, que** [redacted] **inspire ce bilan ?**

Je suis d'abord très déçu, no[redacted] nos slalomeurs [redacted] *nous étions persua*[redacted] que Pierrick Bourgeat ou Sébastien Amiez ramèneraient une médaille. Mais, d'une manière générale, je crois qu'il faut prendre [redacted] *compte notre manque de* chance. Aucune équipe ne peut se permettre [redacted] perdre trois de ses [redacted] comme [redacted] l'avons fait. Les blessures de Régine Cava*gnoud, Jean-Luc Crétier* [redacted] Burtin nous [redacted] fatales.

2 Comment expliquez-vous, *justement*, le *nombre* [redacted] **de** [redacted] **dont les skieurs français** [redacted] **victimes ?**

Difficile [redacted] savoir mais, [redacted] risque de [redacted] répéter, je crois que *la part* [redacted] *malchance* a [redacted] déterminante. Peut-être [redacted] Français [redacted] plus « fragiles » [redacted] compétiteurs. Il faudra affiner l'analyse, mais [redacted] peut d'ores et [redacted] que la préparation physique n'a pas [redacted] suffisamment *adaptée* [redacted] *chaque individualité.* Il faudra sérieusement réfléchir [redacted] ce problème dans un proche avenir.

3 [redacted] **Bourgeat** [redacted] **Raphaël Burtin incarnent** [redacted] **la relève du ski alpin français. Où sont** [redacted] **autres ?**

Nos équipes en juniors en Coupe d'Europe marchent relativement bien, [redacted] on arrive [redacted]tainement [redacted] un changement de *générations. C'est assez clair à* [redacted] filles et [redacted] garçons. On doit maintenant accepter cette situation et assimiler ce phénomène pour continuer à être *pointilleux dans* [redacted] *sélections nationales*. Pour cela, il [redacted] fallait piocher que dans [redacted] quinze premiers mondiaux pour constituer l'équipe [redacted] France [redacted] champion[redacted] du monde. C'est [redacted] que [redacted] fait. Je pense que nous [redacted] *raison. Cela n'aurait ser*[redacted] à rien d'envoyer [redacted] jeunes [redacted] casse-pipe. Cette politique est [redacted] volonté [redacted] qui [redacted] petit [redacted] petit [redacted] mettre [redacted] place pour les *juniors, car, hélas,* [redacted] disposerons jamais d'un vivier de jeunes skieurs talentueux, [redacted] c'est le [redacted] Autriche.

Propos recueillis par Paul Miquel

L'or des slaloms échappe aux grandes puissances

VAIL (Etats-Unis)
[redacted] *envoyé spécial*

Sur [redacted] pistes [redacted] Vail, les skieurs le répétaient [redacted] *l'envi : pendant* [redacted] *championnats du monde*, tout [redacted] possible. Contrairement [redacted] la Coupe du monde où chaque épreuve compte pour [redacted] classement final, les résultats [redacted] Mondiaux [redacted] parfois imprévisibles [redacted] ils se jouent sur « *une* [redacted] *d'un jour* ». *Pourtant à Vail, jusqu'aux ultimes épreuves,* le duel austro-norvégien a plus ou moins travesti les statistiques habituelles. Mais, [redacted] deux slaloms qui ont clôturé [redacted] épreuves, le Finlandais [redacted] Palander [redacted] l'Australienne Zali Steggall [redacted] finalement créé la surprise en prouvant qu'ils avaient un [redacted] aigu [redacted] l'acuité historique.

Dimanche 14 février, l'intrépide Kalle Palander a donc imposé l'extrême agressivité de son style pour ravir la médaille d'or au Norvégien [redacted] Kjus. « *Pendant la première manche, je pensais finir dans* [redacted] *cinq premiers*, a-t-il remarqué. *Quand je me suis élancé pour la seconde manche, je pensais que je pouvais finir sur* [redacted] *podium. Et, juste* [redacted] *l'arrivée, j'ai enfin* [redacted] *à la médaille d'or.* »

EFFORTS SUR LE SKI ALPIN

Grâce [redacted] *couronne mondiale,* [redacted] Palander devient le premier Finlandais [redacted] remporter un titre majeur dans une discipline alpine alors que [redacted] pays [redacted] plus habitué [redacted] médailles en ski nordique. Influencée par sa voisine norvégienne, la Fédération finlandaise de ski – comme [redacted] Suède, d'ailleurs – semble avoir décidé de porter [redacted] efforts [redacted] *l'alpin*.

Chez [redacted] dames, samedi 13 février, [redacted] surprise a [redacted] par [redacted] victoire de l'Australienne Zali Steggall. Le marsupial skieur qui orne le sympathique écusson [redacted] *l'équipe* [redacted] *ski australienne a gagné un* [redacted] après [redacted] médaille [redacted] bronze déjà acquise [redacted] Jeux olympiques de Nagano l'an passé par la même skieuse. Au terme d'une [redacted] conde manche d'anthologie, l'Australienne, âgée de vingt-quatre ans, [redacted] *joliment coiffé* [redacted] *ses* adversaires.

La [redacted] Zali Steggall [redacted] su profiter du [redacted] réa[redacted] par son entraîneur autrichien, Helmut Spiegel, pour déployer un [redacted] à la fois fluide et offensif. « *Zali Steggall* [redacted] *slalomeuse du vertige qui possède un* [redacted] *extrême* [redacted] *l'équilibre* [redacted] *incroyable capacité* [redacted] *concentration sur des longues distances,* explique [redacted] entraîneur. *En plus, elle aime* [redacted] *neige dure* [redacted] *les pentes raides. C'est* [redacted] *raison pour laquelle j'ai utilisé* [redacted] *fond la verticalité du mur final...* [redacted] *où plusieurs* [redacted] *skieuses* [redacted] *échoué.* »

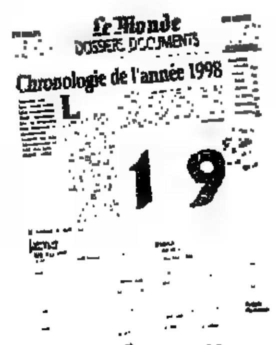
Zali Steggall devient la première Australienne [redacted] décrocher une médaille d'or [redacted] championnats du monde. Grâce [redacted] des parents nomades, [redacted] jeune femme a passé dix années de son enfance [redacted] Morzine, où elle a découvert [redacted] neige [redacted] surtout l'amour du ski de compétition. « *Avant* [redacted] *m'aligner* [redacted] *Vail, j'ai tout fait pour arriver* [redacted] *meilleur niveau*, a-t-elle expliqué. *Dans la cabane, avant de m'élancer, j'ai entendu le public qui applaudissait* [redacted] *Wiberg. J'ai alors compris qu'elle était* [redacted] *qu'il fallait que je réussisse* [redacted] *parfaite.* »

En toute simplicité, elle a effectué le meilleur parcours, devançant [redacted] 8 dixièmes [redacted] seconde la Suédoise Pernilla Wiberg (argent) [redacted] la jeune Norvégienne Trine Bakke (bronze), alors que [redacted] première Française, Florence Masnada, ne pointe qu'à la quatorzième place.

Pa. M.

Le Monde
DOSSIERS DOCUMENTS
au sommaire du numéro de février

Retraites
[redacted] 1999 *marquera-t-elle* [redacted] dernier inventaire sur les retraites avant d'inéluctables réformes ? [redacted] Rocard, Balladur et [redacted] s'est attelé à la tâche.



Chronologie de l'année [redacted]
Revivez mois après mois les principaux événements de l'année passée.

Plus : Les Clés de l'info
4 pages pour décoder l'actualité

Salt Lake City salit l'image des Jeux de Sydney

Mis en cause par la commission d'éthique américaine, Phil Coles, membre du Comité international olympique, a dû démissionner du comité d'organisation des JO de 2000

L'ancien canoétiste Phil Coles, aujourd'hui membre du Comité international olympique (CIO), est cité dans le rapport d'enquête réalisé par le Comité d'éthique des Jeux olympiques d'hiver de Salt Lake City (2002). On lui reproche d'avoir bénéficié de quatre voyages aux Etats-Unis, notamment un pour assister au Super Bowl, la finale du championnat professionnel [redacted] football américain, alors que le règlement du CIO n'autorise qu'une seule visite dans les villes candidates. Homme portant plusieurs [redacted] quettes, Phil Coles a dû [redacted] quitter son poste [redacted] d'organisation des Jeux olympiques de Sydney (2000). Son nom [redacted] associé à d'autres affaires. [redacted] australienne a [redacted] que sa compagne [redacted] employée dans [redacted] de [redacted] luxe travaillant pour des membres de comités olympiques [redacted] des parraineurs étrangers.

AUCKLAND (Nouvelle-Zélande)
de [redacted] correspondante

Ancien sélectionné olympique de canoë, pilier du milieu sportif australien, membre du Comité olympique international (CIO) ain[redacted] que du Comité d'organisation des Jeux olympiques [redacted] Sydney (Socog), Philip Coles [redacted] aujourd'hui dans l'oeil du cyclone. L'homme n'a [redacted] eu d'autre choix que de renoncer [redacted] fonctions [redacted] de l'organisation [redacted] Jeux [redacted] Sydney lorsque [redacted] rapport sur [redacted] candidature [redacted] Salt [redacted] City révéla qu'il avait, lui aussi, [redacted] bénéfices que lui procure [redacted] fonction olympique. [redacted] document, rédigé par le [redacted] d'éthique [redacted] City, indique [redacted] familles [redacted] Philip [redacted] son collègue [redacted] Guatemala, Willy Kaltschmitt Lujan, [redacted] de quatre déplacements aux Etats-Unis.

Un [redacted], organisé [redacted] tour [redacted] Super [redacted] finale du championnat [redacted] cain), aurait [redacted] City 20 [redacted] dollars (17 [redacted] €). Depuis [redacted] 1994, [redacted] du [redacted] supposés n'effectuer qu'une seule [redacted] par [redacted] candidate. En outre, [redacted] aux membres du [redacted] ne [redacted] plus [redacted] 150 dollars (132 €). Phil [redacted] ces accusations « *fallacieuses* », blâmant [redacted] « *comportement immoral* » des auteurs du rapport. Volant au secours de son collègue de « [redacted] », le représentant guatémaltèque a [redacted] « *Ils nous* [redacted] *emmenés* [redacted] *Super Bowl. Nous n'avons rien* [redacted] *Notre plus grosse* [redacted] *fut sans doute d'accepter.* »

A soixante-sept ans, bien que Phil Coles soit plutôt perçu comme honnête, l'ancien champion n'en est pas à sa première polémique. Il y a [redacted] mois, il [redacted] de démissionner d'un poste de « conseiller olympique » auprès d'un [redacted] embar[redacted] par [redacted] *l'Aus[redacted] Financial* [redacted] dénonçant un flagrant [redacted] d'intérêts.

EXTRAVAGANCES

Dimanche, un [redacted] quotidien australien, [redacted] *Herald*, [redacted] que la compagne de M. Coles, Patricia Rosenbrock, par [redacted] consul honoraire du Guatemala, [redacted] pour le [redacted] Sydney d'une [redacted] de [redacted] Jet Set Sport, dont [redacted] clients [redacted] le Comité olympique américain [redacted] plusieurs comités olympiques européens.

Avant que n'éclate cette nouvelle affaire, le [redacted] avait indiqué qu'il allait falloir faire la part des choses [redacted] membre clairement [redacted] rompu et un membre, comme Phil Coles, s'étant [redacted] certaines extravagances peu conformes [redacted] l'esprit olympique. [redacted] toutefois la première fois, depuis le début du scandale qui a en[redacted] la candidature américaine pour [redacted] Jeux d'hiver [redacted] 2002, qu'un Australien est cité. La révélation [redacted] été particulièrement mal reçue du ministre [redacted] Jeux olympiques [redacted] du Sud, [redacted] président [redacted] Socog, Michael Knight, qui [redacted] « *aussi impatient que vous [les médias] d'entendre les explications* [de Phil Coles] ».

Sydney s'inquiète [redacted] nouvel élément qui [redacted] forcément porter préjudice [redacted] l'image [redacted] JO, prévus [redacted] septembre 2000. Déjà fin janvier, l'un [redacted] membres du comité de candidature avoua avoir promis de l'argent [redacted] membres [redacted] du CIO, [redacted] la [redacted] Sydney l'emportait. Et ce, [redacted] la veille [redacted]. Le [redacted] *février*, [redacted] approuvé une enquête indépendante [redacted] Sydney. *Phil Coles n'a* [redacted] *participé* [redacted] réunion. Il [redacted] malade.

Mais [redacted] signe le plus inquiétant pour Sydney [redacted] sans [redacted] Holden. Le constructeur automobile australien qui apporte, [redacted] on, 30 millions [redacted] australiens (18,3 millions d'euros) [redacted] véhicules, s'est décla[redacted] d'une future [redacted] autour des JO. [redacted] Socog doit [redacted] trouver 200 millions [redacted] (122 millions d'euros) [redacted] sponsoring.

Les doutes d'un sponsor olympique

La société sud-coréenne de matériel électronique Samsung s'interroge sur la pertinence de son partenariat olympique depuis que [redacted] de corruption [redacted] internationale olympique (CIO) et pourrait bien se retirer. « *Nous devons prendre connaissance* [redacted] *conclusions des différentes enquêtes* [redacted] *de prendre* [redacted] *décision* », [redacted] expliqué Kim Se-hun, président de la firme, lundi 15 février, dans un entretien au quotidien australien *Sydney Morning Herald*. Samsung, qui appartient au premier cercle des partenaires [redacted] CIO, au même titre que Coca-Cola ou Visa, [redacted] apporté 50 millions de dollars (43,5 millions d'euros) sur quatre ans. Il y a quelques jours, la compagnie d'assurances américaine [redacted] Hancock, autre partenaire olympique de taille, a annoncé qu'elle ne ferait plus figurer les anneaux olympiques aux *côtés* [redacted] son logo tant que les soupçons de corruption persisteraient.

Florence de Changy

Le Finlandais Tommi Makinen devance l'Espagnol Carlos Sainz au Rallye de Suède

DÉJÀ VAINQUEURS du Rallye Monte-Carlo, les Finlandais Tommi Makinen [redacted] Mannisenmaki (Mitsubishi) se [redacted] adjugé, dimanche 14 février, [redacted] 48e édition du Rallye [redacted] Suède, deuxième épreuve de la saison. Sous des conditions climatiques plutôt clémentes, le triple champion du monde [redacted] des [redacted] spéciales (*Le Monde* daté 14-15 février), [redacted] devance l'équipage espagnol Sainz-Moya (Toyota). Au classement du championnat du monde des pilotes, Tommi Makinen conforte [redacted] place de leader (20 points), [redacted] Français Didier Auriol (Toyota) qui, [redacted] 13 lon[redacted] partage [redacted] dauphin avec le Finlandais Juha Kankkunen (Subaru).

DÉPÊCHES

■ **ATHLÉTISME : l'Ethiopien Haile [redacted] a battu [redacted] record du monde du [redacted] 000 m [redacted] salle, dimanche 14 février, en** [redacted] min 50 s 38 au meeting [redacted] Birmingham. Le précédent [redacted] depuis le 19 février 1998 par le Kényan [redacted] Komen (12 [redacted] s 48).

■ **FOOTBALL : la Lazio [redacted] bissée [redacted] tête du championnat [redacted]**, grâce [redacted] nul [redacted] à *Cagliari* (0-0), dimanche 14 [redacted] la 21e journée. Au [redacted] devancent, [redacted] la faveur d'une meilleure [redacted] rence de buts, la Fiorentina qui s'est inclinée à Udinese (1-0).

■ **Saint-Etienne renforce sa place en tête du championnat** [redacted] France de D2, après sa victoire à Wasquehal (3-1), [redacted] 13 février lors de la 27e journée. Le terrain [redacted] étant gelé, Troyes, son dauphin à sept points, [redacted] été contraint [redacted] l'inactivité [redacted] à [redacted]

■ ***JUDO* : au Tournoi de [redacted]**, qui s'est [redacted] février, le seul titre des Français a été [redacted] té [redacted] Ferrid [redacted] (– [redacted] kg). Une médaille d'argent et [redacted] places complètent [redacted] tableau.

■ **RUGBY : l'US Dax, [redacted] deaux et Biarritz**, respectivement vainqueurs [redacted] (32-14), Montferrand (44-13) et Narbonne (27-6), ont assuré leur qualification pour [redacted] deuxième phase du championnat de France, lors [redacted] la 13e journée, disputée samedi 13 [redacted] 14 [redacted]

■ **[redacted] le Français Jérôme Golmard [redacted] gagné dimanche 14 fé[redacted] son premier [redacted]** en s'impo[redacted] tournoi [redacted] Dubaï, face à l'Allemand Nicolas [redacted] (6-4, 6-2).

■ **LOTO : [redacted] tirages n° 13 [redacted] 13 février. Premier tirage** : 7, 9, 10, 22, 34, 37 ; *numéro complémentaire* : 16. **Rapports pour 6 numéros** : 2 531 [redacted] F ([redacted] €) ; [redacted] numéros [redacted] complémentaire : 41 595 F (6 341 €) ; 5 numéros : 4 915 (749,28 €) ; 4 numéros et [redacted] complémentaire : [redacted] F (33,84 €) ; 4 numéros : 111 F (16,92 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 24 F (3,65 €) ; 3 numéros : 12 F (1,82 €). **Second tirage** : 3, 10, 20, 27, 45, 46 ; numéro complémentaire : 1. 6 numéros : 16 192 [redacted] F (2 [redacted] 576 €) ; 5 numéros [redacted] le complémentaire : 71 670 F (10 926 €) ; 5 numéros : 7 620 F (1 161,66 €) ; 4 *numéros et le* complémentaire : 314 F (47,86 €) ; 4 numéros : 157 F (23,93 €) ; [redacted] numéros et [redacted] complémentaire : [redacted] F (4,57 [redacted] numéros : 15 F (2,28 €).

Marie-Louise Bévis, championne de France et RMiste

LIÉVIN
de notre envoyé spécial

L'athlétisme n'aime pas l'illusion. Il lui pré[redacted] justesse [redacted] Par principe. [redacted] champions le [redacted] Et ils apprennent très jeunes à se méfier des mirages. Longtemps, Marie-Louise Bévis en a accepté [redacted] règle. Aujourd'hui, elle n'y croit plus. « *J'ai* [redacted] *mon* [redacted] *d'épreuves, j'ai connu* [redacted] *galères,* [redacted] elle avec douceur, dimanche 14 février, [redacted] soir des championnats de France en salle au stade couvert de Liévin. *J'espère seulement maintenant que mon* [redacted] *toire servira aux autres athlètes.* »

ATHLÉTISME

Son histoire ? Un mauvais film. Spécialiste du 400 m, cette jeune fille au regard timide [redacted] patiemment escaladé le sommet de cette discipline, dans l'ombre immense de Marie-José [redacted]. En 1996, elle gagne son billet pour les Jeux d'Atlanta, mais reste bloquée [redacted] la porte. « *J'étais remplaçante au 4 × 400 m* », se souvient-elle. L'année suivante, Marie-José Pérec change de couloir [redacted] se concentre sur le 200 m. Marie-Louise Bévis en profite. Un premier titre national en salle, l'hiver, puis un autre l'été, en plein air. « *J'ai tout gagné cette année-là* », raconte-t-elle avec fierté.

A l'époque, l'athlétisme suffit à remplir son existence. Elle vit de ses primes, d'une aide versée par [redacted] au titre de la préparation olympique et de quelques contrats. Un début d'aisance matérielle, pas encore la fortune. Mais Marie-Louise Bévis n'a pas besoin de plus. Elle est athlète professionnelle. Du moins veut-elle le croire.

« J'AI VU LE REGARD DES GENS CHANGER »

La suite ? Elle en parle avec peine. En 1998, un virus se glisse dans sa foulée et la laisse sur le flanc. « *Certains jours, j'étais si faible que je m'écroulais dans le métro*, raconte-t-elle. *Et il fallait m'emmener aux urgences.* » Sa saison estivale n'y survit pas. Il lui faut renoncer à [redacted] la [redacted] compétition. Et [redacted] gner [redacted] voir son nom disparaître des bilans. Faute de résultats, ses revenus s'effritent. Elle rogne sur tout, abandonne son appartement pour une chambre dans un foyer, visite les assistantes sociales. « *J'aurais bien aimé trouver* [redacted] *emploi*, dit-elle, *mais je n'ai pas la moindre formation. J'ai arrêté mes études après* [redacted] *BEP. Et je n'ai jamais vraiment jamais travaillé. Du coup, je n'avais même pas droit aux Assedic.* » Parfois, il lui [redacted] l'aide de ses proches pour ne pas sombrer dans la misère. Son entraîneur paye souvent le loyer.

Elle [redacted] à sa faim. « *Je n'avais plus* [redacted] *contrat d'équipement sportif*, raconte-t-elle. *J'étais obligée de payer moi-même mes chaussures et mes survêtements. J'ai même porté* [redacted] *affaires de Marie-José Pérec.* [redacted] *bonnes copines, elle m'a donné un coup de main.* » A force de démarches, [redacted] Bévis obtient finalement de toucher le RMI. Un début d'embellie. « *Mais j'ai vu le regard des gens changer*, dit-elle. *Quand je racontais* [redacted] *histoire, mes* [redacted] *eux-mêmes ne me croyaient pas.* [redacted] *championne de France* [redacted] *leur semblait impossible.* »

Aujourd'hui, la jeune femme [redacted] retrouvé [redacted] Et, surtout, son quoti[redacted] l'épargne [redacted] pire. Elle [redacted] cie depuis [redacted] fin [redacted] l'année passée, grâce [redacted] service social [redacted] Fédération française d'athlétisme, d'un contrat emploi-solidarité [redacted] Salaire : [redacted] mensuels. [redacted] nouveau club, [redacted] CA Montreuil, lui donne un coup de main pour payer son loyer. Et elle a conservé l'acquis d'une aide [redacted] la préparation olympique : une bourse [redacted] 9 000 francs par an, versée en deux fois.

[redacted] histoire, [redacted] Bévis [redacted] exemplaire. « [redacted] *carrière d'athlète est fragile*, avoue-t-elle. [redacted] *se* [redacted] *au sommet, mais* [redacted] *peut s'écrouler.* » En France, ils sont une dizaine [redacted] vivre [redacted] de [redacted] Les autres prient le [redacted] la [redacted] ne [redacted] jamais se mettre en travers de [redacted]

[redacted] Mercier

Le peloton cycliste professionnel demande que l'on laisse « du temps au temps »

MARSEILLE
de [redacted] envoyé spécial

« *C'est pour parler* [redacted] *sport au moins ?* » L'interrogation [redacted] peine [redacted] exigence. Formulée [redacted] Frédéric Moncassin, [redacted] coureur français [redacted] l'équipe Crédit agricole, elle résume l'état d'esprit [redacted] ce [redacted] saison [redacted] cyclistes professionnels. A [redacted] le petit monde du vélo, on aurait que trop parlé [redacted] problèmes [redacted] dopage depuis [redacted] « *Les gars* [redacted] », souligne [redacted] Madiot, [redacted] directeur sportif [redacted] l'équipe [redacted] la Française [redacted] jeux. « *Les coureurs disent : maintenant parlons* [redacted] », confirme son homologue [redacted] l'équipe du [redacted] agricole, Roger Legeay.

CYCLISME

On ne saurait cependant [redacted] ner aussi aisément [redacted] page [redacted] celle-là. [redacted] fait, [redacted] Tour méditerranéen, qui [redacted] achevé, dimanche [redacted], avec [redacted] victoire [redacted] Rebellin (Polti), le « séisme » de 1998 revenait plus qu'à [redacted] tour [redacted] conversations. Hein Verbruggen, [redacted] président [redacted] l'Union cy[redacted] internationale (UCI), [redacted] même jugé bon [redacted] se déplacer [redacted] prendre la température du peloton. Il aura certainement pu [redacted] que [redacted] ont [redacted] « *coup* [redacted] », comme [redacted] souligne Stéphane Heulot, [redacted] reur [redacted] la Française [redacted] jeux.

Mais, en ce début de saison, un [redacted] revient sur [redacted] les [redacted] : suivi [redacted] longitudinal. Trois [redacted] pour résumer la [redacted] biologiques auxquels les coureurs professionnels [redacted] se [redacted] quatre [redacted] l'an. Décrétée [redacted] en place [redacted] France par la [redacted] tion de cyclisme (FFC), cette mesure serait, à écouter [redacted] et directeurs sportifs, [redacted] garantie d'une [redacted]

« C'EST BIEN [redacted] NOUS »

« [redacted] *n'y* [redacted] *pas d'alternative* », ajoute Stéphane Javalet, [redacted] sportif [redacted] l'équipe [redacted] « *C'est* [redacted] *pour* [redacted] », assure Emmanuel Magnien [redacted] Française [redacted] jeux. La [redacted] partir [redacted] nouvelles bases trouve-t-elle d'ores et [redacted] une traduction sur les routes ? Il y [redacted] quelques petits signes. « *Cela roule aussi vite mais moins longtemps* », note [redacted] Guillaume, relevant que « *tout le monde joue* [redacted] *jeu dans* [redacted] *équipes françaises,* [redacted] *grand soulagement du plus grand nombre* ».

Mais, [redacted] l'avis général, [redacted] pre[redacted] du comportement du peloton ne pourra venir que plus [redacted] la saison. Sans [redacted] après [redacted] classiques. « [redacted] *faut laisser* [redacted] *temps au temps, laisser le temps* [redacted] *poser* [redacted] *nouvelles fonda*[redacted] *puis voir à uniformiser* [redacted] *réglementations d'un pays* [redacted] *l'autre* », [redacted]

Le [redacted] savoir [redacted] ce suivi longitudinal [redacted] risque [redacted] un [redacted] facilement brandi, [redacted] changement des comportements. En tablant notamment [redacted] peut se poser la question à voir [redacted] de sang [redacted] cyclistes après la publication, voici [redacted] semaines par [redacted] quotidien *Libération*, des premiers [redacted] des pre[redacted] contrôles : ceux-ci [redacted] apparaître un taux [redacted] anormalement élevé dans le [redacted] d'une grande proportion d'athlètes, pouvant [redacted] prises d'EPO.

« *Les* [redacted] *n'ont pas supporté de voir* [redacted] *résultats dévoilés comme cela* [redacted] *l'amalgame,* [redacted] *dopés, qui a* [redacted] *fait* », explique Jean-Claude Ducasse, président [redacted] l'Union [redacted] cyclistes professionnels, qui [redacted] avoir porté plainte [redacted] X. « *C'est un* [redacted] *un temps donné. C'est dans le temps* [redacted] *l'on verra si* [redacted] *anomalies sont inquiétantes* », considère pour sa part Gérard Guillaume, qui souligne que « *tout cela justifie bien les* [redacted] *de suivi qui ont été prises* ». De toute façon, comme le résume Stéphane Heulot, [redacted] désormais [redacted] conscients que « *c'est notre avenir personnel que l'on joue* [redacted] ».

Philippe Le Cœur

L'Italien Davide Rebellin de bout en bout

Un vent [redacted] soufflé sur le Tour méditerranéen. Non que [redacted] rattrapé le peloton, même [redacted] fouille par la police de [redacted] l'équipe italienne Lampre le 8 février, [redacted] un [redacted] (Alpes-Maritimes), [redacted] pu laisser penser le [redacted] Si le peloton a [redacted] malmené, c'est [redacted] un mistral [redacted] glacial. [redacted] qui [redacted] pas empêché [redacted], tel [redacted] Guillaume Auger [redacted] Auber) le 12 février [redacted] mas. Mais [redacted] du nord, souvent défavorable, [redacted] permis [redacted] l'Italien Davide Rebellin (Polti) de ne [redacted] réellement inquiété par ses [redacted] plus dangereux et [redacted] conserver [redacted] bout en [redacted] son maillot [redacted] leader conquis [redacted] premier jour [redacted] mont Faron, au[redacted] de Toulon. Vainqueur en 1998 [redacted] Trois [redacted] du Tour de [redacted], Davide Rebellin, 27 [redacted] adjugé [redacted] Grand Prix [redacted] et la [redacted] San Sebastian en 1997, et a fini [redacted] du Tour d'Italie [redacted]

Le Monde
interactif
http://www.lemonde.fr
« L'actualité du sport au quotidien. »

Beaucoup de grisaille

MARDI, l'air froid et [redacted] qui recouvrait le pays ces derniers jours [redacted] remplacé par des [redacted] d'air humides et plus douces. Le risque de neige ou de verglas, encore présent [redacted] début de journée dans l'Est, disparaît rapidement en plaine.

Bretagne, pays de loire, Basse-Normandie.– Près de la Manche, après une matinée compromise par le crachin, l'après-midi [redacted] entrevoir de belles [redacted] Les températures sont de l'ordre de 7 à 10 degrés.

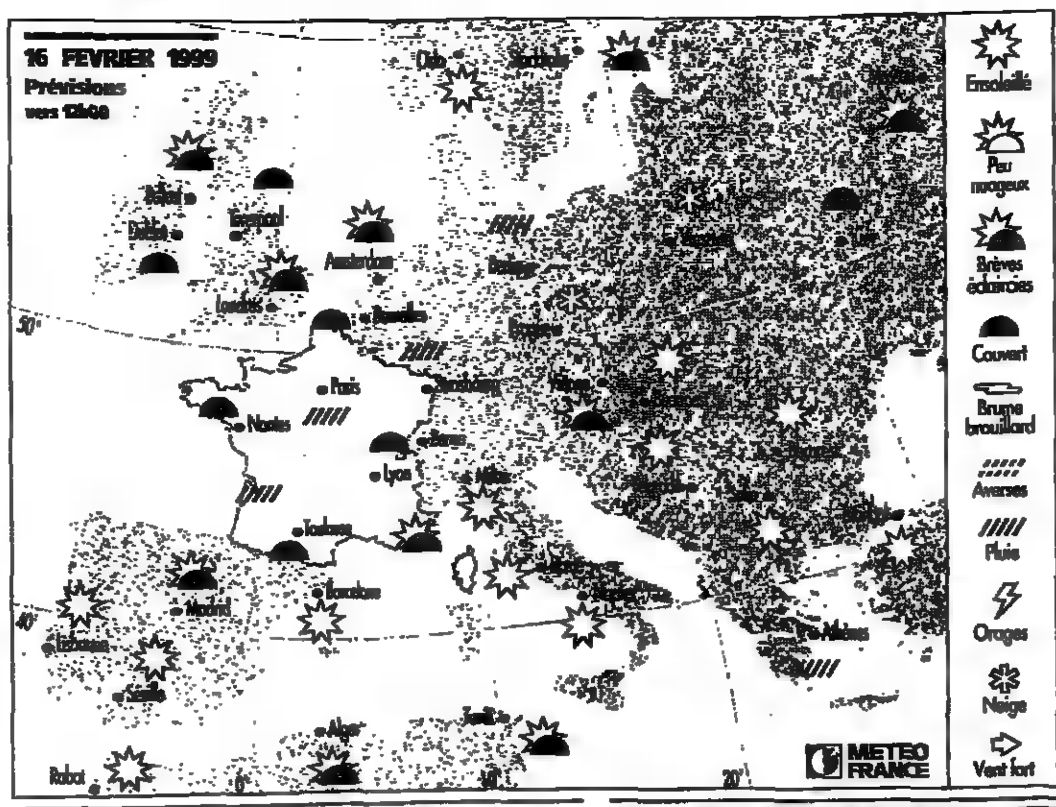
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Quelques pluies vont passer [redacted] nord [redacted] sud, surtout sur [redacted] *régions* [redacted] *au nord* [redacted] la Seine. Après la pluie matinale, le Nord-Picardie profite [redacted] bons rayons [redacted] soleil. Il fait [redacted] 6 [redacted] 9 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.– Du val de Saône [redacted] l'Alsace, risque de verglas [redacted] début [redacted] journée, [redacted] quelques flocons ou pluies verglaçantes. Les régions [redacted] plaine retrouvent de petites pluies et des températures positives, [redacted] 4 à 7 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.– Quelques flocons possibles à l'aube [redacted] le Rouergue et toute la journée dans [redacted] Pyrénées au-dessus de 1 000 mètres. Les nuages occupent le devant de la scène [redacted] se contentent [redacted] donner quelques bruines éparses. Il [redacted] de 8 à 11 degrés.

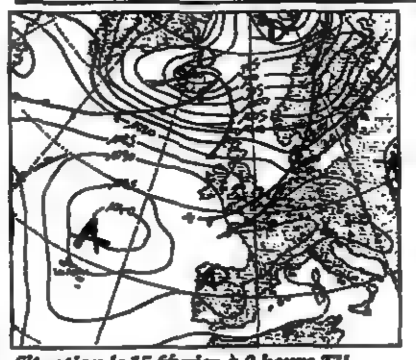
Limousin, Auvergne, [redacted] Alpes. – Les nuages s'étendent [redacted] l'ensemble [redacted] régions, [redacted] Alpes en fin de matinée. Un peu [redacted] neige en montagne, quelques pluies [redacted] plaine, verglas possible [redacted] *petit matin* [redacted] *Lyon.* [redacted] atteindra 4 [redacted] 8 degrés.

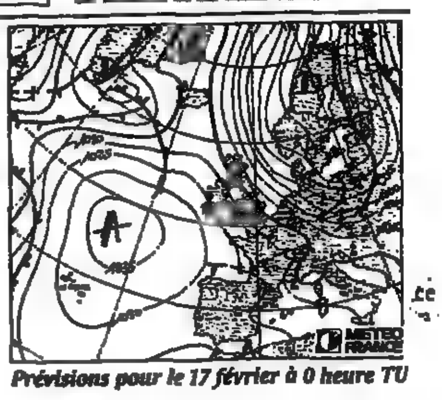
Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.– Le soleil s'impose rapidement. Le vent d'ouest d'abord anodin se renforce sensiblement en cours [redacted] journée pour atteindre [redacted] kilomètres/heure en rafales. Il fait de 8 à 12 degrés.



PRÉVISIONS POUR LE [redacted] FEVRIER 1999
Ville par [redacted], [redacted] minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

Ville	Min/Max	Ciel
[redacted] métropole		
AJACCIO	4/10	N
BIARRITZ	4/10	[redacted]
BORDEAUX	4/11	P
BOURGES	0/7	C
BREST	[redacted]	P
CAEN	5/9	C
CHERBOURG	[redacted]	N
CLERMONT-F.	0/7	C
DIJON	-3/4	P
GRENOBLE	-2/7	C
LILLE	[redacted]	
LIMOGES	-1/8	C
[redacted]	[redacted]	P
MARSEILLE	-1/7	N
NANCY	-1/5	P
NANTES	3/11	C
NICE	2/12	N
[redacted]	2/9	P
[redacted]	[redacted]	C
PERPIGNAN	2/12	N
[redacted]	[redacted]	P
ST-ETIENNE	-1/6	C
[redacted]	-2/4	P
[redacted]	-1/9	P
[redacted]	2/8	N
[redacted]		
[redacted]	[redacted]	N
FORT-DE-FR.	[redacted]	[redacted]
NOUMEA	[redacted]	P
PAPEETE	[redacted]	[redacted]
POINTE-A-PIT.	21/27	C
ST-DENIS-RÉ.	24/29	S
[redacted]		
[redacted]	[redacted]	N
ATHENES	7/13	[redacted]
[redacted]	6/13	S
BELFAST	[redacted]	N
[redacted]	-7/0	[redacted]
[redacted]	-1/2	P
BERNE	-5/3	C
[redacted]	1/5	[redacted]
[redacted]	[redacted]	S
BUDAPEST	-7/-2	S
[redacted]	[redacted]	C
[redacted]	[redacted]	C
[redacted]	0/4	P
[redacted]	[redacted]	C
HELSINKI	-6/1	
ISTANBUL	3/7	S
KIEV	-5/-3	C
[redacted]	7/14	[redacted]
LIVERPOOL	4/8	C
LONDRES	3/8	N
[redacted]	[redacted]	C
[redacted]	-3/13	N
MILAN	[redacted]	S
MOSCOU	-7/-3	N
[redacted]	-5/-1	C
[redacted]	[redacted]	[redacted]
[redacted]	-13/-3	S
PALMA DE M.	[redacted]	C
[redacted]	-4/-2	
[redacted]	-2/10	S
SEVILLE	3/16	[redacted]
[redacted]	-9/0	S
[redacted]	-9/-5	
STOCKHOLM	[redacted]	N
TENERIFE	[redacted]	N
[redacted]	-5/-1	
[redacted]	[redacted]	[redacted]
[redacted]	-4/2	N
[redacted]		
[redacted]	[redacted]	
BUENOS AIR.	22/28	C
CARACAS	21/27	N
[redacted]	0/5	P
LIMA	[redacted]	[redacted]
LOS [redacted]	10/17	C
[redacted]	8/21	N
[redacted]	[redacted]	N
NEW YORK	-1/6	[redacted]
[redacted]	[redacted]	P
SANTIAGO/CHI	11/31	S
[redacted]	[redacted]	C
[redacted]	-2/11	N
[redacted]		
[redacted]	5/13	N
[redacted]	[redacted]	[redacted]
[redacted]	[redacted]	C
LE CAIRE	11/25	C
MARRAKECH	4/14	S
[redacted]	17/30	S
PRETORIA	[redacted]	N
[redacted]	6/15	[redacted]
TUNIS	5/12	N
[redacted]		
BANGKOK	22/32	S
BOMBAY	22/31	S
DJAKARTA	25/27	P
DUBAI	17/24	S
HANOI	19/25	N
HONGKONG	17/24	S
JERUSALEM	10/19	N
NEW DEHLI	14/25	S
PEKIN	1/14	[redacted]
SEOUL	2/8	[redacted]
SINGAPOUR	[redacted]	C
[redacted]	23/29	S
[redacted]	4/12	S


Situation le 15 février à 0 heure TU



Prévisions pour le 17 février à 0 heure TU

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **AÉRIEN.** La compagnie autrichienne Lauda Air [redacted] ouvrir cet été de nouvelles destinations, l'accent [redacted] sur la Floride, les Caraïbes et Bali. A compter du [redacted] 11 avril, [redacted] porte [redacted] quatre [redacted] cinq par semaine [redacted] entre Paris et Miami *via* Munich et, à partir du lundi 10 mai, elle desservira Orlando [redacted] par semaine [redacted] Plata, en République dominicaine. Egalement à partir du 10 mai, Cancun, au Mexique, [redacted] chaque lundi par un vol non-stop de Vienne, la [redacted] étant, en revanche, suspendue. Enfin, une deuxième rotation hebdomadaire sera proposée entre [redacted] et Denpasar *via* Bangkok. Renseignements [redacted]

■ **ÉTATS-UNIS.** [redacted] l'automne, la compagnie [redacted] Amtrak proposera une [redacted] ferro[redacted] rapide (2 h 45) [redacted] villes [redacted] York.

ASTRONOMIE

Des fontaines de particules jaillissent des deux pôles du Soleil

LA PARTIE SUPÉRIEURE de l'atmosphère solaire, la couronne, émet dans l'espace un flot continu de particules électriquement chargées. Propulsées [redacted] des vitesses comprises [redacted] 400 à 800 kilomètres par seconde, ces particules constituent le vent solaire qui étend [redacted] influence jusqu'aux confins du système solaire.

Pressentie par la théorie, l'exis[redacted] ce vent a [redacted] mise en évidence par l'étude des comètes [redacted] confirmée par les satellites. Des mesures plus récentes effectuées par la sonde américano-européenne Ulysse en 1994 ont précisé que le vent rapide (800 km/s) prenait sa [redacted] dans [redacted] coro[redacted] *situés aux pôles nord et* [redacted] étoile. [redacted] zones où [redacted] lignes du champ magnétique [redacted] laire [redacted] ouvertes [redacted] referment qu'à [redacted] distances infinies.

[redacted] observations plus fines réa[redacted] sur [redacted] pôles solaires par le satellite américano-européen SOHO (Solar and Heliospheric Observatory) ont permis [redacted] Donald Hassler, [redacted] Southwest Research Institute de Boulder (Colorado) aux Etats-Unis, aidé dans sa tâche par une équipe de chercheurs allemands, britanniques, français et norvégiens, [redacted] décrire plus précisément ce processus dans la [redacted] *Science* du 5 février. « *On sait maintenant que le vent solaire prend sa source en dessous de la couronne, à quelques milliers de kilomètres de la surface du Soleil, dans les mailles du réseau magnétique de la chromosphère* » explique Jean-Claude Vial, [redacted] l'Institut d'astrophysique spatiale (CNRS-université Paris-XI, Orsay), un des cosignataires [redacted] l'article.

[redacted] L'HERBE POUSSE

Dans la chromosphère, le champ magnétique solaire est organisé [redacted] un réseau rappelant celui des nids d'abeille. « *Si l'on compare ces cellules* [redacted] *posés sur le sol d'un patio, le vent solaire s'échappe* [redacted] *la manière de l'herbe qui pousse entre les carreaux, et plus précisément* [redacted] *angles* », précise Helen Mason, [redacted] l'université de Cambridge (Grande-Bretagne). Ainsi, de véritables « fontaines » de gaz électri[redacted] « *comparables à des cataractes d'eau s'engouffrant dans les fissures d'un barrage* » [redacted] déversent autour des régions magnétiques du Soleil, avant de se jeter dans l'espace à la vitesse [redacted] millions [redacted] kilomètres à l'heure. Cette [redacted] a été obtenue grâce à l'utilisation du spectromètre [redacted] (Solar Ultraviolet Measurements of [redacted]ted Radiation) embarqué [redacted] bord de SOHO. Mis au point [redacted] l'Institut d'astrophysique spatiale par Philippe Lemaire [redacted] fabriqué [redacted] le Max-Planck-Institut für Aeronomie [redacted] Lindau, en Allemagne, [redacted] instrument, [redacted] grande résolution spectrale et spatiale, [redacted] pu étudier de « petites » régions [redacted] 1 000 kilomètres de diamètre et évaluer la vitesse d'expulsion [redacted] particules. Il [redacted] établi que la température des trous coronaux [redacted] les 800 000 degrés [redacted] donc [redacted] à [redacted] (2 millions [redacted] degrés) régnant dans la zone équatoriale de la [redacted]

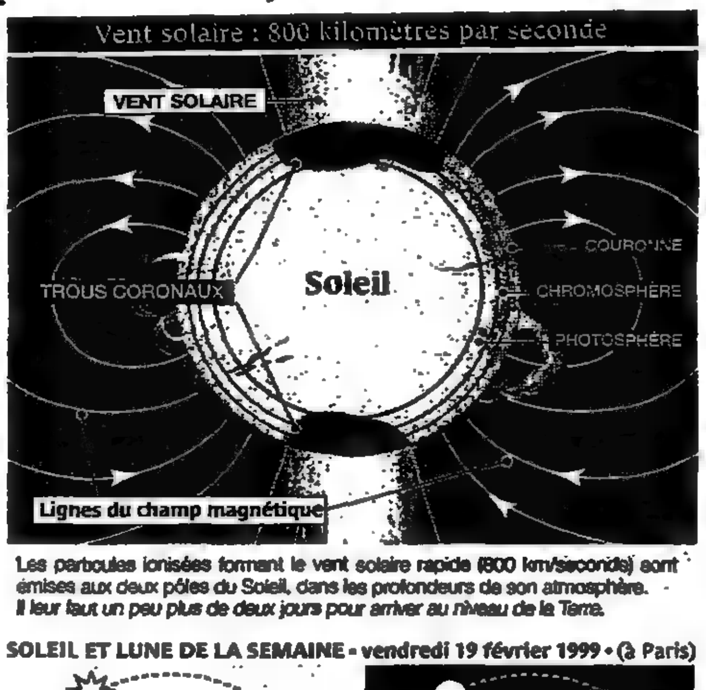
Malgré ces résultats, « *on ne connaît toujours* [redacted] *mécanisme précis qui produit le* [redacted] *solaire. C'est un sujet épouvantablement compliqué, sur lequel* [redacted] *y a beaucoup d'idées mais pas de certitude* », regrette Jean-Claude Vial.

Dans les [redacted] 50, l'Américain Eugene [redacted] Parker a proposé [redacted] mécanisme d'émission du [redacted] sur l'agitation thermique. Soumis à une température supérieure à 1 million de degrés, les électrons du plasma solaire échappent *au champ de* gravité [redacted] l'astre [redacted] sont propulsés [redacted] l'espace [redacted] supersoniques. Mais, dit Jean-Claude Vial, ce [redacted] « *ne marche pas* » avec ce vent rapide qui prend naissance dans des zones « [redacted] ».

DES IMPACTS [redacted] TERRE

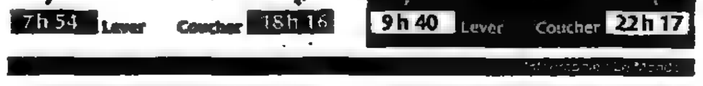
Le [redacted] SOHO, à nouveau en ordre de marche malgré une série de problèmes techniques, permettra peut-être d'apporter des éléments nouveaux sur un sujet qui [redacted] la simple curiosité scientifique. Les particules émises par le Soleil bousculent en [redacted] l'environnement [redacted] en créant [redacted] superbes aurores [redacted] dans l'atmosphère [redacted] mais aussi parfois, lors des grandes périodes d'activité [redacted] étoile, des perturbations importantes dans les télécommunications et [redacted] réseaux de distribution du courant électrique. Le 13 mars 1989, une telle bouffée [redacted] particules [redacted] privé d'électricité [redacted] millions de Cana[redacted] pendant neuf heures.

[redacted] Galus



Les particules ionisées formant le vent solaire rapide (800 km/seconde) sont émises aux deux pôles du Soleil, dans les profondeurs de son atmosphère. *Il leur faut un peu plus de deux jours pour arriver au niveau de la Terre.*

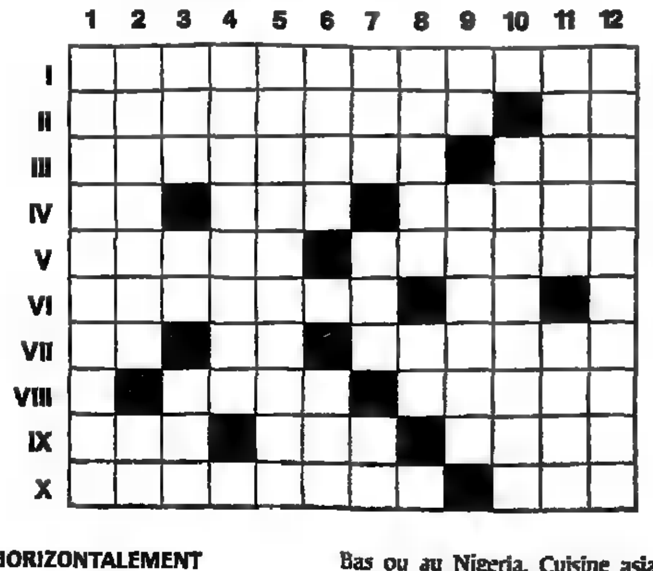
SOLEIL ET LUNE DE LA SEMAINE • vendredi 19 février 1999 • (à Paris)



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° [redacted]

♦ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Pénitence ou plaisir... selon [redacted] goûts. – II. Passe son temps [redacted] recouvrer. Cale [redacted] le marbre. – III. Apportent des modifications dès qu'on les joint. Celui de l'an 2000 [redacted] peur aux PC. – IV. Croqué sur le vif. Vient d'avoir. Ile de rêve. – V. Homme politique et philosophe italien. Tenterai ma chance. – VI. Plein [redacted] Mises en garde. – VII. Prises de décision. Prises de décision. Ses graines relèvent. – VIII. Grandes ouvertes. Espace protecteur. – IX. Aux Pays-Bas ou au Nigeria. Cuisine asiatique. Interrompt la partie. – X. Font de jolis revers. Zone [redacted] libre-échange.

VERTICALEMENT

1. Ouvrir [redacted] marque au marché. – 2. Donnent des formes aux *miches.* [redacted] *de gamme.* – 3. *Point* gagnant sur le court. Conjonction. Protégeait les futures mamans sur les bords du Nil. – 4. Extermination. – 5. Fugitif [redacted] apparence. – 6. Qui a tendance [redacted] prendre son temps. Dans la partie. – 7. [redacted] foyer. Trois points. Personnel. – 8. Voltaire lui fit dire « A moi, Auvergne ». Lettres de regrets. – 9. Dans [redacted] règles. [redacted] la réputation. – 10. [redacted] exploitation au Sud. – 11. Prépara [redacted] graine. Joli coup à la table. – 12. Laisse aller.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99039

HORIZONTALEMENT

I. Statisticien. – II. Argutie. [redacted] – *III. Cœlentérés.* – *IV. Ri.* Amiante. – V. Iso. Silésie. – VI. Shunté. Is. Os. – VII. Tutoyées. – VIII. Aï. Er. Cécité. – IX. Ite. Aphérèse. – X. Sinuosités.

VERTICALEMENT

1. Sacristain. – 2. Trois-huit. – 3. Age. Out. Es. – 4. Tula. Noé. – 5. Item. Tyran. – 6. Sinisée. Pu. – 7. Tétai. Echo. – 8. Enlisées. – 9. Cortès. Cri. – 10. Idées. Niet. – 11. Ers. Io. Tsé. – 12. Na. Fessées.

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 109

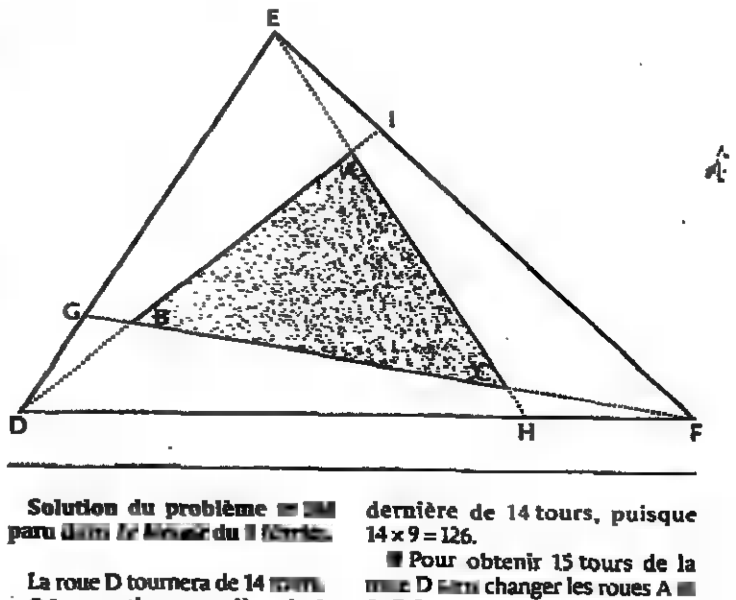
Le grand triangle

ON PROLONGE les trois côtés d'un triangle ABC d'une longueur égale à la moitié du côté prolongé (comme sur le dessin) pour former un grand triangle [redacted]

Quel est le rapport de l'aire du grand triangle ainsi construit sur celle du petit ?

Les trois [redacted] prolongés du petit *triangle recoupent les côtés du* grand triangle en trois points G, [redacted] et I.

Dans quel rapport ces points divisent-ils le côté qu'ils coupent ? (Par exemple, dans quel rapport [redacted] *divise-t-il* [redacted] ?)



Elisabeth Busser et Gilles Cohen
© POLE 1999

Solution [redacted] problème [redacted] *Le Monde* du mardi 23 [redacted]

Solution du problème [redacted] paru [redacted] du [redacted]

La roue D tournera de 14 [redacted]

● La rotation complète de la [redacted] A, qui a 36 dents, entraînera la rotation [redacted] la roue B de 3,6 [redacted] (puisqu'elle [redacted] dents) [redacted] donc la [redacted] d'autant [redacted] la roue C. Or, [redacted] ayant 35 dents, entraînera 35 × 3,6 = 126 dents de la roue D. Il ne reste plus qu'à [redacted] que cela entraîne une rotation [redacted] cette dernière de 14 tours, puisque 14 × 9 = 126.

■ Pour obtenir 15 tours de la [redacted] D [redacted] changer les roues A [redacted] B, il faut transformer les 3,6 tours [redacted] la roue B (et donc C) [redacted] 15 tours. Le nombre [redacted] la roue C doit [redacted] plus important que celui [redacted] de la roue D dans le [redacted] 15/3,6 = 25/6. Il suffit donc que [redacted] C [redacted] D [redacted] 25 [redacted] 6 dents (ou [redacted] nombres proportionnels de dents).

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de [redacted]
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - [redacted] : 01.42.17.39.26
PRINTED IN FRANCE

MUSIQUE Cuba [redacted] la mode. Alors que les touristes affluent vers l'île, les bacs des disquaires sont submergés de productions locales. Le succès du vétéran Compay Segundo ou celui de l'album [redacted] *Vista* [redacted] *cial Club* encouragent les maisons de disques à exploiter [redacted] filon. Musisoft [redacted] ainsi signé un [redacted] avec Egrem, la firme d'Etat [redacted] d'enregistrements et d'éditions musicales. D'autres labels, Naïve, Last Call ou Lusafrica, participent à une production pléthorique. [redacted] BOLIVIEN d'origine, Carlos Arguedas est un interlocuteur [redacted] or [redacted] les maisons de disques. Souvent [redacted] des moyens [redacted] fortune, [redacted] a enregistré sur [redacted] centaine d'heures de bandes et soixante-dix groupes.

● EN FRANCE, P 18, Sergent Garcia [redacted] Manu Chao, l'ancien chanteur de La Mano Negra, ont [redacted] alliances fructueuses entre la musique cubaine et les [redacted] d'ici.

L'industrie du disque alimente la fièvre cubaine

Nouvelles signatures, collections, pluie de rééditions... Depuis l'ouverture de l'île au tourisme, les bacs des disquaires sont submergés de titres de salsa ou de « son ». Les éditeurs [redacted] défendent de céder à un effet de mode

Chepin-Choven, une des nombreuses formations enregistrées dans l'île par Carlos Arguedas.

L'ATTRACTION cubaine continue. Tandis que [redacted] touristes affluent toujours plus nombreux [redacted] l'île, celle-ci n'en finit pas d'exporter [redacted] musiques. La France, qui depuis [redacted] a régulièrement des poussées de fièvre pour les rythmes cubains, [redacted] phase de ferveur aiguë. Après avoir redonné une seconde jeunesse [redacted] nonagénaire Compay Segundo, venu y chanter [redacted] première [redacted] 1995, puis [redacted] d'autres vétérans [redacted] cubain [redacted] son sillage, elle accueille [redacted] gourmandise [redacted] les musiciens [redacted] Cuba. Soirées, concerts, [redacted] et [redacted] de danses [redacted] « Cuba » s'y multiplient.

Conséquence de [redacted] engouement : les [redacted] disquaires sont submergés [redacted] productions cubaines. [redacted] doute alléchées par [redacted] succès [redacted] Compay Segundo (soixante [redacted] exemplaires [redacted] France, deux [redacted] cinquante mille en Europe pour *Lo Mejor* [redacted] *Vida*, chez [redacted] West) [redacted] *Bue*[redacted] *Vista Social Club*, l'album réu[redacted] des [redacted] Cuba [redacted] guitariste [redacted] Ry Cooder (un million [redacted] monde ; primé par [redacted] Grammy Award [redacted] en 1998), [redacted] maisons [redacted] disques jouent la carte cubaine. Dès sa création, Musisoft, la société fondée par Henri de Bodinat (*Le Monde* du 8 juillet 1998), [redacted] positionnée [redacted] le créneau. [redacted] a signé un accord avec Egrem, la [redacted] d'Etat cubaine d'enregistrements et d'éditions musicales, notamment en [redacted] de l'exploitation de son fonds de catalogue, riche d'environ six mille titres.

[redacted] WORMS

NOMS SUR[redacted]

« Nous avons [redacted] *pour quelque 900 000 F (environ* [redacted] *000 €) les droits de* [redacted] *Europe, sauf l'Espagne et* [redacted] *Pays-Bas, de vingt-cinq albums »*, dit Jean Karakos, [redacted] général [redacted]. Les premières sorties [redacted] prévues pour mars : Septeto Turquino, Septeto Habanero, Compay Segundo et Carlos [redacted]. Des valeurs [redacted] sûres certes, mais aussi [redacted] noms [redacted] surreprésentés. Ces albums se distingueront par leur packaging, promet Jean [redacted], qui se [redacted] de *« prendre la musique cubaine comme* [redacted] *truc de mode »*. *« J'ai toujours aimé ça*, insiste-t-il. *D'ailleurs, le premier disque que j'ai sorti* [redacted] *1960, c'était* La Pachanga, [redacted] *45-tours de musiciens cubains qui venaient d'arriver à Paris, Los Churembeles »*. L'idée du bel objet, du [redacted] d'édition soigné [redacted] de repérer un disque au [redacted] autres est aussi celle de Patrick Zelnik, directeur de Naïve, [redacted] la première production, [redacted] *di* [redacted] *entero*, *« la bande originale du livre de Zoé Valdés*, La [redacted] dollar », est également inspirée par Cuba.

Ce disque réunit une douzaine [redacted] titres [redacted] des années 50 et 60, réinterprétés pour la plupart par l'orchestre du [redacted] Nostalgia, un bar de [redacted] où se [redacted] les [redacted] de Cuba. Naïve s'apprête [redacted] sortir un disque de ce groupe, en attendant d'autres projets [redacted]. *« Parce qu'on s'intéresse* [redacted] *tous les pays musicaux, ceux* [redacted] *musique fait partie de* [redacted] *vie des gens*, précise Patrick [redacted]. *Cuba est un pays musical, au même titre que* [redacted] *par exemple. »* Le patron de [redacted] [redacted] réjouit du succès actuel des [redacted]siques cubaines. *« C'est quelque chose qui* [redacted] *durer,* [redacted] *condition qu'on ne presse pas* [redacted] *le citron. D'autre part, il ne faut pas que la notion de musique cubaine soit plus forte que la notion d'artiste. »*

Il [redacted] nécessaire [redacted] les projets. D'où l'erreur de faire [redacted] compilations et des collections. Un point de [redacted] auquel Patrick Mathé, [redacted] du [redacted] Call, apparemment ne souscrit pas. Début 1999, il ouvre un [redacted] cubain [redacted] son catalogue, en créant [redacted] « Lo Mejor [redacted] Musica Cubana ». [redacted] au [redacted] juin, [redacted] aura [redacted] cinq [redacted] en [redacted] (Aliamen, [redacted] Florida, Chepin-Choven, [redacted] del Cauto, Son Caliente). D'autres suivront : [redacted] groupes pas [redacted] connus ici et enregistrés [redacted] Cuba, avec un studio mobile, par Carlos Arguedas (*lire ci-dessous*). Comme ses collègues, Patrick Mathé se dé[redacted] d'avoir voulu surfer sur la [redacted] cubaine. *« Au départ, c'est l'histoire d'une* [redacted] *J'ai aimé la façon de travailler de Carlos, avec une association locale,* [redacted] *direct avec les musiciens,* [redacted] *dehors des institutions gouvernementales, qui, il faut bien le dire, ont tendance à voler un peu les gens. Ce qui m'a plu également dans cette histoire, c'est que pour* [redacted] *fois, là-bas, les musiciens ont gagné tout de suite un peu d'argent.* [redacted] *eu chacun* [redacted] *cachet* [redacted] *1 500 F (environ 230 €), ce qui* [redacted] *standards cubains* [redacted] *raisonnable. »*

Egalement nourri par la récolte de Carlos Arguedas, Indigo – branche musiques [redacted] monde Label Bleu, label [redacted] jazz de la Maison de [redacted] culture d'Amiens – [redacted] positionner [redacted] terrain. Sans excès. Pas question pour Christian Mousset, directeur artistique, [redacted] trop [redacted] disperser. *« Ce n'est pas* [redacted] *musique cubaine qu'il faut défendre,* [redacted] *ses créateurs*, souligne-t-il, rejoignant [redacted] position défendue chez Naïve. *Nous voulons développer leur carrière,* [redacted] *faire tourner dans les festivals européens. »* Asere, un [redacted] jeunes [redacted] La Havane mordus [redacted] *son*, [redacted] la Charanga, un orchestre dans [redacted] tradition du mythique Orquesta Aragon, [redacted] délicieuse chanteuse Magaly Bernal, [redacted] Cubains [redacted] la maison Indigo, [redacted] l'affiche [redacted] du festival Musiques [redacted] d'Angoulême (du 20 [redacted] *mai*).

LE PUBLIC FERA LE TRI

Pour François Post, directeur des éditions et de la promotion à Lusafrica, le concert est primordial pour [redacted] artistes cubains, *« puisqu'on n'a pratiquement pas* [redacted] *télévision pour* [redacted] *musiques »*. Que Lusafrica, où émarge Cesaria Evora, pioche également désormais dans le [redacted] champ des musiques cubaines (Orquesta Aragon, Septeto Habanero, Afro Cuban Jazz Project...) n'est [redacted] toute pas surprenant. D'origine cap-verdienne, José Da Silva, créateur [redacted] label, a gran[redacted] Dakar, où [redacted] *musique cubaine* [redacted] vogue ; il [redacted] depuis toujours l'Orquesta Aragon. *« Et puis, entre Cuba et Le Cap-Vert*, ajoute François Post, *il y a* [redacted] *cousinages certains, pour ce qui concerne l'atmosphère, la manière d'appréhender* [redacted] *musique, les approches musicales, qui* [redacted] *identiques, et aussi la façon de jouer de la guitare par exemple. »*

Qu'il y ait une production pléthorique de disques cubains n'est pas vraiment alarmant. C'est même logique, souligne-t-il, depuis que Cuba s'est ouvert, [redacted] *« ce pays a un potentiel immense, avec des artistes qui sont formés depuis* [redacted] *plus petite enfance »*. Il [redacted] confiance au public. Petit à petit, celui-ci s'éduque aux musiques cubaines, comme il s'est éduqué [redacted] musiques [redacted] années 80. Il saura au final faire le tri. *« Abondance* [redacted] *biens ne nuit pas »*, dit [redacted] proverbe.

[redacted] Labesse

Discographie

● **Afro** [redacted] **Jazz Project**, *Descarga Uno*, 1 [redacted] Lusafrica-Musisoft.
● ***Te di la vida entera*** (musique du [redacted] Valdés, *La Douleur du dollar*), 1 CD Naïve-Auvidis.
● **Estrella de la Charanga**, *Sones y Danzones*, 1 CD Indigo-Harmonia Mundi.
● ***Buena*** [redacted] ***Social*** [redacted] (avec Ry Cooder, Compay Segundo, [redacted] Ferrer, Ruben Gonzalez...), 1 CD [redacted] Circuit-Night [redacted] Day.
● **Asere**, *Cuban Soul*, 1 CD Indigo-Harmonia Mundi.
● **Orquesta Aragon**, *Quien Sabe, Sabe*, 1 CD Lusafrica-BMG.
● **[redacted] del Cauto**, *El* [redacted] *es libre*, 1 CD Last Call-Wagram.
● **[redacted] Yakaré**, 1 CD Playasound/Auvidis.
● **La Banda municipale** [redacted] **Santiago de Cuba**, 1 CD Buda-Adès.
● **Compay Segundo**, *Cien Anos de Son (Best of)*, 1 [redacted] West-Warner.

P 18, Sergent Garcia, les Cubano-Urbains de Paris

EN 1992, [redacted] Negra, alors groupe symbole du rock alternatif, traversait l'Atlantique [redacted] le *Melquiades*, un cargo armé par [redacted] de [redacted] du navire [redacted] chaque [redacted] latino-américaine, [redacted] troupe [redacted] Royal [redacted] luxe, les compagnies de Philippe Decouflé [redacted] de Philippe Genty [redacted] la sarabande, [redacted]sez fort pour rappeler que la France, malgré [redacted] apparences, [redacted] les pieds plantés [redacted] nord [redacted] au sud. La [redacted] Negra, enracinée dans la deuxième génération d'émigrés espagnols, n'en [redacted] son coup [redacted] en [redacted] latinité : les [redacted] de La Havane, les pentes du Machu-Picchu, les favelas de Bogota ou de Rio de Janeiro ressoudaient l'entente de ce rock explosif.

La [redacted] Negra dissoute, [redacted] Chao, [redacted] tête, [redacted] parti en voyage bohémien en Amérique du Sud, glissant paresseusement l'album *Clandestino*, produit artisanal de haute volée, dans les meilleures ventes françaises [redacted] 1998. [redacted] ce temps, Tom Darnal scellait une alliance transatlantique avec [redacted] Teuntor, trompettiste du groupe cubain [redacted] Maestra, rencontré [redacted] La Havane en 1992. Il mettait dans son sac un groupe cubain [redacted] afro, Ire Ire, deux violonistes de l'Orquesta Aragon [redacted] mariait [redacted]siciens échantillonneurs, des MC bavards et [redacted] manipulateurs [redacted] machines électroniques (*DJ Sree*). La [redacted] et le *son*, [redacted] tambours [redacted] la trompette prennent [redacted] passage [redacted] méchant coup de démultiplication rythmique [redacted] de bouclages synthétiques, [redacted] extraits de dis[redacted] du « Che », [redacted] voix de Mer[redacted] Valdés, [redacted] petite mère [redacted] négritude cubaine, etc.

Ces allers-retours Paris-La Havane [redacted] réjouissants. Ils *s'écoutent dans un* [redacted] *enregistré aux studios Icaic de La Havane*, *Urban Cuban* (Tabata Tour-Virgin). Ils vont se découvrir [redacted] scène aux Méditerranéennes, un festival *« latin »* qui tient [redacted] version [redacted] septembre [redacted] Céret (Pyrénées-Orientales) et [redacted] version [redacted] en février.

[redacted] ET SALSA

Sergent Garcia, un ancien membre [redacted] de rock provo Ludwig Von 88, a endossé le cousi[redacted] Negra avec davantage [redacted] rigueur. [redacted] mariage [redacted] muffin et de salsa donne envie [redacted] *en rythme.* [redacted] (*Un Poquito quema'o*, à paraître [redacted] 23 février chez Labels-Virgin), Sergent (Bruno) Garcia a [redacted] organisé l'occupation pacifique [redacted] d'*El Manisero*. Il [redacted] tracé des parallèles [redacted] salsero [redacted] Delgado, [redacted] le rappeur américano-dominicain [redacted], autant qu'avec [redacted] mélodies politiquement aguerries, néanmoins [redacted] Chao.

Véronique Mortaigne

★ [redacted] **Méditerranéennes** : le 15, [redacted] **La Cigale**, [redacted] **boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mo Pigalle.** 19 h 30. Tél. : [redacted] F. [redacted] **espagnole : Amparanoia le** [redacted] **Co** [redacted] **latino-française :** [redacted] **17, P18,** [redacted] **18, Flor del Fango,** [redacted] **Sergent** [redacted] **L'Européen, 3, rue Biot,** [redacted] **17e. Mo Place-de-Clichy.** [redacted] h 30. [redacted] : 01-43-87-97-15. [redacted] F.

Carlos Arguedas, chasseur de « son »

PALMA SORIANO
(Santiago de Cuba)
de notre envoyé spécial

PORTRAIT

Cet archiviste a enregistré soixante-dix groupes, avec [redacted] moyens du bord

Le soir tombe [redacted] Palma Soriano. Carlos Arguedas va pouvoir se [redacted] travail. *« C'est* [redacted] *nuit qu'on peut le mieux avancer. La ville est calme, il n'y a pas de bruits de* [redacted] *qui viennent perturber l'enregistrement. »* Le studio où les prises ont lieu n'est pas un modèle d'étanchéité [redacted] niveau sonore, mais il faut faire avec les moyens du bord. Ici, à 100 kilomètres de Santiago de Cuba, c'est dans le cinéma Liberacion qu'il [redacted] installé son studio mobile en janvier, pour la troisième année consécutive.

Originaire de Bolivie, Carlos Arguedas vit en France depuis de nombreuses années. Il y participe [redacted] la formation [redacted] groupe Bolivia [redacted] en 1977, puis [redacted] consacre [redacted] production discographique à partir [redacted] lançant le [redacted] Aspic, [redacted] à [redacted] musique latino-américaine. [redacted] plus tard, il négocie un contrat [redacted] la société d'Etat [redacted] Egrem, en [redacted] ressortir quelques perles qui sommeillent dans les archives. *« Mais je me suis rendu compte qu'ils vendaient les mêmes bandes* [redacted] *plusieurs partenaires. »* [redacted] l'on [redacted]trouve parfois bradées en CD « mid-price » [redacted] grandes [redacted]faces. Après trois [redacted] (une compilation [redacted] *son*, [redacted] album [redacted] Valdés, [redacted] Celeste Mendoza), Carlos Arguedas met fin [redacted] collaboration hasardeuse, gardant toujours une oreille tendue [redacted] Cuba.

[redacted] 1995, lors [redacted] festival de musiques hispano-américaines à Cayenne, en Guyane, il rencontre les responsables de l'association [redacted] Anoch. L'Association [redacted]nale d'orchestres charangas de Cuba organise chaque [redacted] depuis 1985, [redacted] Soriano, une [redacted] de charangas, ces orchestres avec flûte et violons qui commencèrent [redacted] régner sur [redacted] à partir [redacted] années 20, et dont [redacted] prototype [redacted] l'Orquesta Aragon (actuellement en [redacted] d'enregistrer l'album de [redacted] soixante ans [redacted] La Havane). En 1996, Carlos Arguedas signe un accord avec Anoch [redacted] de [redacted] d'un fonds d'ar[redacted] sonores des musiques popu[redacted] de l'île, [redacted] celles [redacted] l'Est, *« un travail qu'Egrem* [redacted] *peut pas faire »*, précise [redacted] chasseur [redacted] sons [redacted] la mission d'archiviste.

COUPURES DE [redacted]

[redacted] habitants [redacted] désormais [redacted] voir débarquer chaque année, [redacted] chines, [redacted] enthousiasme [redacted] longs cheveux tressés, [redacted] de musique [redacted] pardonnent [redacted] leur [redacted] pendant quelques jours leur cinéma pour y enregistrer [redacted]. En trois ans, Carlos a [redacted] boîte cent heures de bandes, soit soixante-dix [redacted] Palma Soriano, [redacted] aussi à Santiago [redacted] dans d'autres villes de l'Est. Il doit composer avec les coupures de courant. Un groupe électrogène [redacted] ici un luxe. En cas de pépin, *« on a une heure devant soi pour* [redacted] *la dernière prise, grâce à la batterie du studio mobile »*. Chaque groupe [redacted] enregistré [redacted] trois jours.

Le soir du [redacted] janvier, c'est au [redacted] Cauto de s'engouffrer derrière [redacted] façade bleu et [redacted] du cinéma Liberacion. [redacted] Palma Soriano. [redacted] Cauto [redacted] l'un [redacted] plus populaires [redacted] région. Il [redacted] quotidienne [redacted] une radio locale [redacted] la [redacted] et [redacted] produit régulièrement à la Casa [redacted] la Trova, [redacted] à [redacted] du cinéma, interprétant un [redacted] à la [redacted] qui [redacted] le bonheur des habitants du quartier.

A l'intérieur du cinéma, Carlos Arguedas a disposé [redacted] fau[redacted] *une vingtaine de panneaux* [redacted] contreplaqué, pour « [redacted] » micros [redacted] musiciens. La climatisation, trop bruyante, est coupée.

L'enregistrement [redacted] De[redacted] nuit s'installe, les rues se [redacted]. Depuis [redacted] discours [redacted] Fidel [redacted] La Havane, au [redacted] *du* mois, [redacted] l'occasion du congrès de la police nationale, [redacted] l'annonce de peines aggravées pour [redacted] infrac[redacted] (drogue, prostitution, [redacted] clandestine de chambres ou [redacted] taxis...), [redacted] contrôles [redacted] multipliés, et l'ambiance n'incite [redacted] à traîner [redacted] ville [redacted] soir.

P. La.

John Mellencamp, héros des anonymes du Midwest

A quarante-sept ans, le chantre de l'Amérique rurale et grand pourfendeur du reaganisme signe son quinzième album

BELMONT [redacted] BLOOMINGTON (Indiana)
de [redacted] envoyé spécial

Eté indien sur l'Indiana. A [redacted] mi-décembre 1998, des étudiants flânent en T-Shirt dans Bloomington. D'un snack-bar s'échappe le refrain [redacted] *Jack* [redacted] *Diane*, [redacted] tube qui [redacted] lancé la carrière du héros local. John Mellencamp habite aux environs de [redacted] ville universitaire, dans une propriété verdoyante, [redacted] dépendances, atelier de peinture, forêt, lac. Un confortable pied-à-terre que 30 millions d'albums [redacted] dans le monde (25 millions [redacted] Etats-Unis) lui permettent d'entretenir.

La route qui mène de sa maison [redacted] son [redacted] de Belmont correspond [redacted] celle décrite [redacted] pochette [redacted] *Scarecrow*, l'un [redacted] grands disques [redacted] *basic rock* des an[redacted] l'herbe [redacted] grasse, [redacted] champs [redacted] la Corn Belt abritent quelques fermes [redacted]. Pourquoi Mellencamp est-il [redacted] terre quand tant [redacted] col[redacted] s'agglomèrent [redacted] Angeles [redacted] New York ? « *Précisément parce qu'ils vivent là-bas !* [redacted] *vous* [redacted] *voir quelque chose d'un* [redacted] *authentique* [redacted] *Etats-Unis, c'est ici.* » T-shirt [redacted] partiellement un tatouage, biceps saillants, jean noir, [redacted] noires : [redacted] quarante-sept ans, Mellencamp a conservé son allure [redacted] petite frappe.

John Mellencamp [redacted] son quin[redacted] album. Ses débuts, en 1976, ne pouvaient [redacted] présager pareille longévité. Il [redacted] pris sous l'aile [redacted] Tony DeFries, le « *manager terrible* » [redacted] David Bowie – caricaturé [redacted] dans le film [redacted] *Goldmine* –, qui le rebaptise Johnny Cougar. Le jeune rebelle, père [redacted] dix-[redacted] ans, n'aligne sur [redacted] que des reprises indigentes sous influence stonienne. Les *rock-critics* se déchaînent : [redacted] Springsteen, clône de [redacted] Seger... Mellencamp, lui-même, [redacted] tendre [redacted] années : « *Cela m'a énervé qu'on me lapide* [redacted] *donné la ténacité pour continuer. Quand j'ai commencé* [redacted] *enregistrer, j'avais vingt* [redacted] *un ans* [redacted] *j'étais épouvantablement* [redacted]. *Tout ce qui m'intéressait alors,* [redacted] *avoir suffisamment* [redacted] *fric pour draguer. Je* [redacted] *comprenais* [redacted] *un* [redacted] *Costello. Au* [redacted] *âge,* [redacted] *considérait la musique avec beaucoup* [redacted]. *Il a d'ailleurs* [redacted]*gistré* [redacted] *grandes choses.* »

« SHOWMAN » TEIGNEUX

Avec l'album *American* [redacted] (1982), [redacted] « *little bastard* » (« petit salaud ») prend [redacted] envol, [redacted] décrocher [redacted] lune grâce [redacted] trilogie *Uh-Uh/Scarecrow/The Lone-*[redacted] *Jubilee*. Sur disque, une collection d'hymnes éclôt, [redacted] joués par un [redacted] toire comprenant le batteur Kenny Aronoff, l'un [redacted] rock [redacted] pairs. Sur scène, [redacted] loubard [redacted] petites [redacted] transforme en [redacted] teigneux. « *Aux Etats-Unis, je jouais devant 20 000 personnes. A Paris,* [redacted]. [redacted] *n'a jamais eu d'importance. Dans le registre du pur rock'n'roll, qui donne* [redacted] *temps et le sentiment, pour un soir, d'appartenir* [redacted] *communauté, on reconnaîtra* [redacted] *avons été un* [redacted] *meilleurs groupes scéniques de l'époque. Je ne sais pas qui nous dépasse :* [redacted] *Rolling* [redacted] *? Prince ?* » On lui [redacted] Band. « *Ils* [redacted] *bons, mais j'ai toujours pensé que nous avions plus d'énergie,* [redacted] *gaieté, de légèreté.* »

Springsteen magnifie la [redacted] automobile du [redacted] Jersey, Mellencamp [redacted] le porte-voix [redacted] ruraux anonymes du [redacted], chronique [redacted] « Heartland » de l'Amérique [redacted] mégalopoles se gaussent. La [redacted] *Small* [redacted] provincialisme paisible [redacted] qui, en France, [redacted] taxées [redacted] réactionnaires : [redacted] terrien, respect [redacted].

En [redacted] temps, [redacted] *on the Sca-*[redacted], un [redacted] titres, donne la parole aux [redacted] ruinés pendant le reaganisme triomphant. Pour [redacted] soutenir, Mellencamp fonde en 1985, avec Neil Young et Willie Nelson, l'organisation Farm Aid, en refusant d'apparaître à la grande kermesse médiatico-huma[redacted] Band Aid. [redacted] action s'est poursuivie : « *La situation dans* [redacted] *s'est* [redacted] *avec Clinton,* [redacted] *problèmes de-*[redacted] *je* [redacted] *en* [redacted] *fermiers noirs du Sud qui souffrent de la discrimination* [redacted] *ne peuvent obtenir de prêts. Ce pays est toujours raciste.* »

The Lonesome Jubilee (1987), por[redacted] par le violon de Lisa Germano et une instrumentation puisant dans la tradition appalachienne, permet à sa popularité de traverser enfin l'Atlantique, même s'il considère n'avoir jamais obtenu de succès en Europe – « *En France,* [redacted] *gens croient que je* [redacted] *un chanteur de country !* » Ses disques suivants répéteront des formules éprouvées, [redacted] l'exception de l'avant-dernier, *Mr Happy Go Lucky*, tentative périlleuse de renouvellement à coups d'échantillonneurs et de beats.

RÉSONANCE BIBLIQUE

L'album *John Mellencamp* entend marquer « *la troisième phase de* [sa] *carrière* ». Sa musique [redacted] une synthèse entre son style classique et les innovations technologiques. Enflammée par un tube en or, *Your Life is Now*, la première partie du disque renoue avec le [redacted]leur de son inspiration. La seconde, hybride, éclatée, déconcertera sans doute ses fans.

Ses textes, eux, ont une résonance biblique nouvelle. Les héros romantiques de ses débuts, Jack et Diane, réapparaissent dans un paradis définitivement perdu (*Eden is Burning*). *Fruit Trader* revisite l'histoire de Caïn et Abel. On pense à Dylan, [redacted] raison. « *Bob est le seul artiste dans ce métier. Nous* [redacted] *sommes que membres d'une communauté,* [redacted] *pop-rock* », s'incline John Mellencamp, devant la [redacted] du Commandeur.

Bruno Lesprit

★ *John Mellencamp*, 1 CD Columbia. Une compilation de quatorze titres, *The Best That I Could Do (1978-1988)*, a paru en 1998, chez Mercury.

La peinture comme antidote au rock

Une attaque cardiaque [redacted] appris à John Mellencamp [redacted] prendre soin de lui et de la distance par rapport [redacted] la vie de rockstar. Envahissante, la musique doit alors composer avec une autre muse, la peinture. « *En fait, depuis l'album* Big Daddy [1989], *j'en avais assez. Ma vie privée était un champ de ruines. Peindre* [redacted] *un avantage : je suis seul, sans groupe, maison de disques, public.* »

Mellencamp a découvert les impressionnistes dans les musées parisiens, pendant les escales de ses tournées. Il passe progressivement [redacted] l'expressionnisme, exécute de sombres autoportraits, fait poser ses proches. Dans son panthéon, Beckmann et Soutine [redacted] Woody Guthrie et Sam Cooke. Ses toiles ont fait l'objet d'une première [redacted] en 1989, aux [redacted] de celles de Miles Davis, à la Triangle Gallery de Los Angeles.

★ Un recueil présentant soixante-quinze de [redacted] peintures, *Mellencamp, paintings and reflections*, [redacted] publié, [redacted] anglais, chez HarperPeren[redacted].

Le musicien de l'Indiana a vendu près de 25 millions de disques aux Etats-Unis, mais reste méconnu en Europe.

D. CLINCH

DÉPÊCHES

■ **INSTITUTIONS : Basques, Catalans et Galiciens demandent la suppression du ministère espa-**[redacted] [redacted] **la culture.** Les nationa[redacted] du Pays basque, [redacted] Catalogne et de Galice ont officiellement demandé, le 12 février, la suppression du ministère espagnol [redacted] la culture, estimant que l'Espagne [redacted] saurait avoir [redacted] *culture* [redacted] le document rendu public par [redacted] nationalistes, réunis depuis [redacted] de 1998 dans [redacted] mouvement dit de la « Déclaration [redacted] Barcelone ». « *ce ministère n'a* [redacted] *et* [redacted] *tom-*[redacted] *pomme* [redacted] » un jour où l'autre, car l'Espagne est « *un Etat plurinational, plurilinguistique* [redacted] *pluriculturel* » [redacted] lequel les régions devraient disposer de compétences exclusives en ma[redacted] culture.

■ **PHOTO : le prix World Press** [redacted]**, qui récompense le meilleur cliché de presse de l'année,** [redacted] été attribué le 12 février à Amsterdam [redacted] l'Américaine Dayna Smith, [redacted] *Washington Post*, pour [redacted] photographie en noir [redacted] montrant [redacted] d'une femme albanaise lors [redacted] funérailles d'un commandant [redacted] l'Armée [redacted] du [redacted] Izbica. [redacted] cliché a [redacted] sélectionné parmi 36 836 autres, proposés par 3 733 photographes de 116 [redacted].

■ **CINÉMA : selon** [redacted] **quotidien spécialisé** [redacted] ***Hollywood Reporter***, [redacted] **Spielberg** [redacted] **pressenti pour** [redacted] une nouvelle adaptation [redacted] *La* [redacted] *à explorer le temps*, de H. G. Wells. Le film [redacted] coproduction Warner/[redacted] devrait [redacted] à [redacted]

Les propos malheureux du commissaire français de l'Arco

NICOLAS BOURRIAUD, le commissaire responsable de la sélection des galeries françaises [redacted] la foire d'art contemporain de Madrid, l'Arco (*Le Monde* daté 14-15 février), a [redacted] une embarrassante polémique. Alors que la France est l'invitée d'honneur de la foire, le supplément culturel du journal *ABC* daté du 4 février a publié un entretien dans lequel Nicolas Bourriaud tient des propos très négatifs sur l'art espagnol, affirmant notamment : « *On ne voit ni les artistes ni les critiques* [redacted] *les* [redacted] (...) *L'Espagne est absente* [redacted] *débat* [redacted] (...) *Je connaissais* [redacted] *critique espagnol important que je* [redacted] *voyais jamais dans aucune exposition* [redacted] *Allemagne* [redacted] *dans* [redacted] *pays et je* [redacted] *demandais* [redacted] *de cela.* [redacted] *répondit qu'il voyageait uniquement aux Etats-Unis. Ça me paraît incroyable,* [redacted] *ces* [redacted] *l'Europe commence à* [redacted] *une réali-*[redacted] *Avant,* [redacted] *les années 30, les Espagnols voyageaient toujours* [redacted] *Allemagne,* [redacted] *étaient* [redacted] *par elle.* (...) *A un* [redacted] *où,* [redacted] *de l'art en Europe, les frontières tombent,* [redacted] *Espagne, elles se construisent.* »

Interrogé par *Le Monde*, Nicolas Bourriaud [redacted] accusé *ABC* d'avoir dé[redacted] propos. La [redacted] d'*ABC* confirme avoir retranscrit fidèlement l'entretien, dont elle possède un enregistrement.

Où pêcher les architectes du futur ?

Trois initiatives pour présenter les jeunes talents

LES ÉCOLES sont en crise, la profession est elle-même sérieusement [redacted] baisse de [redacted] commande, [redacted] aussi, ce qui n'arrange pas le moral général, à la disparition des bons vieux modèles et des repères doctrinaux. Où chercher, dans ce contexte, la jeune architecture, les talents naissants, les idées neuves ? Surtout, comment repérer dès à présent la relève, après la génération des constructeurs qui s'est imposée depuis un quart de siècle et a pu confirmer son savoir-faire à la faveur des grands travaux ? Ce sont les questions que vont poser, en y répondant chacune à sa manière, deux institutions dans les semaines à venir.

Le concours Europan d'abord, qui organise du 18 au [redacted] février un Forum des villes et des jurys à la Manufacture des Œillets (Ivry) avec la participation de 65 villes de toute l'Europe. Délaissé par Didier Rebois, qui fut l'un de ses initiateurs – il reste secrétaire général –, Europan est le successeur du Programme architecture [redacted] (PAN), un concours français qui permettait [redacted] l'Etat de mettre le pied à l'étrier aux plus doués des jeunes diplômés. Le PAN a disparu dans la spirale européenne. Comme ont d'ailleurs disparu les *Albums de la jeune* [redacted]*ture* (en 1994), autre [redacted] qui pendant quinze ans a permis [redacted] maîtres d'ouvrage de faire leurs emplettes à la sortie des écoles. Les *Albums* devraient renaître dans la fou[redacted] du nouvel [redacted] français d'architecture (IFA).

La [redacted] échelle d'Europan [redacted] sa structure, à peu près aussi simple que la Commission de Bruxelles, ne facilitent pas la compréhension de cet outil pourtant précieux. C'est en effet une démarche d'échange et de repérage de l'excellence communautaire qui conduit les jeunes architectes à mieux appréhender non seulement leur futur territoire professionnel, mais aussi la diversité des [redacted] urbaines. Pour les têtes chercheuses qui participent [redacted] ce concours, il y a 120 places à prendre et, surtout, 120 projets [redacted] construire pour de bon. Le forum d'Ivry, sur le thème des nouveaux paysages [redacted] l'habitat, apportera aux amateurs les éclaircissements nécessaires sur cet Europan, cinquième du genre.

ÉCLATEMENT DES TENDANCES

La relève des *Albums de la jeune architecture*, quant à elle, [redacted] opportunément, [redacted] occasionnellement, prise [redacted] la [redacted] *d'A*, (pour d'Architecture), dans [redacted] numéro [redacted]. Reprenant le principe de l'exposition « Quarante architectes de moins de quarante ans », organisée naguère [redacted] l'IFA, cette revue d'actualité qui, dans son numéro de [redacted] entreprend [redacted] redonner couleur aux [redacted] gris de la construction française, a commencé une collection de trente architectes de moins de trente ans. Heureuse initiative qui a montré la fertilité des écoles, l'éclatement des tendances, le côté « touche-à-tout » de cette génération qui n'a plus d'idéal, ni moderne, ni postmoderne, ni rationaliste ni déconstructiviste, et qui butine allègrement les mille fleurs cultivées une à une par leurs aînés.

Le [redacted] régional d'art contemporain (FRAC) du Centre a d'ailleurs [redacted] de vérifier cette hypothèse à l'occasion des premières rencontres [redacted] d'architecture, qui auront lieu en avril et mai [redacted] Orléans. La [redacted] s'appellera Archi Lab. Lab pour laboratoire, bien sûr. Marie-Ange Brayer [redacted] Migayrou, maîtres d'œuvre de cette expérience, [redacted] exploré le [redacted] monde [redacted] trouver 30 équipes – [redacted] condition d'âge, hormis [redacted] fraîcheur [redacted] l'esprit. L'exposition aura [redacted] lieu [redacted] l'ancien site [redacted] militaires, en [redacted] d'Orléans, la ville de Jean-Pierre [redacted] (PS). Huit jeunes agences françaises, seulement, participeront au festin, confrontées aux plus remuantes [redacted] leurs homologues américaines, japonaises, hollandaises, britanniques ou allemandes. Plus un Croate, un Espagnol, un Autrichien et deux Australiens.

Hormis les habitués [redacted] français (Roche et Cie, [redacted], Decq et Cornette, du Besset [redacted] Lyon, Jakob et MacFarlane), la plupart des participants sont inconnus du public. Migayrou, qui est le machiavélique penseur de cette réunion de brûleurs d'idoles, va pêcher ses noms et ses images dans quelques revues toniques (il présente un bel échantillon de ces publications dans le dernier numéro de *d'A*, janvier-février), et dans une passion irrépressible pour l'avatar le plus plasticien du métier d'architecte.

Frédéric Edelmann

★ **Europan 5, Forum des villes et [redacted] jurys, du 18 au 20 février, Manufacture des Œillets, Ivry-sur-Seine.**

★ **Archi Lab, premières rencontres internationales d'architecture. Rencontres et débats du 14 au 16 avril. Exposition du 14 avril au 30 mai. Renseignements : FRAC Centre : 02-38-62-47-67. e-mail : archilab.orleans@wanadoo.fr**

★ **Magazine *d'A*, en vente dans les kiosques et les librairies spécia-[redacted] (44 F) ; [redacted], rue du Petit-Musc, 75004 Paris. Tél. : 01-53-01-97-00.**

Le petit peuple du début du siècle dans la voix de Marcel Maréchal

La pièce de Louis Guilloux mise en scène au Théâtre du Rond-Point

La Maison du peuple est le premier récit, écrit en 1920, de l'écrivain Louis Guilloux, fils d'un cordonnier [illegible] Saint-Brieuc épris de socialisme. [illegible] la direction de François Bourgeat, Marcel Maréchal sert une nouvelle fois l'un de ses auteurs de prédilection, qu'il connaît mieux que [illegible] autre. Avec des moyens rudimentaires, [illegible] livre [illegible] texte [illegible] avec une foi, [illegible] conviction qui emportent l'adhésion des spectateurs.

LA MAISON DU PEUPLE, de Louis Guilloux. Adaptation et mise [illegible] scène : François Bourgeat. Avec Marcel Maréchal. THÉÂTRE DU ROND-POINT, 2 [illegible] Franklin-Roosevelt, Paris 8e. Mº Franklin-Roosevelt. Tél. : 01-44-95-98-10. [illegible] mercredi au samedi, [illegible] 18 h 30. Durée : 1 h 10. 50 F (7,6 €). Jusqu'au 20 février.

« Un train venait d'arriver. [illegible] voyageurs tâchaient [illegible] s'ouvrir [illegible] chemin. Et, brusquement, la nouvelle courut : on a assassiné Jaurès. » C'est un enfant, Louis Guilloux, qui [illegible] ouvrières [illegible] père, cordonnier [illegible] Saint-Brieuc, dans les premières années du siècle. [illegible] pour fonder une section socialiste. Ce qui [illegible] demande du mal. *« Les camarades [illegible] plaignaient d'être délaissés par le Parti, qu'ils accusaient de réserver [illegible] efforts à [illegible] région parisienne et aux départements avancés, comme [illegible] Nord. »*

Le père Guilloux se présente en [illegible] aux élections municipales. *« Une [illegible] doit [illegible] administrée pour [illegible] de tous, et non pour le profit de quelques-uns. Il n'est [illegible] juste [illegible] l'argent des contribuables [illegible] notre ville ne [illegible] qu'à faire [illegible] dont l'armateur [illegible] a [illegible] au port. »* Il milite pour la rénovation des quartiers pauvres, il répète que l'iniquité commence par [illegible] partage entre les boulevards [illegible] villas, [illegible] beaux immeubles, et [illegible] ruine [illegible] faubourgs. [illegible] parents, [illegible] grands-parents de Louis Guilloux, vivent dans le noir et le froid. Mais quand le docteur [illegible] qui conduisait la liste socialiste, [illegible] élu, il prend un virage [illegible] épingle [illegible] cheveux, conduit une politique de droite, [illegible] centre droit.

La [illegible] du peuple, [illegible] premier récit de Louis Guilloux (il l'a écrit en 1920), [illegible] l'un [illegible] grands livres de [illegible] temps. Albert [illegible] a dit qu'il le reprenait sans cesse. Il rappelait que Guilloux montrait là, mieux qu'aucun autre, comment la pauvreté détruit les différentes [illegible] vivre. Relisant [illegible] *Maison du peuple*, Camus écrivait : *« Un excès [illegible] pauvreté raccourcit la mémoire, détend l'élan [illegible] amitiés [illegible] amours. Quinze mille francs par mois, la vie d'atelier, [illegible] Tristan n'a plus rien à dire [illegible] Yseult. L'amour aussi [illegible] luxe, [illegible] condamnation. »*

L'INSURRECTION DES PAGES

L'écriture de *La Maison du peuple* [illegible] d'une pureté [illegible] d'un calme inouïs, [illegible] lumière patiente qui susciterait, peu à peu, un miracle d'énergie. Difficile [illegible] ne [illegible] penser à [illegible] d'Antonin Artaud : *« Il [illegible] me faudrait qu'un seul [illegible] parfois. Un simple petit [illegible] importance, pour être grand, pour parler [illegible] des prophètes, un mot-témoin, un [illegible] précis, un [illegible] bien macéré [illegible] mes moelles, [illegible] de moi, qui se tiendrait a l'extrême bout de mon être. »*

Marcel Maréchal a, [illegible] de, lui aussi, lu et relu Louis Guilloux. [illegible] l'a fait entendre, dans [illegible] théâtres. Deux chaises, une longue table, un cache-nez tricoté rouge. l'image floue d'un navire à quai à Saint-Brieuc, et une poignée de feuilles manuscrites. c'est [illegible] tout le « [illegible] » utile [illegible] Marcel Maréchal pour lever tout l'orage. [illegible] l'insurrection des pages [illegible] Louis Guilloux. Le public retient son souffle. Ce qui est poignant c'est à quel point Maréchal est déstabilisé par l'arme miraculeuse du texte. Il tâte. Il fait comme s'il ne se rappelait pas. Il repart en douceur, il s'affermit. Il sombre dans un silence, il guette... Vous diriez une bête sauvage, à la limite [illegible] la forêt. *« mes yeux sont éblouis du jour que je revois »*... Il ne faut [illegible] manquer la rencontre Guilloux-Maréchal ; c'est immense.

Michel Cournot

La musique trouble de Bernard Cavanna ovationnée à Radio-France

PRÉSENCES [illegible] John Cage, Bernard Cavanna, Michel Longtin [illegible] Dusapin, par Noëmi Schindler (violon) [illegible] l'Orchestre philharmonique [illegible] Radio-France, Dominique [illegible] (direction). Maison [illegible] Radio-France, le [illegible] février.

Le dernier concert d'orchestre inscrit au programme de Présences 99 s'est imposé comme une [illegible] synthèse du festival. Nullement hasardeuse d'un point [illegible] vue théorique, la croisière musicale entreprise entre les trois capitales a pris l'allure d'une délicate excursion au sein d'une [illegible] triangle [illegible] Bermudes [illegible] l'indépendance esthétique. [illegible] Français [illegible] globalement donné l'impression [illegible] s'y aventurer par souci d'émancipation, [illegible] Québécois [illegible] s'y perdre [illegible] plaisir et [illegible] Américains d'y régner en flibustiers. Ainsi John Cage s'est-il embarqué [illegible] 1947 avec *The [illegible]* pour [illegible] les [illegible] du pittoresque orchestral. A peine chorégraphique – même au sens [illegible] Merce Cunningham qui [illegible] fut [illegible] destinataire –, cette douteuse pastorale se complaît [illegible] navigation entre deux [illegible] lyrique et épique, sereine et mouvementée, candide et cérébrale, balançant [illegible] le faux angélisme de Charles Ives et l'authentique mièvrerie [illegible] Frederick Delius.

L'expression recherchée par Bernard Cavanna dans son *Concerto pour violon* (en création mondiale) [illegible] n'est pas moins trouble. Cependant, [illegible] Cage intrigue par [illegible] succession d'élans brisés (mélodiques [illegible] harmoniques), Cavanna fascine par une très prenante dérive (chromatique jusque dans [illegible] micro-intervalles). L'œuvre s'ouvre [illegible] une course-poursuite entre l'orchestre [illegible] l'instrument soliste mais ne sacrifie pas aux conventions [illegible] l'animation haletante. Accessible au premier degré d'une lutte désespérée, la musique n'en est [illegible] pour [illegible] simpliste. [illegible] immédiate se double d'une profondeur émotionnelle particulièrement fouillée, comme [illegible] témoigne, par exemple, le travail effectué [illegible] le compositeur sur un fond orchestral toujours mouvant afin d'engloutir [illegible] violon [illegible] aussi de le fuir [illegible] une même poussée pathétique.

UNE VOIX HUMAINE SANS ÊTRE POPULISTE

Noëmi Schindler confère à [illegible] pansive un caractère bergien. Gageons qu'avec une telle sensibilité (rare dans l'Hexagone mais très répandue chez les compositeurs [illegible] l'Europe [illegible] l'Est [illegible] toutefois moins de « [illegible] »), [illegible] concerto [illegible] Cavanna aurait été hué à Paris il n'y [illegible] pas si longtemps. Le 13 février, il a été ovationné par [illegible] public ravi d'avoir découvert une voix d'aujourd'hui, humaine sans être populiste.

En glissant plusieurs séquences [illegible] type hollywoodien (pastiches de musiques de films signées John Barry, John Williams ou Jerry Goldsmith) dans un habile mais vain patchwork intitulé *La Route des pèlerins reclus*, le Québécois Michel Longtin a lui paru, [illegible] revanche, [illegible] démagogue et n'est jamais parvenu [illegible] faire entendre une voix personnelle. Tout au plus quelques accents (qui ont provoqué des sourires chez la clairvoyante Dominique My placée à la [illegible] du Philharmonique de Radio-France) parmi lesquels on aura [illegible] l'élégie sibélienne.

Sibelius compte aussi parmi [illegible] références de Pascal Dusapin, [illegible] manière [illegible] tentatoire. *Extenso* pourrait, par exemple, [illegible] au compositeur français honoré par Présences [illegible] ce que *Tapiola* fut au maître finlandais : [illegible] symphonique de la mutation permanente d'une seule et unique figure. Celle modelée par Dusapin joue à tourner sur elle-même selon un dégradé [illegible] la fois stylisé [illegible] énergique. Puisqu'il s'agit d'extension, [illegible] rapprocher *Extenso* [illegible] qu'aurait pu [illegible] la mise en mouvement picturale par Francis Bacon d'une sculpture d'Alberto Giacometti.

Pierre Gervasoni

CONCERTS

Auditorium du Louvre
[illegible]
Sarah Bitlloch, violon
Miguel Angel Clares, violoncelle
Benjamin Hochman, piano
HAYDN, BRAHMS, PRADO
LOC : 01 40 20 84 00

ORCHESTRE DE PARIS
[illegible]
ESCHENBACH
direction
Salle [illegible] - 20 h
Brahms [illegible]
Mercredi 24 et jeudi 25 février
Tzimon Barto, [illegible]
Mercredi 3 et jeudi 4 mars
Gil Shaham, [illegible]
80 à 290 F - Tel 01 45 61 65 89
Tarif jeunes : 50 F
www.orchestredeparis.com

GAVEAU
Tél. rés. : 01-49-53-05-07
8 et 9 mars 1999 - 20 h 30
Ivo
POGORELICH
Récital Chopin
Polonaise-Mazurkas-Sonates

cité de la musique
musée, concerts, centre [illegible] information
24 [illegible]
[illegible] avec [illegible]
et l'Ensemble Intercontemporain
[illegible] Unsuk Chin
[illegible]
21h - concert
Stravinsky, [illegible]
• Des formules de restauration rapide vous seront proposées au foyer bar et au café de la musique
musiques à danser
musiques à écouter
27 et 28 février
[illegible]
œuvres de musique de chambre
Christoph Eschenbach, [illegible], piano
Gil Shaham, violon
Solistes de l'[illegible] de Paris
27 et 28 février
Porte de Pantin
144 84 44 84

Peindre, une question vitale pour Alix Le Méléder

ALIX LE MÉLÉDER. [illegible] d'art contemporain Chaillioux, 5, rue Julien-Chaillioux, [illegible] Fresnes. Tél. : 01-46-68-58-31. Du mardi au vendredi, [illegible] 14 heures [illegible] 19 heures ; le samedi, [illegible] 10 heures [illegible] 13 [illegible] 14 heures [illegible] 18 heures ; le dimanche de [illegible] heures à [illegible] heures. Entrée libre. Jusqu'au 21 mars.

A Fresnes, il y a tout ce qui fait [illegible] banlieue. Et la prison. A Fresnes, il y a aussi [illegible] restes d'un village, [illegible] église qui [illegible] les heures. Au [illegible] de la [illegible] qui glisse [illegible] l'église, il y a la maison Chaillioux. Le mot maison est juste, parce que ce n'est pas plus que cela, un bâtiment ordinaire, deux étages, [illegible] pièces de taille modeste, qui [illegible] un centre d'art contemporain [illegible] expositions. On se doute que le budget – DRAC Ile-de-France, conseil général du Val-de-Marne [illegible] municipalité de Fresnes – n'a [illegible] vertigineux. Trois personnes [illegible] peu d'argent maintiennent, ici, l'art [illegible] vie.

[illegible] expose ici, pour la première fois, des toiles d'Alix Le Méléder, toiles [illegible] d'une [illegible] née en 1955 qui [illegible] montre que fort peu. Elles n'ont pas [illegible] titre. [illegible] sont de format carré. Elles sont, comme on dit, abstraites. Entendez par là que la peinture n'imite ni objet ni figure. Pour autant, [illegible] pourrait parfaitement soutenir que [illegible] un sujet, la présence. Chacune semble échappée à la disparition. Il s'en est fallu de peu qu'il n'y ait rien et que [illegible] carré blanc le reste, vide. Des touches et des coulures [illegible] déposées, plus ou moins nombreuses et serrées, [illegible] recouvrant ou s'écartant, [illegible] confondant ou se fuyant.

Quand elles prolifèrent, elles tissent un voile de couleurs, si mince, si déchiré [illegible] effiloché qu'il ne cache [illegible] le vide [illegible] avant duquel il flotte. Quand les taches se raréfient, elles s'accrochent [illegible] quatre bords, comme pour résister à l'expansion d'une force venue du [illegible] de [illegible] toile, force qui [illegible] rejette. La couleur devient plus intense, [illegible] répartition des accents chromatiques plus régulière, comme pour opposer au vertige une harmonie. Sérénité crispée.

Une telle peinture a une histoire, qui passe par Jackson Pollock [illegible] Sam Francis. Ils peignaient [illegible] sol [illegible] Le Méléder peint contre le mur [illegible] l'atelier, à la verticale, mais [illegible] tourner [illegible] toile, [illegible] que [illegible] coulures glissent dans quatre directions opposées [illegible] que [illegible] fluidité du geste qui éclabousse saute [illegible] yeux. [illegible] comme [illegible] de ses grands prédécesseurs, [illegible] Le Méléder ne cherche [illegible] à organiser un système critique et à mettre à nu méthodiquement [illegible] composantes de la peinture – beaucoup l'ont fait depuis une quarantaine d'années et certains continuent obstinément à le faire, au risque de s'enfermer dans la répétition. Elle ne produit pas des tableaux d'après un discours. Elle peint parce que c'est pour elle [illegible] question vitale. Le plus remarquable est que cela [illegible] voit si nettement, si violemment.

Philippe Dagen

SORTIR

PARIS

R. L. Burnside
Découvert sur le tard par [illegible] monde du rock alors qu'il était depuis des lustres un mythe bien actif pour celui du blues, le chanteur [illegible] guitariste R. L. Burnside, soixante-douze ans, natif de l'Etat du Tennessee, où il réside toujours, balance sa musique [illegible] quelle, sans les ornementations et [illegible] clins d'œil à [illegible] modernité dont [illegible] pare parfois le genre. Ce blues-là est celui des fondations, aride et âpre, avec le grain de l'authenticité.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, 10e. Mº Château-d'Eau. 21 heures, le 15. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 150 F.

Dave Weld and The Imperial Flames
Guitariste, chanteur et co-leader du groupe Little Ed and Blues Imperials, Dave Weld, spécialiste de la *slide* guitar, cette six-cordes à la sonorité miaulante, mène dorénavant [illegible] propre formation. Elle sera présente pour [illegible] première [illegible] à Paris, au jazz-club de l'Hôtel Méridien-Etoile. Le groupe compte quelques pointures, [illegible] celles qui ont appris leur métier patiemment, [illegible] accompagnant [illegible] Avec Dave Weld, le blues se sert de grandes goulées de *soul music*.
Jazz Club Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 17e. Mº Porte-Maillot. Les 15, 16, 17, 18, 19 et 20, 22 h 30. Tél. : 01-40-68-30-42. 130 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

A tout jamais, une histoire de Cendrillon
d'Andy Tennant (France-Etats-Unis, 2 h 01)
Disparus
[illegible] Bourdos (France/Suisse, 1 h [illegible]
[illegible] adoptif
d'Aktan Abdykalykov (France-Kirghizistan, 1 h 21).
[illegible] août, [illegible] septembre
d'Olivier Assayas (France, 1 h 52).
Fragments sur la misère
[illegible] Christophe Otzenberger (France, 1 h 30).
Happiness (*)
[illegible] (Etats-Unis, 2 h 14).
Ma [illegible] ennemie
[illegible] Chris Columbus (Etats-Unis, [illegible] h 05).
1 [illegible] pattes
de John Lasseter [illegible] Andrew [illegible] (Etats-Unis, [illegible] animé, 1 h 35).
Le [illegible]
[illegible] Majid Madjidi (Iran, 1 h 36).
[illegible]
[illegible] Darren Aronofsky (Etats-Unis, 1 h 25).
Teatro [illegible]
de [illegible] Martone ([illegible] 1 h [illegible]
(*) Film interdit aux moins de 12 [illegible]

TROUVER SON FILM

Tous [illegible] films [illegible] 3615 LEMONDE ou [illegible] : 08-36-68-[illegible]

FESTIVALS

Littérature et [illegible]
Le [illegible] [illegible] Curzio Malaparte (1950), mardi 16 février [illegible] 14 heures, 16 heures, 18 heures, 20 heures et 22 heures ; [illegible] *Nus et les [illegible]*, de Raoul Walsh [illegible] d'après [illegible] mercredi 17 à 14 [illegible] 16 h 30, 19 heures [illegible] 21 h 30 ; *Le Journal [illegible] femme de chambre*, de Jean Renoir [illegible] d'après Octave Mirbeau, jeudi [illegible] 14 heures, 16 heures, [illegible] heures, 20 heures et 22 heures ; *Plus fort que le diable*, [illegible] John Huston (1953), d'après Truman Capote, vendredi [illegible] à 14 heures, 16 heures, [illegible] heures, 20 heures [illegible] (copie [illegible] mauvais état) ; [illegible] *quatrième vitesse*, [illegible] Aldrich (1955), d'après Mickey Spillane, samedi 20 à 14 heures, 16 heures, 18 heures, [illegible] heures et 22 heures ; *Quand [illegible] dort*, de John Huston [illegible] d'après William Burnett, dimanche 21 à 14 heures, 16 heures, 18 heures, 20 heures [illegible] 22 heures ; *Témoin à charge*, de Billy [illegible] (1957), d'après Agatha Christie, lundi 22 à 14 heures, [illegible] h 30, [illegible] heures et 21 h 30. Films en version originale sous-titrée.
Grand Action, 5, rue [illegible] Ecoles, 5e. Mº Jussieu, Maubert-Mutualité. [illegible] : 01-43-29-44-40.

EXPOSITIONS

Les Monuments d'éternité de Ramsès II
Musée du Louvre, aile Richelieu, entrée [illegible] Pyramide, 1er. Mº Palais-Royal, Louvre. Tél. : 01-40-20-51-51. De 9 [illegible] à 17 h 45. Fermé mardi. Jusqu'au 10 [illegible] Billet d'accès au musée : 45 F de 9 heures à [illegible] heures, 26 F après [illegible] heures [illegible] dimanche, gratuit pour les moins [illegible] pour [illegible] 1er dimanche de chaque mois.
Archéologie du Grand Louvre : les fouilles du Carrousel (1989-1990)
Musée du Louvre, aile Sully, fossés du Louvre médiéval, entrée par la Pyramide, 1er. Mº Palais-Royal. Tél. : 01-40-20-51-51. De 9 heures à 17 h 45 ; nocturne lundi et mercredi jusqu'à 21 h 45. Fermé mardi. Jusqu'au 28 juin. Billet d'accès au musée : 45 F de 9 heures à 15 heures, [illegible] F après [illegible] heures [illegible] dimanche, gratuit pour les moins de [illegible] ans et pour tous les premiers dimanches de chaque mois.
Rosemarie Trockel, Carsten Höller, Peter Fischli et David Weiss
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 16e. Mº Alma-Marceau. Tél. : 01-53-67-40-00. [illegible] 10 heures [illegible] 17 h 30 ; samedi [illegible] dimanche jusqu'à [illegible] h 45. Fermé lundi. Jusqu'au [illegible] F à 27 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

[illegible] Kiosque Théâtre : [illegible] places du jour vendues [illegible] moitié prix (+ [illegible] F [illegible] commission [illegible] place). Place [illegible] la Madeleine et parvis [illegible] gare Montparnasse. De 12 h 30 [illegible] 20 [illegible] mardi [illegible] di ; de 12 h 30 [illegible] 16 heures, le dimanche.
[illegible]tes raides
Lavoir moderne parisien, 35, [illegible] Léon, 18e. Mº Château-Rouge. Les 15 [illegible] 16, jusqu'au [illegible] 20 heures. Tél. : 08-03-80-88-[illegible] F.
Les Négropolitains chantent Boby Lapointe
Théâtre d'Edgar, [illegible] boulevard Edgar-Quinet, 14e. Mº Edgar-Quinet, Montparnasse-Bienvenüe [illegible] 15 [illegible] jusqu'au [illegible] 20 h 15. Tél. : 01-42-79-97-97. [illegible] 70 F à 90 F.

RÉSERVATIONS

The Winter's Tale (en anglais)
[illegible] William [illegible] mise en scène [illegible] Theatre, avec Agnieszka Bihel, Christophe [illegible] Fletcher, Rod [illegible] Harry Holtzman, [illegible] Karyat Velayudhan, [illegible] Massart [illegible] Messaouda Sekkal.
[illegible] chapiteau, 47, quai d'Austerlitz, 13e. [illegible] Gare-d'Austerlitz. Les mardi 16 et mardi 23, [illegible] heures ; Du mercredi 17 au samedi 20, 20 heures ; le [illegible] 21, 16 heures. Tél. : 01-53-05-19-19. [illegible]
[illegible] Galliano Trio
avec Jean-Marie [illegible] et Rémi Vignolo
[illegible] 60, [illegible] des Lombards, 1er. [illegible] 17, [illegible] 19, 20, 23, 24, [illegible] 26 [illegible] 27, 20 heures et [illegible] heures. Tél. : 01-40-26-46-60. [illegible] à 120 F.
[illegible] Grailler
Petit Opportun, 15, rue [illegible] Lavandières-Sainte-Opportune, 1er. Les 17 et 24, 22 h 30. [illegible] : 01-42-36-01-36. 80 F.

DERNIERS JOURS

16 [illegible]
[illegible] morts ; le [illegible] de [illegible] d'August Strindberg et Franz Kafka, mise en scène de Frédéric Fisbach, avec Gérard Cherqui, Jean-Charles Dumay, Yves-Noël Genod, Christian Montout, Benoit [illegible] et Margaret Zenou.
Studio-Théâtre, 18, [illegible] l'Insurrection, [illegible] Vitry. Jusqu'au samedi 20. 20 h 45. Tél. : 01-46-82-40-17. [illegible] 50 F [illegible] F.
Lorenzaccio
d'Alfred [illegible] mise [illegible] scène de Gérard Gelas, [illegible] Marie-Noëlle de Witte, [illegible] Amalric, Guillaume Lan[illegible] Christelle [illegible] David [illegible] Michel Paume, Hervé Pezière, Jean-Charles Raymond, Damien Rémy, André Rousselet, Annie [illegible] Henri Talau [illegible] Marjorie [illegible]
Théâtre [illegible] l'Est parisien, 159, [illegible] Gambetta, 20e. Mº Pelleport, Saint-Fargeau. 20 h 30 ; [illegible] mercredi 17 et jeudi 18, à [illegible] heures. Tél. : 01-43-64-80-80. Durée : 3 h 10. 90 F et 140 F.
[illegible]
d'Aziz Chouaki, mise [illegible] scène [illegible] Laurent Vacher, [illegible] Jean-Claude Leguay [illegible] Andrieux (musicien).
[illegible] internationale (Théâtre), 21, boulevard Jourdan, 14e. RER Cité-Universitaire. 20 heures. Jusqu'au jeudi 18 [illegible] heures. Tél. : 01-43-13-50-50. Durée : 1 h 30. De 55 F à [illegible]

Shakespeare, l'universel
un dossier déjà paru dans
Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS littéraires
POUR VOUS LE PROCURER
Envoyez votre commande accompagnée d'un chèque de 15 F à Boutique Le Monde, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

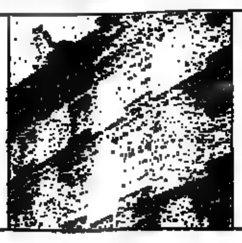
هكذا من الاصل

Le Monde [redacted]

NEUF ET RÉSIDENTIEL

PARIS

14, rue de l'Arcade
[redacted] Paris
DERNIÈRES OPPORTUNITÉS PÉRISSOL
Réalisation :
BOUYGUES IMMOBILIER
150, route de la [redacted]
92100 Boulogne



Tout le charme [redacted] l'ancien allié au [redacted] du neuf, [redacted] le quartier de la Madeleine.
Dans une rénovation de prestige un superbe appartementde 4 pièces avec un local de caractère de 91 m² en sous-sol transformable en salle de jeux ou en [redacted] d'enregistrement.
Idéal profession libérale.
[redacted] RER, commerces à proximité.

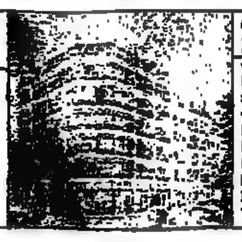
Prix nous consulter.

Appelez dès maintenant le 01 55 38 25 38.
de 9 h à 19 h, [redacted] lundi au [redacted]

Bouygues Immobilier

---

41 rue Crozatier
75012 PARIS
Réalisation :
PREMIER
Une réalisation originale
LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS
Tél. : 01 53 [redacted] 33



CONJUGUEZ CALME AVEC MODERNITÉ, ET LUMIÈRE AVEC CONFORT
• Immeuble d'angle, vues dégagées. • Larges baies vitrées, vastes loggias.... • Noblesse des matériaux en façade : allèges de pierre, corniches et portants métalliques... • [redacted] grande qualité. • Chauffage au gaz. • Livraison 2000. • [redacted] Périssol.
Du studio au 4 pièces
Exemple de prix pour un 4 pièces de [redacted] m² : 1 895 000 F
Renseignements : [redacted] Une réalisation originale [redacted] NOUVEAUX CONSTRUCTEURS
Bureau [redacted] : Angle rue Crozatier et rue de Cîteaux 75012 Paris. Tél. : 01 53 33 09 33

PREMIER

Villa Régnier
75015 Paris
Métro Volontaires
Réalisation :
GROUPE BOUYGUES [redacted]
[redacted] route de la Reine
92100 Boulogne

DERNIÈRES OPPORTUNITÉS PERISSOL

PRIX DE LANCEMENT

Proche du métro Volontaires et de Vaugirard, une résidence pleine de charme de 11 appartements, dans une rue calme et [redacted]
Venez découvrir les [redacted] derniers appartements disponibles.

Renseignements et vente :
01 55 38 25 38

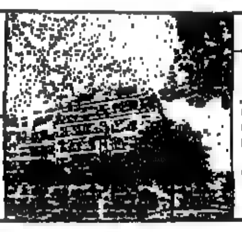
Bouygues Immobilier

Les jardins [redacted]
26 [redacted] de la [redacted]
3 et 7 rue Henri [redacted]
[redacted] Paris
Réalisation :
George V Promotion
Commercialisation :
Periclès Consultants
Tél. : 01 55 21 07 21
Fax : 01 55 21 07 22

En lisière de l'avenue Mozart, sur 2600 m² de jardins privés et protégés.
George V Promotion réalise 3 petits immeubles aux façades en pierre de taille porteuse.
Du studio au 5 pièces, des appartements avec balcons ou terrasses et, pour la plupart, une vue exceptionnelle sur les jardins.
Prestations luxueuses - Parkings en sous-sol - Amortissement Périssol
Renseignements : 01 55 21 07 21
Livraison 1er semestre 2000.

GEORGE V promotion

Les allées Cantates
Parc des Musiciens.
Rue Adolphe Mille
75019 PARIS
A 200 m du métro Porte de Pantin
Réalisation : SOFERIM.
Commercialisation [redacted]
AMSTEAM CONSEIL
Tél. : 01 [redacted] 17 57



DU STUDIO [redacted] PIÈCES - A PARTIR DE 17 500 F/M2 HORS [redacted] AMORTISSEMENT [redacted]
Au cœur du Parc des Musiciens, la nouvelle résidence des Allées Ca[redacted] s'inscrit dans un environnement privilégié : entre Parc et jardins. L'architecture parisienne, en pierre, briques et zinc, les jar[redacted] privatifs entourés de grilles, [redacted] larges balcons orientés au sud, concourent à la qualité de cette réalisation. 58 appartements disponibles.
Prestations de standing : parquet chêne dans dans les séjours et entrée chauffage norme Vivrelec, chape flottante, digicodes, vidéophones, portes blindées, label Qualitel.
Bureau de vente sur place : rue Adolphe Mille - 75019 [redacted] ouvert tous les jours de 14h à 19h et le samedi de 10h à 13h.

SOFERIM

[redacted]
Parc des musiciens
[redacted] Adolphe [redacted] - 75019 [redacted]
NOUVEAU [redacted]
Réalisation : SOFERIM
Commercialisation
ASTEAM CONSEIL

A 200 m du métro Porte de Pantin
Face à 55 ha de Parc au Bord de l'eau, à l'orée de la Cité de la Musique, 2 immeubles de charme aux prestations luxueuses : parquet, chauffage gaz, terrasses et balcons. GAZ ET QUALITEL.
Du studio au 6 pièces. 12 appartements disponibles.
A partir de 17 500 F le m² hors parking.
Amortissement Périssol
Bureau de vente sur place ouvert 7 jours sur 7 de 14h à 19h et le samedi de 10h à 13h Rue Adolphe Mille, 75019 Paris.
Tél. 01 42 45 17 59.

SOFERIM

Les Académies
[redacted] Chaumont
75019 [redacted]
[redacted] Botzaris
Réalisation :
Groupe Bouygues Immobilier
150, route de la Reine
92101 Boulogne
[redacted]

IDEAL [redacted]
Une nouvelle résidence pour étudiants [redacted] services (gardien, cafétaria, laverie...).

NOMBREUX AVANTAGES [redacted] :
- rentabilité élev[redacted]
- récupération [redacted] la TVA
- défiscalisation [redacted]
- garantie des revenus pendant 9 ans.

Livraison dès septembre 1999

Prix à partir de 410 000 F TTC hors parking.
Renseignements et [redacted] : 01 55 38 25 38

Bouygues Immobilier

L'orée de la Nation
bd de Charonne
75020 Paris
Réalisation : HDI
Commercialisation HDI

DU STUDIO AU 6 PIECES
LANCEMENT

Au point de rencontre des 20ème, 11ème, et 12ème arrondissements, à deux pas de la Nation, le boulevard de Charonne offre l'avantage d'une artère préservée et calme. Dans cet environnement arboré, HDI vous propose en avant-première une réalisation composée de 2 bâtiments donnant sur un vaste jardin intérieur, dotée de prestations de grande qualité.
Ouverture, bureau de vente sur place : 54, bd de Charonne, ouvert tous les jours, sauf mardi et mercredi, de 14h à 19h
Tél. : [redacted] 43 [redacted] 83 88

HDI Groupe QUILLERY

Les jardins d'Amadeus

"Les jardins d'Amadeus", rue intérieure.

Paris XVIe, le calme et le charme en lisière de l'avenue Mozart

George V Promotion réalise dans
de prestige
de très beaux appartements du
, l'ensemble
donnant sur
Prestations luxueuses, Parkings.

3 et 7, rue Henri Heine
26, rue de [redacted] Source

(Amortissement Périssol)

Bureau de vente
3-7, rue Henri Heine
Tél : 33 (0) 1 55 21 07 21

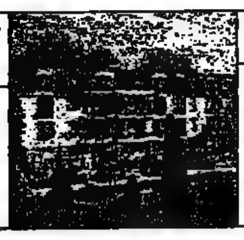
GEORGE V promotion

N° Vert 0 800 08 10 12

DIAGONAL

RÉGION PARISIENNE

Résidence "La Vallière"
45/49, route de Chatou
78 Carrières-sur-Seine
Réalisation :
Groupe FRANIM



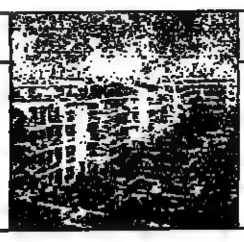
Livraison immédiate. Superbes appartements du 2 P au 4 P. A partir de 14 000F/m².

Construction traditionnelle - prestations de qualité exceptionnelle. Calme total dans un cadre de verdure en bord de Seine.
6 km de la Défense - Labels QUALITEL et PROMOTELEC PAS et prêt à taux 0%

APPARTEMENT MODÈLE sur place, du jeudi au dimanche de 15 h à 19 h ([redacted] jours sur rendez-vous)
Tél. 01 [redacted] 7 26 10

FRANIM

[redacted] Jardins [redacted] Montrouge
59 Avenue Henri Ginoux
(ex. rue de Bagneux)
92120 Montrouge
A 500m de Paris XIVème
Réalisation :
LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS
Tél. : 01 40 92 00 00

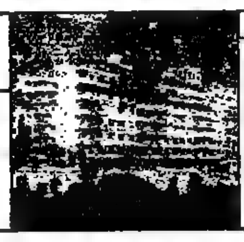


BALCON/TERRASSE PLEIN SUD, AU CALME SUR JARDIN INTÉRIEUR
• A proximité des commerces, des écoles et des transports.
• Façade de pierre, corniches...
• Parquet de chêne dans toutes les pièces.
• Chauffage individuel au gaz.
• Livraison été [redacted]
• Amortissement Périssol.

Exemple de prix pour un 4 pièces de 78 m² : 1 540 000 F
Renseignements : LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS
Tél. : 01 [redacted] 00 00

LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS

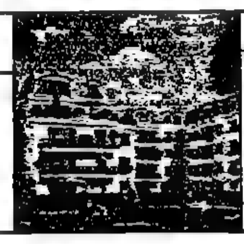
Les Terrasses d'Issy
76-80, bd Rodin
Issy-les-Moulineaux
Réalisation :
Sogeprom
Commercialisation :
Espace vente constructa
134, bd Haussmann 75008 Paris
Tél. : 01 56 59 64 00



DOMINEZ PARIS
A 250 mètre du RER C, des [redacted] avec vue sur Paris et sur l'ouest, dans un parc privé de 2 000 m². Prestations de qualité.
46 appartements [redacted] de disponibles, du studio au 5 pièces, balcons, terrasses
Prix moyen : 16 600 F/m²
Renseignez-vous dès aujourd'hui pour profiter du meilleur choix.
Idéal PERISSOL.
Bureau de vente : ouvert sur place 76-80, bd Rodin à Issy-les-Moulineaux lundi de 14h à 19h, jeudi et vendredi 10h00 à 12h30 et [redacted] 14h à 19h, samedi et dimanche de 10h à 12h45 et de 14h à [redacted]
Tél. : 01 4[redacted] 49

SOGEPROM

Jardins de Saint-Cloud
92 Saint-Cloud
Réalisation :
GROUPE BOUYGUES IMMOBILIER
150 route de la Reine
92100 Boulogne
http : //www.stimbatir.fr



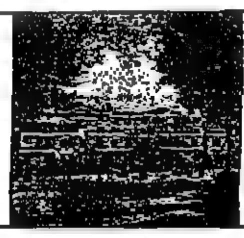
PRIX DE LANCEMENT

INVESTISSEZ maintenant pour vous constituer un patrimoine [redacted] qualité du studio au 4 pièces, dans une [redacted] de standing à deux pas du Parc de Saint-Cloud.

DERNIÈRES OPPORTUNITÉS PERISSOL
Informations et vente :
01 55 38 25 38
du lundi au vendredi

Bouygues Immobilier

Neuilly Marine
Angle rue de la Marine et bd Seurat. 92 Neuilly/Seine
DERNIÈRES OPPORTUNITÉS PERISSOL
Réalisation :
[redacted] Bouygues Immobilier
[redacted] route de la Reine
[redacted]



Profitez des dernières disponibilités : un studio, un 4 pièces et une maison de 5 pièces.

Superbe résidence de 3 étages situé dans la partie résidentielle de l'Ile de la Grande Jatte, caractérisée par sa tranquillité et la multiplicité des espaces verts. Architecture raffinée et prestations de très grande qualité. Les appartements ont été conçus pour vous assurer confort et qualité de vie
Livraison 2ème trimestre 99
Prix : Nous consulter
Renseignements et vente : 01 55 38 25 38
http : www.franceconstruction.fr

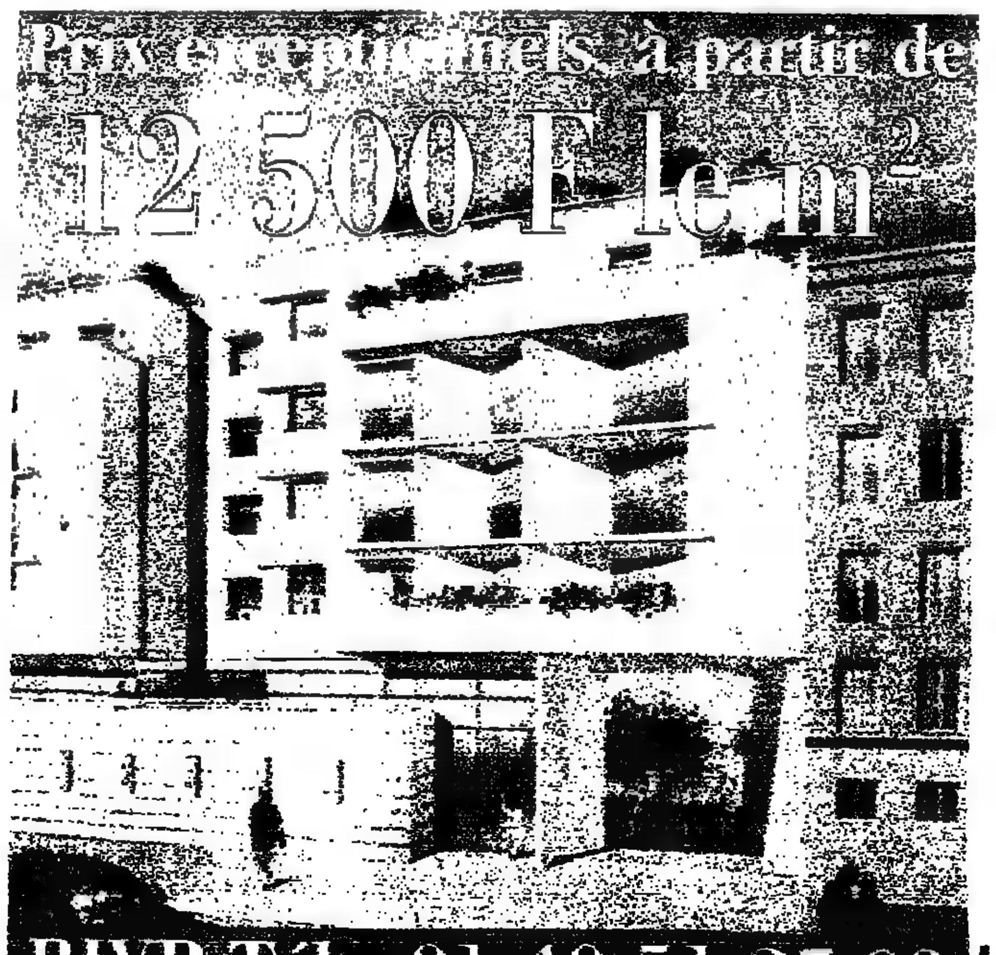
Bouygues Immobilier

NEUF ET RÉSIDENTIEL [redacted]

NOUVEAU PROGRAMME !

LES HAUTS DE SAINT-FARGEAU

A vendre à Paris 20e
112 logts, du studio [redacted] 5 pièces, parkings en sous sol



Libre interprétation de l'artiste

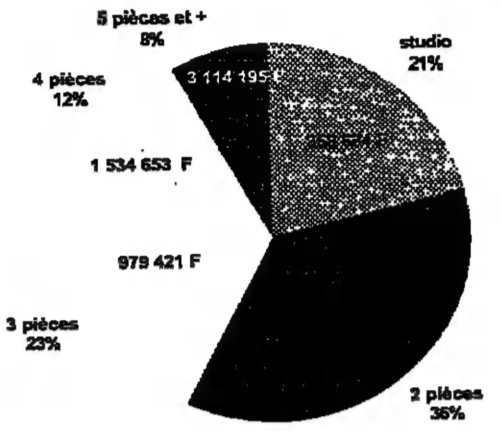
RIVP Tél : 01 40 51 27 93
2 rue St Thomas d'Aquin 75007 Paris

REPRODUCTION INTERDITE

LE BAROMETRE DE L'IMMOBILIER PAR LES NOTAIRES

CHAMBRE DES NOTAIRES DE PARIS

Répartition des ventes d'appartements anciens vendus libres à Paris à usage d'habitation en 1998



Les appartements de 4 pièces et plus, appartements familiaux classiques, ont enregistré une augmentation des montants moyens de transaction de 5% environ.

Les appartements de plus petite taille restent toutefois relativement stables.

Ce mouvement marque une rupture avec ce que nous avons connu depuis 1990. Le marché est globalement entré dans un contexte de stabilité des prix mais leur pouvoir d'achat ayant augmenté les acquéreurs se positionnent sur des appartements de plus grande taille.

Il est à noter que 80% des acqusitions se réalisent sur des biens de moins de 3 pièces ou moins avec un budget financier inférieur à 1 million de francs.

Pour plus d'information : www.paris.notaires.fr

Chambre des Notaires de Paris - Place du Châtelet - Paris 1er - Téléphone : 01 44 82 24 00

VENTES

APPARTEMENTS

PARIS 3e

MARAIS
5/6 P. a rénover
4e ét. asc.
Imm. ravalé. 2 850 000 F
Agence Beaubourg. –
01-42-71-87-88
et 01-44-61-94-40

PARIS 5e

NOTRE-DAME, rare vue, soleil, duplex
gd séjour + chbre, asc. park. ss-sol aménagé 4 200 000 F
SERGE KAYSER
01-43-26-43-43

JARDIN DES PLANTES
3 P. 58 m², 3e ét., asc., calme, 1 210 000 F –
01-40-51-06-07.

PARIS 7e

AVENUE SUFFREN
Rare 5 P, 126 m², grande allure, à rafraîchir, 4e ét. superbe, pierre de taille.
4 200 000 F
VALMONT 01-44-94-04-40

PARIS 9e

RUE J.-B. PIGALLE,
récent 60 m², 2 chbres, parfait état, calme, soleil.

RUE DE LA ROCHEFOUCAULD
pierre de taille, 115 m², 3 chbres, charme, belles réceptions, balcon.
01-42-27-85-00

TRUDAINE
Studio 32 m², 6e asc., vue, 670 000 F
X'IMMO 01-40-25-07-05

MARTYRS-TRUDAINE
beau 7 P, 186 m², dble expo. pierre de taille, balcon,
4 450 000 F
X'IMMO 01-40-25-07-05

RUE DES MARTYRS
6 PCES 160 m²
3e asc. + 2 chbres serv. avec douches + box 3 150 000 F
VALMONT 01-44-94-04-40

TRUDAINE
Ancien, asc., dble liv. 5 chbres 160 m², à revoir, cheminée, 2 serv. box., urg.
01-43-35-18-36

PARIS 10e

RUE DE CHABROL
2 P. 34 m² balcon, 5e étage, sans asc. Plein sud.
420 000 F 01-44-94-04-40.

PARIS 11e

LOFT 200 M²
autour d'un patio 3 700 000 F
S. KAYSER 01-43-26-43-43

PARIS 13e

CORVISART 4/5 P.
standing. 2 bains, dble expos. box
CENTURY 21 – TGA
01-44-08-61-21

PORT ROYAL
Vue degagée, 3 pièces parquet, cheminée,
1 150 000 F – 01-43-26-43-43

Pres parc Montsouris récent 1975, sej. 3 chbres, gde cuis., 2 bns, 92 m², à rafraîchir, park.
01-43-35-18-36

GÉRER
L'Optimisation Immobilière

LE NOUVEAU MONDE
69, RUE DUNOIS
– 3 P. à partir de 900 000 F
– 4 P à partir de 1 000 000 F
Bur. de vente s/place 26e étage, mercredi 11 h à 12 h 30 et de 15 h à 18 h et le vendredi, de 15 h à 18 h.
GÉRER 01-60-92-05-67
ou 06-07-62-63-00.

PARIS 14e

ALÉSIA. Imm. 1930, asc. ét. élevé 4 P., 95 m², parfait état sans vis-à-vis, calme.
01-43-35-18-36.

100 m² STANDING
4e ét., balcon/jard. sud
2 ch., séj., dbl., soleil, park.
Exclusivité J.-P. MAURIN
01-43-37-50-50

PARIS 15e

ALLERAY
Maison s/3 niv. séj., 3 chbr., gde cuis., 2 bns, 150 m², chem., poutres, bon état, calme, 01-43-35-18-36.

90 m² 4 P. PDT
LEFEBVRE. Soleil, vue, 2 chbres, séj. dble, 32 m²
4e ét., ch. svce 8 m²
J.-P. MAURIN Gobelins immo.
01-43-37-50-50

PARIS 17e

SQUARE DES MUSICIENS
Beau 3 P. parfait état, 2e étg. asc.
1 580 000 F - 01-44-94-04-40

VILLIERS
BEAU 2 P., 43 M², 5e étg., asc.
750 000 F - 01-44-94-04-40

92 HAUTS-DE-SEINE

LEVALLOIS contig. NEUILLY
Part. à part. appart. 2 pièces
Ent. NEUF GRAND STANDING
51,35 m², 3e étage.
Park. s/sol.
Frais notaire réduits/Périssol
Prix : 1,22 MF
Tél. : 01-45-34-38-57
ou 01-47-57-58-22

● ENCHÈRE ●
NOTAIRE 01-45-61-55-70

BOURG-LA-REINE
5, rue André-Theuriet
studio + parking, 3e ét. Loué 24 000 F/an 3 658,78 €
MAP 150 000 F, 22 867,35 €
Visites 22 et 25/2 :
10 h a 12 h,
6/3 : 14 h à 16 h.

FONTENAY-AUX-ROSES
19, rue Joseph-Boullie
studio, 3e étage.
Loué 25 584 F/an 3 900,26 €
MAP 150 000 F 22 867,35 €
Visites 18/2 et 5/3 : 15 h à 17 h, 27/2 : 11 h à 13 h.

SCEAUX
33, rue des Imbergères
Studio 3e étage.
MAP 150 000 F, 22 867,35 €
Visites 18/2 et 5/3 : 11 h à 13 h, 27/2 : 15 h a 17 h.

BOULOGNE
Prop. vd stud. 34 m², standing, calme, ensol., parfait état. Px : 650 000 F.
Tel. : 06-10-01-57-16

● ENCHÈRE ●
NOTAIRE 01-46-99-77-61
BOULOGNE
60, rue de la République
2 P. 42,29 m², 3e ét.
MAP 320 000 F
48 783,69 €
Visites 19/2 : 11 h à 13 h
24/2 et 3/3 : 15 h à 17 h.

Neuilly/Victor-Hugo, imm. stand., 1er ét. s/jard. tr. clair, calme, refait neuf, lux. dble séjr + 2 ch., 93 m²+10 m² balc. 2 WC + 2 S.d.B., cave + park. 2,370 MF. – 01-49-26-94-11

94 VAL-DE-MARNE

CHARENTON, 300 m Paris
face au bois de Vincennes, beau 3 p. r-d-c, 103 m².
Très belles prestations
2 000 000 F
I.P. 01-48-83-32-88.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pces avec 1 séj., 2 chbres, 1 cuisine, salle de bains, wc, cave, 4e étage. 1 150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

VILLIERS/MARNE
4 PCES. 80 m², état neuf construction récente, centre ville
prox. gare RER, SNCF
Prix . 980 000 F
Tél. : 01-49-30-63-55
06-10-68-65-99

ÉTRANGER

QUÉBEC/ SAINT-SAUVEUR
App. 3 or. E.S.O., meublé, cuis. équipée. CAC, sa/sam, sdb, mazz. Foyer face pistes ski. Pav. lois. : sauna, tourb., pisc. int. Poss. loc. si abs. 70 000 dollars can.
Tél. : 00-1-450-227-4100.
Fax : 00-1-450-227-7324.

NUITS-SAINT-GEORGES
vigneron rech. investisseurs pour achats vignes d'appellation suite retrocession SAFER.
03-80-61-28-22/
06-80-70-97-91
RCS B 325 354 611

AIX-EN-PCE MONTAIGUET
Belle bastide contempor. 250 m² s/2 ha en restanque s/les hauteurs, séj. chem. 4 ch., SdB, SdE, bx volumes gde terrasse, vue impren. annexes 150 m², pisc, tennis cave, garage, 3 200 000 F
AIX – Tél. : 04-42-26-83-26

"La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de PARIS - siège social 21 rue Georges Auric 75019 PARIS - désire vendre un ensemble immobilier sis 45 rue Gauthey - 75017 PARIS.

Pour tout renseignement, écrire à la Direction de la Gestion - 21 rue Georges Auric 75019 PARIS - correspondant M. Jean-François CRISPIN, avec la mention sur l'enveloppe "vente de la rue Gauthey".

Prière de ne pas téléphoner et de ne pas se présenter sur place.

N.B. - Date limite des offres sous pli cacheté : lundi 12 avril 1999 à 17h30.

Seules les offres sans conditions suspensives seront retenues, les conditions de la vente et les jours de visite seront précisés par retour du courrier".

ACHATS

INTER PROJETS
recherche sur Paris et Est parisien volumes atypiques à vendre ou a louer.
Tél. : 01-42-83-46-46.

LOCATIONS

AGIFRANCE
LOCATIONS
01 49 03 43 40

PARIS 15e
– 4 mn m° Dupleix, 12/12 *bis*, rue Edgar-Faure, studio 31 m², 3e étage, balc., 6 m², cave + park.Loyer 4 064 F ch. comp.
Com. 2 571 F

– 126, rue Saint-Charles, 3 P, 73 m², 4e étage, cave et park. Loyer 7 886 F ch. comp.
Com. 5 018 F.

AGIFRANCE
LOCATIONS
01 49 03 43 40

PARIS 8e
52, bd Malesherbes
Très bel imm. haussmannien
M° SAINT-AUGUSTIN
Appts entièrement rénoves 7/8 P. de 265 m² 33 058 F nets, 5e et dernier ét., dble réception. salle à manger 4 ou 5 chbres, possib. chbres de service, chauff. coll.

- 8e superbe studio neuf avec jardin, 85 m², 5 500 F + ch
- 16e PASSY. vue Seine, 2 P., 78 m², 7 900 F + ch.
- 15e Javel, 15e ét., vue Seine 4 p. 100 m². park. 10 185 + ch ;
- 16e Kléber, 4 P, 120 m² meublé s/jard. 13 000 net
VALMONT 01-44-94-04-40

CANNES
Loue 3/4 pièces 83 m², dans agréable maison de ville. Jardin, dépendances.
Tél. : 01-45-32-65-28
ou 04-93-39-27-38.

AGIFRANCE
LOCATIONS
01 49 03 43 40

PARIS 16e
- 90/92, rue de la Faisanderie, m° Porte-Dauphine ;
- 5 P, 140 m², 1er étage, 3 chbres, balc., 24 m², cave et 2 parkings, loyer 18 511 F ch. comp. Com. 10 301 F ;
- 3 P, 109 m², 5e ét., terrasse 28 m², cave et park., loyer 16 300 F, ch. comp., comm. 9 263 F.

- Proche place Victor-Hugo, appt d'exception refait neuf superbe 7 P. de 280 m², 4e ét., réception 85 m², 4 chbres, 4 salles de bains. Loyer 35 368 F ch. comp.

PASTEUR 15e
2/3 P. 56 m², refait neuf, 1 chbre, dble living, cuis., s. de bains, w.-c.,
5 200 F + charges.
Tél. 01-45-54-29-39.

EMBASSY SERVICE
43 avenue Marceau – 75116
Rech. pour CLIENTS ETRANGERS APPTS HAUT DE GAMME HÔTEL PARTICULIER & VILLAS OUEST PARIS VIDES ET MEUBLÉS
GESTION POSSIBLE
01-47-20-30-05

MASTER GROUP
47, rue Vaneau, 75007 Paris
rech. appts. vides ou meublés.
Toutes surfaces pour cadres banques et grandes sociétés
Tél. : 01-42-22-98-70

15e CONVENTION F3
refait neuf. Imm. bourgeois. meuble luxe, très clair, calme balcon. 2e ét.. cuis. équipée. double vitrage, fax, TV, cave, poss. park., sérieuses garanties 9 000 F/m + faibles charges.
Tél. : 01-39-75-42-58.

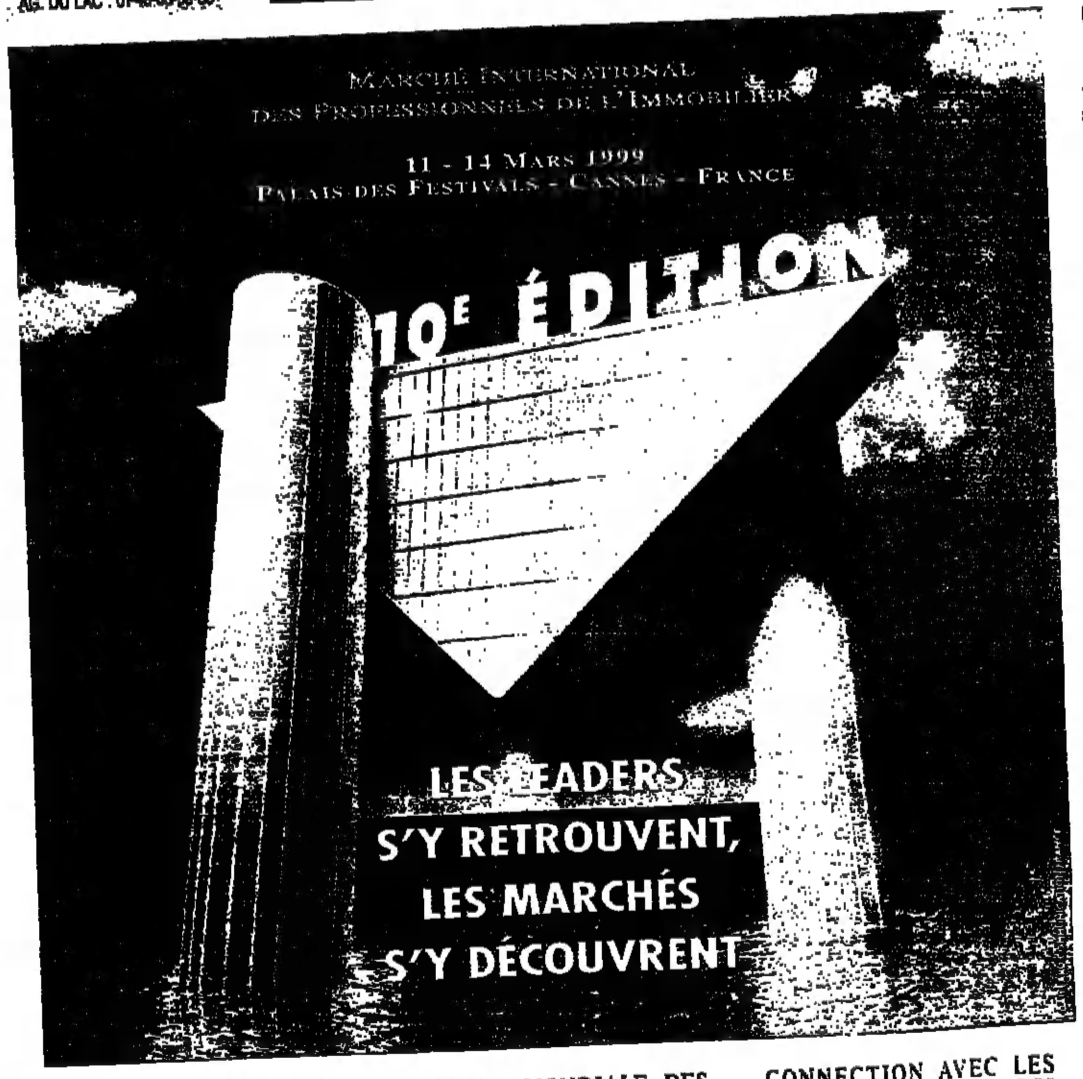
APPARTEMENTS DE VACANCES
Monts métallifères (Saxe) à partir de 155 FF pour 2 pers/jour (hors saison).
Infos : M. Bochmann, Rosental 29, D-08289 Schneeberg.
Fax : 0049-377221325.

Loue près Arles-Avignon appt ds mas XVIIIe, jardin 2/3 pers., semaine ou mois libre févr. à oct.
Tel/fax : 04-90-91-44-67

BEAU PIANO
1/2 QUEUE palissandre 1925. 204 cm, très belle sonorité, 35 000 F visible Paris-19e.
Tél. : 01-42-17-39-43 (en journée)
ou 06-13-02-86-71.

La Colline aux enfants cherche **FAMILLES RELAIS** sur Paris et region parisienne pour accueillir temporairement enfants de 3 à 10 ans.
Tel : 01-40-50-11-24.

SKI DE FOND
JURA (près Métabief, frontière suisse)
3 h de Paris par TGV, en pleine zone nordique 1 000 m altitude, chez ancien sélectionné olymp. Chambres en pension ou demi-pension, salle de remise en forme, ambiance familiale
Réserv. : 03-81-49-00-72.



VUE IMPRENABLE SUR TOUS LES MARCHES DU MONDE

Vous allez découvrir au MIPIM les plus grandes réalisations immobilières internationales du moment sur plus de 17 000 m² brut d'exposition, avec 1 186 sociétés exposantes. Vous pourrez enrichir votre connaissance du marché par un cycle de conférences animées par des intervenants réputés, sur des thèmes d'actualité.

BOURSE MONDIALE DES VALEURS IMMOBILIERES

Les 8 319 professionnels venus de 55 pays en font de très loin le plus grand marché immobilier du monde. Depuis 10 ans, le MIPIM reflète et permet d'exploiter toutes les tendances du marché de l'immobilier.

CONNECTION AVEC LES PLUS GRANDS PARTENAIRES

Seul le MIPIM peut mobiliser 1 987 investisseurs et 416 utilisateurs finaux. C'est dire que le MIPIM réunit à Cannes le " Who's who" de l'immobilier international.

Reed Exhibition Companies

MIPIM

Contact : Nadine CASTAGNA
REED MIDEM ORGANISATION
BP 572 - 11, rue du Colonel Pierre Avia
75726 Paris Cedex 15 - FRANCE
Tél . 33 (0)1 41 90 45 20
Fax : 33 (0)1 41 90 45 30

CHF
Conseil en Habitat et Financement

Le Spécialiste du Financement Immobilier

- Les taux les plus bas du marché*
- Financement 100 %
- Accord spécial fonctionnaire
- Défiscalisation PERISSOL : (Nombreux produits clefs en mains)
- Refinancement de Crédit

27, avenue de Tourville - 75007 PARIS
☎ 01 53 59 50 50

EN VUE

■ Un fleuriste de Villeneuve-la-Garenne (Hauts-de-Seine) s'est fait voler trois roses par trois individus armés, samedi 13 février, veille de la Saint-Valentin.

■ *« Au lieu d'envoyer des fleurs, SVP faites parvenir une lettre au ministre de la santé pour qu'il améliore nos services hospitaliers »*, informait l'avis de décès de **Carmelita Trachy** rédigé par son neveu **Errol**, indigné que sa tante, quatre-vingt-treize ans, soit restée pendant quarante-huit heures sur une civière dans un couloir de l'hôpital Royal Victoria, à *Montréal, avant d'être opérée.*

■ Mercredi 10 février, **Mel Lastman**, *maire de Toronto*, souffrant de palpitations cardiaques, passait encore neuf *heures dans le corridor* des urgences d'un hôpital sans obtenir un lit.

■ L'hôpital numéro 10 d'Irkoutsk, en Sibérie, manquant d'appareils d'aspiration médicale, s'est fait livrer, faute de moyen, une trayeuse à vache électrique capable de traiter simultanément dix patients.

■ Les douaniers de l'aéroport du Caire ont extrait, samedi 13 février, cent soixante-sept téléphones portables des quarante poches du gilet d'un Egyptien en provenance de Paris.

■ Le livre *Cinq mille ans de Chine* contenant 984 coquilles, **Wang Zinshang**, lecteur de la province du Zhejiang, vient de porter plainte *contre Drapeau rouge*, l'éditeur.

■ Afin de récupérer le permis de conduire qu'on lui avait retiré pour myopie l'an dernier, **Elie Berthoud**, ancien gendarme, alerte centenaire, suppliait depuis, menaçait, mettait en émoi le canton de Genève. Farceur, le service suisse des autos et de la navigation vient de le lui rendre sous verre et frappé du tampon *« annulé »*.

■ Un paraplégique, accidenté de la route, a été récemment condamné, par le tribunal correctionnel de Bourges, à huit mois de prison ferme pour avoir causé la mort d'une femme en conduisant en état d'ivresse.

■ Les autorités sanitaires d'Afrique du Sud qui ont distribué gratuitement, au cours d'une campagne contre le sida, des milliers de préservatifs percés, *agrafés à leur mode d'emploi*, lancent un appel à la vigilance du public.

■ Mercredi 10 février, une habitante de Montesilavano, en *Italie*, qui ne pouvait plus payer son loyer, chassée de son appartement après avoir perdu son mari, arpente le bord de mer par gros temps, hésite, avance, recule, se jette à l'eau. Une vague roule la désespérée sur une plage de Pescara, puis se retire, la laissant à pieds secs.

Christian Colombani

La revue de Sartre rend hommage à Georges Bataille

Le numéro spécial des « Temps modernes » consacré à l'auteur du « Bleu du ciel » permet de revenir sur deux aventures qui ont marqué le monde culturel français de l'après-guerre

GEORGES BATAILLE aurait-il récusé, pour lui, l'appellation d'« homme de revues », comme le fait Claude Lanzmann en tête du beau numéro des *Temps modernes* (décembre-janvier-février, nº 602) consacré à l'auteur du *Bleu du ciel* ? Peut-être, mais alors par goût du paradoxe. Car, de la fin des années 20 à l'après-guerre, Bataille n'a cessé de fonder et de diriger des revues, et, *dans les temps intermédiaires*, il collaborait, donnait des articles à une foule de publications, *refusant de concevoir l'activité* intellectuelle comme un confortable quant-à-soi, un simple lieu de rassemblement et d'enrichissement.

Cette fragmentation généralisée du travail de l'esprit n'est pas occasionnelle ou aléatoire chez Bataille. Elle est, au contraire, conforme à son projet, existentiel plus encore que littéraire ou politique : projet marqué, construit – c'est là aussi un paradoxe – sur le désir sans frein et la volonté de dépense. On peut imaginer qu'un jour, jeune encore, Bataille décida de ne plus compter et de ne s'épargner qu'en *vue de la dilapidation.* Soulignons combien cette décision, à laquelle il se tint farouchement, le place *dans une position singulière.* A l'exception de Maurice Blanchot, peu d'écrivains et d'intellectuels ont opté, optent encore, pour ce choix si coûteux. Choix qui fit de Bataille – et, dans un ordre différent, de Blanchot – une sorte de « journaliste » brûlé, consumé à sa tâche.

Deux axes logiques dominent ce numéro spécial des *Temps modernes.* D'une part, le rapport Bataille-Sartre, superbement analysé, dans son aporie même, par Jean-François Louette. 1945-1946 : tandis que l'auteur de *La Nausée* crée *Les Temps modernes*, Bataille fonde *Critique.* S'inauguraient ainsi deux aventures centrales dans le monde culturel français de l'après-guerre. On sait que Sartre, en 1943, consacra une lumineuse critique à Bataille, ce *« nouveau mystique »* qui venait de publier *L'Expérience intérieure.* En 1952, comme une lointaine réponse à Sartre, Bataille publie une étude sur le *Saint Genet.* Sur ces parallèles qui ne se rencontrent jamais, sur ces deux conceptions du monde, et singulièrement de la communauté – pathétique chez Bataille, raisonnée et visant à l'efficacité chez Sartre –, Jean-François Louette jette un regard pénétrant.

Le deuxième axe est celui de l'histoire, retracée par Francis Marmande, et détaillée dans les autres contributions. Histoire qui est, d'abord, celle de toutes ces revues – de *Documents* (1929-1930) à *Critique* (1946), en passant par *La Critique sociale* (1931-1934), la revue de Souvarine, et *Acéphale* (1936-1939) – auxquelles Bataille, jamais seul, apporta son énergie vitale. De l'anthropologie à la littérature, de l'économie à la politique, le champ embrassé est vaste, à la mesure des convulsions du monde, avec l'exigence d'en saisir les constantes et les ruptures.

Cette histoire ne s'arrête pas à la mort de Bataille (1962). Elle s'étend, prospère, continue, comme *Critique* (avec, après Jean Piel, Philippe Roger) et *Les Temps modernes* (avec Claude Lanzmann). *Tel Quel* (Philippe Sollers rappelle sa dette à l'égard de Bataille), *TXT* (Christian Prigent analyse le sens de cette *« haine de la poésie »* qui fonda une certaine idée de l'avant-garde), *Aléa* (Jean-Christophe Bailly), furent les moments de cette extension du domaine de la réflexion et du combat. Domaine que *Lignes* (Michel Surya) et *La Revue de littérature générale* (Olivier Cadiot et Pierre Alféri) n'ont pas fini d'étendre.

Patrick Kéchichian

DANS LA PRESSE

EUROPE 1
Alain Duhamel

■ Philippe Séguin a choisi d'apparaître durant les quatre mois qui viennent comme le dépositaire de la légitimité présidentielle, comme le porte-étendard de Jacques Chirac. Le président est populaire et sa fonction est rassembleuse. Philippe Séguin tente de se placer dans son sillage. De surcroît, Jacques Chirac rassemble naturellement les eurosceptiques – *c'est son tempérament instinctif* – et les euroréalistes dont il est devenu à l'Elysée l'exemple le plus frappant. Encore Philippe Séguin aura-t-il à gérer le numéro deux de sa liste, Alain Madelin, plus européen que lui et tout aussi imprévisible, qui tentera d'imposer lui aussi sa marque sur la campagne. Encore devra-t-il prendre garde à ne pas affaiblir Jacques Chirac en portant ses couleurs. La pire des choses serait, pour le président de la République, d'être réduit au score de la liste Séguin.

LE TEMPS
Maria-Pia Mascaro

■ L'acquittement de Bill Clinton répond en définitive à une logique politique. Non tant pour absoudre l'homme, que pour sauvegarder le système. Le renvoi pur et simple de Bill Clinton en *Arkansas par la seule volonté* d'une majorité républicaine hargneuse aurait signifié la fin de l'équilibre entre l'exécutif et le législatif. Les Pères Fondateurs en créant *l'outil de la destitution* pour se débarrasser d'un président incapable de gouverner ou abusant de son pouvoir lui avaient prévu des garde-fous. En requérant la majorité des deux tiers du Sénat, ils mettaient le système à l'abri des coups d'Etat parlementaires et des vendettas politiques. Le Parti républicain vient de l'apprendre à ses dépens.

THE ECONOMIST

■ Il était clair, sinon dès le début, du moins peu après, que le procès en destitution du président n'aurait jamais dû avoir lieu. Cette *machine lourde et énorme*, dont les travaux paralysent l'exercice normal du pouvoir, ne devrait *être mise en marche que pour éliminer un président dont les deux partis politiques et le peuple estiment* qu'il constitue une menace pour le pays. Les délits commis par *Bill Clinton*, le parjure et l'obstruction de justice – et non, faut-il le répéter, le fait qu'il ait eu une aventure torride – étaient, à notre avis, graves et honteux. M. Clinton a dissimulé ses erreurs de conduite privées en mentant au public, ce qui a eu pour conséquence de détruire la confiance que le public avait en lui. A cela, la bonne réponse d'un homme d'honneur aurait été de donner sa démission. Mais la majorité des Américains ne l'a pas entendu ainsi ; et il s'est trouvé encore moins d'Américains pour estimer que ces délits justifiaient le renvoi *du président.*

www.place-publique.fr

Un webmagazine et une base de données pour soutenir les actions d'entraide en France

*« **NOTRE BUT** est de soutenir les initiatives en faveur d'une société plus solidaire et plus citoyenne »* : Philippe Merlant, spécialiste en communication d'entreprise, anime le site Web Place publique avec l'aide d'une douzaine de journalistes indépendants réunis au sein d'une association à but non lucratif. Place publique est d'abord une base de données recensant une centaine d'actions d'entraide dans toute la France, classées par *thèmes ou par régions*, allant du soutien scolaire dans les banlieues défavorisées à la réinsertion des *femmes RMistes ou à l'aide* à domicile en milieu rural. L'internaute désireux de créer sa propre association y trouvera aussi des renseignements sur la marche à suivre, ainsi que quelques conseils : *« Nous voulons inciter les gens à participer plus activement à la vie de la cité, et Internet nous aide à faire bouger les choses. »*

Cette ambition avait failli tourner court. En avril 1997, un an après son lancement, le site doit être mis en sommeil faute de financement : *« Nous avons alors pris notre bâton de pèlerin pour démarcher les mécènes. Finalement, une dizaine d'entreprises ont accepté de mettre la main à la poche »*, raconte Anne Dhoquois, rédactrice en chef du site. Depuis le 19 janvier 1999, date de sa résurrection, Place publique publie un webmagazine mensuel rédigé par l'ensemble de l'équipe sous la direction de Philippe et Anne. Les reportages racontent la vie et l'action de citoyens anonymes qui s'engagent au quotidien, comme les beurs d'une cité de Meurthe-et-Moselle créant un journal de quartier ou les « écolo-cantonniers » du Val-de-Marne.

Place publique publie également des dossiers sur les 35 heures, le PACS ou la régularisation des sans-papiers, accompagnés de rubriques d'informations pratiques baptisées « Pour en savoir plus et agir » : *« Nous livrons toutes nos sources, y compris les coordonnées des personnes rencontrées sur le terrain, afin que le lecteur puisse les contacter et se joindre à leur combat. »*

Par ailleurs, la rubrique « Au Web citoyen » rend compte des campagnes d'opinion menées sur Internet, comme le mouvement de soutien aux chômeurs en lutte, la pétition pour l'arrêt des reconduites vers l'Algérie ou le comité d'action pour le jugement de Pinochet. Enfin, les habitués de Place publique pourront bientôt débattre de tous ces sujets dans le forum de discussion qui devrait ouvrir prochainement.

Christophe Labbé et Olivia Recasens

SUR LA TOILE

INTERNET À MATIGNON

■ Lionel Jospin a annoncé que, dans le cadre de la Fête de l'Internet, il réunirait à l'hôtel Matignon le 17 mars prochain *« les acteurs les plus impliqués du développement de la société de l'information en France : élus, animateurs d'associations, responsables d'entreprises, agents de l'Etat »*.

PLAYBOY CONTRE NETSCAPE

■ Le groupe d'édition Playboy a porté plainte pour détournement de marque contre le moteur de recherche Excite et la société Netscape, propriétaire du site-portail NetCenter. Il reproche à NetCenter d'envoyer en temps réel des bandeaux publicitaires pour d'autres sites érotiques à tous les visiteurs faisant une recherche sur les mots Playboy et Playmate. De plus, les résultats de la recherche les orientent vers un annuaire de sites pour adultes liés à Netscape par des accords publicitaires. – *(AFP.)*

BILLETS D'AVION

■ Air France a annoncé l'ouverture prochaine de son service de vente de billets sur Internet, d'abord pour les Etats-Unis dès le mois d'avril, puis pour la France avant la fin de l'année. – *(AFP.)*

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à 360 F d'économie soit 7 semaines de lecture GRATUITE

Offre valable jusqu'au 31/12/99

ABONNEZ-VOUS ET DEVENEZ LECTEUR PRIVILÉGIÉ DU MONDE

Oui, je souhaite m'abonner au *Monde* pour la durée suivante :

□ 3 MOIS - 562 F au lieu de 585 F* □ 6 MOIS - 1 086 F au lieu de 1 170 F* □ 1 AN - 1 980 F au lieu de 2340 F* Soit 360 F d'économie

* Prix de vente au numéro (Tarif en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement soit : .... F 901 MQ 001

□ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du *Monde*

□ par carte bancaire Nº

Date de validité. Signature :

□ M. □ Mme Nom :

Prénom :

Adresse :

Localité : Code postal :

TARIFS HORS FRANCE

	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne
1 AN	2190 F	2960 F
3 mois	598 F	790 F

USA-CANADA

« Le Monde » (USPS=0009729) is published daily for $ 892 per year « Le Monde » 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additionnal mailing offices. POSTMASTER : Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

Offre valable jusqu'au 31/12/99

• Pour tout renseignement concernant : le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement etc. Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi.

• Pour un changement d'adresse, un transfert ou une suspension vacances un numéro exclusif : 0 803 022 021

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc 60646 Chantilly Cedex

Arrêt sur textes *par Alain Rollat*

ON NE JETTE PAS la pierre à un confrère sans prendre le risque qu'elle vous revienne à la figure. Loin de nous l'idée de faire la leçon aux journalistes qui, en 1985, étaient chargés d'éclairer notre lanterne sur les risques d'attraper le sida par transfusion sanguine. Ils essayaient d'y voir clair sur un terrain où le cheminement de la vérité était déjà sapé par le mensonge.

On ne saurait leur reprocher d'avoir mis du temps à faire le tri entre les demi-vérités qu'ils ne pouvaient pas voir, celles qu'ils ne savaient pas voir, celles qu'ils ne voulaient pas voir, celles qu'ils entrevoyaient sans pouvoir, ou vouloir, les dire, et celles qu'ils disaient parfois à des gens qui ne voulaient pas les entendre. Justice leur a déjà été rendue, puisque chacun sait que le rôle des médias a été déterminant dans la découverte des dysfonctionnements dont toutes les conséquences criminelles ne sont pas encore jugées.

On ne jettera donc pas la pierre à cette consœur, figure de proue de l'information médicale, qui avait accepté, dimanche, sur La Cinquième, de soumettre ses écrits de l'époque au crible d'« Arrêt sur images ». Elle honorait sa profession en consentant à rendre des comptes après en avoir demandé. Il n'est pas facile d'avoir à expliquer pourquoi, à la une du *Matin*, on titre un jour *« Sida : état d'urgence »* et, le lendemain, *« Sida : pas de panique »*. Cela l'est encore moins quand il s'agit d'expliquer pourquoi il se passe deux ans entre le moment où l'on assure, à la « une » du *Matin*, en 1985, que *« les risques d'être contaminé par le sida, après une transfusion sanguine, s'effondrent »* et celui où l'on révèle, dans *L'Express*, en 1987, *« la tragédie des hémophiles »*.

L'exercice est d'autant plus périlleux que si la télévision se prête bien à l'arrêt sur images, le moindre de ses arrêts sur textes dénature l'écrit. A trop vouloir se justifier, sans avoir le temps de le faire, surtout quand on le fait sous le regard contradictoire d'un juriste rigoureux, comme c'était le cas dimanche, on prend alors le risque de verser dans la suffisance du rubricard solitaire, porté par la qualité incomparable de ses connaissances spécifiques à traiter avec condescendance le jugement d'autrui. C'est classique.

Cette éminente consœur était tellement habitée par ses certitudes successives, il y avait tant d'assurance dans sa façon de répondre aux remarques, *« ce n'est pas vrai »*, *« ce n'est pas le problème »*, *« vous vous trompez complètement... »*, qu'elle finissait par donner à l'expression de sa vérité univoque une prétention à l'absolu qui lui donnait un profil péremptoire. C'est dommage.

LUNDI 15 FÉVRIER

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.20 La Saint-Valentin. Je t'aime, moi non plus. Invités : Catherine Anthony, Jean-Claude Bologne, Anne Boulay, André Comte-Sponville, Jean-Didier Vincent. Forum Planète
21.50 L'Ecran témoin. A quel sein se vouer ? Invités : Le docteur Bénédicte Bayet, Patrick Saillez, Jean-Luc Fagnart, Marie-Noëlle Dechesne. RTBF 1

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Umberto Pelizzari, Kristofer Astrom, Pierre Ardiù, Eva Bravo et Laetitia Roy. Canal +
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. Invité : François Hollande. LCI
21.00 Le Grand Journal. LCI
21.05 Le Point. Les tombeaux flottants de la marine marchande. Peggy's Cove, Nouvelle-Ecosse. Le chien fait partie de la famille. TV 5
22.50 D'un monde à l'autre. Les agriculteurs. Invité : Jean Glavany. France 2
23.20 Carte blanche à... Philippe Douste-Blazy. Forum Planète
0.45 Le Cercle. France 2

DOCUMENTAIRES

19.00 Nature. La Ruée vers l'or vert. Le tiers monde menacé par la biotechnologie. Arte
19.00 Les Bardes de Gengis Khan. Muzzik
19.55 L'Eden russe. Odyssée
20.15 Reportage. Nucléaire, le coût d'arrêt. Arte
20.25 La Vie en mer du Nord. Odyssée
20.30 Le Baiser. Forum Planète
20.35 L'Epopée des fusées [6/13]. Planète
20.55 L'Eté des manchots. Odyssée
21.45 Bo, l'arbre de Bouddha. Odyssée
22.05 L'Histoire de l'Italie au XXe siècle. Le fascisme au pouvoir. Planète
22.15 Chypre, otage de l'histoire. Odyssée
22.35 Les Parois de la mémoire. [2/6]. Le pilier central du Fréney. Planète
23.10 Biosphère. Odyssée
23.25 Chasing Marc Behm. Planète
0.05 Les Mentawaï. Odyssée
0.15 Jimi Hendrix at Woodstock. Canal Jimmy
1.00 La Case de l'Oncle Doc. Christine Spengler, retour à Phnom Penh. France 3

MUSIQUE

21.00 Cosi fan tutte. Dir. Ion Marin. Muzzik
21.55 Pacific 231, d'Arthur Honegger. Par l'orchestre de la Télévision suisse italienne, dir. Marc Andreae. Mezzo
22.05 Barenboïm interprète la Sonate n° 32, de Beethoven. Mezzo
22.45 La Folle Journée de Nantes. Cité des congrès 1999. Mezzo
0.15 The Return of Maria Callas. Londres 1973. Muzzik
0.45 Jazz 6. Jazz et humour : Fats Waller, Louis Armstrong, Louis Jordan. M 6

TÉLÉFILMS

20.10 Deux petites voix. Peter Levin. RTBF 1
20.50 Le Monde à l'envers. Charlotte Brandström [1/2]. TF 1
20.55 Les Allumettes suédoises. Les Noisettes sauvages [3/3]. France 2
22.50 Les Amants du lac. Joyce Bunuel. 13ème

COURTS MÉTRAGES

22.25 Courts au 13. Ecchymose. Marc Sieger. 13ème Rue
22.28 Les Faell. Lyonel Kouro. Canal +
23.50 Court-circuit. Home on the Range. Henrike Goetz et Patrick Orth. Shoot Express. Colin Mowbray. Arte

SÉRIES

20.15 Ellen. Sainte Ellen. RTL 9
21.25 New York Police Blues. A coups de marteau. Canal Jimmy
22.10 La Rédac. La photo. Disney Channel
23.05 Buffy contre les vampires. [1/2]. Kendra. Série Club
23.50 Cosmos 1999. Le retour du voyageur. Série Club
0.10 New York Police Blues. Tout est bien qui finit bien. TSR
1.45 Cop Rock. A Three Corpse Meal (v.o.). Canal Jimmy

Le Monde TÉLÉVISION

CANAL JIMMY

17.20 DJ, la voix du rock'n'roll
Grâce à l'apparition d'un mélange explosif de rockabilly blanc et de rhythm'n'blues noir, la radio va connaître, à la fin des années 50, un développement phénoménal. A l'aide d'images d'archives, ce documentaire de Paul Eichgrun rend un hommage mérité aux disc-jockeys de la station WLAC basée à Nashville, qui fit découvrir à des millions d'auditeurs James Brown, Fats Domino et Otis Redding.

ARTE

22.25 Laura ■■■
Un inspecteur de police new-yorkais tombe amoureux d'une morte, Laura, tuée et défigurée par un coup de fusil à bout portant. Depuis plus de cinquante ans, ce film, qui révéla en France Otto Preminger, hante l'imaginaire de ceux qui l'ont vu et revu. Sublime de beauté et de mystère, Gene Tierney y règne entre rêve et réalité, actrice de légende à tout jamais Laura, immortelle, mythique.

FRANCE-CULTURE

0.05 Radio Archives
Quarante ans après, France-Culture rediffuse les entretiens bien connus de Claude Lévi-Strauss avec Georges Charbonnier. Publiés en 1961 chez Plon, réédités en 10-18 en 1973, ils demeurent, plus qu'une introduction à l'œuvre de Lévi-Strauss, une des meilleures illustrations de ce que peut être un journalisme culturel intelligemment conduit. Un grand moment de radio et d'intelligence.

FILMS

18.20 Silverado ■■ Lawrence Kasdan (Etats-Unis, 1985, 130 min) ○. Cinéstar 1
19.30 Irma la douce ■■ Billy Wilder (Etats-Unis, 1963, 150 min) ○. Cinétoile
20.50 Les Vestiges du jour ■■ James Ivory (Etats-Unis, 1993, 140 min) ○. France 3
20.55 La Blonde explosive ■■ Frank Tashlin (Etats-Unis, 1957, 95 min) ○. Téva
21.00 Le Sens de la vie ■■ Terry Jones (Grande-Bretagne, 1983, v.o., 110 min) ○. Paris Première
22.10 Excalibur ■■ John Boorman (Irlande, 1981, v.o., 135 min) ○. Ciné Cinéma 1

22.25 Laura ■■■ Otto Preminger. Avec Gene Tierney, Dana Andrews (Etats-Unis, 1944, N., v.o., 85 min) ○. Arte
22.40 Ludwig ou le crépuscule des dieux ■■■ Luchino Visconti [1/2] (Fr. - It. - All., 1972, 110 min) ○. Ciné Cinéma 2
22.50 La Vie de Brian ■■ Terry Jones (Grande-Bretagne, 1979, v.o., 100 min) ○. Paris Première
22.50 Traquée ■■ Ridley Scott (Etats-Unis, 1987, 100 min) ○. Cinestar 2
23.00 L'Espoir ■■ André Malraux (France, 1939, N., 75 min) ○. Histoire
23.05 Winslow contre le roi ■■ Anthony Asquith (GB, 1948, N., v.o., 105 min) ○. Ciné Classics
0.50 Le Mécano de la «General» ■■■ Buster Keaton et Clyde Bruckman (Etats-Unis, 1926, N., muet, v.o., 80 min) ○. Ciné Classics
1.00 Cocoon ■■ Ron Howard (Etats-Unis, 1985, 115 min) ○. Ciné Cinéma 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.30 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Boom, Météo.
20.50 Le Monde à l'envers. Téléfilm. C. Brandström [1/2] ○.
22.45 Y a pas photo ! Les histoires étonnantes et drôles du surnaturel.
0.15 Culture !
0.50 TF1 nuit, Météo.
1.05 Très chasse.

FRANCE 2

19.20 1000 enfants vers l'an 2000.
19.25 Qui est qui ?
20.00 Journal, Météo.
20.55 Les Allumettes suédoises. Les Noisettes sauvages. Téléfilm. Jacques Ertaud [3/3] ○.
22.50 D'un monde à l'autre. Les agriculteurs.
0.25 Journal, Météo.
0.45 Le Cercle.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Cosby. ○
20.30 Tout le sport.
20.50 Les Vestiges du jour ■■ Film. James Ivory ○.
23.10 Météo, Soir 3.
23.40 Le Chemin des écoliers ■ Film. Michel Boisrond ○.
1.00 La Case de l'Oncle Doc. Christine Spengler, retour à Phnom Penh.
1.55 Le Magazine du cheval.

CANAL +

► En clair jusqu'à 20.40
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Pas si vite.
20.40 L'Héritage de la haine ■ Film. James Foley ○.
22.28 Les Faell.
22.30 Buud Yam ■■ Film. Gaston JM Kaboré (v.o.) ○.
0.10 Boxe Hebdo.
1.20 Opération peur ■ Film. Mario Bava (v.o.) ○.
2.45 Territoire comanche ■ Film. Geraldo Herrero (v.o.) ○.

ARTE

19.00 Nature. La Ruée vers l'or vert.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Reportage. Nucléaire, le coût d'arrêt.
20.40 Shanghai Triad ■ Film. Zhang Yimou (v.o.) ○.
22.25 Laura ■■■ Film. Otto Preminger (v.o.) ○.
23.50 Court-circuit. Home on the Range (v.o.) ○. Shoot Express (v.o.) ○.
0.20 Topkapi ■ Film. Jules Dassin ○.

M 6

19.20 Mariés, deux enfants. ○
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Notre belle famille. ○
20.40 Décrochage info, Les Produits stars.
20.50 Opération dragon ■ Film. Robert Clouse ○.
22.40 Les Sept Vampires d'or ■ Film. Roy Ward Baker ○.
0.15 Culture pub. Microsoft. Le mariage.
0.45 Jazz 6. Jazz et humour : Fats Waller, Louis Armstrong, Louis Jordan.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Gerald Messadié (David, Roi).
21.00 Le Grand Débat. Politique et science : qui est responsable ? Invités : Monette Vacquin, Olivier Beaud, Philippe Douste-Blazy, Alain Etchegoyen, Axel Kahn.
22.10 Fiction. Sam Shepard.
23.00 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert à quatre. Donné en direct par l'Orchestre de chambre de Lausanne, dir. Jesus Lopez-Cobos.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Le Bel Aujourd'hui.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Casse-Noisette, suite op. 71a, de Tchaïkovski, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Herbert von Karajan.
20.40 Francis Poulenc et la musique ancienne.
22.53 Les Soirées... (suite). Œuvres de Schubert, Beethoven.

MARDI 16 FÉVRIER

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.20 Grèce antique, la mémoire en héritage. Invités : Jacqueline de Romilly, Paul Demont, Monique Trédé, Jean-Pierre Vernant, François Villard. Forum Planète
23.25 Carnaval, le monde à l'envers. Invités : Yvonne de Siké, Marie-claude Groshens, Annie Sidro, Pierre Povigna, Guillaume d'Andlau. Forum Planète

MAGAZINES

15.05 1 an de +. Invité : Michel Charasse. Canal +
17.10 Le Débat de Pierre-Luc Séguillon. LCI
18.00 Stars en stock. Robert De Niro. Greta Garbo. Paris Première
18.00 et 21.00 Le Grand Journal. LCI
18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Gaspard Noé, « La Mouche », Nick Nolte, Jamel Caviezel, Sophie Fontanel. Canal +
19.00 Archimède. Le désert, source de vie ? Bâiller n'est pas s'ennuyer. Nouvelles de la route. Arte
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. LCI
20.00 20h Paris Première. Romane Bohringer. Paris Première
20.50 Les Moments de vérité. M 6
21.00 Le Gai Savoir. A-t-on le droit de tout dire ? Paris Première
21.05 Temps présent. Les avoirs oubliés. TV 5
22.45 La Vie à l'endroit. Cancre et pourtant surdoué. France 2
23.30 Science 3. Le Mystère de la Grande Pyramide. France 3
0.20 Zone interdite. An 2000 : la peur de l'apocalypse. M 6
0.40 Le Cercle. France 2
1.45 Saga-Cités. Emeutes urbaines, et après ? France 3

DOCUMENTAIRES

17.00 Cinq colonnes à la une. Planète
19.00 Le Musée d'Orsay. Vers le XXe siècle. Odyssée
19.10 Les Possédés du jeu. Planète
19.55 Bo, l'arbre de Bouddha. Odyssée
20.00 Les Tribus indiennes. [8/20]. Les Crows. Planète
20.15 Reportage. Balzac 1999. Arte
20.20 Boat people, les oubliés de l'espoir. Odyssée
20.30 Athènes et la Grèce antique. Forum Planète
20.35 Tsar Boris. [1/2]. Planète
20.45 La Vie en face. Le Monde selon Zhouzhou. Arte
20.45 Les Descendants. [2/13]. Les Bernadotte. Histoire
20.50 Pour une chanson d'amour. France 3
21.25 Divorce, quand le rabbin s'en mêle... Planète
21.45 Les Ateliers du rêve. [2/6]. Cent fleurs pour la Chine. Histoire
21.45 On the Road Again. Inde. Odyssée
21.50 David Hockney en perspective. Canal +
22.30 Venise sous les masques. Forum Planète
22.35 La Chine, dragon millénaire. La Route de la soie. Odyssée
23.00 L'Egypte. [5/5]. Post mortem. Histoire
23.05 L'Eté des manchots. Odyssée
23.20 L'Epopée des fusées. [6/13]. Objectif Lune. Planète
0.50 Bébés volés. France 3

SPORTS EN DIRECT

17.00 Natation. Coupe du monde. Eurosport
19.00 Football. Match amical. Strasbourg - Bayern Munich. Eurosport
21.00 Boxe. Combat international WBC. Bruno Warzelle - Pablo Sarmiento. Eurosport
2.05 Basket NBA. Canal +

MUSIQUE

20.45 Juliet Letters'. Avec Michael Thomas, violon ; Ian Belton, violon ; Paul Cassidy, alto ; Jacqueline Thomas, violoncelle ; Elvis Costello, guitare et chant. Mezzo
21.00 War Requiem, de et par Benjamin Britten. Royal Albert Hall 1964. Muzzik
22.35 Zarzuela : El Barbarillo de Lavapies. Par les Chœurs du Théâtre Calderón, dir. José A Irastorza. Muzzik
22.45 La Folle Journée de Nantes. Cité des congrès 1999. Mezzo

THÉÂTRE

21.40 Claus Peymann s'achète un pantalon. Thomas Bernhard. Mise en scène. Philip Tiedemann (v.o.). Arte
23.10 Avant la retraite. Thomas Bernhard. Mise en scène. Claus Peymann (v.o.). Arte

TÉLÉFILMS

17.15 Les Cahiers bleus. Serge Leroy. Festival
18.30 Séparés mais égaux. George Stevens Jr [2/2]. Téva
18.50 Le Chien de Munich. Michel Mitrani. Festival
20.30 Jennie, Lady Randolph Churchill. James Cellan Jones [2/3]. Festival
20.40 Chérie, nous avons été rétrécis. Dean Cundey. Canal +
21.15 Manège. Marc Angelo. RTBF 1
22.25 Bonheur d'occasion. Claude Fournier. Festival
22.45 Fenêtre sur meurtre. Eric Till. M 6

SÉRIES

17.20 Seconde B. Mademoiselle Casanova. TMC
17.50 Hartley, cœurs à vif. France 2
18.30 Les Repentis. La dernière tentation de Vic. RTL 9
18.45 Cosmos 1999. L'enfant d'Alpha. Série Club
19.35 Happy Days. Eugène superman. Série Club
19.35 Tel père, tel fils. Maboul de cristal. TMC
19.50 La Vie de famille. [1/3]. Vive Paris. RTL 9
20.00 Larry et Balki. Contes de Noël. TMC
20.05 Cosby. France 3
20.15 Ellen. So Funny. RTL 9
20.40 The Practice. La loi du talion. Question de morale. Série Club
20.55 La Vie à cinq. Un enfant encombrant. Téva
21.00 Seinfeld. Décalage. Canal Jimmy
21.45 Ally McBeal. The Real World (v.o.). Téva
22.15 Twin Peaks. (v.o.). Série Club
22.15 La Rédac. Une bonne leçon. Disney Channel
22.50 Fallen Angels. Un poison qui fait mouche (v.o.). Canal Jimmy
23.05 High Secret City. Les loups entre eux. Au cœur de la nuit. TF 1
23.15 Millennium. Analyse diabolique. TSR
23.20 Star Trek, la nouvelle génération. Héritier légitime (v.o.). Canal Jimmy
0.10 Star Trek. Deep Space Nine. Dramatis Personae (v.o.). Canal Jimmy
1.00 Cop Rock. A Three Corpse Meal (v.o.). Canal Jimmy
1.45 Friends. The One with the Yeti (v.o.). Canal Jimmy
2.10 Absolutely Fabulous. Le magazine (v.o.). Canal Jimmy

Le Monde TÉLÉVISION

CINÉ CINÉMA 3

16.05 L'ambition de Saïd Taghmaoui
Révélé par *La Haine*, le film de Mathieu Kassovitz, Saïd Taghmaoui s'affirme comme un acteur ambitieux et exigeant. Enfant des cités, fils d'immigrés marocains né en France, il ne veut plus se limiter aux rôles de *« beur de service »*. Il le confesse au réalisateur Frédéric Compain dans un long entretien tourné fin 1995. Une conversation sans clichés, intelligente et lucide.

CANAL +

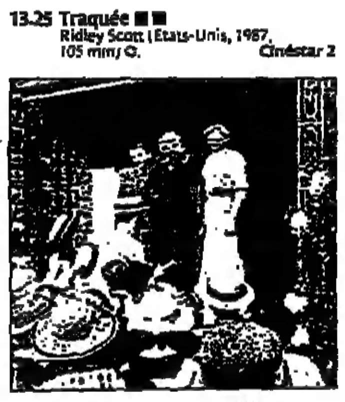
21.50 David Hockney en perspective
En 1964, David Hockney, jeune peintre anglais en vogue à Londres, découvre Los Angeles. Pouvant y vivre son homosexualité à l'air libre, il s'y installe en 1978. C'est là que Pierre Saint-Jean et Monique Lajournade l'ont rencontré. Hockney est d'un commerce agréable, malgré la surdité qui ne lui permet plus de mettre *« la vision et l'écoute en harmonie »*.

CINÉ CINÉMA 3

22.10 Excalibur ■■
Inspirée des légendes des chevaliers de la Table ronde et de la recherche du Graal, cette œuvre est restée exceptionnelle, tant par sa puissance visuelle que par sa haute signification spirituelle. John Boorman l'a réalisée en 1981 en Irlande. Les admirables décors, costumes, éclairages recréent un univers à mi-chemin entre l'*heroic fantasy* et le Moyen Age des peintres préraphaélites. En v.o.

FILMS

13.25 Traquée ■■ Ridley Scott (Etats-Unis, 1987, 105 min) ○. Cinéstar 2



13.45 Winslow contre le roi ■■ Anthony Asquith. Avec Robert Donat, sir Cedric Hardwicke (Grande-Bretagne, 1948, N., v.o., 105 min) ○. Ciné Classics
14.25 Cocoon ■■ Ron Howard (Etats-Unis, 1985, 115 min) ○. Ciné Cinéma 1
14.30 Jardins de pierre ■■ Francis Ford Coppola (Etats-Unis, 1987, 110 min) ○. Cinéstar 1
15.30 Le Mécano de la «General» ■■■ Buster Keaton et Clyde Bruckman (Etats-Unis, 1926, N., muet, v.o., 80 min) ○. Ciné Classics
18.15 Trente secondes sur Tokyo ■■ Mervyn LeRoy (Etats-Unis, 1944, N., 135 min) ○. Ciné Classics
18.30 L'Espoir ■■ André Malraux (France, 1939, N., 75 min) ○. Histoire
19.30 1941 ■■ Steven Spielberg (Etats-Unis, 1979, 115 min) ○. Cinétoile
20.30 Ludwig ou le crépuscule des dieux ■■■ Luchino Visconti [1/2] (Fr. - It. - All., 1972, 115 min) ○. Ciné Cinéma 1
20.30 Je vous aime ■■ Claude Berri (France, 1980, 100 min) ○. Ciné Cinéma 3
20.50 Indiana Jones et la dernière croisade ■■■ Steven Spielberg (Etats-Unis, 1989, 135 min) ○. TF 1
21.25 Les 39 Marches ■■ Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne, 1935, N., 90 min) ○. Cinétoile
22.10 L'Eau froide ■■ Olivier Assayas (France, 1994, 95 min) ○. Cinéstar 1

22.10 Excalibur ■■ John Boorman. Avec Nigel Terry, Helen Mirren (Irlande, 1981, v.o., 140 min) ○. Ciné Cinéma 3
22.25 La Reine des bandits ■■ Shekhar Kapur (Grande-Bretagne, 1994, 120 min) ○. Ciné Cinéma 2
22.30 Monsieur Hire ■■ Patrice Leconte (France, 1989, 85 min) ○. Paris Première
0.40 Le Trésor de la Sierra Madre ■■■ John Huston (Etats-Unis, 1948, N., v.o., 125 min) ○. Ciné Classics

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

14.35 Arabesque. ○
15.30 La loi est la loi. ○
16.25 L'homme qui tombe à pic. ○
17.15 Sunset Beach. ○
17.40 Beverly Hills. ○
18.30 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Indiana Jones et la dernière croisade ■■■ Film. Steven Spielberg ○.
23.05 High Secret City. Les loups entre eux ○. Au cœur de la nuit ○.
0.50 Le docteur mène l'enquête.

FRANCE 2

13.50 Derrick. ○
14.55 Soko. ○
15.50 La Chance aux chansons.
16.45 Des chiffres et des lettres.
17.15 et 22.35 Un livre, des livres.
17.20 Cap des Pins. ○
17.50 Hartley, cœurs à vif. ○
18.45 Et un, et deux, et trois.
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 Qui est qui ?
20.00 Journal, Météo.
20.55 Jersey Girls ■ Film. ○ David Burton Morris.
22.40 Bouche à oreille.
22.45 La Vie à l'endroit. Cancre et pourtant surdoué.
0.20 Journal, Météo.
0.40 Le Cercle.

FRANCE 3

14.48 Le Magazine du Sénat.
14.58 Questions au gouvernement.
16.10 Grands gourmands.
16.40 Les Minikeums.
17.45 Le Kadox.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'info, Météo.
20.05 Cosby. ○
20.35 Tout le sport.
20.50 Pour une chanson d'amour.
22.55 Météo, Soir 3.
23.30 Science 3. Le Mystère de la Grande Pyramide.
0.25 Magazine olympique.
0.50 Bébés volés.

CANAL +

13.35 Big Brother ■ Film. ○ Jackie Chan.
15.05 1 an de +.
15.50 Partir avec National Geographic. L'Arbre magique du Serengeti.
16.50 Power Rangers 2 Film. ○ Shuki Levy et David Winning.
► En clair jusqu'à 20.40
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.40 Chérie, nous avons été rétrécis. Téléfilm. ○ Dean Cundey.
21.50 David Hockney en perspective.
22.44 Les Faell.
22.45 Bean ■ Film. Mel Smith (v.o.) ○.
0.15 Riches, belles et cruelles Film. Bunny Schpoliansky ○.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.45 Le Journal de la santé.
14.00 L'Art et la Manière.
14.30 La Cinquième rencontre... Santé, science.
16.00 Les Grandes Aventures du XXe siècle.
16.30 Les Dessous de la Terre.
17.00 Au nom de la loi. ○
17.30 100 % question.
18.00 Les Coulisses de la science.
18.20 Météo.
18.30 Le Monde des animaux. A l'ombre du Kilimandjaro.
19.00 Archimède.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Reportage. Balzac 19-99.
20.45 La Vie en face. Le Monde selon Zhouzhou.
21.40 Comedia, hommage à Thomas Bernhard. Claus Peymann s'achète un pantalon. Pièce de Thomas Bernhard (v.o.). 23.10 Avant la retraite. Pièce de Thomas Bernhard (v.o.).

M 6

13.30 La Force de vivre. Téléfilm. Harry Winer ○.
15.15 Les Routes du paradis. ○
16.15 Boulevard des clips.
17.40 Les Nouvelles Aventures de Robin des Bois. ○
18.25 Lois et Clark. ○
19.20 Mariés, deux enfants. ○
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Notre belle famille. ○
20.40 E = M 6 découverte.
20.50 Les Moments de vérité.
22.45 Fenêtre sur meurtre. Téléfilm. ○ Eric Till.
0.20 Zone interdite. An 2000 : la peur de l'apocalypse.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.02 Les Chemins de la musique. [2/5].
20.30 Agora. Françoise Waquet.
21.00 Poésie studio.
22.10 Mauvais genres. Jacques Serguine (Le Délit du corps).
23.00 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

19.40 Prélude.
20.00 Festival Présences 99. Le trio de Philippe Milanta.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Le Dialogue des muses.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées de Radio Classique. Suite pour orchestre n° 3 BWV 1069, de Bach, par l'Orchestre du Festival de Musique ancienne de Boston, dir. Andrew Parrott. 20.40 Rudolf Kempe, chef d'orchestre.
22.38 Les Soirées... (suite).

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
Tous publics
○ Accord parental souhaitable
○ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
○ Public adulte Interdit aux moins de 16 ans
○ Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films
■ On peut voir
■■ A ne pas manquer
■■■ Chef-d'œuvre ou classique

Les symboles spéciaux de Canal +
DD Dernière diffusion
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

Le Monde
MARDI 16 FÉVRIER 1999

Les bidonneurs

par Pierre Georges

FAUDRA-T-IL inventer le Pandore d'or ? Ou le CRS-César du plus grand bidonneur ? Ou le Navarro du meilleur vrai-faux figurant ? C'est tout de même assez *époustouflant* et très inquiétant. En quelques semaines, trois magnifiques flagrants délits de « bidonnage » ont été découverts à la télévision française.

Le bidonnage, nom explicite, est en matière de presse, l'art douteux de truquer un reportage écrit, parlé ou filmé. Soit pour faire le récit minutieux et héroïque d'événements *auxquels l'auteur n'a pas assisté*. Soit pour truquer en simulant des événements qui ne correspondent à aucune réalité de terrain. Soit enfin pour reconstituer, reconstruire l'*actualité au prix de quelques tours* de passe-passe qui permettent de donner à un reportage fabriqué l'allure du plus vrai que la vérité, et du plus sensationnel que la sensation.

Les bidonneurs sont les faux-monnayeurs du journalisme. Et ils sévissaient bien avant la télévision, en presse écrite notamment. Dans le secret de la corporation ouverte à tous les vents, c'est peu dire que des réputations ont été parfaitement établies d'as du reportage en chambre d'hôtel capables de vous raconter un événement comme s'ils y avaient assisté. Le genre *avait, a et aura toujours ses maîtres* puisque aussi bien la profession de journaliste n'est pas imperméable aux fripouilles et aux faussaires, voire aux Tartarin de plume ou de *micro*.

Et ces mêmes bidonneurs, ou leurs cousins, ont trouvé un formidable champ d'exploration dans le reportage télévisuel. Comme l'écrit peut se nourrir du romanesque et le parlé du bruitage, le filmé peut se parer de la fiction. Faux et usage de faux reportage, le goût du sensationnel, du scoop, du fric aussi, chavire les déontologies élastiques.

Donc trois affaires révélées en quelques semaines, grâce notamment à l'équipe d'*Arrêt sur Images*, qui, sur la Cinquième, passe lesdites images au tamis de l'expertise en falsifications. Les trois flagrants délits procèdent tous du même système : des reportages-vérité, dans le genre vérité reconstituée et interprétée par des figurants. Premier cas : un document réalisé par Philippe Buffon, de la société de production privée AVP News, et diffusé, le 5 décembre, par l'émission *Reportages* de TF 1. Sujet : l'arrestation en live d'une bande de dealers à Lille. Images-choc. Les gendarmes *y jouaient aux gendarmes* comme aux dealers. Bidonnage. Deuxième cas : un reportage sur des sauvetages en montagne réalisé par un réalisateur indépendant, Tony Comiti et diffusé par France 3. Sauveteurs et sauvés étalent des CRS. Bidonnage. Troisième cas : Philippe Buffon encore, TF 1 et Reportages toujours, le 27 juin dernier, une arrestation musclée sur l'autoroute, à Orange, d'un voleur de voiture par une patrouille de gendarmerie. Le voleur était bien évidemment un gendarme en plein rôle de composition. Bidonnage.

Bref, scandale, enquêtes dans les *chaînes, sanctions internes, sanctions* du CSA, la machine répressive est en route. Et tant mieux, le ménage doit être fait et les vraies responsabilités établies dans ces entreprises répétées de tromperie sur l'image. Mais tout de même une remarque : avant que d'accuser le marché, l'audimat, qui transformeraient le journaliste naturellement bon en faussaire malgré lui, convenons qu'il y a de sa*crés flibustiers dans ce métier !*

LES CAHIERS DE SCIENCE & VIE
1000 ANS DE SCIENCES
Une encyclopédie en 12 numéros à collectionner.
7e tableau
Le 19e siècle :
La passion des mondes disparus
La découverte des fossiles bouleverse la place de l'Homme.
EN VENTE EN KIOSQUE

Le meurtre des « fiancés de Fontainebleau » semble avoir été élucidé

Trois hommes appartenant au milieu du braconnage ont été arrêtés

DIX ANS d'enquête auront donc été nécessaires pour obtenir les premiers éléments sérieux dans l'affaire des « Fiancés de Fontainebleau » découverts morts, le 10 janvier 1989, deux mois et demi après avoir été tués par balles lors d'une promenade en forêt. Un étudiant de vingt-huit ans, Cédric Mabille, son père et un ami de la famille ont été mis en examen pour *« homicide volontaire »* et incarcérés, samedi 13 février, par Françoise Méry-Dujardin, juge d'instruction au tribunal d'Evry (Essonne). Interpellé à son domicile de Montpellier (Hérault), jeudi 11 *février*, où il *suivait des études* de droit, le jeune étudiant a, semble-t-il, reconnu sa participation au meurtre qui coûta la vie à Anne-Sophie Vandamme et Gilles Naudet, respectivement âgés de vingt-quatre et vingt-cinq ans. Les deux autres personnes arrêtées n'ont pas confirmé les faits. Les trois suspects ont été incarcérés dans des maisons d'arrêt différentes.

Le 31 octobre 1988, le jeune couple stationne sa Peugeot 304 beige sur le parking des Feuillardières, dans une partie très touristique de la forêt domaniale de Fontainebleau, et entame une *promenade, en compagnie* de leur berger des Pyrénées, Dundee, en direction du massif de Coquibus. Parvenus près de la Mare-aux-joncs, ils paraissent avoir rencontré des personnes appartenant au *milieu* du braconnage. Leur chien a-t-il été confondu avec un animal sauvage et abattu par des chasseurs ? Ont-ils, eux-mêmes, été pris pour cible ? L'instruction n'a, pour l'instant, par encore permis de répondre à ces questions.

Lors d'une battue, le 10 janvier 1989, une troupe de chasseurs découvre les corps à une trentaine de mètres de la Mare aux joncs. Les tueurs n'ont pas voulu laisser de témoins d'une scène sur laquelle Cédric Mabille donnera peut-être plus de détails. Anne-Sophie Vandamme est morte d'une balle dans la nuque et son compagnon a été atteint d'un *projectile au visage et* d'un dans la nuque. Le corps du chien est également retrouvé troué de deux balles. Les assassins, qui ont utilisé des armes de calibre 22 long rifle, se *sont enfuis au volant d'un véhicule* 4X4. les gendarmes ont relevé des traces de pneus sur le sentier, peut-être celles d'une Lada, et de la peinture claire sur un rocher.

UNE ENQUÊTE DIFFICILE

L'étudiant en droit, qui pourrait permettre, aujourd'hui, de relancer l'affaire, est originaire de la ville de Gironville (Essonne). Passionné d'armes à feu, il était connu pour son goût prononcé pour la chasse sauvage en forêt de Fontainebleau, habillé de vêtements militaires et armé de son fusil et d'un couteau. Son père, divorcé depuis lors, ancien pilote de ligne, a été arrêté à Boulogne-sur-Mer (Pas-de – Calais). Le troisième suspect, connu des services de gendarmes comme un habitué du braconnage, réside toujours dans le département de l'Essonne.

L'enquête dans le milieu très fermé du braconnage est apparue particulièrement difficile. Il aura fallu plusieurs centaines d'auditions, de nombreuses fausses pistes, notamment celles de groupes paramilitaires d'extrême droite ou d'un jardinier portugais, pour cerner les probables auteurs de ces meurtres. Mais les éléments décisifs paraissent avoir été réunis lors d'arrestations de braconniers au mois de janvier 1998 et 1999. Relâchés après leurs auditions, ils auraient conduit les gendarmes sur les traces des trois hommes en livrant certains détails sur les habitués du massif de Coquibus. *Ce lieu est connu par les braconniers* pour être un lieu de rendez-vous discret pour l'exercice du tir. La légende affirme même que Jacques Mesrine venait s'y entraîner. *Les gardes forestiers dressent régulièrement* des procès-verbaux contre les amateurs d'armes. Des caches d'explosifs attribués à des mouvements terroristes ont même été retrouvées sur la Mare-aux-joncs. Ce plateau de la forêt de Fontainebleau a d'ailleurs dû être source d'inspiration puisque les cartes y indiquent la présence de la Gorge aux loups, la Gorge aux fauves et la Gorge aux frissons.

Jacques Follorou

Les Verts, cibles de l'« extrême chasse » réunie à Auch

AUCH
de notre correspondant

Ils sont venus des quatre coins du Gers et des départements voisins, de Midi-Pyrénées et d'Aquitaine, symboles, disent-ils, de *« cette France profonde en mouvement, rétive à tous ceux qui veulent les empêcher de chasser en rond »*. Auch, préfecture du Gers, premier département rural de France, est devenue pour *une après-midi, samedi 13 février, le « cœur de cible »* de tous ceux qui portent un fusil dans la région, renforcés par les élus de tous bords, parlementaires en tête, souvent ceints de leur écharpe tricolore. *« Une seule chasse reste ouverte toute l'année, c'est la chasse aux voix »*, notera un écologiste.

Les Auscitains sont restés chez eux et les commerçants, *grognons, n'ont pas fait leur chiffre d'affaires* du samedi. Dans les rues escarpées, les chasseurs sont 7 000 selon la police, 9 000 selon les organisateurs. *« Nous sommes dans un des départements où le tribunal a cassé la décision du préfet de fixer la fermeture de la chasse au 28 février. On ne peut plus chasser les oiseaux migrateurs depuis le 31 janvier alors que les départements voisins continuent. Une vraie cacophonie juridique. Est-ce que le Gers est encore en France ? »*, interroge Roland Sentis, président des chasseurs gersois. Le ton est déterminé mais la manif sera calme, sans incident. Il faut dire que les organisateurs ont donné des consignes strictes : pas question de venir avec des fusils (et comment aurait-il pu en être question ?) ; éviter de revêtir les tenues paramilitaires de chasseurs d'opérette ; refus des *« écrits politico-injurieux »*. Recommandations observées dans le long cortège, *sauf en ce qui concerne* les banderoles, moins nombreuses qu'à l'accoutumée, mais qui n'en trahissent pas moins une haine envers ceux que le très virulent Pierre Fuzies, président régional, appelle les *« ayatollahs de la verdure »*.

En tête du cortège, à côté du sobre *« Vive la chasse plurielle »*, on peut lire de subtils *« Voynet, on va te gâver »*, ou *« Con-bandit, tu vas prendre une avoynée »*. Sans compter le *« baiser du vampire »* – Saint-Valentin oblige ? – au-dessus d'une photo du premier ministre en train d'embrasser la ministre verte. Une affiche très politique que les élus socialistes gersois associés à la manifestation s'efforcent d'ignorer.

EXTRÊME GÊNE

Mais comment ne pas entendre les salves tirées contre le gouvernement du haut de la tribune ? *« Les chasseurs ne sont pas tous à droite, c'est leur représentation politique qui l'est »*, plaide, volontaire sous l'avalanche, *un responsable du PS gersois. Il n'em*pêche : à l'heure des discours, certains dérapages verbaux de la chasse aux Verts, sport préféré de « l'extrême chasse », suscitent une extrême gêne chez les socialistes présents.

Le président socialiste du conseil général, Philippe Martin, est cependant accueilli poliment au micro. Il est vrai qu'il vient annoncer le soutien unanime des élus du département aux chasseurs en colère. Un moment plus tôt, le président régional, Pierre Fuzies, a pourtant reçu l'ovation du jour en mettant une nouvelle fois, avec virulence, la pression sur le premier ministre : *« Si, après le 28 février, il n'y a pas de réponse de Lionel Jospin, nous le tiendrons pour responsable de ce qui pourra se passer. Et nous ferons le pélerinage de Cintegabelle. »* Au bas de la tribune, les élus socialistes ont remonté encore un peu plus le col de leur manteau. Le fond de l'air était plutôt frais samedi à Auch.

Daniel Hourquebie

Le dossier d'instruction visant Roland Dumas a été transmis au parquet

LES JUGES D'INSTRUCTION Eva Joly et Laurence Vichnievsky ont officiellement communiqué au parquet, vendredi 12 février, le dossier d'instruction visant Roland Dumas. Les *services du procureur disposent de trois mois* pour faire connaître leurs réquisitions à l'encontre des six personnes mises en examen, dont l'ex-compagne du président du Conseil constitutionnel, Christine Deviers-Joncour. Si le parquet n'a pas répondu au terme de ce délai, les juges sont habilitées à décider seules de renvoyer ou non les protagonistes devant le tribunal correctionnel.

Mis en examen pour *« complicité et recel d'abus de biens sociaux »*, M. Dumas est soupçonné d'avoir pris part – à un titre indéterminé – au versement, en 1991 et 1992 par Elf-Aquitaine, de quelque 59 millions de francs (8,9 millions d'euros) de commissions occultes, ainsi que d'avoir indirectement bénéficié d'une partie de ces sommes.

M. Dumas, qui conteste les charges, a sollicité un non-lieu puis réclamé, le 12 janvier, l'annulation de la procédure enquête et la saisine de la Cour de justice de la République, compétente pour instruire des faits reprochés à un ministre dans l'exercice de ses fonctions.

Tirage du *Monde* daté dimanche 14-lundi 15 février 1999 : 582 114 exemplaires. – 3

DÉPÊCHES

■ **AFGHANISTAN : une soixantaine de personnes sont mortes dans le séisme** qui a secoué Kaboul *et ses environs, vendredi* 12 février. Il y aurait également 500 blessés et quelque 7 000 sans-abri. De nombreuses maisons se sont effondrées dans la région de Maida Shahr, à 30 *kilomètres* à l'ouest de Kaboul, la plus touchée. – *(AFP.)*

■ **CHINE : la journaliste dissidente Gao Yu**, détenue depuis le mois d'octobre 1993 *a été libérée*, lundi 15 février, *« pour raisons médicales »*, a annoncé un groupe de défense des droits de l'homme basé à Hongkong. Agée de cinquante-six ans, elle avait été condamnée en 1993 à six ans de détention pour *« divulgation de secrets d'Etat »* dans une série d'articles sur les réformes structurelles parus dans un mensuel hongkongais. Sa peine devait s'achever en octobre. *« Gao Yu a été libérée en milieu de journée. Elle est rentrée chez elle, a pris un repas et se repose »*, a déclaré à l'AFP par téléphone un porte-parole du Centre d'information des droits de l'homme et du mouvement démocratique en Chine. – *(AFP.)*

Laurent Joffrin devrait quitter « Libération » pour le « Nouvel Obs »

LAURENT JOFFRIN, directeur de la rédaction de *Libération*, devrait retourner au *Nouvel Observateur* comme directeur de la rédaction. Laurent Joffrin devait annoncer sa décision, lundi 15 février, en fin de matinée. Il remplace Bernard Guetta qui lui avait succédé en juillet 1996.

Bernard Guetta avait affronté l'opposition d'une partie de la rédaction et a démissionné en raison de désaccords avec Claude Perdriel (*Le Monde* du *13 février*). *Il contestait* le choix des « unes » et prônait un changement important du magazine, alors que son PDG souhaitait une évolution plus lente.

Certains, au *Nouvel Observateur*, souhaitaient le retour de Laurent Joffrin, qui maîtrisait le subtil équilibre des pouvoirs au sein de l'hebdomadaire entre Claude Perdriel, Jean Daniel et la rédaction. Avec la montée des *tensions* entre Claude Perdriel et Bernard Guetta, des contacts ont été pris avec Laurent Joffrin.

Le fondateur du *Matin de Paris* lui a proposé, samedi, de retrouver *sa place de directeur de* la rédaction, en lui donnant des assurances écrites sur son rôle. Son contrat devrait fixer ses responsabilités et lui donner une latitude nette et franche. Cofondateur de l'hebdomadaire, Jean Daniel devient le *« garant des orientations politiques, éthiques et culturelles »* du journal.

L'annonce du probable départ de Laurent Joffrin a jeté un froid à *Libération*. Si on lui reprochait parfois son manque de présence au sein du journal, on appréciait ses talents de diplomate. Ses éditoriaux lui avaient valu *l'hommage de l'hebdomadaire* de Jean-François Kahn, *Marianne*. La société des rédacteurs a fait pression pour qu'il reste.

Serge July devrait s'impliquer davantage dans la direction de la rédaction en attendant de choisir un successeur à Laurent Joffrin. Le choix du nouveau directeur de la rédaction devra recevoir, lors d'un vote, l'aval de la rédaction.

CHAISES MUSICALES

Né en 1952, Laurent Joffrin a commencé sa carrière au service économique de l'Agence France-Presse. Il rejoint *Libération* en mai 1981, après un bref passage au journal économique *Forum International*. Il devient chef du service société, puis du service économique en 1986, avant d'être *nommé* éditorialiste et responsable des pages « Rebonds ». En 1988, il succède à Franz-Olivier Giesbert – qui rejoint *Le Figaro* – au poste de *directeur de la rédaction du Nouvel Observateur*.

Il retourne à *Libération* en 1996 comme directeur de la rédaction, alors que Serge July *abandonne cette fonction* pour se consacrer à son rôle de PDG. Laurent Joffrin revient dans un journal affecté par l'échec de son ambitieuse nouvelle for*mule en 1994 et* par son rachat par le groupe Chargeurs de Jérôme Seydoux. Il va tenter de faire oublier « Libé 3 ».

L'image du quotidien se redresse et retrouve une partie du ton qu'il avait un peu perdu. En 1997, le quotidien voit sa diffusion repartir à la hausse et obtient une étoile d'or de l'Office de justification de la diffusion (OJD), réalisant son meilleur score de diffusion depuis 1991.

Le départ de Bernard Guetta et son remplacement par Laurent Joffrin inaugurent un jeu de chaises musicales, à la tête des rédactions de plusieurs journaux. *Libération* cherche un directeur de la rédaction. Franz-Olivier Giesbert a pris des distances par rapport à la direction de la rédaction du *Figaro* pour se consacrer au *Figaro Magazine*. Enfin, la succession de Roger Thérond à la tête de *Paris-Match* est également ouverte.

Alain Salles